



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Volume 2 - 1900
12 - 1900



BIOGRAPHIE
DES DÉPUTÉS

DE LA

CHAMBRE SEPTENNALE

DE 1824 A 1830.

**CET OUVRAGE SE TROUVE AUSSI AU DÉPÔT DE MA LIBRAIRIE ,
Palais-Royal, galeries de bois, nos 265 et 266.**

BIOGRAPHIE DES DÉPUTÉS

DE LA

CHAMBRE SEPTENNALE

DE 1824 A 1830.

Pierre François Marie Massay de Tyronne

*Tout s'arrange en dînant dans le siècle où nous sommes ;
Et c'est par des dîners qu'un gouverne les hommes.*



Il nous en fera justice.

A PARIS,

CHEZ J.-G. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE ;
rue du Colombier, n° 21.

1826. .

DP
- 55
A 3
MA 2.

OMISSIONS ET ADDITIONS.

Page 60, ligne 6. — M. de Berbis a été porté chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur; il n'a que ce dernier ordre.

Page 61, lignes 14 et 15. — M. Bergevin présidait le collège électoral de Brest, et non le tribunal. Il est encore commissaire de marine à Bordeaux.

Page 143, article Chiffet. — *Ajoutez* que ce magistrat a signé, pendant les cent-jours, l'Acte additionnel.

Page 156, ligne 6. — *Au nom de Colligy, ajoutez celui de Lecarlier.*

Page 196, ligne 10. — Il est maigre, *lisez* il n'est ni maigre ni gras.

Page 284, ligne 21. — *Lisez* Froissard-Bucalieu, *au lieu de* Froissard-Broissia. C'est le neveu de ce député, qui sert dans les gardes-du-corps du roi, qui se nomme *Charles Froissard de Broissia.*

Page 288, ligne 20. — *Gérès de Camarsac, lisez* Gérès de Camarsac.

Page 367, article La Potherie. — Nous rectifierons, dans une seconde édition, quelques erreurs qui se sont glissées dans la biographie de ce député.

Page 368, article Lardemelle. — Ce député est tout à fait indépendant, et ses votes ont été constamment anti-ministériels.

Page 434, article Mousnier-Buisson. — Pendant l'impression de cet ouvrage, ce député a été nommé conseiller à la Cour de cassation.

Page 477, ligne 23, article Peyronnet. — *Au lieu de* 14 septembre 1824, *lisez* 14 décembre 1821.

Page 588, ligne 17, sous-préfet, lisez son préfet.

AVANT-PROPOS.

UNE Biographie des députés de la Chambre septennale ! c'est spéculer sur le scandale, s'écrieront les uns ; c'est un livre inutile, s'écrieront les autres ; car que nous fait l'histoire de tant de personnages obscurs dont on sait à peine le nom, et qui semblent ne s'être réunis que pour dire *amen* à toutes les paroles des ministres ? quel bien produira ce nouvel ouvrage ?... Et comment a-t-on pu avoir la patience de se livrer aux recherches qu'exigeait sa composition ? Bien, ami lecteur ; nous nous sommes dit tout cela, et nos réflexions ont même été plus loin. Nous n'avons point voulu spéculer sur le scandale, et nous serions très-affligés de produire un tel effet. Notre but a été de faire connaître à toute la France la composition de la Chambre qui influe sur ses destinées, et tout en la respectant collectivement, de dévoiler la conduite peu parlementaire de plusieurs de ses membres, afin que les électeurs leur refusent une prolongation de pouvoir ; nous avons voulu apprendre à nos compatriotes combien il est facile à un ministère (1) audacieux et fertile en intrigues, d'égarer la majorité des députations qui se reposent imprudemment sur sa bonne foi ; nous avons voulu prémunir les faibles contre les séductions qui leur sont préparées à leur arrivée dans la capitale ; nous avons désiré fixer les incertains, les irrésolus, qui sont toujours en

(1) En parlant du ministère en nom collectif, nous en exceptons toujours MM. de Damas, Chabrol de Crouzol, le marquis de Clermont-Tonnerre et le duc de Doudeauville, qui n'ont pu se résoudre à être les commis de M. de Villèle.

grand nombre dans toute assemblée délibérante , et nous avons cru bien mériter de notre patrie en signalant à sa vénération et à ses hommages les députés fidèles à leur mandat , qui luttent si courageusement et contre le ministère et contre les doctrines anti-monarchiques. Espérons que leurs efforts ne seront pas sans succès cette année , comme dans les deux précédentes sessions , et que le génie de la légitimité l'emportera sur celui de M. de Villèle. La monarchie est en danger ; les doctrines républicaines et irréligieuses nous débordent de toutes parts ; les vrais royalistes sont persécutés par ceux mêmes qui leur doivent leur élévation , et tout nous présage une crise prochaine. Hâtons-nous donc de faire entendre notre voix avant qu'elle ne soit étouffée !..... Puisse-t-elle être assez forte pour parvenir au pied du trône ! Le roi peut seul nous sauver , et fermer l'abîme des révolutions , où nous pousse continuellement un ministère aussi inhabile qu'imprudent , qui vit au jour le jour , et qui ne songe jamais au lendemain. Que de mal n'a-t-il déjà pas fait à la France ! qui réparera ses torts ? quelle main assez habile pourra couvrir d'un voile nécessaire les manœuvres électorales de 1824 , qu'un noble pair (M. le baron de Montalembert) a qualifiées de « peu dignes du gouvernement du roi , et qui ne devraient jamais se reproduire , à quelque prix que ce fût ? » qui effacera la honte du traité conclu avec les nègres assassins et spoliateurs de Saint-Domingue ? qui rassurera les rentiers dépouillés violemment par les lois financières d'un nouveau Law ? qui protégera l'indépendance de la magistrature censurée par son chef *amovible* ? Ce ne sera pas , certes , le ministère actuel , qui depuis long-temps a perdu la confiance générale , qui a pactisé avec les jacobins et Boyer , et qui ne s'est montré actif que pour faire le mal. Qu'il se retire , et cède la place à de vrais hommes d'Etat , royalistes éprouvés par les tempêtes de la révolution , et c'est désormais le seul bien qu'il lui soit possible d'opérer.

Mais déjà la Chambre élective a entendu la voix de ses

commettans, et aussitôt le ministère a vu rapidement décroître son influence. Les débats des séances secrètes des 9 et 10 de ce mois ont dû lui apprendre combien son joug est devenu pesant, même à ses amis. D'éloquens discours ont signalé cette discussion. M. Agier a le premier commencé l'attaque, et il a bientôt été suivi à la tribune par MM. Hyde de Neuville, comte de la Bourdonnaye, Bacot de Romans, Ferdinand de Berthier et de Berbis. Le premier ministre a été faible, indécis, suppliant même le jeudi; et si tous les royalistes eussent été à leur poste, sa chute était décidée. Mais dans la nuit qui précéda la continuation de la discussion de l'adresse, il parvint à *refaire sa majorité*; et néanmoins, sur 261 votans, il ne put obtenir que 174 voix. Si la Chambre eût été complète, si tous les députés eussent été réunis, sait-on ce qui aurait pu en résulter, surtout quand on connaît le personnel des honorables membres qui n'ont pu assister à ces mémorables débats.

La rapidité de notre travail a peut-être occasionné quelques légères erreurs, que nous nous empressons de rectifier si notre ouvrage obtient les honneurs d'une seconde édition. Nos intentions sont pures : le désir d'être utile à la cause sacrée à laquelle nous sommes dévoués nous a seul guidés dans nos nombreuses recherches, et nous a aidés à supporter l'aridité d'une semblable composition. Nous avons pris pour devise : *Justice aux œuvres, égards aux personnes*. Puisse notre Biographie devenir le *Vade mecum* de tout électeur royaliste, et tous nos vœux seront exaucés!

Nous avons pensé qu'un précis des diverses assemblées législatives pourrait être nécessaire à quelques lecteurs, et nous l'avons joint à notre *Avant-Propos*.

Assemblée des notables, tenue à Versailles le 22 février 1787.

Assemblée des notables, tenue à Versailles le 6 novembre 1788.

Etats-Généraux, ouverts à Versailles le 5 mai 1789.

Assemblée constituante, formée à Paris le 9 novembre 1789, dans la salle du Manège, maintenant rue de Rivoli.

Assemblée législative, ouverte le 1^{er} octobre 1791, même salle.

Convention nationale, ouverte le 21 septembre 1789, même salle.

Conseil des Cinq-Cents, Conseil des Anciens, installés le 28 octobre 1795, le premier aux Tuileries, le second au palais Bourbon.

Sénat *dû* conservateur, installé au palais du Luxembourg le 25 décembre 1799.

Tribunat, installé au Palais-Royal le 25 décembre 1799.

Corps législatif, installé au palais Bourbon le 7 janvier 1800.

Chambre des députés des départemens, installée au palais Bourbon le 4 mai 1814.

Chambre des pairs, installée au Luxembourg le 4 mai 1814.

Chambre des représentans, installée au palais Bourbon le 7 juin 1815.

Chambre des pairs de Napoléon, installée au palais du Luxembourg le 7 juin 1815.

Chambre des députés des départemens, installée au palais Bourbon le 7 octobre 1815.

Chambre des pairs de Louis XVIII, installée au palais du Luxembourg le 7 octobre 1815.

La dissolution de la Chambre de 1815 a eu lieu par ordonnance royale du 5 septembre 1816; celles qui se sont succédées depuis ont toujours été réunies sous l'autorité royale, et il n'y a eu de modification que dans le nombre des députés et dans la durée des pouvoirs. La Chambre septennale a commencé sa première session le 23 mars 1824, jour du discours du roi.

M. DE T.

TABLE

DE MESSIEURS LES DÉPUTÉS

DE LA

CHAMBRE SEPTENNALE DE 1824 A 1830.

A

	Pages.		Pages.
Abbadie (d'),	1	Andigné de Mayneuf (le	
Aboville (d'),	3	comte d'),	10
Agier,	4	Andigné de Restau (d'),	11
Aguillon,	6	André,	12
Aigle (le comte de l'),	7	Anthès (le baron d'),	13
Aigremont de S.-Manvieux		Auberjon (le marquis d'),	16
(d'),	id.	Augier (le comte d'),	17
Amariton de Montfleury (le		Augier du Chézaud,	19
chevalier),	9	Avoyne-Chantereyne,	20
		Aymard (d'),	25

B

Bacot de Romans (le baron),		Becays de la Caussade,	43
	26	Becquey,	id.
Bailly (le marquis de),	27	Bellemare (de),	45
Barlier,	28	Bellissen (le marquis de),	46
Baron (le baron),	30	Benjamin Constant de Re-	
Barrois,	32	becque,	47
Barthe-Labastide,	34	Benoist,	51
Basterrèche,	35	Béraud des Rondars,	57
Baudel-Martinet,	36	Berbis (le chevalier de),	58
Bausset (le marquis de),	37	Bergevin,	61
Bazire,	id.	Bernis (le comte Rénéde),	62
Beaumont (le vicomte Elie		Berthier (le comte Ferdi-	
de),	41	nand de),	64
Beaurepaire (le marquis de),		Bertin de Vaux,	67
	42	Biancourt (de),	70

	Pages.		Pages.
Blangy (le comte de),	71	Bourdeau,	88
Blin de Bourdon (le vicomte),	<i>id.</i>	Bourdeau-Fontenet,	92
Boin,	72	Bourrienne (Fauvelet de),	<i>id.</i>
Boisbertrand (Tessières de),	74	Bouthillier (le marquis de),	97
Boisclaireau (le comte de),	76	Bouville (le marquis de),	100
Boisjourdan (de),	77	Bressand de Raze,	102
Bonnet,	<i>id.</i>	Breton,	103
Bonnet de Lescure,	83	Bricout de Cantraine,	104
Bontin (le baron de),	84	Brillet de Villemorge,	<i>id.</i>
Borel de Brétizel,	<i>id.</i>	Brusset,	105
Boscal de Réals (le comte de),	86	Bruyères-Chalabre (le comte de),	<i>id.</i>
Boucher,	<i>id.</i>	Bucelle,	106
Boulard,	87	Bully (de),	107
		Burosse (le baron),	108

C

Caisergues,	108	Chebrou de la Roulière,	138
Calvières (baron Jules de),	109	Cheffontaine (le vicomte de),	139
• Calvière-Vézénobre (le marquis de),	110	Chenevaz,	140
Calemard de La Fayette,	112	Chevalier-Lemore,	<i>id.</i>
Cainbon (le marquis de),	<i>id.</i>	Chevenon de Bigny (le comte de),	141
Candau (le marquis de),	115	Chièvres (de),	142
• Caraman (le comte de),	116	• Chiflet,	143
Carcaradec (de),	<i>id.</i>	Chilhaud de la Rigaudie,	144
Cardonnel (de),	117	Choiseul d'Aillecourt (le comte de),	147
Carrelet de Loisy,	119	Cholet (le baron de),	148
Castéja (le comte de),	120	Chorier,	<i>id.</i>
• Castelbajac (le vicomte de),	121	• Civrac (le marquis de),	149
Castex (le vicomte de),	124	Clarac (le baron de),	150
Caumont-Laforce (le comte de),	<i>id.</i>	Clausel de Coussergues,	<i>id.</i>
Chabaud-Latour (le baron de),	126	Cochin,	153
Chabrilan (le marquis Moreton de),	129	Coffyn-Spyns,	<i>id.</i>
Chabrol de Chaméane (le comte de),	131	Colligy (de),	156
Chabrol de Volvic (le comte de),	132	Colomb,	<i>id.</i>
Chabron de Solilhac,	135	Corbière (le comte de),	158
Champflour (de),	136	Corday (de),	175
Charencey (le comte de),	137	Cornet-Dincourt,	<i>id.</i>
		Cotteau,	179
		Couderc,	180
		Coupigny (le baron de),	<i>id.</i>
		Couppier,	185

	Pages.		Pages.
Courtavel (le vicomte de),	185	Creuzé,	188
• Courtavel (le marquis de),	186	Crignon d'Ausouer,	189
Courtivron (le comte Phi-	187	Croizet,	190
lippe de),	188	Croix-Solre (le prince de),	195
Cressac (de),		Crussol (le duc de),	id.
		Cuny,	id.
		Curzay (de),	196

D

Dartigaux,	197	Duhamel de Fougeroux,	228
Davayé,	198	Dulyon (le marquis),	229
Daveluy-Bellancourt,	199	Dumaisniel de Lierecourt,	id.
Delaage,	200	Dumarché,	230
Delauro,	id.	Duparc (le comte),	231
Delhorne (le baron),	id.	Duperreux (le baron),	id.
Delpit,	201	Dupille,	id.
Desbassayns de Richemont		Duplan,	234
(le baron),	id.	Duplessis de Grénédan (le	
Descordes,	203	comte Louis),	id.
Desperiers (le chevalier),	210	Duplessis de Grénédan (le	
Devaux,	id.	marquis),	241
Donnadieu (le vicomte),	212	Dupont (le comte),	242
Doria (le marquis de),	215	Dupont,	247
Drouilhet de Sigalas,	216	Durand,	250
Dubay (le baron),	217	Durand-Durepaire,	id.
• Dubotderu (le comte),	218	Durand-d'Elecourt,	id.
Dubourg (le chevalier Ar-		Durand (François),	251
mand),	219	Durand-Fajon (le baron),	252
Dubruel,	222	Duranquet de Chalus (le	
Ducasse de Horgues,	223	chevalier),	id.
Duchesnay,	224	Dussol,	253
Dudon (le baron),	id.	Dussumier-Fopbrune,	254
Dufougeray (Garnier),	226	Dutertre (le vicomte),	255
Dugas Desvarennes,	228	Dutheil.	256

E

• Effiat (le comte d'),	258	Erceville (le comte Rolland	
Emonin,	id.	d'),	259

F

Fadate de Saint - Georges		Favard de Langlade (le ha-	
(de),	261	ron),	262
Faure (le chevalier),	262	Feligonde (de),	266

	Pages.		Pages.
Figarol (le chevalier de),	267	Fouquier-Long ,	274
Flamarens-Grossoles (le mar-		Fournas ,	275
quis de),	269	Fournas Moussoulens (le ba-	
Flaujac (de),	<i>id.</i>	ron de),	277
Fleuriau de Bellevue ,	270	Foy (le comte),	278
Fontenay (de),	<i>id.</i>	Fraguier (le marquis de),	282
Forbin-des-Issars (le mar-		Frenilly (Fauvaud de),	283
quis de),	271	Froissard-Bucalieu (le mar-	
Foucault (le marquis de),	272	quis de),	284
Fougères (le comte de),	273	Fumechon (de),	285
Fouquerand ,	<i>id.</i>	Fussy (le vicomte de),	<i>id.</i>

G

Galard-Terraube (le vicomte		Girardin (le comte Stanis-	
de),	286	las de),	290
Gautier (Elie),	287	Gontaut - Biron (le comte	
Gazan ,	288	de),	296
Génys de Beaufuy (de),	<i>id.</i>	Gourge (le vicomte de),	297
Gérés (de),	<i>id.</i>	Gourgues (le marquis de),	298
Gestas (le comte de),	289	Gozon (de),	<i>id.</i>
Gillet ,	290	Granoux (le comte de),	299

H

Haas ,	299	Hericaert de Thury (le vi-	
Halgan ,	300	comte),	309
Hamel (le comte du),	301	Hersart de la Villemarqué ,	311
Harcourt (le vicomte Emma-			
nuel d'),	302	Hercé (le chevalier de),	<i>id.</i>
Harinand d'Abancourt (le		Hocquart ,	<i>id.</i>
vicomte),	<i>id.</i>	Hoffelize (le comte Théobald	
Haudicourt (d'),	306	d'),	312
Haudry de Soucy ,	<i>id.</i>	Hoffelize (le comte d'),	313
Hauteroche (d'),	307	Huerne de Pommeuse ,	314
Hay-Lucy ,	308	Humann ,	315
Hays (du),	<i>id.</i>	Hyde de Neuville (le comte),	316
Hennessy ,	309		

I

• **Imécourt** (le comte d'), 319

J

Jacquinet-Pampelune, 320 **Jankowitz** (le baron), 323

(XIII)

	Pages.		Pages.
Joffrion (de),	326	Juigné (le comte de),	334
Josse-Beauvoir,	327		

K

• Kergariou (le comte de),	335	Kérouvriou (de),	337
• Kergorlay (le comte Louis de),	336	Knopff,	338
Kerjégu (Montjarret de),	337	Kœchlin,	340

L

Labasèque (de),	342	Laurencie de Charras (le marquis de la),	374
Labbey de Pompierrès, <i>id.</i>		Laurencin (le comte de), <i>id.</i>	
La Boëssière (le marquis de),	344	Lebeau,	375
• La Bouillerie (le baron Roulet de),	348	Lebeschude Champsavin,	376
La Bourdonnaye (le comte de),	350	Le Chapelier de Grandmaison,	377
La Bourdonnaye de Montluc (le comte Sévère de),	357	Leclerc (Léon),	378
Labretonnière,	358	Leclerc (Laurent),	<i>id.</i>
Lacaze (le marquis de), <i>id.</i>		Leclerc de Beaulieu,	<i>id.</i>
Lafont (le baron de),	359	Ledissez-Penanrun,	384
• La Fruglaye (le comte de),	366	Legonidec (le chevalier),	385
La Grandville (le chevalier de),	<i>id.</i>	Lemoine des Mares,	386
• Lapanouze (César de),	364	Lepaige,	388
La Pasture (de),	364	Leroux-Duchâtelet,	<i>id.</i>
Lapeyrade (le vicomte de),	366	Leroy (le baron),	390
La Potherie (le comte Guillot de),	367	Letissier,	<i>id.</i>
Lardemelle (de),	368	Lèvesque,	391
La Roche Saint-André (de),	<i>id.</i>	Léviste de Montbriant (le comte),	392
Lastours (de),	369	Leyval (de),	<i>id.</i>
La Tour-du-Pin la Charce (le comte de),	373	Lézardière (le vicomte de),	393
		Lizot,	396
		Loyson de Guinaumont,	397
		Longuève (de),	399
		Louvigny (le comte de),	400
		Lur-Saluze (de),	<i>id.</i>
		Lyle-Taulane (de),	401

M

Malartic (le comte de),	401	Martainville (le marquis de),	
Maquillé (de),	402		406
Marchant-Collin,	403	Martignac (de),	<i>id.</i>
Margadel (le chevalier de),	404	Martin de Viffers,	411

(XIV)

	Pages.		Pages.
Masson,	411	Montbrun (le vicomte de),	430
Méaudre (de),	414	Montmarie (le comte de),	431
Meaux (de),	id.	Montmorency-Tancarville (le	432
Méchin (le baron),	415	prince de),	432
Meffrey (le comte de),	418	Mortillet (de),	id.
Merlin de Beaugrenier,	419	Mostuéjols (le comte de),	433
Mestadier,	420	Mousnier-Buisson,	434
Meynard (le chevalier de),	422	Moussaye (le marquis de la),	435
Mieulle (de),	424	Moustier (le marquis de),	id.
Mirandol (le comte de),	426	Muyssart (le comte de),	440
Miron de Lespinay,	428		
Monceaux (de),	id.		
Montbel (le comte de),	id.		
Montbron (le comte de),	439		

N

Neuville (le marquis Rioult	Noailles (le comte Alexis de),
de),	445
Nicod de Ronchaud,	444
Nicolaï (le marquis de),	445
	449

O

Ollivier,	450
Ounous (d'Andurand d'),	450

P

Pardessus,	451	Pinteville de Cernon (le ba-	
Paré d'Espeyrut (le vicomte		ron de),	501
de),	453	Planelli de la Valette (le	
Partouneaux (le comte de),	456	marquis de),	id.
Paul de Châteaudouble,	456	Pommerol (de),	502
Pavy,	457	Potteau d'Hancarderie,	503
Péraldi (Antoine),	458	Poydavant,	504
Périer (Casimir),	467	Pracomtal (le marquis de),	505
Petit-Perrin,	471	Preissac (le comte de),	id.
Petou,	472	Prévéraud de la Boutresse,	id.
Peyronnet (le comte de),	473		
Piet,	495	Puymaurin (Marcassus, ba-	
Pinieux (le comte de),	500	ron de),	506

Q

Quelen (le comte de),	508	Quinsonnas (le comte de),	509
-----------------------	-----	---------------------------	-----

R

	Pages.		Pages.
Ranchin (le baron de),	510	Rivarola-Barbaggi (le comte de),	527
Raudot,	511	Rochemore (le marquis de),	529
Ravez,	<i>id.</i>	Rocheplatte (le comte de),	530
Ravinel (le baron de),	518	Roger,	531
Reboul,	519	Roncherolles (le comte de),	534
Regnouf de Vains,	<i>id.</i>	Rosny (de),	535
Regourd de Vaxis (le chevalier de),	520	Rotours (le baron des),	<i>id.</i>
Remond (le vicomte de),	<i>id.</i>	Rougé (le comte de),	536
Renaud,	521	Rouillé de Fontaine,	538
Renouard de Bussières,	<i>id.</i>	Rousseau,	539
Revélière,	522	Roux (de),	<i>id.</i>
Ribard,	523	Royer-Collard,	540
Ricard (de),	524	Ruinart de Brimont,	545
Ricard (de),	525		
Richard d'Aboncourt,	526		
Riocourt (le comte de),	527		

S

Saint-Blanquat (le chevalier Lingua de),	546	Saladin (le baron),	559
Saint-Chamans (le vicomte de),	547	Sallier,	560
Saint-Cricq (le comte de),	548	Sanlot-Baguenault,	561
Sainte-Marie (de),	551	Sapinaud de la Vérie (le général de),	563
Sainte-Maure (le vicomte de),	552	Sarret de Coussergues (le baron),	564
Saintenac (le vicomte Falentin de),	<i>id.</i>	Saulty (de),	565
Saint-Géry (le marquis de),	<i>id.</i>	Saunac,	566
Saint-Légier (le comte de),	553	Sébastien de la Porta (le comte Horace),	<i>id.</i>
Saint-Luc (le comte Conen de),	<i>id.</i>	Séguret (de),	571
Saint-Marsault (le comte Gréen de),	<i>id.</i>	Serpillon,	573
Saint-Martial de Conros (le comte de),	554	Servette (Compagnon de la),	<i>id.</i>
Salaberry (le comte Yrumbéry de),	556	Sesmaisons (le comte Humbert de),	<i>id.</i>
		Simon,	575
		Simonneau,	<i>id.</i>
		Syrieys de Mayrinhac,	578
		Strafforello,	576

T

Tailhandier,	578	Tardif,	579
--------------	-----	---------	-----

(XVI)

	Pages.		Pages.
Terrasson de Montleau,	579	Thomassin de Bienville,	585
Terrier de Santans (le mar-		Tixier de la Chapelle,	586
quis),	581	Tramécourt (le marquis de),	<i>id.</i>
Tessières de Miremont,	<i>id.</i>		<i>id.</i>
Thésan de Biran (le cheva-		TrégoMAIN (Auber de),	587
lier),	582	Trinqualye (le baron de),	588
Thiard (le comte de),	<i>id.</i>	Turckheim (Frédéric de),	<i>id.</i>
Thiboust du Puisact,	585	Turmel,	589

V

Valon (le comte de),	590	Vaulchier (le marquis de),	599
Vandœuvre (de),	<i>id.</i>	Vieuville (le comte Micault	
Van-Méris-Hinderick,	591	de la),	600
Varenne de Fenille,	592	Villèle (le comte de),	602
Vassal de Monviel (de),	<i>id.</i>	Villeneuve (le marquis de),	
Vassé (de),	593		620
Vatimesnil (Lefebvre de),	594	Vogué (le comte Eugène de),	622
Vaublanc (le comte Viennot		Wangen de Géroldseck (le	
de),	595	baron de),	<i>id.</i>

Y

Yver,	623
-------	-----

FIN DE LA TABLE.

BIOGRAPHIE DES DÉPUTÉS

DE LA

CHAMBRE SEPTENNALE

DE 1824 A 1830.

A

ABBADIE [d'] (Deux-Sèvres). A tout il faut un commencement et une fin, même aux choses qui n'ont ni tête ni queue : aussi, lorsqu'il a été question d'ouvrir cette Biographie, nous sommes-nous trouvés, comme Pascal, dans des *incertitudes très-perplexes*. En effet, il ne s'agissait de rien moins que de donner à un député la préséance sur quatre cent vingt-neuf de ses collègues ; et certes le choix était délicat, les candidats réunissant et se partageant plus de talens, de vertus et de bonnes qualités que les épitaphes du Père-Lachaise n'en pourront jamais

offrir. Qu'on juge de notre embarras! nous avons à prononcer entre l'austérité de M. de Peyronnet, la courtoisie de M. de Corbière, la franchise de M. de Martignac, la finesse de M. Gallard de Terraube, l'impartialité de M. Ravez, la précision de M. Méchin, le désintéressement de M. Cornet-Dincourt, l'indépendance de M. de Bois-Bertrand, etc., etc., etc.!... Il fallait cependant en finir, et nous avons commencé par M. d'Abbadie. Une puissante considération nous a déterminés; il est le premier de la Chambre.... dans l'ordre alphabétique : d'ailleurs, en nous occupant d'abord de lui, nous avons l'immense avantage de traiter un sujet parlementaire entièrement neuf, puisqu'il n'y a pas dans les Deux-Sèvres de fille honnête qui ait fait moins parler d'elle que M. d'Abbadie n'a fait parler de lui depuis qu'il siège à la Chambre. Jamais M. d'Abbadie n'a coûté de supplément au *Moniteur*; et si nous savons que son accent trahit son origine, ce n'est pas à la tribune que nous avons pu recueillir cette profonde observation. Mais si ce député ne parle pas, il agit; et la Vendée compte peu de champs de bataille où son sang n'ait coulé pour son roi. Un tel homme ne pouvait que rester indépendant et pur : on pré-

tend qu'il vise à l'originalité; nous ne serions pas éloignés de le croire, car il vote en conscience : et par le temps qui court, c'est une véritable *singularité*.

ABOVILLE [d'] (Aisne). Il naquit à La Fère en 1776, embrassa de bonne heure la profession des armes; sa qualité de gentilhomme lui fit perdre, en 1793, son grade de capitaine d'artillerie, qui lui fut rendu dans le courant de la même année; et après avoir fait les campagnes du Rhin et d'Italie, nous le retrouvons à Wagram, major de l'artillerie de la garde impériale. A cette bataille, le major d'Aboville perdit un bras, et par suite de sa blessure, il fut nommé général de brigade et commandant de l'école d'artillerie de La Fère. A la rentrée du roi, en 1814, le général d'Aboville fut nommé commandant de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis; il reprit aussi le commandement de l'école de La Fère, qui avait été supprimée. On ne saurait donner trop d'éloges à la conduite de ce général lors du débarquement de Napoléon sur les côtes de la Provence : fidèle à ses sermens, il déjoua par sa fermeté le complot de Lefèvre-Desnouettes, qui voulait livrer La Fère aux généraux Lallemand. Cet acte de fidélité méritait

tait et obtint une récompense éclatante : les Chambres remercièrent le général, le roi le nomma commandeur de Saint-Louis, et lui accorda une pension sur sa cassette.

Ce général est digne de la confiance de ses commettans : depuis 1816, il a toujours été réélu. Il est fils du général du même nom, qui refusa de siéger à la Chambre des pairs pendant les cent-jours. Le général d'Aboville ne paraît pas à la tribune : peut-être se rend-il utile dans les comités ; sa santé l'oblige à demander de fréquens congés.

AGIER (Deux-Sèvres). M. Agier est fils de M. Agier, procureur du roi près le tribunal de Niort, qui, avant la révolution, était lieutenant-général de la sénéchaussée en Poitou, et procureur du roi à Saint-Maixent. Il débuta fort jeune sur la scène politique par un acte de courage, la défense du jeune Troche, qui était impliqué dans le procès du général Moreau, et qui se trouvait sans défenseur. Il n'était alors qu'élève de l'Académie de législation de Paris. Il s'offrit à Troche pour le défendre, et il fut accepté avec reconnaissance : cette circonstance offrit à M. Agier une nouvelle chance de bonheur sur laquelle il ne comptait pas ; car n'espérant sauver que le fils, il sauva encore

le père, dont il n'avait point embrassé la défense.

En 1808, présenté simultanément par les Cours royales de Paris et de Poitiers pour la place de conseiller-auditeur, il fut nommé à la première. Deux ans après, il fut appelé aux fonctions de substitut du procureur-général près la même Cour, et s'y fit remarquer par son talent et son impartialité. En 1814, il fut un des premiers partisans des Bourbons, et réunit à leur cause une foule de personnes influentes. En mars 1815, il fut créé capitaine d'une compagnie de volontaires royaux, et pendant les cent-jours, il se prononça hautement contre Buonaparte, et refusa son Acte additionnel. Après la seconde restauration, il fut élu député, et partagea les opinions de la majorité de la Chambre de 1815.

M. Agier a présidé, en 1816, une société royaliste connue sous le nom de *Français régénérés*. Cette réunion pouvait servir puissamment la cause des princes légitimes, mais elle alarma le ministère d'alors, et elle fut dissoute par ordre du garde des sceaux. En 1819 et en 1820, M. Agier a donné des articles au *Conservateur*. En 1824, il a été nommé président du collège électoral de l'arrondis-

sement de Parthenay, qui l'a élu député. Il a pris part à presque toutes les discussions des deux dernières sessions, et souvent son talent oratoire a servi à les rendre moins arides.

M. Agier a défendu avec chaleur le projet ministériel de l'indemnité due aux émigrés.

Destitué par le ministère Decazes de ses fonctions d'avocat-général, il est maintenant conseiller à la Cour royale, colonel de la 12^e légion de la garde nationale de Paris, chevalier de la Légion-d'Honneur, et maître des requêtes attaché à la deuxième section du comité du contentieux. Ce magistrat est plein de loyauté, de talent, possède un excellent cœur, mais on peut lui reprocher peu de fixité dans les idées et un enthousiasme souvent irréfléchi.

AGUILLON (Var). M. Alexandre Aguil-
lon a soixante ans ; il est négociant à Toulon,
qui le compte au nombre de ses meilleurs
citoyens. Il a été élu député par le troisième
arrondissement du Var, en 1824, malgré les
intrigues ministérielles. Son concurrent était
M. Aurran de Pierrefeu, ancien député, bon
royaliste, mais homme d'un caractère fai-
ble, et que les ministres espéraient gou-
verner.

M. Aguillon n'est pas né orateur, mais on croit généralement qu'il vote bien. Il est indépendant, ne veut pas de places, et on doit le compter dans les rangs des royalistes que menace un ministère corrompé, qui veut garder le pouvoir à tout prix. La figure de M. Aguillon respire la bienveillance; il a le teint brûlé des peuples du Midi; ses cheveux sont rares et presque blancs. Il a des mœurs fort douces, et il est très-aimable dans la vie privée.

AIGLE [le comte de l'] (Oise), n'est point l'aigle de la Chambre.

AIGREMONT DE S.-MANVIEUX [d'] (Jean-Baptiste-Augustin). M. d'Aigremont de Saint-Manvieux est né à Caen, le 29 mai 1761. Il se destina au barreau, et fit de brillantes études. Au commencement de la révolution, il était avocat du Roi au présidial de Caen, et fut nommé membre de l'administration municipale. Il se distingua dans la révolution, moins par la force de son caractère que par la modération de ses opinions. Nommé maire de Caen, il remplaça le général Caffarely, aide-de-camp de Buonaparte, dans la présidence du collège électoral du département; et en 1805, il fut porté au Corps législatif par le département du

Calvados. Il y resta cinq ans, et fut aussi muet que ses collègues. De retour en Normandie, il y signa une adresse à Marie-Louise, par laquelle le corps municipal se dévouait à tous les sacrifices pour sauver la patrie. Nommé conseiller à la Cour impériale, il refusa de prêter serment à Buonaparte pendant les cent-jours, et repoussa avec force les perfides insinuations du premier président, entièrement dévoué à l'usurpateur. Nommé député après les cent-jours, il vota avec la majorité. Après le 5 septembre 1816, il ne fut pas réélu; mais la nouvelle loi d'élections l'a de nouveau mis au nombre des représentans du Calvados, ce qui lui a valu la place de président de chambre à la Cour royale de Caen, et à son fils celle de conseiller - auditeur. En 1824, M. d'Aigremont de Saint-Manvieux l'a emporté de quelques voix sur M. Adam de la Pommeraye, candidat libéral, et a été nommé député par l'arrondissement de Caen. Depuis il a voté avec le ministère. La position indépendante de M. d'Aigremont, ses antécédens de 1815, 1820 et 1821, devraient l'associer aux nobles défenseurs de la monarchie. Espérons que la session prochaine ne s'écoulera pas sans qu'il abjure son erreur

et qu'il brise le joug qui le soumet à un ministère déconsidéré. Dans la vie privée, M. d'Aigremont s'est conduit avec un désintéressement rare aujourd'hui, et qui lui a valu l'estime de tous ses compatriotes.

AMARITON DE MONTFLEURY [le chevalier] (Puy-de-Dôme). Jean-Baptiste-Louis Amariton de Montfleury est né à Ambert, d'une famille noble, originaire d'Angleterre. Officier au régiment d'Orléans-infanterie, il émigra en 1791, et fit la campagne de 1792, dans l'armée du prince de Condé. Après le licenciement de ce corps d'armée, M. Amariton servit en qualité de cadet dans le régiment du prince de Ligne, fit toutes les guerres de la révolution, et se distingua au siège de Kehl le 1^{er} janvier 1797, et puis dans le Tyrol et l'Italie. Il fut du nombre des soixante-quinze officiers nommés chevaliers de Marie-Thérèse, par un conseil de généraux qui se réunit à cet effet en 1801. Après la paix d'Amiens, M. Amariton rentra en France, et se retira à sa terre de Montfleury, en Auvergne. Pendant les cent-jours, à l'instigation de M. le comte de Douhet de Romananges, il leva à ses frais un corps de volontaires royaux. Le département du Puy-de-Dôme le choisit pour son député, le

25 août 1815. Il parla plusieurs fois à la Chambre, et fit la proposition de priver de leur pension toutes les personnes qui seraient coupables de quelques délits envers le gouvernement. Au mois de janvier 1816, il fit partie de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Michaud, tendant à voter des remerciemens à ceux qui avaient été fidèles au Roi, et l'avaient défendu pendant les cent-jours. Peu de temps après, M. de Montfleury fut créé chevalier de Saint-Louis. Il ne fut pas réélu député après la dissolution de la Chambre en 1816; mais en 1820, le grand collège du Puy-de-Dôme l'honora de son suffrage, et le ministère a cru pouvoir assez compter sur lui pour lui donner la présidence du collège d'Ambert, qui l'a réélu en 1824. Il est membre du conseil-général de son département.

ANDIGNÉ DE MAYNEUF [le comte d'] (Maine-et-Loire). Le comte d'Andigné de Mayneuf est parent de M. le chevalier d'Andigné, maréchal-de-camp et pair de France, qui a fait toutes les guerres de la Vendée. Il était membre du Corps législatif au retour des Bourbons. Nommé député à la Chambre de 1815 par le département de Maine-et-

Loire, il y parla avec force en faveur des émigrés. Le 22 janvier 1816, il prononça un discours long et diffus pour que le clergé fût autorisé à recevoir des legs et fondations. Réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il a siégé au côté droit pendant les sessions de 1816 à 1820, et il a voté pour la nouvelle loi d'élections; mais il n'a pas été à l'abri des habiles séductions de M. de Villèle, et la place de premier président de la Cour royale d'Angers, loin de fixer son indépendance, a consommé sa défection. Il a été un des plus ardens partisans de la création du 3 pour cent et de l'indemnité des émigrés, et il a voté contre les amendemens qui pouvaient rendre ces deux lois moins défectueuses. En 1824, le ministère l'avait choisi pour présider le collège électoral de Ségre.

ANDIGNÉ DE RESTAU [d'] (Sarte). Ce gentilhomme manceau a cinquante ans; il est député du collège départemental de la Sarthe, qui n'a choisi que des représentans sans talens, et dépourvus de toute indépendance. M. Andigné est maire de la commune du Maigné, membre du conseil-général de son département, et a constamment voté avec le ministère. Il siège inaperçu sur un

des bancs du centre droit. Autrefois il était royaliste.

ANDRÉ [Jean-Pierre] (Lozère), nommé député par le département de la Lozère au Conseil des Cinq-Cents, en 1795. Appelé le troisième pour prêter le serment de haine à la royauté, le 21 janvier 1796, il dit : « Je jure haine à la royauté et à toute espèce de tyrannie, quel que soit le masque dont elle voulût se couvrir ; car le tyran coiffé d'un bonnet rouge, me fait autant d'horreur que le tyran couronné. » Cette addition fut cause que le président invita les députés à se renfermer dans la formule de serment prescrite par la loi. Dans la troisième année, M. André attaqua la loi du 3 brumaire, qui excluait les parens des émigrés des fonctions publiques. Le 10 pluviôse an V (29 juin 1797), à l'occasion du compte rendu de la situation de Toulouse, où les royalistes et les républicains étaient presque en état de guerre civile, M. André appuya vivement les députés de son parti, qui accusaient les anarchistes de tout le désordre. Il s'engagea même à signer la dénonciation contre la municipalité de Toulouse, et à fournir les preuves de sa complicité avec les terroristes. M. André se signala aussi dans la question du serment de

haine à la royauté, auquel le Directoire proposait de soumettre les électeurs. Il fut une des victimes du 18 fructidor; mais il sut se soustraire à la déportation par la fuite. Il se réfugia en Allemagne, où il protesta de son dévouement à la cause des Bourbons. Il rentra en France après le 18 brumaire, et fut renvoyé à Toulouse par le gouvernement consulaire, pour y résider sous la surveillance des autorités. M. André fut anobli par le Roi, le 18 août 1814, et nommé peu de temps après chevalier de la Légion-d'Honneur. Le département de la Lozère le nomma à la Chambre des députés en 1815.

M. André de la Lozère vote quelquefois avec indépendance : les agitations de sa carrière politique l'ont rendu timide; espérons que ses opinions sont tout à fait raffermies, depuis qu'il voit le danger des systèmes mixtes.

ANTHÈS [le baron d'] (Haut - Rhin). Sbrigani dit quelque part à M. de Pourceaugnac, qui s'étonne un peu de ses prévenances: « Je vous ai vu déjeuner, monsieur, et la grâce avec laquelle vous mangiez votre morceau de pain, m'a fait naître d'abord de l'amitié pour vous. » Comme il n'est pas absolument rare de voir, la fourchette à la

vement d'hilarité qui accueille inévitablement sa présence, et même son nom, il finirait par reconnaître que M. de Villèle se moque de lui, comme tout le monde.

AUBERJON [le marquis d'] (Aude). Si M. de Villèle, en sa qualité de financier, s'avise jamais d'ouvrir un compte courant pour sa *circulation* de votes, de cris et de faveurs, avec chaque député du centre, il sera fort embarrassé de balancer celui de M. d'Auberjon. En effet, cet honorable membre, aujourd'hui l'un des plus chauds partisans d'un ministre qui gasconne et nazille comme lui, avait ouvert, en 1820, chez lui, rue Taranne, un salon où se réunissaient tous ceux de ses collègues opposés à ce même ministre. M. Dussumier-Fonbrune y criait à qui voulait l'entendre, que si l'opposition n'existait pas, il en ferait une à lui tout seul. M. de Villèle a arrêté l'opposition avec une recette générale. Instabilité des choses humaines ! c'est dans ce même salon de la rue Taranne, où M. de Villèle fut démasqué, maudit, conspué, que l'on prépare aujourd'hui son apothéose.

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé !

Comment ? par le don de la préfecture

des Pyrénées-Orientales, d'un titre de *marquis* dont les lettres-patentes ont coûté 8000 francs, et du ruban de la Légion-d'Honneur. Le Numéro du *Moniteur* qui publia ces faveurs annonçait le renvoi de M. de Berthier du conseil d'Etat. En parcourant la partie officielle de ce journal, on pourra se convaincre que l'égoïsme n'est pas le vice de M. d'Auberjon, qui montre au contraire une tendre sollicitude pour tous les membres de sa nombreuse famille : aussi la manne ministérielle est-elle tombée sur le département de l'Aude ; un frère a été nommé sous-préfet à Limoux, un beau-frère s'est vu porter au conseil-général à Toulouse, et décorer de la Légion-d'Honneur, etc., etc.

Nous avons d'abord conçu le projet de dresser ici l'état des grâces emportées à *la clôture* par M. d'Auberjon, mais nous y avons bientôt renoncé ; l'entreprise était immense, et l'exécution eût été toujours incomplète, attendu que cet honorable membre s'est constitué en état de sollicitation permanente.

AUGIER [le comte d'] (Vaucluse).
M. d'Augier est contre-amiral, commandeur de la Légion-d'Honneur, chevalier de Saint-Louis.

Issu d'une famille noble, il entra au service dans la marine, en 1786, et fut nommé capitaine de vaisseau en 1796. Il n'émigra pas; après s'être distingué dans plusieurs combats, il devint commandant de la marine de la garde, et chef militaire du port de Brest après la restauration. Il fut nommé en 1814 préfet du 4^e arrondissement maritime, perdit cette place pendant les cent-jours, et fut réintégré au second retour du roi.

En 1815, M. d'Augier fut nommé député par le département du Morbihan; il vota avec la minorité. En 1816, il remplaça l'amiral Gordon dans le commandement de la marine, à Rochefort. En 1817 et 1818, il fut nommé président du collège électoral du département du Finistère, qui le choisit pour son représentant. Enfin, en 1819 et 1823, il fut envoyé à la Chambre par le département de Vaucluse, dont il présidait le collège. Quoique M. le contre-amiral d'Augier ait voté avec la minorité dans la Chambre de 1815, le ministère l'appuya dans les diverses élections : il est reconnaissant, et il appuie le ministère. Lors de la discussion de la seconde loi d'élections, l'opposition comptait sur la voix de M. d'Augier; il est un des cinq

membres dont la désertion fit rejeter l'amendement de M. Camille Jordan.

Ce député parle très-peu ; il est d'une haute stature, maigre à l'excès ; il assiste régulièrement aux séances de la Chambre ; ordinairement il présente quelques réflexions sur le budget de la marine, il va même jusqu'à risquer un petit amendement, qu'il sait devoir être rejeté. M. d'Augier s'est senti à diverses époques des velléités d'indépendance ; mais il est aujourd'hui tout à fait guéri de cette maladie, et nous ne doutons pas qu'à la première nomination de vice-amiraux, l'éloquence silencieuse du député de Vaucluse ne soit dignement récompensée.

. AUGIER DUCHÉZAUD (Creuse). Membre du conseil-général du département de la Creuse, maire d'Aubusson en 1815, il fut nommé, par ordonnance du roi, du 15 juillet même année, président du collège électoral d'Aubusson ; il n'a cessé d'être porté à la Chambre par le département de la Creuse. M. Augier du Chézaud ne monte jamais à la tribune ; il donne sans doute de fort bons avis dans les bureaux. Il a voté avec la majorité en 1815. Depuis ce temps, on dit qu'il a voté avec la majorité, mais ce n'est plus la même.

Ce député de la Creuse est un homme à qui on n'oserait pas dire qu'il est ministériel, et dont on ne pourrait pas dire qu'il ne l'est pas. Entraîné, moitié par des considérations particulières, moitié par des illusions auxquelles il cède peut-être trop facilement, il vote quelquefois en faveur des ministres. Mais le temps des considérations et des illusions étant tout à fait passé, on a lieu de croire que M. Augien du Chézaud votera toujours désormais sans regarder s'il y a quelqu'un au banc des ministres.

AVOYNE-CHANTEREYNE [Victor] (Manche). Quel est ce gros petit homme qu'on rencontre dans toutes les antichambres ministérielles, dont le regard est louche, la physionomie fausse, la démarche incertaine, les manières communes et la parole traînante? C'est M. Avoyne-Chantereyne, député de la Manche, le plus intrépide et le plus importun solliciteur des temps modernes. Né le 22 juin 1762, à Cherbourg, il exerçait assez obscurément la profession d'avocat, quand la révolution le mit à même de développer son *savoir-faire*. Elu procureur de la commune, il fut successivement administrateur et procureur-général syndic du département de la Manche.

En l'an III, il fut nommé membre du district et président de l'administration municipale de Cherbourg. Lorsque Buonaparte créa les Cours impériales, M. Avoyne fut promu à la place de substitut du procureur-général de Caen, et bientôt son dévouement à l'usurpateur, dont il prônait partout les vertus, l'éleva à celle d'avocat-général. Il convoita une chaire de droit, et ne tarda pas à l'obtenir. Le 6 janvier 1813, il fut choisi par le département de la Manche pour le représenter au Corps législatif, où il garda constamment le silence jusqu'au 8 août 1814, qu'il jugea à propos de le rompre pour combattre M. Raynouard et ses observations sur la liberté de la presse. Appuyant le projet de loi de toute la force de ses poumons bas-normands, il s'écria : « N'avons-
 « nous pas vu souvent une turbulente mi-
 « norité entraîner, à force d'audace, une
 « majorité *saine et pure*? N'avons-nous pas vu
 « surtout les suites funestes de la liberté de
 « la presse? Ces temps d'orages sont passés;
 « nous devons espérer qu'ils ne reviendront
 « plus. Mais il faut que de sages précautions
 « en rendent le retour impossible. Croyons
 « à la pureté des ministres, qui en savent
 « plus que nous sur l'état de la France. » Et

M. Avoyne a été fidèle à cette doctrine, car depuis il a toujours fait partie de toutes les majorités, et a été partisan de tous les ministères. Le 8 octobre, il proposa l'ordre du jour sur la demande de mise en liberté de quelques libraires arrêtés pour la vente d'une brochure extraite du *Moniteur* de 1797, et il tança vertement les détenus. Le 17 du même mois, il fit un rapport sur les délais à accorder aux militaires absens par service, ou prisonniers de guerre, et proposa un projet de loi qui prorogeait pour un an les délais accordés par la loi du 6 brumaire an v. Ce projet fut pris en considération. Le 7 novembre, il fit un rapport très-étendu sur la demande d'un condamné dont la révision du procès était suspendue, et proposa un projet relatif aux mesures judiciaires à prendre en pareil cas. Le 19 novembre suivant, le roi nomma M. Avoyne chevalier de la Légion-d'Honneur. Le 26, il soutint à la tribune l'article 34 du projet de loi sur les douanes, et déclara que le gouvernement devait avoir toute faculté pour faire des réglemens provisoires dans cette matière, sauf à les soumettre ensuite à l'approbation des Chambres. Le 22 décembre il vota en faveur du projet de loi des ministres, pour la

réduction des membres de la Cour de cassation, disant que telle était la volonté du roi pour l'existence de cette Cour. Il s'éleva avec véhémence contre le rapporteur de la commission, M. Flaugergues, qu'il accusa d'avoir manifesté un esprit de défiance, et insista pour que la section des requêtes motivât ses rejets. Le 27, il parla en faveur des arrêts motivés, réfuta les observations de M. Bouchard sur la Cour de cassation, et vota pour l'amendement de la commission.

L'arrivée de Buonaparte mit un terme aux travaux législatifs de M. Avoyne, et le renvoya remplir ses fonctions près la Cour de Caen. Le 26 juillet 1815, il fut choisi par le roi pour présider le collège électoral de l'arrondissement de Cherbourg, qui, malgré cette désignation, ne jugea pas à propos de le nommer son mandataire, et de lui confier ses intérêts. Mais après la fameuse ordonnance du 5 septembre 1816, son dévouement à la personne de M. Decazes, et d'habiles manœuvres le firent élire député du département de la Manche. Dans la session de 1817 à 1818, l'esprit bas-normand qui le possède le fit voter pour la contrainte par corps, même contre les *septuagénaires*, alléguant que cette mesure était une garantie

contre les surprises et la fraude, et qu'elle n'était pas contraire à la liberté individuelle. Dans la session de 1818 à 1819, il sollicita une augmentation de 5 millions pour le ministère de la marine. M. Avoyne a encore lu quelques phrases différentes fois, et il fut le rapporteur de la pétition des étudiants en droit, qui demandaient le rappel de leur professeur M. Bavoux. Nommé premier président de la Cour royale d'Amiens, après le 9 juillet 1820, il fut appelé à la Cour de cassation, où il siège comme conseiller. M. Avoyne a été constamment désigné par tous les ministères pour présider le collège électoral de Cherbourg, et afin d'en témoigner sa reconnaissance, il n'a cessé de se placer au centre de la Chambre, et de voter dans l'intérêt de toutes les propositions ministérielles. Nul n'est plus avide d'influence que M. Avoyne, et celle dont il jouit, à tort ou à raison, lui a procuré soixante-onze nominations pour ses parens et amis. Pendant son court séjour à Amiens, la Picardie se crut menacée d'une nouvelle invasion de Normands; déjà l'avant-garde s'y était commodément établie, quand le prompt avancement de M. le premier président fit reculer le corps d'armée. M. Avoyne convoite tout,

et ne néglige rien ; il n'y a pas une bourgade de Normandie où il n'ait posté une de ses créatures ; et si chaque député montrait autant d'avidité que lui, il nous faudrait reconquérir l'Europe entière pour placer leurs protégés. M. Avoyne est infatigable ; ses courses du matin embrassent tout Paris, et il y ajoute Saint-Cloud quand la cour y réside. Il a trouvé le moyen de recevoir dernièrement la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. On le soupçonne d'avoir hâté, par ses obséqueuses sollicitations, le retour en France d'un ancien magistrat régicide.

AYMARD [d'] (Lot.) Ce député du Lot ne passe pas pour être fort indépendant. C'est un homme nouveau à la Chambre. Il est arrivé à l'assemblée, là où siègent les Solons *villélistes*, par la grâce des tourniquets, et il a, comme beaucoup d'autres, remboursé en votes et en opinions les frais que sa nomination a pu coûter. Espérons que M. d'Aymard, croyant avoir enfin acquitté la dette de la reconnaissance que le ministère lui avait imposée, remplira envers le département qu'il représente les obligations qu'il a contractées en venant siéger à la Chambre.

BACOT DE ROMANS [le baron] (Indre-et-Loire). M. Claude René Bacot, fils d'un riche négociant de Tours, est né dans cette ville en 1780. Ayant fait de très-bonnes études, il les perfectionna en voyageant en Allemagne et en Italie, dont il étudia les mœurs, les usages et les arts. Buonaparte le nomma auditeur au conseil d'Etat, à son retour en France, et bientôt il le choisit pour sous-préfet de l'arrondissement de Tours, place qu'il occupa jusqu'à la restauration. Il sut se faire aimer de tous ses administrés, en adoucissant les mesures acerbes de la conscription militaire, et en rendant tous les services qui dépendaient de son autorité. Maintenu par Louis XVIII dans ses fonctions de sous-préfet, il les exerça jusqu'aux cent-jours. N'ayant pas prêté serment à l'usurpateur, il fut nommé, au second retour du roi, préfet du département de Loir-et-Cher, et au mois d'août 1815, le département d'Indre-et-Loire le nomma membre de la Chambre des députés. Il vota toujours avec la majorité, et ne monta jamais à la tribune. Il fit partie de la commission réunie relativement à un deuil général de la nation pour la mémoire de Louis XVI.

En janvier suivant, le roi le nomma préfet d'Indre-et-Loire, et dans les premiers jours de mai, il épousa M^{lle} de Romans, dont il prit le nom. Il fut créé baron en faveur de ce mariage. Son ardent royalisme lui fit perdre sa préfecture sous le ministère de M. Decazes. En mars 1824, le département d'Indre-et-Loire l'a choisi pour un de ses députés. Il a depuis montré un talent oratoire remarquable, et a combattu avec une rare intrépidité les mesures désastreuses du ministère de M. de Villèle.

M. Bacot de Romans a la figure ouverte et prévenante; ses formes et ses manières aimables tiennent tout ce que son air promet. Une expression de loyauté règne dans toute sa personne, et son regard a toujours une bienveillance franche qui commande l'estime.

BAILLY [le marquis de] (Mayenne). M. le marquis de Bailly jouit d'une réputation méritée; il passe pour n'être mu par aucune ambition personnelle; il l'a prouvé dans une circonstance fort importante : il a voté en faveur de la proposition de son honorable collègue M. Jankowitz, qui avait pour objet de rendre exclusive de l'éligibilité la qualité de salarié du gouvernement, et d'éloigner ainsi de la députation tous les

députés qui se trouvent forcés de choisir entre leur place et leur conscience. M. le marquis de Bailly est donc un de ces hommes honorables sur lesquels le ministère ne doit pas, ou ne doit plus compter.

BARLIER (Cantal). Le Cantal avait toujours associé à M. Croizet, son député inamovible depuis onze ans, deux hommes aussi remarquables par leur esprit que par leurs connaissances ; de sorte que la nullité de l'ancien receveur-général était rachetée par le mérite de ses collègues. Aux dernières élections, ce département a changé de système, et il n'a plus voulu que le député le plus long et le plus grand fût aussi le plus incapable de la Chambre. Il lui a adjoint M. Barlier, maire de Chaudes-Aigues, et certes M. Croizet n'a rien à lui envier, si ce n'est peut-être l'œil d'émail qui a succédé à un de ceux dont la nature l'avait doté ; car le député des *chaudronniers* partage avec deux des plus célèbres généraux de l'antiquité, Annibal et Philoppémen, le malheur d'être borgne. A peine arrivé à Paris, M. Barlier a reçu les honneurs de l'*ovation*. Le faubourg Saint-Germain, et particulièrement la rue du Colombier, se rappelleront long-temps du jour qui vit réunir sous les fenêtres de l'hôtel de Saxe

tous les chaudronniers, ferblantiers, éta-
meurs, et un grand nombre des portiers de
Paris, qui, pour célébrer l'élection de leur
plus cher ami, poussèrent des *vive Barlier!*
prolongés depuis la rue de Seine jusqu'à celle
de l'Université, et qu'ils ne cessèrent de
répéter en le conduisant en pompe dans
la rue Saint-Antoine, où ils lui offrirent un
grand repas de corps dans lequel ils votè-
rent l'érection, sur la place principale de
Chaudes-Aigues, d'une statue en bronze rap-
pelant les traits de leur représentant.

Le gouvernement a effectivement permis
que cette offre reçût son exécution ; la place
de Chaudes-Aigues a changé de nom, et a
pris celui de *Barlier*, et le député cantalois a
le plaisir de voir sa statue en faire le princi-
pal ornement. Il est vrai qu'elle n'est pas
coulée en bronze, mais en cuivre, les Au-
vergnats n'ayant pu fournir d'autre matière.
Le ministère a accordé la croix de la Légion-
d'Honneur à M. le maire de Chaudes-Ai-
gues, qui garde opiniâtrément le silence à
la Chambre, excepté quand il faut crier *la*
clôture! après les discours des ministres.

M. Barlier siège au centre, auprès de
MM. Croizet et de Saint-Martial ; très-
souvent il s'assoupit pendant les discus-

sions les plus importantes, et nous l'avons même vu endormi tandis qu'on agitait à la tribune les questions les plus sérieuses. M. Barlier est membre du conseil-général du département du Cantal, et a été président du collège de Saint-Flour, qui l'a élu. Il a rendu de grands services à sa ville natale, sur laquelle il concentre toutes ses affections. C'est un homme de moyenne taille, qui serait le plus laid des députés, si MM. Corbière et de Villèle n'existaient pas. M. Gannilh, ancien député, qui connaît parfaitement, et traite très-bien toutes les questions financières, était le concurrent de M. Barlier au collège de Saint-Flour.

BARON [le baron] (Var). Dans la séance du 16 mars de l'an de grâce 1825, M. Casimir Perrier ayant avancé que le Mont-de-Piété avait prêté 6 millions à un banquier célèbre, sur dépôt de rentes, ce qui est expressément défendu par ses réglemens, on vit paraître à la tribune un homme entre deux âges, d'une taille moyenne, cheveux gris, qui d'un air assez embarrassé déclara « que le Mont-de-Piété n'avait jamais acheté de rentes, et qu'il n'en possédait *pas pour un sou.* » L'apologiste du Mont-de-Piété n'était autre que M. Baron, directeur de l'établis-

sement. Toute l'assemblée fut frappée de cette manière adroite d'éluder la question, et l'on tomba d'accord qu'en cas d'urgence M. Baron ferait une excellente affaire en mettant son éloquence au Mont-de-Piété. Quelques jours après ce début oratoire, M. Casimir Perrier, en démontrant que l'intérêt de l'argent était en France à un taux bien supérieur à celui que lui assignaient les organes du ministère, cita, entre autres exemples, celui du Mont-de-Piété, qui prête jusqu'à 20 et 22 pour cent par an ; M. Baron, encore glorieux de son succès, s'empressa de donner sur les prêts et *reconnaissances*, des détails qui le lendemain furent douloureusement médités par les rentiers du café Turc. Songeant à la réduction dont on les menaçait alors, ils prévoyaient déjà qu'ils pourraient avoir bientôt besoin du ministère des *commissionnaires* de M. Baron.

« Puisque je suis à la tribune, » ajouta ce directeur, qui cette fois avait eu le temps de méditer sa réponse à M. Casimir Perrier, « je dois déclarer que notre honorable collègue a été mal instruit quand il a cru que nous avions prêté 6 millions à un capitaliste sur un dépôt de rentes ; nous n'avons pas fait de prêt semblable ; nous avons seu-

« lement touché de la Caisse d'amortisse-
 « ment 6 millions à l'escompte de 3 pour
 « cent ; le Mont-de-Piété a placé cette somme
 « à 4 pour cent , ce qui a fait un bénéfice
 « pour les pauvres. Le Mont-de-Piété a prêté
 « à la ville de Paris, à échéance fixe ; mais
 « j'affirme qu'il n'a été fait aucune opération
 « avec le banquier auquel le préopinant a
 « fait allusion. »

BARROIS (Nord). Émule d'Anacharsis et d'Antenor, M. Barrois a foulé les rives classiques du Bosphore, et il n'a tenu qu'à lui de renouveler le tour de force du chancre de *Child-Harold* et de l'amant d'*Héro*. Après avoir parcouru la Grèce en amateur enthousiaste des arts, en sectateur ardent des idées généreuses, il revint du pays des Léo-nidas et des Phocion, animé des sentimens de la plus noble indépendance. Nommé ad-joint du maire de la ville de Lille, il donna bientôt sa démission, ne voulant point parti-ciper aux actes d'une administration dont il avait dénoncé les abus. Les Lillois, émer-veillés d'un si beau caractère, attendaient avec impatience que l'âge de M. Barrois lui permît de figurer à la Chambre, et dès qu'il eut atteint ses huit lustres, ils le nommèrent en remplacement de M. de Marchangy,

comptant ainsi donner un digne successeur à ce dernier. Pourquoi sommes-nous condamnés à le dire? Ce séduisant espoir fut bientôt déçu : jamais mystification ne fut plus complète. L'homme qui avait franchi les Thermopyles et reposé dans les murs de Sparte, l'emporta sur M. Potteau d'Hancardrie en obséquiosité.

M. Barrois jouit en conséquence d'un crédit assez étendu, et nous avertissons charitablement les contribuables du Nord qui auraient quelque demande à soumettre à Leurs Excellences, à se munir de son apostille, *car cette formalité est indispensable*. Nous les engageons encore à se préparer à subir un interrogatoire dont voici les principaux articles :

Avez-vous l'honneur d'être connu de M. le préfet du Nord?

Avez-vous soumis votre demande à ce fonctionnaire?

Êtes-vous abonné à la *Gazette de France* ou au *Journal de Paris*?

Préférez-vous *l'Etoile* à la *Quotidienne*?

M. Cornet-Dincourt à M. de Chateaubriand?

M. de Clermont-Tonnerre à M. de Bellune?

Avez-vous converti en 3 pour 100?

Vous êtes-vous dessaisi de l'emprunt Gué-

bhard pour prendre l'emprunt des cortès protégé par M. de Villèle, etc., etc. ?

M. Barrois sollicite et obtiendra, nous n'en doutons pas, la mairie de la ville de Lille, sans subir d'interrogatoire.

BARTHE-LABASTIDE (Aude). M. Barthe-Labastide est né à Narbonne. Il fut nommé membre de la Chambre des députés en 1815, où il votait avec la majorité.

M. Barthe faisait partie de cette petite légion de députés dont M. de Villèle était le chef de file dans le temps où il faisait de l'opposition contre le ministre Decazes. Pour M. Barthe-Labastide et ses coreligionnaires, M. de Villèle est toujours M. de Villèle, et il vote constamment pour lui, quoique les discours que M. le président du conseil a prononcés à la tribune, surtout dans ces derniers temps, contiennent des principes contradictoires avec ceux qu'il professait avant qu'il fût ministre. Pour se mettre à l'aise, M. Barthe-Labastide fait comme la plupart de ceux qui sont restés fidèles à M. de Villèle dans toutes ses variations, et qui suivent maintenant sa fortune, comme autrefois ils suivaient ses principes, c'est-à-dire qu'il s'est comme eux réfugié dans le silence.

Au reste, M. Barthe-Labastide a reçu de M. de Villèle, en récompense de sa fidélité, un place d'administrateur des postes.

On dit qu'il est lié intimement avec M. d'Auberjon, député du même département, et de plus préfet des Pyrénées-Orientales, lequel passe pour être le directeur politique de M. Drouillet de Sigalas, lequel M. Drouillet vote avec une régularité scrupuleuse pour les ministres.

Dans les beaux jours de sa gloire politique, M. Barthe-Labastide s'était fait remarquer plusieurs fois à la tribune ; il parla, entre autres, avec énergie lors de la discussion de la loi nouvelle d'élections ; si ses amis se rappellent de ce temps-là, il paraît l'avoir lui-même complètement oublié.

BASTERRÈCHE (Basses-Pyrénées). L'excessive intempérance de langue qui tout à coup a succédé au profond silence gardé par M. Basterrèche dans les premières sessions qui suivirent son élection, avait fait soupçonner ce député basque d'avoir acheté ses discours ; ses immenses richesses fortifièrent ce bruit au lieu de l'affaiblir, et on désignait même le *Manuel* où puisait ce nouveau Laffitte ; mais c'était une véritable calomnie, et M. Basterrèche a prouvé par quelques ra-

pides improvisations en matière de finances, que ses discours lui appartenaient aussi bien que son ton peu imposant, son teint noir, sa taille courte et ramassée, ses cheveux crépus, son œil de satyre et sa voix rauque. M. Basterrèche a depuis long-temps l'honneur de représenter les Basses-Pyrénées, et malgré toutes les intrigues du ministère, qui lui opposait M. Laborde-Noguez, membre du conseil municipal, il a été réélu en 1824 par l'arrondissement de Bayonne, et à une très-forte majorité. Ce fut dans la discussion relative au changement de la loi des élections que M. Basterrèche, qui jusqu'alors avait gardé une sorte de neutralité à la Chambre, se déclara pour les doctrines anti-monarchiques. Depuis, il a toujours siégé au côté gauche, et il est en ce moment une des plus fermes colonnes du parti libéral.

BAUDEL-MARTINET (Vosges). M. Baudel-Martinet, maire de Lamarche, a émigré autrefois, mais ne resta que deux mois absent de France. Il a été élu député par le collège électoral de l'arrondissement de Neufchâteau, par l'influence du ministère. Ce député a cinquante-six ans ; il n'a rien de remarquable dans sa personne pas plus que

dans ses opinions ; il a parlé trois fois à la Chambre, et voté toujours pour les ministres, qui lui ont donné la croix de la Légion-d'Honneur au sacre du roi, et ont nommé son fils adjudant-major au 10^e de cuirassiers.

BAUSSET [le marquis de] (Bouches-du-Rhône). Peu connu à la Chambre, membre du conseil-général du département des Bouches-du-Rhône, il vote à la Chambre comme au conseil-général.

BAZIRE (Calvados). M. Bazire est fils d'un boucher d'Avranches, qui lui fit faire d'assez bonnes études, et le destina au barreau. Reçu avocat, il vint se fixer à Caen, où quelques plaidoyers bien écrits lui procurèrent une nombreuse clientèle. Il en profita pour épouser une vieille et riche veuve, dont la fortune le rendit éligible. Il prit alors un ton de morgue et de hauteur qui ne l'a plus abandonné depuis, et se crut le premier des avocats de la capitale de la Basse-Normandie, quoique MM. Chrétien, Simon, Marc et Guernon de Ranville lui fussent bien supérieurs dans la science du droit et dans l'art oratoire. Imitant M. Corbière, quand il ne pouvait vaincre ses rivaux par de bonnes raisons, il les accablait de quolibets et de

sottises. Ce genre inusité au barreau lui attira parfois de graves mercuriales des magistrats, et de sanglantes railleries de ses collègues. Un jour s'étant emporté à une audience de relevée contre M^e Simon père, cet avocat, poussé à bout, arrêta la fougue et la pétulance de son confrère; en lui criant : « M^e Bazire, ce n'est pas du sang qui coule dans vos veines, c'est..... » Ici une énorme tache couvre le manuscrit, et nous a empêchés de savoir quel fluide remplit les veines de l'avocat avranchinois.

M. Bazire, quoiqu'il soit favorisé d'un fort tempérament et d'une vigoureuse constitution physique, a essuyé cependant de graves maladies. Pendant la durée de la dernière, on craignit d'abord pour ses jours, et ensuite pour sa raison : heureusement que ces craintes n'étaient pas fondées....

M. Bazire, nommé par le département du Calvados pour être un de ses représentans à la Chambre élective, ne tarda pas à obtenir la croix de la Légion - d'Honneur et la place de conseiller à la Cour de Caen. Ce fut alors que se rappelant ses vieilles inimitiés, il mit tout en œuvre pour faire destituer M. le baron Goupil de Préfelin, procureur-général près la même Cour, et pour lui suc-

céder : mais il ne put réussir, et pour s'en consoler, *il fit de l'opposition* au commencement de la session de 1825. Bientôt son rôle *d'opposant* céda à l'appât de la place de conseiller à la Cour royale de Paris, où il a été nommé à l'époque du sacre du Roi. On dit néanmoins que M. Bazire n'est pas encore satisfait, et qu'il prétend aux honneurs de la Cour de cassation. Il est membre de la commission d'indemnité des émigrés.

Lors de son élection par le collège de Falaise, dont il était président, il trouva une forte opposition à ses vues ambitieuses dans les électeurs royalistes et libéraux de l'arrondissement, et il ne l'emporta que d'une voix sur son concurrent. Les bruits les plus défavorables au nouveau député circulèrent sur la validité de sa nomination. Nous ne les rapportons pas, parce qu'ils se trouvent dans tous les journaux de l'époque.

M. Bazire est un très-faible orateur, et un mauvais logicien. La partialité de ses opinions à la tribune, son mauvais ton, son organe nazillard et désagréable, la hardiesse de ses manières, tout contribue à augmenter la défaveur avec laquelle il est écouté par la Chambre.

M. Bazire peut avoir quarante-huit ans :

sa taille est au-dessus de la moyenne ; sa tête est grosse , ses cheveux commencent à grisonner ; son regard est faux , son teint livide et plombé , ses traits durs et hautains. Tous les hommes , suivant un auteur moderne , ressemblent plus ou moins à un animal quelconque ; si ce système est vrai , il y a de l'hyène et du veau dans M. Bazire ; mais le veau domine.

A Vire , où tout est mis en couplets , on fit en 1822 , une chanson sur M. Bazire , sur l'air : *C'est l'amour, l'amour*, etc. , et qu'on intitula le *Zabirien*. Notre mémoire ne nous rappelle de ses huit couplets que les suivans , qui donneront une idée du reste :

Qui déserta la république
 Pour servir sous Napoléon ?
 Qui , du système villélique,
 Plus tard devint le champion ?
 Au pouvoir qui prodigue
 Sermons , hommages et foi ,
 Et dit : *Vive la ligue !*
 Ou bien : *Vive le roi !*
 C'est Crispin , Crispin , Crispin

 Mais , etc.

Qui nous engage sa parole
 Que quelques mois de Charenton

Sont une merveilleuse école
 Et de mesure et de bon ton ?
 Qui donne l'assurance
 Qu'un orateur zélé
 Aura de l'éloquence,
 Pourvu qu'il soit *soufflé*?
 C'est, etc., etc.

La sœur de ce conseiller exerce la profession de marchande tripière à Avranches.

BEAUMONT [le vicomte de] (Dordogne). M. de Beaumont honore la Chambre dont il fait partie, par un caractère plein de noblesse, de fermeté et d'indépendance; c'est dire qu'il vote constamment contre les ministres. Dans le cours de la dernière session, il a présenté plusieurs amendemens fort remarquables; nous rappellerons celui qu'il proposa, de concert avec M. Mestadier son collègue, dans la séance du 30 avril 1825, et qui avait pour objet d'obliger les ministres de présenter à la session suivante, les comptes de leurs opérations relatives à la guerre d'Espagne, et de la liquidation définitive des fournitures faites par le munitionnaire-général.

Cet amendement a fait époque; car il est du très-petit nombre de ceux qui eurent le bonheur d'être adoptés.

BEAUREPAIRE [le marquis de] (Saône-et-Loire). M. de Beaurepaire émigra, passa à l'armée de Condé, rentra en France, ne prit point d'emploi, et s'occupa d'épouser une femme qui lui donna 45,000 livres de rente. On dit qu'il a connu Buonaparte au collège, ou à l'Ecole militaire, et que se trouvant par hasard à monter la garde aux Tuileries, après le 20 mars, il eut quelque peur d'être reconnu par le fugitif de l'île d'Elbe : c'est ce qui arriva. Buonaparte étant venu à passer, le reconnut, et lui dit : « Te voilà, Beaurepaire ! » C'est maintenant M. de Villèle qui dit à M. de Beaurepaire : « Vous voilà, Beaurepaire ! » et M. de Beaurepaire n'a plus peur.

On dit que M. de Beaurepaire vote de confiance pour le ministère : aimant beaucoup à s'occuper de chevaux, *maquignonant* quelquefois à Paris, il n'a pas toujours le temps de soigner ses opinions politiques : voilà sans doute pourquoi il regarde M. Piet quand il faut voter.

D'autres biographes, à l'article BEAUREPAIRE, ont dit : *Voyez BIZEMONT* ; nous pensons qu'ils étaient mal informés, et qu'ils auraient mieux fait de dire : *Voyez LE MARCHÉ AUX CHEVAUX*.

BECAYS DE LA CAUSSADE (Lot-et-Garonne). Clôturier peu fortuné, et ayant beaucoup d'enfans, on l'a nommé chez lui, faute de mieux ; il dîne fréquemment chez M. le ministre des finances, qui lui rend en outre des services plus solides.

On a vu souvent des orateurs s'élever contre les subventions accordées aux théâtres, aux conservatoires, aux entreprises littéraires, aux dépenses secrètes, aux cadeaux diplomatiques, etc., etc., etc.... M. Becays n'est point de ces orateurs là, et l'on a pu même observer qu'il ne demandait jamais la clôture avec plus de véhémence que lorsqu'il s'agissait d'étouffer ces importunes déclamations.

BECQUEY (Haute-Marne). Né en 1760, à Vitry, il habita long-temps Châlons-sur-Marne, où son frère était grand-vicaire, et fut nommé, dans les premières années de la révolution, procureur-général syndic de la Haute-Marne, puis député de ce département à l'Assemblée législative ; où il se montra un des plus courageux défenseurs de l'ordre et de la monarchie. Il y parla en faveur des prêtres non assermentés et des pros crits. Il fut le seul député qui osa se prononcer contre le projet de déclarer la guerre

à l'Autriche. M. Becquey fut nommé en 1812 conseiller de l'Université. On dit qu'il contribua au retour des Bourbons, par ses relations avec les commissaires du roi dans l'étranger. A la restauration, il fut nommé directeur-général du commerce, avec le titre de *conseiller d'Etat*. En 1814, il fut chargé de développer à la Chambre les motifs du projet de loi sur l'exportation des laines et des mérinos ; il parla successivement sur plusieurs objets de commerce. Au retour de Buonaparte, il cessa spontanément ses fonctions. Après les cent-jours, il fut nommé conseiller d'Etat en service ordinaire de la section de l'intérieur et du commerce. Le 21 février 1816, M. Becquey défendit, en qualité de commissaire du roi, le droit d'influence des ministres sur les élections. Le 8 mai 1816, M. Becquey fut nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur.

M. Becquey est aujourd'hui directeur-général des ponts-et-chaussées. Nous ne parlerons pas des opinions de M. Becquey : comment ne serait-il pas ministériel, puisque par son influence, par ses places et par ses travaux administratifs, il est presque ministre ? C'est un des hommes les plus utiles au pouvoir, par ses talens variés, par ses

connaissances, et par l'habitude qu'il a des alentours des porte-feuilles. C'est un homme tellement essentiel, qu'on peut le considérer maintenant comme faisant partie du mobilier ministériel. Il est assez éloquent pour travailler à soutenir la réputation d'un ministre, il ne l'est pas assez pour faire la sienne à la tribune. Il figure, sous le rapport politique et administratif, au nombre de ces hommes que le passage de la révolution et de l'empire a rendus propres à tout, et qui ne sont précisément éminens en rien. Sous le rapport des discours politiques, il y a beaucoup du royaliste dans M. Becquey ; sous le rapport administratif, il y a en lui du buonapartiste.

BELLEMARE [de] (Calvados). Consultant plus son dévouement que ses forces, M. de Bellemare n'hésita point à émigrer pour se réunir à l'armée de Condé, dont il partagea les succès et les revers. Tant de fatigues et de chagrins altérèrent encore sa constitution déjà délicate, et lorsqu'il rentra dans ses foyers en 1801, tous les secours de l'art et de l'amitié parvinrent à peine à lui rendre la santé.

A la restauration, nommé d'abord chevalier de Saint-Louis, puis maire de Lisieux,

il sut se concilier l'estime et l'affection de ses administrés.

Lors des élections de 1821, sachant que les électeurs du grand collège se disposaient à lui donner leurs suffrages, il engagea ceux de son arrondissement qui étaient dans les mêmes intentions, à reporter les leurs sur un homme qu'il en croyait digne, M. Brochet de Vérigny.

Député, M. de Bellemare professa la plus noble indépendance. On l'a souvent entendu reprocher énergiquement aux ministres d'abuser de leur position pour faire prévaloir des systèmes aussi funestes à la dignité de la couronne qu'à la prospérité de l'Etat, et l'on ne s'étonnera point d'apprendre qu'il a long-temps réuni chez lui les membres les plus marquans de l'opposition royaliste.

M. de Bellemare, quoiqu'inscrit pour parler sur divers projets, n'a point encore paru à la tribune, mais ses collègues n'en appréciaient pas moins les connaissances et la pénétration dont il fait preuve dans les comités et dans les bureaux.

BELLISSEN [le marquis de] (Tarn-et-Garonne). L'indépendance de M. de Bellissen est d'autant plus honorable, que le ministère a fait plus d'efforts pour le circon-

venir ; quoiqu'il n'ait paru que rarement à la tribune , on connaît ses opinions ; elles sont excellentes ; et si l'on peut lui reprocher une tiédeur apparente à la Chambre , on doit aussi lui savoir gré de ses bonnes intentions et de son empressement à réunir chez lui ceux de ses collègues que le ministère n'a jamais vu courir après ses pommes d'or.

BENJAMIN CONSTANT DE REBECQUE (Seine). M. Benjamin Constant de Rebecque est né à Lausanne en 1767, d'une famille de réfugiés français. Placé d'abord à la cour de Brunswick, il la quitta en 1795, vint en France, et s'y lia avec les hommes les plus distingués de l'époque. En 1796, il publia sa première brochure politique, intitulée : *De la force du gouvernement actuel de la France, et de la nécessité de s'y rallier*. Peu de jours après, il parut à la barre du Conseil des Cinq-Cents, pour réclamer les droits de citoyen français, comme descendant d'une famille réfugiée en pays étranger par suite de la révocation de l'édit de Nantes. Sa réclamation fut accueillie. En 1797, il publia *les Réactions politiques et les Effets de la terreur*, et s'attacha alors à M^{me} de Staël. En 1798, devenu membre du club de Salm, il en ouvrit la séance par un discours sur l'horreur

due au *terrorisme*, les dangers de l'*arbitraire*, le mépris qu'il avait pour le *royalisme*, et la nécessité de préparer des élections *républicaines*. Il contribua auprès du Directoire, à faire nommer M. de Talleyrand-Périgord ministre des relations extérieures, et fut un des apologistes de la journée du 18 fructidor. Etranger aux évènements qui mirent le pouvoir entre les mains de Buonaparte, il fut cependant appelé au Tribunat en 1799, et y attaqua vivement, en 1800, le projet sur les communications entre les pouvoirs. « Le but de ce projet, dit-il, est de dicter nos lois *au vol*, afin que nous ne puissions les examiner. » Le 22 juin, il rendit hommage à l'armée d'Italie, fit des vœux pour que « la paix qu'elle avait conquise consolidât le système représentatif, et ramenât l'indispensable liberté de la presse. » Il combattit, en décembre suivant, le rétablissement des tribunaux spéciaux, et fit sentir les dangers d'un tribunal qui enlevait aux accusés les formes protectrices et la garantie des jurés. Exclu du Tribunat en mars 1802, M. Benjamin Constant s'attacha plus que jamais au char de M^{me} de Staël, dont on le disait un des *amis*. Il publia vers cette époque *les Suites de la contre-révolution de 1660 en Angleterre*. Exilé

de France avec M^{re} de Staël, par l'ordre de Buonaparte, il parcourut diverses contrées avec elle, et se fixa enfin à Gottingue, où il épousa une jeune personne d'une famille distinguée du Hanovre. Pendant son séjour en Allemagne, il publia une tragédie de *Walsstein*, imitée de Schiller. Le discours préliminaire placé en tête de cet ouvrage, et dans lequel il examine les différens systèmes de théâtre, lui assigne un rang distingué parmi les littérateurs. Rentré en France après le retour des Bourbons, à la suite de Bernadotte, il coopéra à la rédaction du *Nain jaune*, et publia diverses brochures très-bien écrites. Lorsque Buonaparte rompit son *ban*, et fit sa funeste invasion en France, M. Benjamin Constant publia d'abord contre lui des philippiques très-violentes, et on n'oubliera jamais celle qu'il inséra le 19 mars dans le *Journal des Débats*. La date du 20 mars est bien rapprochée, et déjà cependant il était partisan de l'usurpateur, et un de ses plus ardens prôneurs. Nommé conseiller d'Etat le 20 avril 1815, il fut un des rédacteurs de l'Acte additionnel aux Constitutions de l'empire, et le défendit dans diverses brochures. Après la seconde restauration, il passa quelques semaines à Bruxelles, revint à Paris,

passa en Angleterre, et rejoignit en Suisse M^{re} de Staël, dont le *romantique* Schlegel et lui formèrent le fidèle cortège pendant ses excursions dans cette pittoresque contrée.

M. Benjamin Constant publia le petit roman d'*Adolphe, anecdote trouvée dans les papiers d'un inconnu*, pendant son séjour en Suisse. Il défendit aussi Wilfrid Regnault, condamné à mort pour crime d'assassinat, et implora en sa faveur la clémence de Louis XVIII. Malgré les efforts du ministère, il fut nommé en 1819 député du département de la Sarthe, et a été réélu en 1824 par le département de la Seine.

On l'a constamment vu, à la Chambre, parler et discuter toutes les questions qui lui sont soumises, et se montrer un des plus zélés apôtres des doctrines révolutionnaires. Il a pris part aux troubles du mois de juin 1820, et a été soupçonné d'avoir connu les projets du général Berton. En 1824, on lui a contesté ses droits de sujet français, et ce n'est qu'après une longue discussion qu'il a été admis à siéger au nombre des députés actuels.

M. Benjamin Constant a une taille élevée, le corps fluet, les jambes grêles, le dos en voûte, les bras longs et sans grâce. Il porte

habituellement des lunettes, et sa tête se distingue par des cheveux roux très-longs. Son organe est sourd et voilé, et la précipitation de son discours nuit à ce qu'il soit bien entendu et compris; aussi écrit-il beaucoup mieux qu'il ne parle. Il fut un des fondateurs propriétaires de la fameuse *Minerve*. M. Benjamin Constant a publié un grand nombre de brochures dans lesquelles il est constamment en opposition avec lui-même. Il est fort assidu dans un certain hôtel de la rue Grange-Batelière.

BENOIST (Maine-et-Loire).

De quelques mots cruels je méprise l'atteinte,
Puisque l'opinion est toute en ma faveur.
J'ai fait, sous cet abri vainqueur,
De mauvais vers sans peur, j'en fais encor sans crainte.

Un nom inévitable dans les almanachs républicains, consulaires, impériaux et royaux, est celui de M. Benoist. Fils du lieutenant de la sénéchaussée d'Angers, il fut élevé dans l'espoir d'être un jour son successeur; dès sa plus tendre jeunesse il se familiarisa avec les affaires, et il passa les premières années de sa vie assez obscurément. La première fois que son nom fut révélé à la France, il se trouva accolé à ceux des trop fameux Chabot, Bazire, Fabre d'Eglantine et Delaunay d'Angers, tous prévenus d'avoir al-

téré un décret de la Convention nationale sur les comptes à rendre de la compagnie des Indes. M. Benoist, traduit avec ces conventionnels devant le tribunal révolutionnaire, quitta précipitamment Paris, et n'y revint que lorsque M. Quinette fut nommé ministre de l'intérieur. Il publia alors quelques articles et Mémoires sur l'économie politique, qui furent insérés dans les journaux, et lui firent une espèce de réputation littéraire. Il seconda l'abbé Morellet dans la traduction des fameux romans de mistriss Radcliffe, par qui l'on a frémi en France pendant vingt-cinq ans; il traduisit aussi l'immoral roman du *Moine*, et les ouvrages sérieux d'Arthur Young. M. Benoist cultiva aussi la poésie, et fit passer dans notre langue toutes les ballades sentimentales, entre autres celle de

Il le faut, disait un guerrier
A la jeune et tendre Imogine, etc.

Après la révolution du 18 brumaire, Maret, depuis duc de Bassano, l'admit dans les bureaux de la secrétairerie d'Etat. Un an après, M. Scipion Mourgue, chef du secrétariat-général du ministère de l'intérieur, le fit nommer chef de la division administra-

tive par le ministre Chaptal, et'il conserva cette place sous MM. de Champagny, Cretet, Montalivet, et l'abbé Montesquiou. Il avait les préfectures dans ses attributions, et peu de préfets furent nommés à cette époque sans l'influence de M. Benoist : aussi les productions de M^{me} Benoist se répandirent dans toute la France, et il y eut peu de chefs-lieux de département qui ne possédassent le portrait de Buonaparte sorti de l'atelier de cette artiste ; car M^{me} Benoist (M^{lle} Delaville-Leroux) est peintre aussi habile que M. Benoist est bon administrateur, et elle n'a pas peu contribué à rendre célèbre le nom de son époux. Vantée, chantée par Demoustier dans ses *Lettres sur la mythologie*, qu'il lui a adressées sous le nom d'*Emilie*, M^{me} Benoist, élève du peintre et régicide David, qui vient de mourir à Bruxelles, a formé elle-même plusieurs élèves distingués, entre autres M. Apparicio, Espagnol. Elle n'expose plus au Salon depuis que son mari a été anobli, et nommé conseiller d'Etat. M. Benoist, qui a cumulé tant d'honneurs et tant de décorations depuis la restauration, n'a jamais pu obtenir la croix d'honneur de Napoléon, et il fut obligé de se contenter de celle de la Réunion. Appelé par le grand-

maître de Fontanes au conseil de l'Université impériale, le chef du gouvernement ne voulut pas confirmer cette nomination. Quelque temps après, la grande-duchesse Elisa ayant désiré avoir M. Benoist auprès d'elle, pour lui confier l'administration de son petit Etat, son frère refusa de le céder.

En 1814, M. Benoist fut nommé officier de la garde nationale de Paris, mais ne combattit pas à la journée du 31 mars, pour repousser les ennemis des barrières. Quelques jours après, le gouvernement provisoire le créa commissaire de la direction du ministère de l'intérieur, jusqu'à l'arrivée de M. Beugnot, qui en avait été nommé ministre. Il reçut bientôt du roi le titre de conseiller d'Etat, et continua, sous le ministère de l'abbé de Montesquiou, à diriger les principales opérations du ministère de l'intérieur, sous le titre de *directeur-général de la comptabilité des communes et de la correspondance*. Il s'éloigna de Paris pendant les cent-jours, reprit ses fonctions au second retour du roi, fut attaché au comité du contentieux, et fut, dans le mois de septembre 1815, élu député par le département de Maine-et-Loire. Le 4 janvier 1816, il fit un long discours en faveur de la loi d'amnistie proposée par le roi, et

contre le projet de la commission qui lui avait été substitué. Après avoir rendu justice à cette commission, il passa à l'examen de ses amendemens, qu'il combattit par de misérables sophismes. Le 24 février, il parla dans la discussion sur les élections, et proposa à ses collègues de renoncer à toute espèce de traitement et d'indemnité. Il vota ensuite pour le renouvellement intégral de la Chambre, et pour que l'on pût être élu à trente ans. Cette dernière proposition, qui est la conséquence de l'intégralité du renouvellement et de la longue durée donnée dernièrement au mandat des députés, méritait d'être adoptée. Le 28 février, M. Benoist déclara qu'il y avait possibilité de trouver dans les archives de l'hôtel Soubise l'original du testament de l'infortuné Louis XVI, et proposa que le roi fût supplié d'ajouter le *fac simile* de ce testament à celui de la reine, pour qu'il en fût adressé un exemplaire à chaque député. Il parla encore dans la plupart des discussions importantes de la session de 1816, et se réunit toujours à la majorité de la Chambre. Après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il fut éliminé du conseil d'Etat ; mais il y fut rappelé en 1819, à l'époque de la toute-puissance de M. De-

cazes. Il vota en 1820 en faveur de la nouvelle loi d'élections. M. Benoist est maintenant officier de la Légion-d'Honneur, conseiller d'Etat et directeur-général des contributions indirectes. Il a été nommé député en 1824 par le collège électoral de Saumur, dont il était président.

M. le directeur-général des contributions indirectes est né en 1754; c'est un petit vieillard sérieux et ridé qui parle toujours d'abondance, sans méthode, sans formes oratoires. Son éloquence de tribune est une sorte de causerie familière imitée de son ancien patron Corbière, et qui ressemble fort à du rabâchage.

Les titres littéraires de M. Benoist ne sont pas brillans; il a publié :

1^o *Cléopâtre*, abrégé de *la Calprenède*, 3 v. in-12. Paris, 1789. 2^o *Le Cultivateur anglais*, traduit de l'anglais, de société avec Lamare et Billecoq; 1800; 18 vol. in-8°. 3^o *Voyages dans les parties du sud de l'Amérique septentrionale*, traduits de l'anglais de W. Bertram; 1798; 2 vol. in 8°, avec cartes. 4^o *Mémoires de miss Bellamy, célèbre actrice de Londres*, traduits de l'anglais, de société avec Lamare; 1799; 2 vol. in-8°. 5^o *Le Moine*, roman traduit de l'anglais de M. Lewis; 1797; 3 vol.

in-12 ; et la traduction de quelques autres romans à peu près oubliés.

On voit, par cet énuméré de traductions, que si le député de Saumur n'a rien inventé, il a beaucoup imité. Effectivement, M. Benoist a servi fidèlement le consulat, l'empire et la royauté, en se modelant sur ses maîtres, et il est en ce moment aussi soumis à M. de Villèle, qu'il le fut à MM. Decazes, Montesquiou, Cretet, Montalivet ou Chaptal, et qu'il le serait demain à tout nouveau dépositaire du pouvoir, pourvu qu'il gardât sa place.

BÉRAUD DES RONDARS (Allier.) Les biographes sont très-embarrassés quand il s'agit de donner l'histoire d'un député que personne ne connaît ni par ses écrits, ni par ses discours, ni par ses actions ; telle est notre position envers M. Béraud. Nous ne savons que fort peu de chose de lui, et ce peu nous a engagés à ne pas pousser plus loin nos investigations ; qu'importe au lecteur de connaître les détails de la vie privée d'un individu obscur, dont le nom ne se présente à l'esprit que quand on consulte la liste alphabétique des députés ; c'est sa vie publique qui l'intéresse, et deux lignes suffisent au représentant de l'arrondissement de Moulins.

M. Béraud des Rondars était conseiller de préfecture du département de l'Allier, quand il plut à MM. de Villèle et de Corbière, qui aiment à s'entourer de médiocrités, de le choisir pour l'élever aux honneurs de la députation. Ils le nommèrent donc président du collège électoral de l'arrondissement de Moulins, qui lui accorda 304 voix sur 417. Le comte Destutt de Tracy était son concurrent. Arrivé à Paris, M. Béraud crut que son premier devoir était de fréquenter assidument les salons des ministres des finances et de l'intérieur, et de ne voter que suivant leur bon plaisir. Il a été fidèle à cette croyance, et il végète au milieu de deux à trois cents collègues aussi dévoués que lui au pouvoir existant. Il est d'une extrême susceptibilité avec ses collègues, et ne s'occupe à Paris qu'à obtenir des places pour ses parents.

Nota. On nous apprend que M. Béraud vient de donner sa démission de conseiller de préfecture, qu'il est désabusé sur le mérite de M. de Villèle, et qu'enfin il veut se classer parmi les royalistes indépendans. Nous verrons bien....

BERBIS [le chevalier de] (Côte d'Or).
M. Henri de Berbis appartient à une des plus

anciennes et des plus illustres familles de Bourgogne. Lorsque la révolution éclata, il servait dans un régiment d'artillerie, et il émigra pour combattre, les armes à la main, les partisans de l'anarchie et de la révolte. Après s'être distingué dans l'armée des princes, il profita du retour de l'ordre en France pour se faire rayer de la liste des émigrés, mais il refusa tous les emplois que lui offrit ou que lui fit proposer le soldat audacieux qui avait usurpé le trône de ses maîtres. Retiré au sein de sa famille, il se rendit utile à tous ceux que leurs opinions royalistes exposaient aux persécutions de Buonaparte et de ses séides. Au retour des Bourbons, il fut nommé membre du conseil municipal de Dijon et du conseil-général du département de la Côte-d'Or. Pendant les cent-jours, il refusa de prêter serment à l'Acte additionnel, et ne reprit ses fonctions qu'à la seconde restauration. Il rendit alors de très-grands services à son département, qu'occupèrent pendant quinze mois 120,000 étrangers qui campaient et manœvraient autour de Dijon. Nommé vice-président de la commission de liquidation des fournitures et réquisitions faites à l'armée ennemie, il fut constamment occupé pendant cinq années

à ce travail fastidieux, et il est parvenu à terminer tous les comptes à la satisfaction générale.

M. le chevalier de Berbis est du petit nombre des hommes de la seconde Chambre qui ont mérité les décorations de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, dont le roi l'a décoré. Le vœu unanime du grand collège de la Côte-d'Or le porta à la députation en 1820, et il se fit bientôt remarquer dans les discussions financières et administratives de la Chambre.

Réélu en 1824 par le même département, M. de Berbis fut un des secrétaires de la Chambre, et prononça divers discours improvisés qui souvent éclairèrent les discussions, et rendirent les projets de loi moins défectueux qu'à leur apparition. Il n'est pas l'ennemi du ministère, mais très-souvent l'intérêt général le force à parler et à voter contre ses propositions. Orateur aussi sage que spirituel, il a souvent ramené ses collègues à son opinion en combattant le système d'administration suivi par M. de Corbière (si toutefois ce ministre en a un). Il traite habituellement avec une grande lucidité les questions inhérentes au budget annuel, et il discute avec habileté tout ce qui



se rapporte aux municipalités et aux communes.

M. le chevalier de Berbis est un homme petit, mince et un peu voûté ; ses cheveux commencent à grisonner ; sa figure n'a rien de remarquable , mais quand il parle elle s'anime singulièrement et devient expressive. Dans la vie privée , ses manières affables , ses entretiens faciles et variés le rendent cher à tous ceux qui l'approchent. Il était l'intime ami de M. Brennet , dont la Bourgogne a pleuré la perte pendant la durée de l'avant-dernière session.

BERGEVIN (Finistère). M. le président du tribunal de 1^{re} instance de Brest a été long-temps commissaire de marine à Bordeaux. Dans cette place , qui suffisait à son ambition , il a traversé la révolution à petit bruit , et même sans paraître songer autrement à son avancement. Porté à la députation par le ministère , il ne l'a emporté que d'une voix sur M. Kératry , et cette élection n'a pas laissé que de faire du scandale dans le département où se trouve Landernau.

Depuis qu'il siège à la Chambre , M. Bergevin a porté plusieurs fois la parole , entre autres dans cette séance remarquable où le général Foy , en regardant MM. Piet ,

Chifflet, d'Auberjon, Cardonnel, etc., etc., s'écria : *Il y a donc ici des clôturiers de profession !* où M. Syrieys de Mayrinhac, comparant le département de la Corrèze à l'Arabie, transforma les compatriotes de M. de Pourceaugnac en mameloucks. Il voulut parler sur les secours accordés aux colons réfugiés ; mais l'assemblée était montée à un tel diapason d'hilarité, que la voix du député du Finistère fut entièrement couverte par des éclats de rire, que vint redoubler encore l'allocution de M. Bonnet sur la manière dont la partie instrumentale était soignée au Conservatoire.

BERNIS [le comte Réné de] (Lozère), émigra à l'âge de seize ans, et fit ses caravanes sur les bâtimens de guerre de l'ordre de Malte. Rentré en France, après les jours de la terreur, il ne prit point de service sous Buonaparte. A l'époque de la restauration, en 1814, il devint officier supérieur des gardes-du-corps de MONSIEUR, qu'il accompagna au mois de mars 1815, à Lyon ; et dès que le prince fut de retour à Paris, le comte de Bernis n'hésita pas à se charger d'une mission auprès du duc d'Angoulême ; il joignit ce prince à Nîmes, au moment où s'organisait l'armée royale, concourut à cette opération,

fit la courte campagne de la Drôme , suivit le duc d'Angoulême en Espagne , et fut chargé par lui d'une mission importante dans l'intérieur. Ce fut au commencement de juin que le comte de Bernis aborda , au milieu des plus grands dangers , sur une plage déserte , près d'Aigues-Mortes , et qu'il s'enfonça dans les provinces méridionales , pour aller déployer le caractère de commissaire extraordinaire dans les départemens de la Lozère et du Gard , afin d'y faire reconnaître l'autorité du roi. Il organisa d'abord le mouvement royaliste dans la Lozère , se rendit ensuite dans le Gard , y rallia les volontaires royaux dispersés , et forma une armée royale à Beaucaire. Dès le 25 juin , cette ville et Aigues-Mortes secouèrent le joug de l'usurpateur , et , en vingt - quatre heures , toute la Lozère fut soumise au roi. A l'approche de l'armée royale , Nîmes ouvrit ses portes. Le Gard fut bientôt armé et organisé ; mais il restait encore à dissoudre quelques rassemblemens formés dans les Cévennes , et à contenir les soldats de la Loire. M. de Bernis obtint tous ces résultats. Le 6 décembre , il cessa ses fonctions , extraordinaires. Le duc d'Angoulême approuva hautement sa conduite , et

les habitans du Gard le nommèrent député à la Chambre, en septembre 1815. Dans toutes les discussions importantes, il a voté avec la majorité.

M. de Bernis a donné trop de preuves de dévouement à la monarchie, pour qu'on puisse croire qu'il a voté par égard pour les ministres, lorsqu'il lui est arrivé, quoique rarement, de voter avec la majorité ministérielle. M. de Bernis appartient, par les actes antérieurs de sa carrière politique, aux opinions monarchiques indépendantes : s'il a cru devoir faire quelquefois des concessions au ministère, il ne les a faites sans doute que par des considérations qui se liaient à son amour pour la monarchie.

BERTHIER [le comte Ferdinand de] (Seine). M. le comte Ferdinand de Berthier est fils du malheureux intendant de Paris, qui périt victime des fureurs du peuple, au commencement de la révolution, et petit-fils de M. de Foulon, qui fut massacré le même jour que son gendre. La capitale devait plus d'un dédommagement au rejeton de ces nobles victimes, et c'est avec un vif empressement que les électeurs du grand collège du département de la Seine l'ont réélu député en 1824. Le soir de son



élection, la préfecture et plusieurs maisons particulières furent spontanément illuminées. Paris s'était honoré en faisant un pareil choix. M. le comte de Berthier n'a pas trahi ses espérances, et il s'est montré à la Chambre aussi éloquent et aussi intrépide défenseur des intérêts royalistes que MM. de la Bourdonnaye et Delalot. Il n'a pas craint de sacrifier sa place à sa conscience; rien n'a pu le faire dévier de ses devoirs; et les persécutions de M. de Peyronnet ont privé le conseil d'État d'un magistrat aussi instruit que vertueux.

M. le comte de Berthier a monté différentes fois à la tribune dans les deux sessions qui ont suivi son élection, et toujours il a parlé pour soutenir les principes éternels de la bonne foi et de la justice. C'est surtout dans les discussions des lois des rentes et de l'indemnité due aux émigrés, qu'il a déployé ce grand talent qui le classe au nombre des meilleurs orateurs modernes. Avec quelle force n'a-t-il pas peint cette révolution si funeste à la France, et en particulier à sa famille !

« On a parlé, dit-il, d'un grand procès
« dirigé contre la révolution. La révolution
« est jugée depuis long-temps; elle l'est non

« seulement par les écrits des royalistes,
 « mais encore par ceux de leurs adversaires.
 « Ils sont consignés dans les colonnes de
 « l'importun *Moniteur*. Cessez d'attribuer à
 « la révolution des améliorations commen-
 « cées sous nos rois, et amenées par le be-
 « soin de la société, comme par le cours na-
 « turel des choses. Je répondrai à ceux qui
 « s'efforcent d'attribuer toutes les amélio-
 « rations à la révolution, en leur rappelant
 « les établissemens fondés sous le règne de
 « Louis XV, les routes ouvertes, les canaux
 « creusés, les écoles établies, et les manu-
 « factures élevées à un nouveau degré de
 « prospérité. Je ne parlerai point de la ma-
 « rine; chacun sait qu'à cette époque elle
 « porta dans toutes les mers la gloire du
 « pavillon français. Il est donc injuste d'at-
 « tribuer à la révolution des progrès et une
 « prospérité dus à la munificence de nos
 « rois.

« On a dit que le milliard de l'indemnité
 « n'était accordé qu'à une caste; mais cette
 « caste appartient à toutes les classes de la
 « société; cette caste avait des devoirs à
 « remplir; le roi était captif; elle dut se
 « réunir aux princes armés pour le délivrer.
 « Et n'a-t-on pas vu des paysans alsaciens

« passer le Rhin pour se rallier à ces mêmes phalanges ? etc. »

M. Ferdinand de Berthier réunit tout ce qu'on peut désirer dans un député ; une instruction solide , une piété bien entendue , des principes invariables , un caractère énergique , et toutes les vertus publiques et privées.

BERTIN DE VAUX (Seine - et - Oise).

M. Bertin de Vaux ou Veaux est issu d'une honorable famille qui lui fit faire de brillantes études au collège de Sainte-Barbe. Très-jeune au commencement de la révolution , il en abhorra les principes , en prévint les conséquences , et les combattit à outrance. Il fonda avec son frère aîné , et quelques autres personnages distingués , le *Journal des Débats* , dont il est encore propriétaire et rédacteur. Ce journal eut une grande célébrité sous le nom de *Journal de l'Empire* , et les feuilletons de Geoffroy lui procurèrent jusqu'à 30,000 abonnés. C'est un des cinq journaux indépendans de cette époque ; et quoique son opposition soit *systématique* , il compte près de 14,000 abonnés. La partie littéraire du *Journal des Débats* est la mieux soignée et la mieux écrite de tous les journaux , et presque tous les rédacteurs ont

des hommes distingués ; plusieurs grands noms y figurent, et le premier écrivain du siècle ne dédaigne pas d'y donner des articles.

En 1801, M. Bertin de Vaux forma une maison de banque à Paris ; sa probité et l'estime dont il jouissait parmi ses confrères et les plus riches commerçans de Paris, le firent élire juge au tribunal de commerce en 1805 ; il en fut nommé vice-président en 1807, et président en 1812. Il a rempli ces fonctions avec une rare habileté. En septembre 1815, il fut élu député par le collège électoral du 2^e arrondissement du département de la Seine, dont il était président. Au mois d'octobre suivant, il fut nommé secrétaire-général du ministère de la police, et en juillet 1816, secrétaire de la commission du budget ; mais ses opinions monarchiques le rendirent bientôt à la vie privée. Ne voulant pas prêter l'autorité de son nom aux mesures employées par M. Decazes, qui déjà s'essayait au rôle qu'il a joué depuis, il donna sa démission de secrétaire-général du ministère de la police. Il ne fut pas réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816. Il se livra entièrement alors à la rédaction du *Journal des Débats*. Le 13 février 1820 et les

jours suivans , il y inséra sur la mort déplorable du duc de Berri , des articles qui firent une profonde sensation dans toute la France. On attribua dans le temps ces excellens écrits à M. de Chateaubriand , tant ils étaient éloquentes et fortement pensés , mais ils étaient uniquement de M. Bertin de Vaux , qui , après la nouvelle loi d'élections , fut porté à la Chambre par le grand collège du département de Seine-et-Oise. Un poëte royaliste , électeur , improvisa pour lui les vers suivans :

Nous avons gagné la bataille.
 On t'a nommé : *vive le roi!*
 Un royaliste comme toi
 Devait représenter Versailles.

Le 16 février 1821, M. Bertin de Vaux prononça à la tribune une opinion fort remarquable contre le projet de loi relatif aux annuités. En 1824, nommé président du collège électoral de Versailles, il fut réélu à une majorité de 253 voix sur 407. A cette époque, M. Bertin de Vaux, qui était conseiller d'Etat, marchait avec le ministère, qu'il s'obstinait à croire royaliste; mais le renvoi insolite de son ami M. de Chateaubriand parut le désabuser, et il donna sa démission. Cette honorable démarche lui ren-

dit toute son indépendance, et il n'a cessé depuis de combattre, dans ses discours et ses écrits, le système de déception de M. de Villèle. C'est dans la discussion relative à la conversion de la rente en 3 pour cent, que cet éloquent député retrouva tout son talent pour démontrer les vices nombreux du projet de loi, projet si cher à son auteur, et qui le perdra.

Doublement attaché aux Bourbons, et par le serment qu'il a prêté et par ses principes politiques, M. Bertin de Vaux ne votera jamais pour aucune mesure qui pourrait ébranler le trône et en compromettre les intérêts. Royaliste sage, il a vu et senti que la continuation du ministère Villèle pouvait bouleverser la fortune publique, et mettre en péril la monarchie, et il s'est réuni au petit nombre de députés indépendans qui essaient de lutter contre la corruption si habilement employée par le premier ministre, et contre la nullité parlementaire de leurs collègues.

BIANCOUR [de] (Seine-et-Oise), officier de la Légion d'Honneur, membre du conseil d'arrondissement de Rambouillet. On a de ce député, à peu près inconnu, un rapport prononcé le 7 avril 1825, sur la demande faite par son département de s'impo-

ser extraordinairement. C'est la seule pièce d'éloquence produite par M. de Biancour. On assure que sa taciturnité cède à l'influence du vin de Champagne des dîners ministériels, et que là seulement il se fait remarquer par des saillies pleines de grâce. M. de Biancour ne demande pas de place, mais on sait qu'il ne refuse pas tout ce qu'on lui offre.

BLANGY [le comte de] (Eure). M. le comte de Blangy est membre du conseil-général de son département, maire de Bonnet-le-Châtel, et chevalier de Saint-Louis.

Il fut nommé député du département de l'Eure en 1815. Il parla, dans la session de cette même année, comme rapporteur de la commission chargée de l'examen d'un projet de loi portant que provisoirement les six premiers douzièmes des contributions seraient recouvrés, pour l'année 1816, sur les rôles de 1815. Dans la même session, il fit une proposition qui avait pour objet l'amélioration du sort des ecclésiastiques. En 1824, il a été réélu par le grand collège de l'Eure, et il vote avec le ministère.

BLIN DE BOURDON [le vicomte] (Somme), chevalier de la Légion-d'Honneur, préfet du Pas-de-Calais, député du

département de la Somme en 1815. Etant alors sous-préfet provisoire à Doullens, M. Blin de Bourdon vota dans cette assemblée contre la consolidation de l'emprunt de 100 millions, et proposa d'ajouter 15 centimes extraordinaires aux impositions foncières, personnelles et mobilières; en 1824, il a été réélu par l'arrondissement d'Abbeville. Nommé, le 27 juin 1823, préfet de l'Oise, il fut accusé, dans la séance du 27 mars 1824, par M. de Girardin, d'avoir adressé, comme préfet, une circulaire aux électeurs de son département, pour influencer leur choix; il répondit dans la séance suivante pour se justifier, mais il n'y parvint pas. Et onques depuis on ne l'a entendu, ni vu figurer qu'à la partie officielle du *Moniteur*, qui a annoncé sa translation à la préfecture du Pas-de-Calais.

BOIN (Cher). M. Boin est un médecin de Bourges. En 1801, on le voit figurer comme membre du jury médical, du conseil des hospices, du conseil-général et du collège électoral du département du Cher. Il reçut en 1815 la croix de la Légion-d'Honneur des mains du duc d'Angoulême. Il fut nommé député à la Chambre de 1815, où il vota avec la minorité. Il fut réélu en 1816.

Dès cette époque, et sous le ministère Decazes, M. Boin parut subir l'influence ministérielle; il se trouvait d'ailleurs, par la nature un peu mixte de ses opinions, tout exprès taillé pour le moule basculaire, qui avait été coulé et mis en fonte dans le centre gauche. Lors de la discussion de la nouvelle loi d'élections, il devint tout à fait célèbre par l'amendement fameux qu'il proposa, ou qu'on lui fit proposer. Comme cet amendement décida du sort de la loi, et que la loi décida de bien des choses, il résulte que le nom de M. Boin s'est trouvé irrévocablement attaché à cet événement politique.

Pour le récompenser de ses travaux et de son amendement, M. Decazes nomma M. Boin inspecteur de certaines eaux minérales qui furent, dit-on, créées tout exprès pour lui, car les naturalistes n'en avaient pas encore fait mention; depuis, les fonctions de M. Boin se généralisèrent, et il prit définitivement le titre d'*inspecteur-général des eaux minérales*, qu'il conserve encore aujourd'hui.

Fidèle à M. Decazes, M. Boin n'a point été infidèle à M. de Villèle, quoique ce dernier ne lui ait point encore demandé d'amendement. M. Boin, médecin de Bourges,

et médecin aussi des ministères, parle fort rarement à la Chambre ; il réserve ses *ordonnances* pour les grandes crises.

Quoiqu'il vote en ministériel, M. Boin appartient originairement au centre gauche. Son ministérialisme conserve une couleur un peu libérale ; ce qui prouve assez bien que les principes libéraux peuvent s'adapter à tout ; car M. Boin est, dit-on, ministériel par principes, et, de plus, par tempérament. Il a été nommé officier de la Légion-d'Honneur en 1823.

BOISBERTRAND [Tessières de] (Vienne). M. de Boisbertrand est maître des requêtes, directeur de l'administration des établissemens d'utilité publique, ex-commissaire-général de police à Bordeaux. Il est en conséquence dévoué au ministère.

Il est difficile de porter plus loin le zèle, je dirais presque l'amour pour les ministres. La reconnaissance sans bornes qu'il a vouée aux hommes du pouvoir, est pour lui une sorte de culte, et comme une poésie de l'âme. Nous n'avons rien de mieux à faire, pour achever de démontrer ce que nous avançons, que de rappeler quelques passages d'un discours prononcé par M. de Boisbertrand, à la Chambre des députés,

dans la séance du 28 avril 1825. Ce discours restera célèbre dans les fastes du ministérialisme.

La discussion se trouvait engagée sur l'affaire des marchés de Bayonne. M. de Boisbertrand monte à la tribune. Il s'attache d'abord à démontrer « qu'on a eu tort de « déplacer la question en amenant les ministres sur le terrain de l'accusation. »

Aux yeux de M. de Boisbertrand, une question de ce genre est toujours, sans doute, une question déplacée.

« En sanctionnant leurs actes (on n'avait « rien sanctionné), vous avez prouvé que la « France monarchique leur accordait sa confiance.... (Murmures.) Depuis cette époque, le ministère a-t-il dévié? » (Nouveaux murmures.)

Un ministère qui accorde des places et des honneurs à M. de Boisbertrand, peut-il jamais dévier? et ne prouve-t-il pas, au contraire, par-là, qu'il marche très-droit?

« Tout prouve le contraire. » (Oh! oh!)

« Voilà ce que je lis dans une feuille, « l'organe le plus envenimé de la nouvelle « opposition. » (Ah! ah! — Voyons cela.)

M. de Boisbertrand agitait en ce moment en l'air un numéro du *Journal des Débats*.

S'adressant au centre, M. de Boisbertrand continue : « On vous accuse de manquer « d'indépendance et d'énergie ; on vous fait « un crime d'être fermes dans vos principes « et fidèles dans vos affections. » (Longs éclats de rire.)

Ici M. de Boisbertrand entame sur l'esprit de parti une longue discussion, qu'il interrompt pour passer un grand nombre de feuillets.

M. de Boisbertrand termine ainsi son discours : « Vous n'ordonnerez point d'enquête, « vous n'ajournerez pas les comptes. »

Les grammairiens les plus estimés appellent ce temps du verbe que paraît affecter l'orateur, le *futur impératif*.

« Vous renverrez l'esprit de parti à se « pourvoir par une accusation régulière. Il « la fera s'il le veut, s'il le peut ; et quand il « l'aura faite, vous jugerez, avec la France, « entre les accusateurs et les accusés. »

Voir, pour l'explication de ce dernier paragraphe, l'arrêt de la Cour royale, du 17 décembre 1825, et l'ordonnance du roi, du 21 du même mois, qui renvoie devant la Cour des pairs l'instruction et le jugement de l'affaire relative aux marchés Ouvrard.

BOISCLAIREAU [comte de] (Sarte). Ce

député de l'arrondissement du Mans a servi dans le régiment du Roi-infanterie, et a émigré. Il était alors dans la force de l'âge, et son dévouement à l'auguste famille des Bourbonss'en ressentait; mais depuis que soixantedix hivers ont glacé son cœur, il n'a plus été qu'une machine organisée dans les mains de M. de Villèle, qui l'avait nommé président du collège électoral du Mans.

BOISJOURDAN [de] (Mayenne). Depuis deux mois, on annonce chaque jour dans Paris la mort de M. de Boisjourdan, qui a supporté deux fois la ponction, et qui, d'après le rapport des médecins, ne peut en réchapper. Il a fallu qu'on crût que M. de Boisjourdan avait visité les sombres bords, pour que la France apprît qu'un de ses représentans se nommait ainsi. Effectivement, depuis son élection par l'arrondissement de Château-Gontier, dont il était président, ce membre du conseil-général du département de la Mayenne n'a rien fait pour sortir de son obscurité : à peine sait-on même s'il existe encore.

BONNET (Seine). M. Bonnet était déjà célèbre comme avocat quand la révolution commença. Dès 1786, il fut désigné par le bâtonnier de l'ordre, pour faire le discours

d'ouverture de la conférence instituée en faveur des jeunes avocats. L'affaire Lane-franque, une des causes les plus célèbres et les plus suivies de toutes celles qui occupèrent la magistrature renaissante, fournit à M. Bonnet l'occasion de déployer tout son talent, et de prouver que la vie d'un véritable avocat est vraiment celle d'un philosophe chrétien. Il avait pour adversaires deux de ses collègues, aussi distingués par leur vaste savoir que par leur éloquence entraînante, MM. Blaque et Delamalle. On remarqua dans le plaidoyer de M. Bonnet l'exorde sur l'amour paternel, qu'il avait puisé dans son cœur, et qui mérite de passer à la postérité. Mais le plaidoyer qui rendit le nom de M. Bonnet européen, fut celui qu'il improvisa en faveur du général Moreau. L'exorde seul était écrit, et l'idée même de la péroraison servant de résumé, ne vint à son esprit que pendant le court repos qu'il fut obligé de prendre. L'empereur de Russie, pendant son séjour à Paris en 1814, fit demander ce plaidoyer, et écrivit une lettre flattante à l'avocat.

Nos lecteurs seront sans doute satisfaits de trouver ici quelques citations de ce fameux plaidoyer en faveur du rival de Napo-

l'éon, et qui retentit alors dans tout l'univers savant.

« Le général Moreau est dans les fers !
 « Par les plus grands et les plus signalés services , par les plus brillantes victoires , par
 « les conquêtes les plus importantes , par le
 « salut de plusieurs armées , on n'acquiert
 « pas sans doute le droit de trahir son pays ,
 « de renverser son gouvernement , d'exciter
 « la guerre civile ; on n'acquiert pas le droit
 « exécrable de déchirer le sein de sa patrie.
 « Loin de nous le système d'une aussi affreuse compensation.

« Mais ces exploits , ces conquêtes , ce dévouement héroïque et sans bornes , tant
 « de valeur , un si grand nombre de victoires , tant de préjugés heureux , vingt-
 « cinq ans de probité qui les accompagnent ,
 « seront-ils donc perdus pour la justification
 « d'un illustre accusé ? Non , messieurs , la
 « raison , la justice et le sentiment proscri-
 « vent ce système , dicté par l'irréflexion et
 « l'ingratitude.

« Ces souvenirs tutélaires qui planent sur
 « la tête de l'accusé ne sont pas encore sa
 « justification , mais ils en sont un présage
 « plus que vraisemblable ; ils ne dispensent
 « pas l'accusé de se disculper , mais ils don-

« nent à ses assertions, à ses paroles, à ses
 « moyens, un caractère de persuasion et de
 « vérité; ils ne pourraient anéantir les preu-
 « ves qui seraient contre lui; mais ils com-
 « mandent un examen plus rigoureux sur
 « leur nombre, sur leur réalité, sur leur
 « force.

« Examinez ma vie, et songez qui je suis :
 « telle doit être la première parole de
 « l'homme innocent à des magistrats intè-
 « gres. Je vous l'adresse aujourd'hui, mes-
 « sieurs, au nom du général Moreau, ou
 « plutôt il vient de vous en adresser lui-
 « même le sublime commentaire (1), de cette
 « expression dictée par le génie, et recueillie
 « par la justice. Peut-elle jamais avoir une
 « plus belle, une plus heureuse application ?

« Déjà nous avons observé que l'influence
 « d'une série de tant de belles actions ne
 « saurait être perdue; déjà, avant même
 « qu'on eût pris une simple mesure de sû-
 « reté, avant l'arrestation du général Mo-
 « reau, le chef de l'Etat a balancé entre des
 « soupçons vraisemblables et tant de ser-
 « vices rendus; a annoncé lui-même avoir

(1) Le général Moreau avait lui-même prononcé un discours avant que M. Bonnet eût pris la parole.

« hésité pendant trois jours entiers; déjà
 « plusieurs organes des autorités consti-
 « tuées, en exprimant leur dévouement au
 « chef du gouvernement, ont frémi du mal-
 « heur que Moreau pût être coupable. »

Les bornes de notre ouvrage ne nous per-
 mettent pas de donner la suite de ce brillant
 exorde, mais nous ne pouvons nous refuser
 le plaisir de retracer les dernières phrases
 de la péroraison :

« La confiance de mon client est entière
 « dans votre justice, messieurs; vous ne de-
 « vez sûrement voir ici que les preuves, et
 « vous n'y verrez que les preuves.

« Vous jugerez le général Moreau comme
 « vous jugerez les autres accusés. Chaque
 « mesure sera pesée dans la balance; vous
 « ne condamnerez pas en masse; tout sera
 « vu, examiné, et ceux qui sont innocens
 « doivent conserver toute leur sécurité.

« Messieurs, votre jugement interviendra
 « sur un des procès les plus célèbres que
 « l'histoire puisse transmettre à la postérité;
 « il sera digne de l'impartialité qui vous ca-
 « ractérise; il sera digne d'être émané de la
 « première ville de France. Songez-y, et
 « certes vous y avez déjà songé, votre cons-
 « cience est là, et c'est elle seule qui peut

« dicter votre jugement; l'univers vous écoute
 « pour l'entendre, et la postérité vous en
 « bénira, parce qu'il sera conforme à la jus-
 « tice. »

Outre ce plaidoyer, M. Bonnet fit paraître un Mémoire en faveur de l'infortuné général, et s'adjoignit, pour le faire, ses deux amis, MM. Bellart et Pérignon, dont la réputation est au-dessus de tout éloge.

Il fallait un bien grand courage pour défendre le général Moreau, que voulait perdre Buonaparte, alors premier consul et chef de l'Etat; et le rare dévouement de M. Bonnet égale presque celui de MM. Desèze et de Chauveau-Lagarde.

Cet avocat célèbre, qui a été plusieurs fois bâtonnier de son ordre, a souvent défendu des proscrits, et a presque toujours réussi à les sauver. Une si belle conduite méritait des récompenses; le roi l'a créé chevalier de la Légion-d'Honneur, et nommé membre du conseil-général du département de la Seine.

M. Bonnet a un talent particulier pour la réplique, et manie avec beaucoup de grâce et de finesse l'arme de la plaisanterie. Il a été constamment l'ennemi des révolutionnaires, qu'il a souvent attaqués dans ses écrits et dans ses Mémoires. Aussi heureux

père que M. Berryer, il a un fils qui lui promet un digne successeur de son talent et de ses vertus. Son second fils promet aussi de devenir un littérateur distingué ; il vient d'enrichir la France des œuvres complètes de Henri Mackenzie, et sa traduction ne laisse rien à désirer.

Elu en 1820 député du département de la Seine, M. Bonnet a fait preuve d'une grande liberté de principes, soutenus d'un caractère sage et modéré. Réélu en 1824 par le même collège, il a une légère tendance à soutenir le ministère de M. de Villèle. Par ordonnance du 18 janvier 1826, M. Bonnet a enfin été nommé conseiller à la Cour de cassation : nul le méritait plus que lui. Il est aussi membre de la commission de révision des lois du royaume.

BONNET DE LESCURE (Charente-Inférieure). Honnête ministériel : s'il vote pour les ministres, peut-être ne croit-il pas faire mal ; et s'il est ministériel, peut-être encore ne l'est-il pas exprès. M. Bonnet de Lescure est membre du conseil-général de son département, il est en même temps ingénieur des constructions navales, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'Honneur : comment pourrait-il donc ne pas voter avec les minis-

tres? car s'il arrivait qu'il échappât à M. de Villèle comme membre du conseil-général, ne serait-il pas rattrapé par M. de Chabrol comme ingénieur des constructions navales?

BONTIN [le baron de] (Yonne). Après d'immenses recherches, nous étions parvenus à découvrir un individu à qui M. de Bontin n'était point entièrement inconnu; mais cet individu, qui nous avait promis des renseignemens sur le député de l'Yonne, ayant fait défaut, nos principes ne nous permettent de parler de ce dernier qu'avec une excessive réserve. Nos lecteurs se contenteront donc, pour le moment, de savoir que, dans l'intervalle des sessions, M. de Bontin passe sa vie dans l'une des quatre cent quatre-vingt-deux communes de l'Yonne, dont il est maire, où il ne paraît pas faire beaucoup plus de bruit qu'au centre de la Chambre. S'il nous parvient de nouveaux documens sur son compte, nous nous empresserons d'en faire part au public dans une des quinze éditions que ne peut manquer d'avoir cette Biographie.

BOREL DE BRÉTIZEL (Oise). M. Borel est officier de la Légion-d'Honneur, conseiller à la Cour de cassation; son père était conseiller d'Etat avant la révolution, et lieutenant du bailliage de Beauvais. Nommé



député au Conseil des Cinq-Cents par le département de l'Oise, il se déclara, le 20 octobre 1797, contre le projet d'ostracisme, suite du 18 fructidor an v, et fit rapporter l'arrêté qui ordonnait à une commission de présenter ses vues sur cet objet. Il fut nommé membre du tribunal de cassation le 9 novembre 1799, et légionnaire le 25 novembre 1814. Le 3 avril 1814, il adressa au gouvernement provisoire son adhésion à la déchéance de Napoléon, fut nommé dans l'année conseiller de M. le duc d'Orléans, signa les différentes adresses de la Cour de cassation, et fut conservé conseiller à cette Cour, lors de sa réorganisation en 1816.

M. Borel de Brétizel, persuadé que l'homme qui parle souvent peut se compromettre, garde à la Chambre le plus profond silence. Il n'a jamais été oublié de son département ; toutes les fois qu'il y a élection, le nom de M. Borel de Brétizel sort de l'urne. On le dit instruit, surtout en législation ; mais comme il ne communique jamais à la Chambre aucune de ses idées, il faut croire qu'il les garde pour une meilleure occasion.

M. Borel de Brétizel raconte à qui veut l'entendre l'histoire de son inviolable attachement aux principes monarchiques. Quant

à nous, nous le croyons inviolablement attaché au gouvernement de fait.

BOSCAL DE RÉALS [le comte de] (Charente-Inférieure). Ce député est membre du conseil-général de son département, et maire de la ville de Saintes. M. Boscal de Réals est un des membres de la Chambre les plus connus : comme il est depuis long-temps entré dans la carrière législative, son nom a figuré très-souvent dans les procès-verbaux de la Chambre. M. Boscal de Réals est d'ailleurs un député fort actif ; il est partout, et de tout. Il monte souvent à la tribune, et en descend promptement, car il ne parle pas long-temps ; on dirait qu'il n'en a jamais que pour une gorgée ; il amende et sous-amende souvent, quoiqu'avec assez peu de succès.

Au reste, ce député de la Charente-Inférieure s'est tenu habituellement dans la bonne voie ; il vote contre les ministres ; et si l'on a eu autrefois quelques doutes sur son indépendance, on est maintenant bien rassuré.

BOUCHER (Orne). M. Boucher est un des hommes les plus dévoués au roi, et les plus indépendans de la Chambre actuelle. Pendant les cent-jours, il facilita à un grand nombre d'officiers le moyen de rejoindre le

roi à Gand, et il y envoya ses deux fils. Nommé député en 1820. par le grand collège du département de l'Orne, il a été réélu en 1824 à la presque-unanimité par le collège électoral de Mortagne. Cet arrondissement ne put d'ailleurs fournir de candidats libéraux, et s'il n'eût pas choisi M. Boucher, c'est M. Saillard, un riche banquier de Paris, fort royaliste, qui l'eût représenté.

M. Boucher, chevalier de Saint - Louis et de la Légion-d'Honneur depuis long-temps, est un des plus riches et des plus estimés négocians de Laigle. Il est membre du conseil-général du département et du conseil des manufactures ; il a obtenu la médaille d'or à l'exposition de 1819. Il ne vote que d'après sa conscience, repousse toute direction ministérielle, et a très-bien parlé dans la discussion de la loi des rentes.

BOULARD (Oise). M. Boulard, membre du conseil-général de son département, est un honnête député qui eut le malheur, l'année dernière, de mettre un jour en rumeur les membres qui siègent sur les bancs ministériels. Il s'agissait de l'amendement proposé par M. Breton, qui avait pour objet d'appeler les rentiers dépouillés aux bienfaits de l'indemnité. M. Boulard appuya l'amende-

ment , et ajouta « que , dans une mesure qui
« intéresse personnellement la presque tota-
« lité des membres de la Chambre, il importe,
« pour leur honneur, que toutes les formes
« soient observées. » Il demandait que la
Chambre, usant de la faculté qui lui était ac-
cordée par l'art. 32 du règlement, votât au
scrutin sur l'amendement. La proposition
fut rejetée par les ministériels, qui n'aiment
pas le vote du scrutin, parce qu'à ce mode-
là, un homme ne peut jamais compter pour
deux. M. Boulard est notaire à Paris, cheva-
lier de la Légion-d'Honneur, et fils du res-
pectable M. Boulard, si connu de tous les
libraires et bouquinistes de la capitale.

BOURDEAU (Haute - Vienne). Avant
1815, le nom de M. Bourdeau n'était connu
que de Limoges et de sa banlieue ; c'était un
fort médiocre avocat, secrétaire de la loge
des francs-maçons, et membre du conseil
municipal, remarquable par sa pétulance au
barreau, le saccadé de ses plaidoiries, et
un accent méridional très - prononcé. Il
exerça par *interim* les fonctions de maire de
Limoges pendant les cent-jours, et mit plus
de soin à conserver ses propriétés que celles
de la ville confiée à sa surveillance. Nommé
député par le département de la Haute-

Vienne, en septembre 1815, il fut commissaire du cinquième bureau de la Chambre pour le projet de loi relatif aux cris séditieux. Le 22 décembre suivant, il défendit les ministres, attaqués vivement par plusieurs de ses collègues, au sujet de l'évasion de Lavalette, dont on les croyait complices. « Aucune loi, dit-il, ne met les ministres à la disposition de la Chambre. L'article 55 de la Charte ne vous confère que le droit de les accuser, et l'article 56 a borné les cas à ceux de trahison et de concussion. La proposition est absurde ; si la Chambre voulait se mêler de pareilles choses, il n'y aurait pas de raisons pour qu'elle ne s'emparât successivement de tout. » Pour le récompenser de tant de dévouement, le ministère le nomma procureur-général près la Cour royale de Rennes, en remplacement de M. Corbière, qui ne le fut que vingt-quatre heures, et dont l'ordonnance de nomination ne parut pas. Il vota constamment avec la minorité de 1815, et il parla sur la loi relative aux cris séditieux et sur la loi d'amnistie. Lors de la discussion sur la suspension de la liberté individuelle, il soutint que la Chambre n'avait pas le droit d'interpeller les ministres du roi, et défendit avec chaleur

M. Pasquier, qui refusait à la commission les renseignemens nécessaires sur le projet de loi. En 1819, il combattit la proposition de M. le comte Barthélemy, et il n'en vota pas moins, l'année suivante, le changement de la loi d'élections, parce que ce changement convenait alors au ministère, dont il était un des plus fermes champions. Il parut sur le banc des témoins en 1820, à l'occasion des rassemblemens du 3 juin. A son retour en Bretagne, où, quoiqu'il ne passât que six semaines tous les ans, il était détesté, il reçut un *charivari* à Rennes et à Brest. Nommé président du collège électoral de Limoges en 1824, il a dû à l'influence ministérielle sa réélection. Sur la fin de la session de 1824, on croyait généralement à la chute du ministère Villèle; M. Bourdeau se hâta de se tourner vers le soleil levant; et persuadé que c'était son cher Pasquier qui reprenait les sceaux, il se lassa de son rôle, et se hâta trop de jeter le masque qu'il avait pris pour parvenir au pouvoir. Ce fut alors que, s'adressant aux véritables députés royalistes indépendans de la Chambre, il leur cria d'une voix d'énergumène, *qu'ils voulaient l'ancienne France avec les libertés de l'Eglise gallicane de moins, et les jésuites de plus.* Destitué peu de temps

après, M. Bourdeau *fait de l'opposition*; mais il ne trompe personne, et tous les partis le repoussent et le désavouent. L'ancien procureur-général, qui a fait de grandes économies dans ses neuf années d'exercice, continue le commerce de bestiaux, qu'il avait confié à sa nièce.

M. Bourdeau a fait un mal inouï à la Bretagne par ses mauvais choix, et plusieurs fédérés et partisans forcenés de l'usurpateur lui doivent leur admission ou leur rentrée dans la magistrature de cette belle province. Ce député a rarement exercé ses fonctions de chef du parquet breton : M. Delamarre, homme d'un grand mérite, premier avocat-général, et M. Varin après lui, faisaient tout le travail, tandis que M. Bourdeau recevait les appointemens. Après les sessions, au lieu de retourner à son poste, il allait se reposer de ses fatigues parlementaires au milieu de ses chers Limousins.

Cet ancien magistrat a la taille petite, les cheveux noirs et crépus, l'œil d'un satyre, les mouvemens prestes, la voix aiguë, et l'accent bas-limousin. Il monte souvent à la tribune, parle avec rapidité, gesticule beaucoup, et fatigue son habillement à force de le boutonner et de le déboutonner. Il est céliba-

taire. Son dévouement à MM. Decazes et Pasquier lui a valu la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. Après MM. Bazire et de Peyronnet, c'est l'homme le plus audacieux (ce mot est de politesse) de la Chambre.

BOURDEAU-FONTENET (Indre). Récompense honnête à qui pourra nous fournir quelques renseignements sur ce député.

BOURRIENNE [Fauvelet de] (Yonne). M. de Bourrienne, ministre d'Etat, chevalier de la Légion-d'Honneur et de l'Etoile polaire, naquit à Sens, le 9 juillet 1769. Elevé à l'Ecole militaire de Brienne, il y fut condisciple de Buonaparte, avec lequel il se lia intimement. Il désira embrasser la carrière diplomatique ; et pour en acquérir les connaissances requises, il se rendit à l'Université de Leipzig en 1788, et y resta jusqu'en 1791. Persuadé que rien ne forme mieux un diplomate que les voyages, et se trouvant pour ainsi dire sur la route du pays, il passa en Pologne, contrée qui ne lui fit pas acquérir les connaissances auxquelles il aspirait, car il revint en France en 1792 ; mais son voyage chez les Sarmates lui valut ce que plusieurs apprentis diplomates seraient trop heureux d'acquérir après des années entières de voyages, d'études, de sollicitations et de

recommandations, car il fut nommé sur le champ secrétaire de légation, et destiné en cette qualité à Stuttgart. L'Assemblée législative ayant déclaré la guerre à l'empire germanique, le jeune Bourrienne revint en France en février 1793. Cependant, l'amour lui faisait trouver la patrie importune ; un tendre souvenir l'en fit bientôt sortir, et le conduisit à Leipzig, où il épousa la fille d'un maître d'école. Si l'amour, comme le dit La Fontaine, perdit Troie, il n'en fit guère mieux du sensible diplomate. Soupçonné d'intelligences politiques avec les anarchistes français, notre jeune époux fut arrêté par ordre de la cour de Dresde, et, après une assez longue captivité, obligé de quitter la Saxe. Revenu en France après le règne de la terreur, il se trouva inscrit sur la liste des émigrés du département de l'Yonne ; mais s'il parvint à s'en faire rayer, par compensation il végéta long-temps sans aucun emploi, obscurité fâcheuse pour un diplomate, et de laquelle il ne serait, malgré ses talents, probablement pas sorti de sitôt, si son ancien condisciple de collège n'eût été porté au commandement en chef de l'armée d'Italie. Il devint le secrétaire intime de Buonaparte, et le suivit dans toutes ses campa-

gnes en Italie, en Egypte et à Marengo. Le premier consul ne lui fut pas moins favorable que le général en chef. Le 20 juillet 1801, il entra dans le sanctuaire du conseil d'Etat. La fortune de M. de Bourrienne marchait à pas de géant vers son apogée ; et peut-être même l'aurait passé, si un maudit négociant (la maison Coulon) n'eût fait faillite. Le jeune favori se trouva compromis dans cette affaire, bien innocemment sans doute ; mais le camarade de collège, qui n'était pas doux de sa nature, s'avisa de se fâcher contre le nouveau conseiller d'Etat, et le secrétaire intime fut un peu brusquement congédié. Cependant sa disgrâce ne dura pas longtemps, et ses ennemis n'eurent pas lieu de s'en réjouir. Après quelques jours de bouderie, M. de Bourrienne partit pour Hambourg, en qualité de chargé d'affaires et d'envoyé extraordinaire près le cercle de Basse-Saxe. De nouvelles contrariétés l'attendaient dans ce poste : des dénonciations très-vives attaquèrent en même temps le maréchal Brune, le consul Lachevardière et M. de Bourrienne. Les deux premiers y succombèrent ; mais la sainte amitié sauva encore cette fois le troisième, qui continua à résider à Hambourg jusqu'en 1813, époque

fatale pour son ancien camarade de collège. Le gouvernement provisoire lui confia en 1815 la direction des postes ; mais à l'arrivée du roi, il y fut remplacé par M. Ferrand. Le 16 mars 1814, il fut nommé préfet de police de Paris ; son premier soin fut de donner l'ordre d'arrêter Fouché ; mais le mal était déjà sans remède, et inscrit par Buonaparte sur la liste des proscrits, il courut à Gand, et ne revint à Paris qu'à la rentrée du roi. Le 24 août 1815, il fut nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, section du commerce et de l'intérieur. Nommé député de l'Yonne dans la même année, et devenu membre de la commission du budget, il se prononça, quoique conseiller d'Etat, contre les ministres. M. de Bourrienne a consacré à la littérature quelques-uns de ses loisirs ; il a traduit de l'allemand, de Kotzebue, le drame de *l'Inconnu*, si célèbre en France sous le titre de *Misanthropie et Repentir*. On lui a attribué un ouvrage publié en 1814, intitulé *Histoire de Buonaparte, par un homme qui ne l'a pas quitté depuis quinze ans* ; mais cette assertion n'est pas fondée.

C'est à l'absence de M. de Bourrienne au second retour du roi, que M. Decazes, simple conseiller à la Cour royale, dont l'in-

fluence a été si malheureuse, doit sa nomination à la place de préfet de police, et par suite la haute faveur dont il a joui.

L'histoire de M. de Bourrienne, avant qu'il fût député, serait très-longue si on voulait la raconter dans tous ses détails; nous n'avons pu en indiquer que les principaux traits. Placé dans une foule de situations délicates où l'avait entraîné son ambition, au moins autant que le hasard des circonstances, M. de Bourrienne s'est trouvé en proie à une foule de soupçons injurieux à sa réputation. On est allé jusqu'à lui contester, dans le public, la légalité de sa nomination à la Chambre des députés, en disant qu'à l'époque de la convocation du collège électoral de l'Yonne, en 1820, il avait assigné hypothèque sur une propriété qui ne lui appartenait pas. Il paraît que cette affaire s'est terminée à la satisfaction de M. de Bourrienne.

M. de Bourrienne conserve à peu près dans la carrière législative, le même genre de réputation qu'il avait eu dans la carrière administrative et diplomatique : il a beaucoup plus vécu avec les hommes qu'avec les opinions, avec les places qu'avec les systèmes. Il n'est point naturellement orateur : aussi ne parle-t-il que rarement. Il est plus

connu dans l'éloquence des *rapports* que dans l'éloquence *parlementaire* proprement dite. Dans la session de 1820, il fit sur le budget un rapport qui lui fit donner, par les opinions de la gauche, le surnom d'*Omar*.

M. de Bourrienne passe pour voter en faveur du ministère. Il est villéliste ; car que serait-il, ou que pourrait-il être s'il ne l'était pas ? Il est un de ces hommes dont la vie politique a besoin, pour se soutenir, d'être toujours à la portée des porte-feuilles. Sa destinée est d'être un candidat perpétuel du ministère.

M. de Bourrienne, dont de fausses spéculations ont au moins dérangé les affaires, a l'excellente précaution d'être presque invisible dans l'intervalle des sessions. Son nom a été compromis, il y a peu de jours, dans l'affaire de la fausse marquise de Campestre.

BOUTHILLIER [le marquis de] (Seine-et-Oise). M. de Bouthillier, conseiller d'Etat et directeur-général des eaux et forêts, est fils du lieutenant-général député aux Etats-Généraux, dont les principes invariables soutinrent la cause royale, qui signa les protestations des 12 et 15 septembre 1791, contre les opérations de l'Assemblée nationale.

Emigré avec son père, l'extrême jeunesse

de M. de Bouthillier le fit remarquer du duc d'Enghien ; ses qualités l'en firent estimer, et ce prince lui témoigna beaucoup d'intérêt dans toutes les circonstances. Il rentra en France après le licenciement de l'armée de Condé. A la révolution du 18 brumaire, le jeune Bouthillier, transigeant avec ses principes, accepta avec reconnaissance une place d'auditeur au conseil d'Etat, à laquelle on joignit bientôt une sous-préfecture. Au retour du roi, il obtint le département du Var, et la croix d'officier de la Légion-d'Honneur.

Si le ministre Montesquiou eût décacheté les lettres du préfet du Var, on eût été mieux en mesure de repousser Buonaparte. Non content d'avoir prévenu les ministres, il prit les mesures les plus fermes pour empêcher la réussite de cette catastrophe. Son zèle devait échouer devant l'étoile de l'exilé de l'île d'Elbe. Le maréchal Masséna envoya le baron Sivray, son chef d'état-major, pour arrêter et conduire le préfet dans le cachot du fort Lamalgue ; mais ce dernier prévint les ordres du maréchal, s'expatria une seconde fois, et ne rentra en France qu'avec le roi. La préfecture du département du Bas-Rhin lui fut aussitôt confiée. Il s'y rendit en toute hâte ; sa réputation l'y avait déjà pré-

cédé ; il y reçut l'accueil le plus flatteur. Son administration active et vigilante ne put le sauver des effets de l'ordonnance du 5 septembre 1816. M. Decazes, frère du ministre, lui succéda. Pendant son administration, M. le comte de Bouthillier adressa à ses administrés une lettre dont voici un fragment :

« Je remarque que l'esprit de dénoncia-
 « tion, suite funeste de la révolution, sub-
 « siste encore dans quelques communes ; on
 « y fabrique et colporte des pétitions, des
 « écrits dont l'unique but est de décourager
 « les fonctionnaires souvent les plus probes
 « et les plus zélés..... Je livrerai aux tribunaux
 « tous ceux qui, par suite des vérifications,
 « seront prévenus de fausses dénonciations.»

M. de Bouthillier fut nommé député en 1820, et siégea à l'extrême droite. Il fut de plusieurs commissions, et rapporteur de la loi des élections. En 1824, il fut appelé à l'administration générale des eaux et forêts. Nommé à la présidence du collège de Pontoise, ce fut à lui que M. Lebeau dut l'avantage de l'emporter sur M. de Lameth, et de voter avec le pouvoir à la Chambre septennale. Cette élection de Pontoise donna lieu à des observations fort sévères de la part de M. le général Foy, qui prit avec énergie la

défense de son ami M. le comte Alexandre de Lameth. M. de Bouthillier répondit, et prouva que l'élection de M. Lebeau était régulière, et conforme à la loi. M. le marquis de Bouthillier est chevalier de Saint-Louis, et commandeur de la Légion-d'Honneur.

BOUVILLE [le marquis de] (Seine-Inférieure), M. de Bouville était, avant la révolution, conseiller au parlement de Rouen. Il fut nommé député aux États-Généraux en 1789, par la noblesse du pays de Caux. Il combattit constamment les principes révolutionnaires. Le 25 janvier 1790, il réclama la question préalable sur la motion de Robespierre en faveur de l'égalité politique; et lorsqu'en septembre 1791, la minorité de l'Assemblée constituante eut décidé de protester contre les innovations introduites, M. de Bouville se chargea de rédiger la protestation qui fut unanimement adoptée. Il sortit de France en 1791. Il ne reparut sur la scène politique qu'après le second retour du roi, en 1815. Il fut, à cette époque, nommé député par le département de la Seine-Inférieure. Le 11 octobre 1815, il fut proclamé vice-président, à la majorité de 244 voix sur 300. Il prononça un discours remarquable à l'occasion de l'évasion du général Lava-

lette. M. de Bouville a parlé avec beaucoup d'énergie dans un grand nombre de discussions, et surtout dans celle des élections, et de la restitution au clergé des bois non vendus.

Dans la discussion de la loi de l'indemnité, le 3 mars 1825, M. de Bouville a proposé un amendement fort important ; nous le rapporterons ici en entier, comme un des documens les plus précieux de l'histoire de cette discussion mémorable : « L'indemnité
 « consistera en une inscription de rente égale
 « aux trois cinquièmes du revenu brut des
 « propriétés vendues, valeur de 1790, telle
 « qu'elle sera constatée par les procès-ver-
 « baux d'expertise ou d'adjudication, soit par
 « l'estimation préalable qui, d'après les lois,
 « a dû être faite avant la vente, soit par le
 « montant des impositions de l'époque, soit
 « par les autres renseignemens administratifs
 « existant à la régie des domaines, soit par
 « les pièces authentiques ou autres rensei-
 « gnemens qui seront fournis par les récla-
 « mans eux-mêmes, soit enfin par la com-
 « binaison de ces différens documens entre
 « eux. »

M. de Bouville ajouta à son amendement les dispositions suivantes : « Sur les 30 mil-

« lions de rente consacrés à l'indemnité, il
 « sera fait une réserve de 6 millions, qui ne
 « seront répartis entre tous les indemnisés,
 « au marc le franc de leurs indemnités respec-
 « tives, que lorsque cette répartition pourra
 « être déterminée par la connaissance totale
 « de l'indemnité générale. » Cet amendement
 eut le sort de presque tous les autres
 présentés dans la même discussion : il fut
 rejeté.

M. de Bouville vote ordinairement avec l'opposition royaliste. Il lui est arrivé cependant de voter quelquefois en faveur du ministère; mais son indépendance n'en est pas moins demeurée à l'abri de tout soupçon. **M. de Bouville** a la réputation d'un homme trop éclairé, il a un sentiment trop profond de ses devoirs, il a donné trop de preuves de son courage et de son désintéressement, pour qu'on puisse jamais croire qu'il voterait aveuglément en faveur des hommes du pouvoir.

BRESSAND DE RAZE (Haute-Saône). **M. Bressand de Raze** est membre du conseil-général de son département. En 1814, **S. A. R. MONSIEUR** étant entré en France par Vesoul, **M. Bressand de Raze** alla lui offrir ses hommages, et lui facilita les moyens

de faire reconnaître dans cette contrée l'autorité du roi.

On voit que M. Bressand de Raze a fait ses preuves en 1814. On assure qu'il a oublié de les faire en 1825, et l'on espère qu'il les fera en 1826.

BRETON (Seine). Quand on se remémore les noms des députés de la Seine, on oublie presque toujours celui de M. Breton, et la chose n'est pas surprenante ; car comment se rappeler qu'il existe un député de ce nom, à moins de parcourir les listes alphabétiques de la Chambre ? M. Breton est notaire du roi. En 1820, il aspira aux honneurs de la députation, et fut nommé à Paris, qui l'a réélu en 1824. Il est employé dans la Chambre à des objets de détail ; il a été rapporteur dans l'affaire du canal de l'Ourcq, et a proposé de régler les attributions des commissaires-priseurs, qui, suivant lui, empiétaient sur celles des notaires. La proposition était du domaine de M. Breton, et nul ne pouvait mieux que lui la faire prendre en considération par la Chambre.

Ce député est membre du conseil-général du département de la Seine, chevalier de la Légion-d'Honneur, et, en 1824, il a été un des

quatre vice-présidents du collège départemental de Paris. M. Breton siège au centre droit, et appuie de son vote toutes les propositions ministérielles telles quelles; c'est d'ailleurs un fort honnête homme, à vue courte.

BRICOUT DE CANTRAINE (Nord).

Cet ex-notaire du Cateau-Cambrésis est, comme tous ses collègues du Nord, un des fidèles de M. de Villèle, dont les paroles sont toujours pour lui d'infailibles oracles. Plus borné qu'eux tous, il marche à la gauche de la brigade dont M. Potteau d'Hancardrie tient la droite : ce qui le contrarie dans ce poste, c'est de ne pouvoir faire le premier la révérence à Leurs Excellences. Quoiqu'arrivant après les onze solliciteurs qui représentent le Nord, il a trouvé le moyen de glaner la croix de la Légion-d'Honneur et la mairie du Cateau pour lui, et une place de receveur d'arrondissement pour son fils.

BRILLET DE VILLEMORGE (Maine-et-Loire). M. Brillet, maire d'Angers, partage avec MM. les comtes de la Bourdonnaye et de la Potherie l'honneur d'avoir été élu député par le grand collège de Maine-et-Loire, à une forte majorité; mais c'est le seul point de similitude qu'il ait avec ses deux hono-

rables collègues. Il siège au centre du centre de la Chambre, et siégera à tous les centres tant qu'il y aura des ministres, qu'il aura besoin d'eux, et qu'ils auront le pouvoir de donner des places et des décorations.

BRUSSET (Haute-Saône). M. Brusset est membre du conseil-général de son département : c'est ce que M. Brusset passe pour avoir fait de plus remarquable. On sait que la députation de la Haute-Saône n'est pas fertile en hommes indépendans : ne soyons donc pas étonnés si M. Brusset frise le centre. Au reste, M. Brusset n'est connu que par son vote ; car il ne monte jamais à la tribune. Ayant été nommé par l'influence du ministère, son vote, à ce qu'on dit, se ressent de sa reconnaissance.

BRUYERES-CHALABRE [le comte de] (Aude). M. le comte de Bruyères-Chalabre est d'une très-ancienne famille qui a pris son nom de la terre de Bruyères, près Arpajon. Un de ses ancêtres, le sieur de Bruyères, figura dans la guerre contre les Albigeois, et lorsque les vainqueurs se partagèrent les domaines du comte de Toulouse et de ses adhérens, la principauté de Chalabre, près Carcassonne, tomba dans son lot ; elle est restée jusqu'à ce jour dans la famille. Le père

du député actuel était connu sous le nom de *marquis de Chalabre*, et, comme prince de Chalabre, il conservait des pages à sa terre. Son fils, M. le comte de Bruyères-Chalabre, entré fort jeune au service dans le régiment du Roi-infanterie, était major en second lorsque la révolution éclata. Il émigra, et, après la campagne de 1792, passa en Angleterre, où il s'est marié en secondes noces à une dame française, que des intérêts dans les colonies, et particulièrement à Saint-Domingue, avaient conduite à Londres. Rentré en France, il se fixa dans sa terre de Chalabre, où il établit d'importantes usines. Lorsqu'aux dernières élections il fut nommé président du grand collège de l'Aude, ceux qui ne le connaissaient pas n'hésitèrent point à le ranger au nombre des partisans du ministère; rien n'est cependant moins vrai. M. de Bruyères-Chalabre est un homme d'honneur, d'un esprit sage, de mœurs très-douces. Il a été bon fils, bon parent; il est ami sûr, excellent époux : avec ces qualités, on n'a pas besoin de circulaires pour obtenir les suffrages de ses concitoyens.

BUCELLE (Hautes-Alpes). M. Bucelle, receveur de l'enregistrement à Gap, est une espèce de député bonace, à qui un Démos-

thènes ou un Cicéron ne parviendrait pas à démontrer qu'un salarié du gouvernement peut, si sa conscience le commande, voter, comme député, contre les ministres. En sa qualité de receveur de l'enregistrement, M. Bucelle se croit le droit de tout *contrôler*, excepté les actes des ministres.

Du reste, les opinions, ou plutôt les habitudes ministérielles de M. Bucelle, sont, chez lui, plutôt l'effet de sa bonhomie montagnarde; que le résultat d'une ambition calculée. M. de Villèle possède à un si haut degré le charme, ou, si l'on veut, les grâces de la séduction, que l'on a pu lui céder, sans rougir de cette faiblesse, ainsi que le pense l'illustre receveur de Gap. M. le président du conseil est un homme bien dangereux; et s'il a pu séduire M. Bucelle, on peut assurer, par analogie, qu'il eût séduit le *paysan du Danube* lui-même.

BULLY [de] (Nord). Ce député, aussi terne que ses collègues du Nord, forme avec eux le noyau du centre. Pour prix de sa docilité aux moindres volontés ministérielles, la place de payeur de Lille, qui rapporte au moins 45,000 francs, a été transférée à son fils. A la vérité, celui-ci est un des agents les plus actifs de la *Congrégation Villèle* dans le

département du Nord. Nous ne pouvons mieux faire que de conseiller au père de suivre son fils dans cette pieuse croisade. Peut-être obtiendra-t-il ainsi l'absolution de la conduite équivoque et versatile que la peur de perdre sa place lui fit tenir dans les cent-jours.

BUROSSE [baron de] (Gers). M. de Burosse est à-la-fois maire, et membre du conseil général de son département. Le seul acte de la carrière politique de M. de Burosse qui soit venu à notre connaissance, est ce qui est rapporté dans le procès-verbal de la Chambre des députés, du 18 mai 1825, dans lequel on lit : « M. le président accorde la parole à M. de Burosse. M. de Burosse prend la parole sur les sels. »

L'élection de ce député fournit à M. de Galard-Terraube l'occasion de se distinguer par sa *naïveté*, qui a été plus préjudiciable au ministère que toutes les dures vérités de la droite et de la gauche de la Chambre. M. de Cassaignoles était le concurrent de M. de Burosse.

C

CAISERGUES (Hérault). Porté au grand collège de Montpellier, en 1820, lors de la première application du nouveau mode d'é-

lections, M. Caisergues trouva dans MM. de Villeneuve-Villeneuve et Sarret de Coussergues, deux concurrens redoutables; il fallait les écarter à tout prix, et M. de Caisergues n'hésita point à promettre aux libéraux qu'il voterait avec M. Benjamin Constant, tandis qu'il prenait avec les royalistes l'engagement de siéger à l'extrême droite. Cette petite *bascule électorale* eut tout le succès qu'on en pouvait attendre, et M. Caisergues fut nommé à une immense majorité. Il est juste d'ajouter que, des deux côtés, on comptait sur lui pour relever la réputation oratoire de la députation de l'Hérault, et on a encore éprouvé un désappointement complet sur ce point. L'ancien avocat parleur dont les accents avaient tant de fois retenti dans l'enceinte du tribunal de première instance, perdit tout à coup la parole en arrivant à la Chambre. Se rappelant ses promesses, peut-être voulait-il garder, à l'exemple des Anglais, une neutralité lucrative; ce qui nous le ferait assez croire, c'est que M. Caisergues, qui avait promis, d'une part, de siéger à droite, de l'autre, de siéger à gauche, n'a trouvé d'autre moyen de concilier le tout qu'en s'installant au centre.

CALVIÈRES [le baron Jules de] (Gard),

chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, préfet du Gard. Les cent-jours donnèrent à M. de Calvières l'occasion de prouver son attachement à la cause royale. Chef d'un corps royaliste, il balança avec quelques succès les efforts du général Gilly dans le Midi. Les habitans du département du Gard le choisirent pour les représenter en 1815; il vota avec la majorité. Depuis lors il a toujours siégé à la Chambre, où il vote encore avec la majorité; et si la majorité change de côté, il votera encore avec la majorité. Successivement préfet du Gard et de l'Isère, il est indépendant comme un préfet, c'est-à-dire qu'il travaille les élections, et qu'à la Chambre il opine du bonnet. Belle destinée pour un royaliste!

CALVIÈRE-VEZENOBRE [le marquis de] (Gard). M. le marquis de Calvière a servi dans la maison rouge du roi en 1814 et au commencement de 1815. Au second retour du roi, il débuta par le grade de colonel des dragons de l'Hérault. Peu après il fut obligé de cesser son commandement, par suite de difficultés qu'il est inutile de raconter ici, mais qui ont nuï singulièrement au colonel improvisé, dans l'esprit de tous ceux qui en ont eu connaissance. Il n'en a pas

moins été décoré de la croix de la Légion-d'Honneur, et il désire y joindre celle de Saint-Louis. Elu député par le département du Gard en 1824, il est en même temps gentilhomme honoraire de la chambre du roi, et officier d'ordonnance du ministre de la guerre. M. de Calvière assiste rarement aux séances de la Chambre, prétextant son service auprès du ministre, et il manque presque toujours à son service, s'excusant sur la nécessité de sa présence à la Chambre des députés. N'est-il pas inconvenant de voir un député remplir un emploi aussi subalterne dans la hiérarchie militaire? encore, si M. le marquis y était forcé!.... Mais non; M. de Calvière a 80,000 francs de rente, et il pourrait fort aisément se passer de sa place, s'il n'ambitionnait le grade de maréchal-de-camp. Partisan zélé de M. Decazes, M. de Calvière appartenait de droit à M. de Villèle, qui lui a promis la pairie, ainsi qu'à bien d'autres qui vivent dans cette espérance.

Quoiqu'il porte le titre de *marquis*, M. de Calvière est d'une très-petite noblesse de province. Il est laid, très-mal fait, chauve et ridé. Il ne lui reste plus que trois dents fort longues et noires, qui ressemblent à trois morceaux de charbon; son haleine n'est pas

suave ; ses auditeurs ont cru s'apercevoir que sa conversation était fort humide.

CALEMARD DE LA FAYETTE (Haute-Loire). Procureur du roi au Puy, chevalier de la Légion-d'Honneur, membre de la commission d'indemnité des émigrés, élu député de l'arrondissement du Puy par l'influence du ministère. Dur, hautain envers ses justiciables, soumis auprès de ses chefs, à peu près dépourvu de science et de moyens, très-humble serviteur du ministère, la figure et la tournure d'un paysan auvergnat, tel est M. Calemard de La Fayette, qui signe maintenant *Calemard* tout court.

CAMBON [le marquis de] (Haute-Garonne). M. de Cambon, d'une ancienne famille de robe du Languedoc, est fils d'un avocat-général au parlement de Toulouse, connu par ses lumières et ses talens oratoires. Quoiqu'il parle avec concision et facilité, il aborde rarement la tribune ; mais lorsqu'il y paraît, c'est pour se prononcer avec l'énergie d'un homme de bien contre les actes et les doctrines qui menacent également le prince et l'Etat.

Dans la discussion du règlement des crédits et des dépenses de l'exercice de 1823, lorsqu'il fut question d'arrêter le compte de

la guerre, et, par suite, celui du grand-munitionnaire, on vit M. de Cambon s'élancer à la tribune, et improviser ce discours, dont l'impression fut votée par acclamations :

« Un orateur vient de vous dire que vos attributions se réduisent à constater l'exactitude d'un compte ; ce n'est, vous a-t-on dit ; qu'une vérification de caisse ; ainsi, vous n'êtes plus que des vérificateurs de caisse. Je ne pense pas, messieurs, que vous acceptiez une pareille exhérédation ; vous n'abdiquerez pas votre droit le plus important, celui de veiller à la fortune publique, de recevoir les comptes des ministres, et de les débattre. C'est là sans doute ce qu'on appelle la *partie morale*, dont vous ne devez pas vous occuper. Qu'êtes-vous donc, messieurs, et quels sont vos droits, si vous n'avez pas celui de veiller à la fortune publique ? Certes, ce n'est pas la peine de vous faire venir de si loin, si vous n'êtes ici que pour vous entendre dire par les ministres : « Vous nous avez alloué telle somme, et nous l'avons dépensée ; mais ce n'est pas là ce qui doit vous occuper. » Il n'est que trop vrai que les fonds ont été dépensés ; on n'a que faire de vous pour le constater ; et vous voudriez le nier, que

« vous n'y pourriez rien. La question est de
 « savoir s'ils l'ont été utilement pour l'Etat ;
 « voilà la *partie morale* que vous avez à exa-
 « miner ; et votre commission, malgré son
 « indulgence, a senti la nécessité de vous
 « soumettre cette *partie morale*, puisqu'elle
 « en a fait un chapitre particulier. La juste
 « indignation qu'elle a manifestée, et que
 « vous avez partagée en entendant les détails
 « de cet exécrable traité, la honte de l'admi-
 « nistration, prouve assez qu'elle a senti que
 « cette *partie morale* devait exercer une in-
 « fluence sur votre décision.

« Les ministres craignent que l'ajourne-
 « ment de ce compte ne fasse peser sur eux
 « une responsabilité morale : mais la Cham-
 « bre des députés n'a-t-elle pas aussi sa res-
 « ponsabilité morale à ménager ? doit-elle,
 « plus que les ministres, braver l'opinion
 « publique ? J'ignore combien de temps un
 « ministère peut la braver impunément ; mais
 « je ne crains pas de dire que la Chambre ne
 « le peut pas un seul instant ; et le jour où
 « elle aurait perdu la confiance publique,
 « elle ne pourrait plus rien pour le bien de l'E-
 « tat. La France nous entend, messieurs ; il ne
 « faut pas qu'elle puisse dire que nous avons
 « vu le mal, et que nous avons fermé les yeux. »

CANDAU [le marquis de] (Basses-Pyrénées). Ancien magistrat au parlement de Pau, issu d'une des plus anciennes familles du Béarn, un des plus riches propriétaires et membre du conseil-général du département des Basses-Pyrénées, M. le marquis de Candau a toujours été l'implacable ennemi des révolutionnaires, et le fidèle partisan de la monarchie légitime. Il a été réélu député en 1824, par le grand collège électoral des Basses-Pyrénées, après avoir présidé le collège de l'arrondissement de Pau. Depuis son élection, il n'est pas monté à la tribune, et cependant il possède de vastes connaissances et une facile élocution. La Chambre fournirait difficilement un meilleur littérateur, et ce n'est pas lui faire un compliment que de lui dire qu'il s'exprime mieux en latin que M. de Corbière, qu'on dit cependant plus Romain que Français; il est vrai que ce n'est pas un Romain de la république, mais du Bas-Empire.

M. de Candau a cinquante-cinq ans; mais la beauté de ses traits, l'air de santé et de vigueur qu'on observe dans toute sa personne, l'élégance de sa mise, soignée sans affectation, dissimulent dix ou douze années de son âge. Ce député est d'une taille élevée;

il a la figure ouverte, riante, expressive et légèrement sardonique ; ses sourcils sont prononcés ; ses mains sont remarquablement belles , et il paraît trop le savoir. C'est un bon père de famille , et un homme charmant en société : la tournure originale de son esprit , le sel de ses discours , un peu trop mordans parfois , le rendent l'âme de toutes les réunions. Ses amis ont vu avec chagrin que sa parenté (très-éloignée, il est vrai) avec le chantre de *l'Indifférence* lui donnait une tendance ministérielle trop prononcée.

CARAMAN [le comte de] (Nord). M. Maurice de Caraman a trouvé le secret de concilier plusieurs choses que l'on pourrait croire incompatibles ; la dévotion et la galanterie. Par sa fortune il pourrait être indépendant, mais il n'a pas voulu sans doute troubler la bonne harmonie , le chorus ministériel de la députation du Nord. Il s'est laissé entraîner par le mouvement centripète , qui en a fait un des plus nobles ventrus de la Chambre septennale.

CARCARADEC [de] (Côtes-du-Nord). M. de Carcaradec est maire de Buhulien , membre du conseil-général du département des Côtes-du-Nord , et a été élu député par

l'arrondissement de Lannion , dont il présidait le collège électoral. N'allez pas lui demander compte de son vote à la Chambre ; le pauvre homme vous répondrait que , sachant à peine la langue française , il ne peut comprendre et suivre les discussions ; mais que , fait député par le choix de M. le ministre de l'intérieur , il a chargé M. de Corbière de penser et de parler pour lui.

CARDONNEL [de] Tarn). Voyez-vous , au milieu du quatrième banc de l'extrême droite , cette face roséabonde qui figurerait à merveille dans le grand bureau de la rue Sainte-Apolline ; cette face que coupe une large perruque noire , et dont la partie inférieure s'appuie fréquemment sur un majestueux bec de corbin ? c'est la face de l'ex-petit juge d'un petit tribunal de province , qui est arrivé à la Cour de cassation en passant par la Chambre des députés , de M. de Cardonnel , en un mot. Vous l'avez bien examiné , et vous décidez que personne n'est plus calme , plus paisible et plus débonnaire que le député du Tarn. Répétons - le donc pour la mille et unième fois : *Fronti nulla fides*. Jamais enfant gâté ne fut plus irritable , plus fantasque , et surtout plus turbulent que M. le conseiller à la Cour de cassation.

Intrépide interrupteur, il a soin de faire prendre des temps aux orateurs de l'opposition; il est pour eux comme *point et virgule*. Son orthographe parlée ne convient pas cependant à tout le monde; et dans une circonstance que chacun se rappelle, M. de la Bourdonnaye lui a donné, à cette occasion, une leçon de tenue parlementaire qui, si elle ne l'a pas corrigé, l'a du moins couvert d'un ridicule indélébile. C'était au milieu d'une séance pendant laquelle il se démenait sur son banc d'une manière tout à fait extraordinaire; le député de Maine-et-Loire était à la tribune. Il s'interrompt tout à coup, fixe M. le conseiller à la Cour de cassation, et lui adresse ces paroles foudroyantes : « Je suis fâché que la vérité im-
« portune M. de Cardonnel !..... »

A la suite de cette terrible allocution, M. le conseiller ne parut de huit jours au café Desmares, où il mange ordinairement, lorsqu'il ne mange pas chez Leurs Excellences. Alarmés sur son état, les habitués coururent aux informations, et l'on apprit que pendant cette semaine si longue pour l'amitié, M. le conseiller n'avait bougé de la table de M. le président du conseil, que pour passer à celle de M. le ministre de l'intérieur.

Depuis cette époque, l'honorable membre a renoncé aux *solo*, et ce n'est plus que lorsque, selon l'expression d'un illustre écrivain, la Chambre *fait entendre sa grande voix*, qu'il se montre digne du beau surnom de *clôturier-hurleur*. Cependant le centre remarque avec douleur que sa vue baisse chaque jour, et que bientôt il ne pourra plus apercevoir les signaux du ministère pendant la séance. Déjà il distingue à peine la couleur des boules, et l'on assure que dans la crainte de se tromper, il a prié les secrétaires de ne point lui en donner de noires, lorsqu'il s'agira de voter sur un projet ministériel.

CARRELET DE LOISY (Saône-et-Loire). M. Carrelet de Loisy jouit d'un grand renom dans son département. Cette réputation ne s'est pas soutenue à Paris. Ses commettans attendaient de lui des merveilles ; mais il n'a rien tenu ; on sait seulement qu'il vote pour les ministres, qui lui ont peut-être promis quelque chose. On dit que plusieurs respectables habitans de Saône-et-Loire, curieux d'entendre parler à la tribune M. Carrelet, qu'ils avaient ouï si bien parler sous la cheminée, avaient fait tout exprès le voyage de Paris. M. Carrelet leur promettait toujours ; mais lorsque le

jour fixé arrivait, il avait soin d'avoir une colique qui l'empêchait de parler, mais qui ne l'empêchait nullement de voter. On sait cependant que M. Carrelet, qui sans doute n'aime pas la musique, parce que, comme tous les ministériels, il ne se nourrit pas de son, a demandé une fois un retranchement au budget sur l'article relatif à l'Ecole royale de musique. C'est ce que M. Carrelet a fait de plus hostile contre les ministres.

CASTEJA [le comte de] (Haute-Vienne). M. de Casteja est officier de la Légion-d'Honneur et préfet de la Vienne. Le père du comte de Casteja, maréchal-de-camp, fut tué, le 10 août 1792, en défendant son roi. Le fils fut, sous l'empire, successivement auditeur au conseil d'Etat et sous-préfet à Boulogne. Au retour du roi, en 1814, M. de Casteja ne se rappela que les principes de son père. Il prononça à Boulogne, le 10 avril 1814, un discours qui respire le royalisme le plus pur, où l'on remarquait ces mots adressés à Louis XVIII : « Sage
« comme vos ancêtres, vous nous rendrez
« heureux comme l'ont été nos aïeux. » Il suivit le roi à Gand, fut nommé, à sa rentrée, préfet provisoire du Pas-de-Calais. Remplacé par le baron Malouet, il devint

préfet du Haut-Rhin. La tribune a vu rarement M. de Casteja : il vote comme un préfet qui convoite la pairie.

CASTELBAJAC [le vicomte de] (Haute-Garonne). Si le degré d'éloquence se mesurait au mouvement des pieds, des bras et des mains, cet honorable député serait certainement l'orateur le plus éloquent de la France. M. de Castelbajac est l'homme le plus remuant de la Chambre. Il fait plus de bruit encore lorsqu'il est assis sur son banc, que lorsqu'il est à la tribune. Personne n'entend mieux la théorie du murmure et l'art du trépignement ; personne ne sait mieux comment il faut s'y prendre pour interrompre un orateur et pour en faire parler un autre ; il peut, avec des *ho ! ho !* et des *ah ! ah !* etc., distribués à propos, mettre toute l'assemblée en mouvement, jeter le désordre dans une discussion, faire perdre la tête au président lui-même, et amener ainsi la Chambre jusqu'à l'heure du dîner sans qu'elle ait rien fait.

M. de Castelbajac est parti de haut : il a débuté dans *le Conservateur* ; il est descendu successivement, et a fini par rouler aux pieds de M. de Villèle. Il votait avec MM. de Villèle et Corbière, lorsqu'ils attaquaient

M. Decazes ; et pour leur rester fidèle jusqu'à la fin, il vote présentement avec MM. de Corbière et Villèle , maintenant qu'ils proposent des lois contraires au maintien des libertés publiques. Il est vrai que la fortune a souri à cet *honorable* dans la même proportion qu'elle a souri aux deux ministres. Ses chefs de file laissent aller à l'aventure sa réputation de royaliste pur et désintéressé. Il cherche à se consoler , dans les places qu'il obtient , de l'estime qu'il perd dans l'opinion publique. Nominé d'abord à la direction des haras et des manufactures , bien qu'il n'eût pas dit dans *le Conservateur* qu'il fallût remplir absolument de semblables fonctions pour être bon royaliste , il se dégoûta bientôt du logement qu'il occupait dans l'hôtel du ministère ; et trouvant cela par trop bourgeois , il voulut bien continuer à manger chez les ministres , mais il ne voulut plus loger chez eux. En conséquence , il demanda à s'installer dans l'hôtel , alors vacant , de la rue des Saints-Pères ; le ministre fit droit à sa demande , et le dota , de plus , d'un très-bel ameublement.

Tant de bonheur et tant de faste ne satisfirent point une aussi noble ambition que la sienne : il leva les yeux en haut , et il aperçut

une petite place de directeur-général qu'il convoita aussitôt. Pour l'obtenir, il fallait donner aux ministres quelque nouvelle preuve de dévouement : on l'avait trouvé assez dévoué pour être directeur des haras ; mais pour arriver à de plus hauts honneurs, il fallait un dévouement plus pur. L'occasion se présenta de se montrer : M. de Castelbajac la saisit avec ardeur. On dit qu'il accepta, conjointement avec M. Syriëys de Mayrinhac, la mission secrète d'attaquer à la tribune la nomination de M. de Marchangy (on croit que M. de Castelbajac ne payait pas lui-même le cens nécessaire pour être élu, lorsqu'il arriva, pour la première fois, à la Chambre). Pour prix de sa complaisance, et tandis que M. Syriëys de Mayrinhac était dignement récompensé de son côté, M. de Castelbajac fut nommé directeur-général des douanes. Il se trouve ainsi chargé, d'après les droits de sa nouvelle place, de ne pas laisser passer les opinions de contrebande.

C'est M. de Castelbajac que l'on a entendu répéter dans les salons, à une autre époque, *qu'il n'avait pu encore tirer pied ou aile de ce gouvernement*. Ce langage annonce assez bien que M. de Castelbajac comparait alors le ministère à une dinde aux truffes. Depuis, il a

fait voir qu'il s'entendait fort bien à découper.

CASTEX [le vicomte de] (Bas-Rhin). M. le vicomte de Castex est lieutenant-général : il a parcouru , comme militaire , une carrière qu'il commença avec la révolution. Il se distingua aux batailles d'Eylau et de Friedland , où il mérita les titres d'officier et de commandant de la Légion-d'Honneur. Il fut nommé général de brigade en 1808 ; il fit la campagne de Russie , et combattit à la fameuse journée de Leipsig. A l'époque de la restauration , il ne fut point compris dans le nombre des généraux conservés en activité ; néanmoins , il reçut du gouvernement royal la croix de Saint-Louis.

M. le vicomte de Castex a été élu député lors du renouvellement intégral de la Chambre ; il passe pour voter avec les ministériels. Après avoir parcouru une brillante carrière militaire, il est tout naturel que cet honorable lieutenant-général pense qu'il est temps pour lui de se reposer sur ses lauriers , et que , sous ce point de vue , il prenne le centre pour un quartier d'hiver, et le parti de l'opposition pour un bivouac.

CAUMONT-LAFORCE [le comte de] (Tarn-et-Garonne). M. de Caumont, cheva-

lier de Saint-Louis, de la Légion-d'Honneur et de Malte, colonel de la garde nationale de Paris, officier de cavalerie avant la révolution, suivit nos princes dans leur exil, partagea leurs dangers, et ne quitta l'armée de Condé que lors de son licenciement. Après le 18 brumaire, il rentra en France. On ne le vit jamais, se rapprochant du pouvoir, solliciter des faveurs dont son front aurait eu à rougir. Au premier retour du roi, il fut mis à la tête de la garde nationale de Paris, et reçut la croix de Saint-Louis. Au 20 mars, il ne quitta son poste, au château, qu'à l'arrivée de Buonaparte, et conserva jusqu'au dernier moment, au milieu des officiers de l'usurpateur, sa cocarde blanche et sa croix de Saint-Louis. En 1815, il vota avec la majorité de la Chambre des députés, si justement dénommée, par Louis XVIII, la *Chambre introuvable*. M. de Caumont unit la bravoure des camps à l'éloquence de la tribune, et il s'est toujours élevé avec force contre les abus. Le 24 février 1815, il a fait un rapport très-lumineux sur une pétition, où il appuya vigoureusement la prise en considération sur les améliorations à la contrainte par corps, dont il déplore la nécessité. M. de Caumont est frère du duc de Laforce, pair de France, et de M^{me} de Balby.

CHABAUD-LATOIR [baron] (Gard). Antoine - Georges - François Chabaud - Latour est né à Paris, le 15 mars 1779, de parens protestans qui sont originaires du Languedoc. Il fut nommé lieutenant en second dans l'arme du génie, en 1788, et il passa l'année suivante au régiment de Rohan-infanterie. Partisan de la révolution à son aurore, il obtint le commandement d'une légion de la garde nationale de Nîmes ; mais bientôt il préféra le commandement d'un corps de chasseurs et de grenadiers volontaires. Arrêté comme coupable de fédéralisme après une seule campagne, il fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Nîmes, et ne dut son salut qu'à son épouse, qui s'exposa pour faciliter son évasion, au moment même qu'on préparait les instrumens de son supplice. Il émigra, et ne rentra dans sa patrie qu'après le 9 thermidor. Il fut nommé membre du Conseil des Cinq-Cents, en mars 1797, par le département du Gard, et parla dans cette assemblée sur la législation des théâtres, et la propriété des ouvrages littéraires et dramatiques, qu'il proposa de déclarer publics dix ans après la mort des auteurs ; il demanda aussi des secours pour les déportés. A la séance extraordinaire du

19 brumaire an VIII, il compara les circonstances de cette mémorable époque à celles dans lesquelles se trouvait l'Assemblée constituante au Jeu-de-Paume, et demanda que le procès-verbal de la séance fût envoyé à tous les départemens. Le même jour, on nomma une commission pour rédiger la Constitution dite de l'an VIII, et les lois organiques. M. Chabaud-Latour en fut membre, et il montra dans toutes les discussions des connaissances et du talent. Devenu membre du Tribunat, il y combattit, le 27 février 1800, un projet de loi ayant pour but de clore la liste des émigrés, comme attentatoire à la sûreté publique. L'année suivante, il présenta un rapport pour une construction de canaux dans le Midi; vota en 1804 pour que Napoléon Buonaparte fût déclaré empereur. Quelque temps après il fut créé chevalier de la Légion-d'Honneur. L'opinion de M. Chabaud sur l'élévation de Buonaparte à l'empire est fort remarquable, en ce qu'il combattit avec aigreur ceux qui pensaient que les peuples n'ont pas le droit d'élire leurs chefs quand ils en ont de légitimes.

Après la suppression du Tribunat, M. Chabaud-Latour se livra à des spéculations sur les feuilles publiques, et obtint un intérêt

dans la propriété du *Journal de l'Empire*, maintenant *des Débats*. Le département du Gard l'ayant désigné pour le Corps législatif en 1813, le Sénat confirma ce choix, et il arriva assez à temps pour donner son adhésion à la déchéance de Buonaparte, en avril 1814. Il fit alors partie d'une commission chargée de quelques travaux relatifs à la Charte, et obtint à la fin de l'année le titre de baron et le grade d'officier de la Légion-d'Honneur.

Dans cette première session, après la restauration, M. Chabaud-Latour parla en faveur des députés devenus étrangers à la France par suite du traité de Paris, et appuya le rapport de M. Raynouard sur la liberté de la presse, qui présentait le peuple français comme digne de jouir de cette faculté dans toute son étendue. Il se prononça vivement contre l'introduction des fers étrangers, et prétendit qu'elle causerait la ruine des propriétaires de forges; il blâma l'exportation des laines, qu'il qualifia de plan favorable aux seuls Anglais et Hollandais. Retiré à Nîmes à l'époque des cent-jours, il ne prit aucune part aux événemens qui se passaient sous ses yeux, mais ensuite il défendit les protestans, et leur fut utile. M. Chabaud-Latour cessa d'être député en 1815 : mais ses

liaisons avec M. Decazes le firent réélire en 1817 par le département du Gard. Il fut choisi pour questeur de la Chambre, vota contre les lois d'exception, le nouveau système électoral, appuya la pétition de M. le conseiller Madier de Montjau, célèbre par sa découverte du gouvernement occulte, et en demanda le renvoi au conseil des ministres. N'ayant pas été réélu au renouvellement quinquennal, le collège électoral de l'arrondissement de Saint-Hippolyte, en 1824, l'a choisi pour son représentant. Il a voté depuis contre le ministère, et il fait partie des doctrinaires, auxquels il s'est rallié dans la dernière session.

M. Chabaud - Latour n'a jamais inspiré une bien grande confiance aux partis qu'il a successivement suivis.

C'est un homme de cinquante-sept ans; sa taille est moyenne et ronde, sa figure large et riante, ses manières sont polies, mais un peu suffisantes; sa santé s'est affaiblie, et souvent de douloureux accès de goutte lui font sentir le besoin du repos.

CHABRILLAN [le marquis Moreton de] (Drôme). M. le marquis de Chabrillan est fils du premier écuyer de M. le comte d'Artois, aujourd'hui roi. Il était officier de ca-

rabiniers, lorsque la révolution le força d'émigrer. Il servit à l'armée du prince de Condé, et fit la campagne de 1792. Rentré en France avant d'avoir obtenu sa radiation de la liste des émigrés, il fut mis en prison à Toulon, et y resta jusqu'au 18 brumaire. Buonaparte lui rendit alors la liberté, et une partie de ses biens. M. de Chabrillan en fut reconnaissant, et plus tard il témoigna un grand dévouement pour le gouvernement impérial. Un de ses fils prit du service, et périt dans la campagne de Russie. Au retour des Bourbons, il fut nommé gentilhomme de MONSIEUR, comte d'Artois, et il fit partie de la Chambre de 1815. Réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816, par le département de la Drôme, il vota constamment avec le ministère. Il a été de nouveau choisi, en 1824, pour député du grand collège de la Drôme, dont il était président.

M. de Chabrillan ne monte jamais à la tribune, mais il parle souvent de sa place pour faire des propositions, comme, par exemple, de passer à l'ordre du jour sur une pétition, ou de la renvoyer au ministre compétent. Une seule fois il varia son discours pour s'écrier qu'il *n'était pas le représentant de la nation*; et nous le croyons facilement,

car aucun membre de la Chambre ne sur-
passe le noble marquis en nullité parlemen-
taire, si on excepte MM. Croizet et Péraldi.

M. de Chabrillan est fort enclin à la paresse ; il est toujours le premier à crier quand cinq heures sonnent : *A demain ! il est tard !* Ayant été désigné, le 20 janvier 1829, pour faire partie de la grande députation qui devait assister à la cérémonie funèbre du lendemain, il s'en excusa sur ce qu'il était de service auprès de MONSIEUR ; et le même jour, il s'exempta de son service auprès de M. le comte d'Artois, en alléguant qu'il faisait partie de la députation de la Chambre.

M. de Chabrillan est horriblement laid ; son visage ressemble à ces grotesques masques de carton dont se couvrent les polichinelles en temps de carnaval, et on ne peut le regarder en face sans éclater de rire ; ses collègues l'ont surnommé *Azor*, du nom du héros d'un conte très-connu.

CHABROL DE CHAMÉANE [le comte de] (Nièvre). Il est chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général du département de la Nièvre et de la famille *iné-vitable*. Il a émigré, fait les campagnes de l'armée de Condé. Il est député, parce qu'il faut toujours qu'il y ait au moins trois Cha-

brôl à la Chambre. Il ne dit rien , ne fait rien , et n'en pense pas plus. Il vote comme un Chabrol doit voter, c'est-à-dire pour le ministère.

CHABROL DE VOLVIC [le comte de] (Puy-de-Dôme). M. Gilbert-Joseph-Gaspard Chabrol de Volvic , né en Auvergne , est le petit-fils du fameux auteur de la *Coutume d'Auvergne* , et son père était député aux Etats-Généraux de 1789. Il fut élève de l'Ecole polytechnique , et fit partie de l'expédition d'Egypte , où il servit en qualité d'ingénieur militaire. De retour en France , Buonaparte le créa sous-préfet , et , en 1806 , lui confia la préfecture du département de Montenotte. Il voulut signaler son séjour dans cette contrée , en proposant à Buonaparte un projet de jonction de la Méditerranée à l'Adriatique , par un canal de navigation à travers les Apennins. Ce projet fut agréé , mais ne fut pas mis à exécution.

C'est sous l'administration de M. de Chabrol que le vertueux pontife Pie VII fut conduit à Savonne , et étroitement détenu. M. de Chabrol eut pour lui de grands égards , tout en ne se relâchant pas de sa surveillance , et il parvint , par cette conduite , à mériter les bonnes grâces du pape et les

récompenses de Buonaparte, auprès de qui il avait d'ailleurs un puissant protecteur dans la personne de son beau-père le prince Lebrun, duc de Plaisance, architrésorier de l'empire.

Le hasard voulut que M. de Chabrol se trouvât à Paris, en congé, à l'époque de l'affaire de Mallet et Lahorie : cette circonstance fut favorable à son avancement, et il remplaça Frochot dans la préfecture de la Seine. En apprenant l'élévation de son frère, le comte Chabrol de Croussol, qui était alors intendant-général des finances des provinces Illyriennes, s'écria, dans un transport de joie, que *« l'empereur savait et apprendrait mieux de jour en jour combien il pouvait compter sur sa famille. »*

Le nouveau préfet du département de la Seine commença sa carrière en allant, à la tête du conseil municipal, féliciter Buonaparte sur son retour de Russie, et on prétend que l'adulation déploya toutes ses formules banales pour consoler le monarque usurpateur de la perte de son armée. M. de Chabrol fut nommé maître des requêtes, le 14 avril 1813, et, après la perte de la bataille de Leipsig, il fut haranguer Marie-Louise à sa résidence de Saint-Cloud. Ce ne fut que le 2 avril 1814, que M. le préfet de

la Seine imita le noble exemple du conseil municipal de Paris, qui avait suivi la direction imprimée par M. Bellart, en adhérant à la déchéance de Buonaparte. Peu de temps après, il complimenta le roi légitime aux portes de sa capitale, et fut maintenu dans ses fonctions, puis créé conseiller d'Etat et officier de la Légion-d'Honneur.

M. de Chabrol s'éloigna de Paris, et se tint caché pendant les cent-jours. Il ne reprit ses fonctions de préfet qu'à la seconde restauration. Ce fut alors qu'il sauva les jours du général Gruyer, son compatriote et son ami, condamné à mort pour sa conduite politique sous l'usurpation.

En 1816, le département de la Seine élut député M. le comte de Chabrol, qui reçut, presque en même temps, l'ordre de saint Wladimir de Russie, de l'Aigle-Rouge de Prusse, et du Lion-Belgique des Pays-Bas. Il ne monta qu'une fois à la tribune pendant la durée de son mandat : ce fut pour donner des explications sur le monument destiné à perpétuer la mémoire de l'horrible attentat de Louvel. En 1824, M. le comte de Chabrol a été réélu député par l'arrondissement de Riom, dont le collège électoral était présidé par M. le chevalier Pagès, procureur-général

près la Cour royale de Riom, magistrat instruit et homme éminemment religieux et monarchique.

M. de Chabrol de Volvic a été un des coopérateurs du magnifique ouvrage sur l'Égypte, et c'est son plus beau titre de gloire.

Le député de Riom réunit, à sa préfecture de la Seine, le titre de conseiller d'Etat en service extraordinaire et le grand pordon de la Légion-d'Honneur. En faut-il tant pour être ministériel?....

CHABRON DE SOLILHAC (Haute-Loire). M. Chabron de Solilhac est chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur, colonel. Il a gagné son dernier grade dans la Vendée. Aide-de-camp de Charrette, il partagea ses dangers et sa gloire; il fut un des chefs royalistes qui traitèrent de la pacification de la Vendée avec le général Hoche. Rentré dans la vie privée, on ne vit point M. de Solilhac échanger ses anciens sermens contre de nouveaux; il fut appelé à la Chambre des députés, en 1815, par le département de la Haute-Loire. Il a toujours été réel depuis cette époque, et n'a jamais cessé de se montrer digne de la confiance de ses commettans. M. Chabron de Solilhac monte fort rarement à la tri-

bune : il s'occupe, dit-on, dans les commissions. On le croit un peu enclin au ministérialisme : ce serait ternir une bien belle renommée. M. Chabron de Solilhac a fait le rapport en faveur de l'élection de M. Marchangy. Il a été grand-prévôt dans le département du Cher, à la création des cours prévôtales.

CHAMPFLOUR [de] (Allier). Quand on considère cette espèce d'atonie politique dont sont atteints un grand nombre de députés ministériels, on se demande pourquoi les ministres ont pris tant de peine pour faire nommer des hommes qui ne veulent ou ne peuvent rien faire. C'est une erreur de penser ainsi : après les hommes qui dorment beaucoup, ceux qui tiennent beaucoup à ne rien faire sont ceux que le ministère estime le plus. Nous n'oserions pas affirmer que M. de Champflour n'est pas un de ces hommes-là. Ce qui est certain, c'est que le ministère a beaucoup travaillé sa nomination ; M. de Corbière a même, à cette occasion, passé un jour sans faire sa sieste.

M. de Champflour, il faut le dire cependant, n'est pas très-inactif ; il espère beaucoup du ministère, et le ministère lui fait beaucoup espérer, la couleur de ses boules

se ressent de ses espérances. Si M. de Champflour attendait moins des ministres, on attendrait davantage de lui. Depuis long-temps il sollicite un emploi dans les finances, emploi qui, plusieurs fois promis, ne lui a pas encore été accordé. Le ministère suppose sans doute qu'il n'a point assez d'années de service, ou que son influence est trop nulle : peut-être l'emploi lui sera-t-il accordé lorsque ce député prendra une attitude hostile.

M. de Champflour est maire de Moulins, et membre du conseil-général du département.

CHARENCEY [le comte de] (Orne). M. de Charencey figure dans les rangs du petit nombre d'hommes qui sont restés fidèles à la conscience et à l'honneur, et qui votent avec indépendance.

Considéré comme législateur, M. de Charencey a pris date lors de la délibération de la loi d'indemnité. Dans une discussion où l'influence du ministère parvint à faire rejeter presque tous les amendemens qui venaient au secours d'une loi défectueuse dans sa forme et ses dispositions, M. de Charencey fut assez heureux pour faire adopter un article additionnel à la loi d'indemnité. Cet article fut proposé et adopté dans la séance du 24 mars 1825. Il était ainsi conçu :

« Il sera annuellement distribué aux Chambres, avec les projets de loi des comptes, des états détaillés de toutes les liquidations arrêtées, conformément aux dispositions de la présente loi, pendant l'exercice auquel se rapporteront ces projets. »

Cet article fut adopté malgré la plus vive opposition de la part de M. le président du conseil, dont il contrariait secrètement les vues, parce qu'il tendait à soustraire à son influence exclusive les opérations de la commission centrale de liquidation :

L'adoption de l'article additionnel de M. de Charencey est peut-être la victoire la plus mémorable que le côté droit ait remportée sur le ministère pendant la session de 1824.

CHEBROU DE LA ROULIÈRE [le chevalier] (Deux-Sèvres). L'arrondissement de Niort a choisi pour son représentant M. Chebrou ou Cebrou de la Roulière, membre du conseil-général du département des Deux-Sèvres. Il paraît que les voix des Niortais étaient fortement partagées, et que sans la forte influence de M. le préfet et la crainte des destitutions, cet obscur personnage serait encore occupé à se régaler de *l'angélique*, qui a donné tant de réputation

au chef-lieu du département des Deux-Sèvres. Il n'a emporté la députation que de deux voix. Il fut, dix jours après, créé chevalier de la Légion-d'Honneur.

Cet honorable et très-ministériel représentant de deux rivières est affligé d'une maladie qui rend sa contenance très-peu polie pour la Chambre.

CHEFFONTAINE [le vicomte de] (Finistère). Nous n'avons rien négligé pour nous procurer les états de service et le recueil des exploits de M. de Cheffontaine ; en vain avons-nous interrogé les militaires de l'ancienne et de la nouvelle armée, ce nom leur est aussi inconnu que le personnage qui le porte. Nous espérions que la nomenclature de ses travaux législatifs nous dédommagerait de la stérilité de la vie militaire du maréchal-de-camp breton, et nous avons appris que le député de Quimper-Corentin ne parlait pas plus qu'il n'agissait. Souvent même il ne quitte pas sa place pour voter, et il confie sa boule ministérielle à son ami et doublement collègue de la Fruglaye, pour qu'il la dépose dans l'urne de nos destins.

M. le vicomte de Cheffontaine a présidé le collège électoral de Quimper en 1824 ; il est chevalier de Saint-Louis et officier de la

Légion-d'Honneur. On prétend qu'il va gouverner l'île de Bourbon.

CHENEVAZ (Isère). Ce député de l'Isère a été nommé à Grenoble par l'influence du ministère, et l'on assure que la nature de ses votes se ressent beaucoup de la nature de sa nomination. M. Chenevaz est, du reste, un des présidens de la Cour royale de Grenoble ; toutefois il est arrivé à la Chambre on ne sait comment, et on ne sait pas ce qu'il y ferait s'il ne s'occupait à voter pour le ministère. Il a parlé ou voulu parler en faveur de la loi du sacrilège, et on l'en a récompensé par le don de la croix d'honneur.

CHEVALIER-LEMORE (Haute-Loire). M. Chevalier-Lemore était procureur du roi à Issingeaux quand cet arrondissement le nomma son député. Il n'a marqué qu'une seule fois à la Chambre par un très-bon discours qu'il prononça en faveur des anciennes religieuses sécularisées. Il les représenta n'ayant plus d'asile aujourd'hui, en proie à la plus affreuse misère, après avoir abandonné leurs biens dans l'espoir de rester toute leur vie occupées d'exercices pieux. Il a été très souvent le rapporteur de la commission des pétitions, et l'ordre du jour terminait presque tous ses rapports. Elu après

la nouvelle loi d'élections, qu'il avait soutenue, il a encore été réélu après la dissolution de la Chambre, en 1824. Le ministère l'avait choisi pour présider le collège électoral d'Issingeaux, après l'avoir décoré de la croix d'honneur. Il a été nommé conseiller à la Cour royale de Paris, et dernièrement il a pris part à l'arrêt rendu le 18 décembre 1825, par lequel la Cour s'est déclarée incompétente pour instruire dans l'affaire des marchés Ouvrard, et un de ses fils a, peu de jours après, été nommé receveur de l'arrondissement de Céret. M. Chevalier-Lemore a le corps long et décharné, la figure livide et hâve, la voix éteinte et sépulcrale. C'est un spectre ministériel.

CHEVENON DE BIGNY [le comte de] (Allier), maire de Montluçon. Electeur aux 100 écus, qui parcourt ce livre avec une coupable indifférence, sais-tu de combien de veilles il est le fruit ? Sais-tu que les recherches qu'il a nécessitées (et cela au moment où l'on augmentait le prix des courses de cabriolet), tueraient le génie de dix agens de police, de vingt secrétaires d'ambassade et de trente inquisiteurs ? Sais-tu qu'aucun élève de l'Ecole polytechnique n'a pâli plus que nous sur l'*inconnu*. M. Chevenon de Bigny, par exemple ,

les impulsions de son cœur, c'est un prudent personnage qui ne parle et ne vote que les yeux fixés sur le banc des ministres. Aussi est-il investi de toute leur confiance, et ils emploient toute leur influence pour le faire nommer rapporteur des budgets et des propositions de lois les plus importantes. Il a été nommé officier de la Légion-d'Honneur. M. Chiflet devrait se rappeler qu'il compte parmi ses ancêtres plusieurs membres du parlement de Franche-Comté, qui, s'ils vivaient encore, ne consentiraient pas à abaisser l'épithète d'un premier président devant la simarre d'un garde des sceaux, quand bien même ce garde des sceaux, au lieu d'être un Peyronnet, serait encore un de ces hommes qui donnaient plus d'éclat à leurs hautes fonctions qu'ils n'en recevaient.

CHILHAUD DE LA RIGAUDIE (Dordogne). M. Pierre Chilhaud de la Rigaudie est né à Périgueux, en 1749. Il descend d'une des meilleures familles du pays ; il fit de très-bonnes études, se destina à parcourir la carrière de la magistrature, et ne tarda pas à être nommé conseiller au présidial de Périgueux, place qu'il occupait quand la révolution éclata. Nommé administrateur du département de la Dordogne, il fut rem-

placé au mois d'août 1792, pour avoir déployé trop de fermeté et de courage. Arrêté comme royaliste, conduit à Paris, renfermé à la Conciergerie, il devait comparaître devant le tribunal révolutionnaire, lorsque la mort de Robespierre le déroba à l'échafaud. Dévoué à la cause royale, il la servit de ses écrits, de ses discours et de ses démarches, et n'échappa qu'avec peine aux proscriptions de fructidor an v. Décrété d'arrestation en avril 1798, M. Chilhaud de la Rigaudie ne fut rendu à sa famille qu'après le 18 brumaire. Nommé juge au tribunal de Périgueux en 1804, et peu après élu membre du Corps législatif, Buonaparte ne permit qu'il en exerçât les fonctions qu'en 1809, et le choisit presque aussitôt pour conseiller à la Cour royale de Bordeaux. Son rare mérite, ses profondes connaissances en jurisprudence et ses modestes vertus, lui méritèrent les croix de la Légion-d'Honneur et de l'ordre de la Réunion. Il vota en 1814 la déchéance de Buonaparte, et se montra un des plus ardens partisans du rétablissement du roi légitime.

Le 25 octobre suivant, il vota la remise totale à leurs propriétaires des biens d'émigrés non vendus, et soutint qu'une simple

ordonnance royale suffisait pour l'exécution de cette mesure juste et équitable. Le retour de Buonaparte mit fin à ses travaux législatifs, mais il refusa son adhésion à l'Acte additionnel, donna sa démission de conseiller, et fut élu, après les cent-jours, député du département de la Dordogne. Il partagea les opinions de la majorité de la Chambre de 1815, fut réélu après sa dissolution, et nommé, le 4 janvier 1816, président de chambre à la Cour royale de Bordeaux. Ayant cessé ses fonctions de législateur par suite du renouvellement par cinquième de la Chambre en 1817, il obtint les honneurs d'une nouvelle élection par le grand collège du département de la Dordogne en 1820, se montra aussi zélé royaliste dans les sessions suivantes, présida le grand collège de son département en 1824, en fut de nouveau choisi député, et, en sa qualité de doyen d'âge, présida la Chambre avec une grande impartialité et beaucoup de dignité, en 1824 et 1825. Elevé au grade d'officier de la Légion-d'Honneur, M. Chilhaud de la Rigaudie a reçu la récompense méritée de sa longanimité à faire constamment le bien. Au mois de mai 1825, le roi l'a nommé *de son propre mouvement* conseiller à la Cour de cassation.

Ce député est d'une taille moyenne, légèrement voûtée. Sa tête a dû être belle. Sa figure respire la bienveillance et la bonté. Ses cheveux blancs sont poudrés, et il porte encore la queue et les ailes de pigeon. Il est exempt d'infirmités. Nul n'est meilleur père de famille que ce vénérable magistrat, qui est aussi rempli d'obligeance pour tous ses commettans. Il se plaît à rendre service, et il se fait généralement aimer. Ses manières sont gracieuses, affables : sa gaieté, sa bonne humeur, le rendent très-aimable en société. Il conte avec grâce, et il se plaît aux longs récits.

CHOISEUL D'AILLECOURT [le comte de] (Orne). Nommé auditeur au conseil d'Etat, en 1809, M. de Choiseul d'Aillecourt publia, à la même époque, un ouvrage sur *l'Influence des croisades sur l'état des peuples en Europe*, destiné à concourir pour un prix de l'Institut, qu'il n'obtint pas. Nommé successivement sous-préfet à Versailles, en 1811, et préfet du Finistère en 1813, il fut appelé, en 1814, par S. A. R. **MONSIEUR**, alors lieutenant-général du royaume, à la préfecture de l'Eure. Destitué pendant les cent-jours, il a été, depuis la restauration, préfet de la Côte-d'Or et de l'Oise.

En prenant possession de la première de

ces deux places, M. de Choiseul d'Aillecourt publia une proclamation dans laquelle on remarquait un de ces passages qui caractérisent et signalent les efforts du parti révolutionnaire à cette époque.

« Le mensonge et la perfidie ont égaré
 « plusieurs d'entre vous, mais l'erreur est
 « dissipée. Le rétablissement de la dîme et
 « des droits féodaux n'est jamais entré dans
 « la pensée de notre bon roi : lui-même l'a
 « déclaré avec cette noble franchise qui fut
 « toujours le caractère de son illustre race.
 « Il garantit aussi, par sa parole royale et
 « par la Charte constitutionnelle, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, etc. »

CHOLET [le baron de] (Meuse). M. le baron de Cholet a été nommé officier de la Légion-d'Honneur au sacre. On dit qu'il vote pour les ministres, et qu'il obtient beaucoup de places pour ses parens et amis, et pour les personnes de sa connaissance : ce qui donne lieu de croire que si M. le baron de Cholet est ministériel, c'est moins pour son compte que pour le compte d'autrui.

CHORIER (Drôme). On raconte que le soir du jour même où M. Chorier fut nommé député par son arrondissement, des ama-

teurs libéraux se présentèrent sous ses fenêtres pour le complimenter, et lui donner des aubades. M. Chorier s'apercevant qu'on allait faire un quiproquo au sujet de ses opinions politiques, ouvrit sa fenêtre avec une brusquerie toute méridionale, et dit à MM. de l'orchestre : « Messieurs, je m'aperçois que
 « vous mettez de la colophane à vos archets,
 « et que vous vous disposez à commencer
 « l'ouverture ; il faut auparavant que je vous
 « fasse la mienne ; la voici : vous m'avez
 « peut-être cru libéral, c'est une erreur. Je
 « suis royaliste, et royaliste *quand même* ;
 « J'ai l'honneur de vous souhaiter le bon
 « soir. » Et M. Chorier ferma sa fenêtre. Mais à l'instant une musique qui n'était pas notée dans les cahiers, dressés déjà sur les pupitres, se fit entendre avec l'accompagnement d'une grêle de pierres, et les vitres du nouveau député furent réduites en poudre. Quant à M. Chorier, il n'a jamais *cassé de vitres* à la Chambre.

CIVRAC [le marquis de] (Maine-et-Loire). M. le marquis de Civrac est maréchal-de-camp, chevalier de Saint-Louis, député de l'arrondissement de Beaupréau, dont il a présidé le collège électoral en 1824, et un des plus fermes partisans du ministère

Villèle. C'est, Dieu merci ! un des muets de la Chambre.

CLARAC [le baron de] (Hautes-Pyrénées). Intendant militaire de la maison militaire du roi, chevalier de Saint-Louis, commandant de la Légion-d'Honneur. Comme député, M. de Clarac ne s'est fait connaître que dans une seule circonstance. A la séance du 29 juin 1824, lors de la discussion du crédit supplémentaire pour les dépenses de 1823, il s'est élevé avec force contre les imputations d'incapacité et d'improbité dirigées contre le corps auquel il appartient, par M. le ministre des finances, et interpellant vivement le ministre des affaires étrangères, auparavant ministre de la guerre, il l'obligea à donner un démenti au président du conseil, relativement à la position de l'intendant Regnault à Toulouse. L'esprit de corps a pu seul faire sortir M. de Clarac de sa position ministérielle ; il y est rentré aussitôt après, et n'en est plus sorti.

CLAUDEL DE COUSSERGUES (Aveyron). M. Jean-Claude de Coussergues est né à Coussergues, département de l'Aveyron, le 4 décembre 1759 ; il fit d'excellentes études à Montpellier, et y était conseiller à la Cour des aides, à l'époque de la révolution. Jeune,



ardent royaliste, il émigra, et fit deux campagnes sous les princes. Amnistié par le gouvernement consulaire, il rentra dans sa patrie, et entreprit le commerce de la librairie, qu'il ne tarda pas à abandonner. Il fut nommé juge d'appel à Montpellier. Elu membre du Corps législatif par le département de l'Aveyron, en 1807, il fut nommé en 1809 conseiller à la Cour royale de Montpellier. Porté de nouveau au Corps législatif en 1813, il y fit partie de cette majorité si courageuse qui manifesta hautement l'intention de forcer Napoléon à traiter de la paix. Exilé après cette session mémorable, il resta caché à Paris jusqu'à la chute de Buonaparte, au 31 mars 1814, reparut ensuite parmi ses collègues, fut un des commissaires du roi pour la rédaction de la Charte constitutionnelle, et vota presque toujours en faveur des projets ministériels. Il parla contre la liberté de la presse, pour la remise des biens aux émigrés et la célébration des fêtes et dimanches. Il blâma les exercices des droits réunis, qu'il peignit comme tyranniques, et demanda la préférence pour les abonnemens facultatifs. Il tint pendant les cent-jours une conduite courageuse, refusa son adhésion à l'Acte additionnel, et fit

partie de la Chambre de 1815. Le roi, pour le récompenser de ses services et de son dévouement, lui accorda la croix de Saint-Louis, le nomma conseiller à la Cour de cassation, et lui donna le grade d'officier de la Légion-d'Honneur. Réélu député à la Chambre de 1816, M. Clausel de Coussergues s'y fit remarquer par son opposition au ministère Decazes. En 1817, il proposa d'effacer du budget l'article des secours accordés aux réfugiés espagnols *joséphins*. En 1820, après la mort du duc de Berri, il demanda la mise en accusation du premier ministre, quand tout tremblait encore devant lui, et par son célèbre projet d'acte d'accusation, il eut la gloire de contribuer à renverser ce puissant favori, non moins funeste à la France que M. de Villèle. M. Clausel de Coussergues a toujours fait partie de la Chambre depuis cette époque, où il siège à l'extrême droite, auprès de ses honorables amis MM. de la Bourdonnaye et Duplessis de Grénédan. C'est un homme de moyenne taille, dont le regard est triste, la démarche lente, la voix faible. Il porte de la poudre et des ailes de pigeon. Les discours et les improvisations de M. Clausel de Coussergues renferment d'excellens principes, des

pensées fortes et hardies. Il est particulièrement lié avec l'illustre M. de Bonald. M. de Clausel a publié plusieurs brochures politiques remarquables par la profondeur des vues qu'elles renferment.

COCHIN (Seine). M. Cochin est maire du 12^e arrondissement de Paris. On ne conçoit pas comment il se peut faire que ce membre de la Chambre, avec toutes les qualités qui le distinguent, soit demeuré si obscur. M. Cochin mérite sa réputation d'honnête homme et de député consciencieux.

COFFYN-SPYNS (Nord). Pour celui qui connaît la puissance des coteries d'une petite ville et la souplesse de certains individus, l'élection de M. Coffyn-Spyns cessera d'être une énigme. Membre très-obscur de la Chambre, il est digne de figurer dans la galerie des députés du département du Nord.

Cet honorable citoyen, livré d'abord à des opérations commerciales, est aujourd'hui adjoint du maire de la ville de Dunkerque, qui l'a nommé député : ces occupations sont beaucoup moins lucratives, mais aussi elles sont moins dangereuses sous quelques rapports ; *on n'y est pas exposé aux vicissitudes du commerce*. Tour à tour patriote, bonapartiste, royaliste et libéral, il a vu avec un

visage toujours de circonstance passer les différens régimes qui se sont rapidement succédés depuis quelques années, et il n'a rien moins fallu que quelques vellétés d'ambition qu'il partageait avec certains *bons amis*, pour le faire devenir ministériel. Nommé président du collège électoral de Dunkerque aux élections de 1822, sa nullité et son obséquiosité bien connues lui tinrent lieu du talent et des connaissances nécessaires : aussi fut-il élu à une immense majorité. Depuis cet épisode remarquable dans la vie de M. Coffyn-Spyns, quelques électeurs de l'arrondissement ne parlent plus que d'honneurs, de rang et de dignités. Depuis l'époque du sacre surtout, où une décoration est venue s'accrocher par hasard à la boutonnière d'un particulier qui se fait remarquer par son importance et sa vanité, le maire de la ville a découvert celui qui vise à son tour aux honneurs du sceptre municipal.

Considéré comme député, M. Coffyn-Spyns a été tiré de l'obscurité, sa sphère naturelle, pour venir grossir le nombre des ministériels. Ses travaux législatifs ne sont pas nombreux : nommé membre de quelques commissions, il est venu deux ou trois fois, *pede claudò*, lire à la tribune des rapports

d'un laconisme tel qu'un Spartiate s'en fût fait un mérite. On en peut juger par celui qu'il fit à la session dernière sur le projet de loi des tabacs, et dont les conclusions contrastent singulièrement avec la démarche qu'il fit à l'époque où le gouvernement s'en attribua le monopole exclusif. M. Coffyn-Spyns, qui était alors partie intéressée, se constituant le représentant des intérêts de la ville de Dunkerque, vint réclamer contre une mesure qui enlevait à cette ville une branche importante de son commerce et de sa prospérité.

M. Coffyn-Spyns est un homme d'une taille ordinaire, son abord est froid; et depuis qu'il est député, ses concitoyens ont souvent éprouvé les effets de cette morgue à laquelle on reconnaît les habitués des antichambres ministérielles; sa physionomie est aussi régulière qu'insignifiante. Il paraît continuellement absorbé par une foule de réflexions graves; celui qui ne le connaît pas, ou qui ne l'a jamais entendu parler, le prendra pour un penseur profond sans cesse occupé des grands intérêts de l'Etat, que ses commettans ont confiés à ses talens; mais au fond, il se livre à des méditations plus solides, et s'il n'a pu parvenir encore à ob-

tenir la recette particulière d'Hazebrouk, il pourrait bien apprendre un matin au sous-préfet de Dunkerque que, malgré la mobilité de ses opinions, il aurait tort de croire qu'il fût un fonctionnaire inamovible.

COLLIGY [de] (Aisne). M. de Colligy est chevalier de la Légion - d'Honneur et membre du conseil-général de Laon. Le nom de ce député ne figure que sur la liste d'invitation des ministres; on n'aura pas même à lui reprocher le plus petit amendement. La députation dont il fait partie parle pour lui.

COLOMB [Jean-Paul-Cyrus] (Hautes-Alpes). Beaucoup de personnes prétendent que ce dernier prénom a influé singulièrement sur la destinée politique de ce député magistrat. Il est, dit-on, persuadé qu'il avait été nommé avant les siècles, ainsi que le vengeur d'Israël; dont il se donne comme la continuation appliquée au peuple français. En effet, on a toujours remarqué dans toutes ses actions quelque chose qui tient le milieu entre la hauteur de l'orgueil et la souplesse du ministériel, mais qui décèle, quoique participant de ces deux caractères, un certain esprit de grandeur qui ne peut convenir qu'à un petit Cyrus. C'est ainsi que plusieurs fois on a vu ce fier avocat-général à la Cour royale, arriver au palais

de Thémis, monté sur un fringant coursier, balançant dans ses mains l'élégante cravache avec la même grâce qu'il dresse des réquisitoires, et qu'il trace des discours pour défendre les droits inaliénables et sacrés de tous les ministères qui se sont succédés jusqu'ici. C'est ainsi que, se sentant supérieur à toutes les faibles considérations humaines, bonnes pour des esprits vulgaires, mais inutiles pour des Cyrus, et dédaignant de donner l'exemple de la soumission aux lois, comme son caractère d'avocat-général semblait lui en faire un devoir, il chercha à violer, au jardin des Tuileries, la consigne d'un factionnaire qui gardait un passage que M. Colomb (en sa qualité de Cyrus) se crut seul appelé à franchir. Le ministérialisme, dans lequel M. Colomb s'est jeté à corps perdu, surtout depuis la septennalité, a singulièrement changé ses idées; et bien sûrement, si l'on remettait maintenant en discussion les donations en faveur du clergé, il ne dirait pas, comme il le soutint à la Chambre des députés en 1816, « que
 « rendre le clergé propriétaire serait aussi
 « funeste pour la France que pour le clergé
 « lui-même, et entièrement opposé à nos
 « mœurs actuelles. » M. Colomb est à présent, à la Chambre des députés, l'un des

plus dévoués comme des plus fermes soutiens du ministère et de son digne président.

M. Colomb a été nommé par l'influence ministérielle ; en amenant M. Colomb à la Chambre, on ne pense pas que le ministère ait voulu y faire entrer un royaliste de plus : peut-être a-t-il voulu avoir à redouter un libéral de moins. M. Colomb a voté contre la majorité de 1815, et contre la minorité de 1825 ; il fut libéral selon M. Decazes, il est royaliste selon M. de Villèle. M. Colomb a deux idoles auxquelles il sacrifie : la première, c'est sa place d'avocat-général ; la seconde, c'est le ministère.

CORBIÈRE [le comte de] (Ille-et-Vilaine).

« D'approcher du ministre aurai-je la faveur ?

— Voyez d'abord ou Gaudiche ou Lourdeioie. »

Mon placet à la main, je monte plein de joie ;

La porte s'ouvre, et quel est mon bonheur !

L'excellence m'admet ; mais je crains qu'on ne triche,

Car, en parlant à monseigneur,

Il me semble qu'il est ou Lourdeioie ou Gaudiche.

Jacques-Guillaume-Joseph-Pierre Corbière est né à Amanlis, près Rennes, vers 1766 ou 1767, non pas d'un meunier, comme le dit l'*Almanach de Paris et des départemens* de cette année, mais d'un honnête cultiva-

teur, qui le destina d'abord aux honneurs de la prêtrise. La grâce n'opérant pas sur le jeune *Jacquot* (nom d'amitié que lui donnait sa mère), on lui permit de choisir sa profession; il prit celle d'avocat. Il fit ses études de droit sous les savans Duparc-Poullain, Lanjuinais et Toullier, et se distingua même de la foule des élèves par son assiduité au travail, et la manière dont il soutint ses examens et sa thèse. A peine reçu avocat, il se livra avec ardeur à l'étude de l'art oratoire; et si la révolution n'eût interrompu ses travaux, probablement il se fût destiné à la carrière de l'enseignement. Ce bouleversement général, qui fit le malheur de toute la France, fut la cause ou l'occasion de la future élévation du jeune *Jacquot*. Sous le titre modeste d'*homme de loi*, quand tous les célèbres jurisconsultes de Rennes étaient ou morts ou en fuite, il jeta les fondemens de la réputation qui depuis lui a valu les honneurs de la députation d'Ille-et-Vilaine. Déjà il s'était fait un nom au barreau renaissant, quand il épousa M^{lle} Anne Delamarre, veuve de M. Lechapelier, ancien président de la constituante, qui appartenait aux meilleures familles bourgeoises de la Bretagne, et qui passait pour la plus jolie femme de Rennes.

M. Mathurin Delamarre, riche et généreux, dota une seconde fois sa sœur, et contribua au bonheur de son époux.

Sous l'empire, M. Corbière fut nommé membre du conseil-général du département, qu'il présida plusieurs fois. Il était alors au premier rang dans l'estime des justiciables de la Cour impériale de Rennes ; peu d'avocats pouvaient lutter avec lui sans éprouver une défaite complète. La seconde restauration mit en évidence le talent de M. Corbière, et étendit sa réputation dans toute la France. Nommé député par le département d'Ille-et-Vilaine, il porta à la Chambre un esprit anti-ministériel qui appela bientôt l'attention sur sa personne. Il fut successivement le rapporteur des projets de loi sur l'amnistie et le budget, qu'il fit amender selon les vues et dans le sens de la majorité, et déploya en général beaucoup d'éloquence dans les discussions. Il se plaça à la première section du côté droit, derrière M. de Villèle, et bientôt à ses côtés. Il fut le rapporteur de la loi contre le divorce, et en proposa l'adoption. Au mois de décembre 1815, on offrit à M. Corbière la place de procureur-général près la Cour royale de Rennes, qu'on allait organiser, à condition

qu'il mitigeât son rapport sur la loi d'amnistie. Il repoussa avec indignation cette insidieuse proposition, et imita le désintéressement de M. le comte Duplessis de Grénédan, à qui le ministère offrait aussi alors la première présidence de la même Cour. Il fut facile de trouver des députés moins délicats ou plus avides d'honneurs; M. Dupont des Loges fut nommé premier président, et M. Bourdeau procureur-général de la Cour de Rennes.

Après la fameuse ordonnance du 5 septembre 1816, le département d'Ille-et-Vilaine élut de nouveau M. Corbière, et le chargea de défendre ses intérêts à la tribune. M. Corbière commença la session par attaquer M. Decazes : c'était la tactique de M. de Villèle, qui voulait arriver au ministère, non par les ministres, mais malgré eux, en les attaquant, les harcelant tous les jours, pour prendre leur place au moment de leur chute. M. Corbière défendit avec chaleur la cause de l'avocat Robert et de son fils, rédacteurs du *Fidèle ami du roi*. La cause de MM. Robert était juste, l'oppression qui pesait sur eux était manifeste.

« L'arme donnée au ministère, » s'écria
« M. Corbière dans la séance du 29 octo-

« bre 1816, l'a été contre les ennemis du
 « roi et de la sûreté de l'Etat, et pourtant,
 « dans cette circonstance, elle a été em-
 « ployée contre un fidèle ami de l'Etat et du
 « roi. Tourner contre les amis du roi une
 « force qui n'a dû être employée que contre
 « les ennemis de l'Etat, est une trahison. »

L'orateur termina son discours en accu-
 sant les ministres de n'employer que des
 traîtres. Il a continué ses attaques contre le
 ministère en demandant des économies sur
 le budget, en parlant en faveur du jury dans
 le projet de loi sur la presse, en réclamant
 la liberté des journaux, en s'opposant à la
 saisie d'un ouvrage au moment de l'impres-
 sion, et en votant le rejet d'une loi qui sem-
 blait être dans ses principes. Il a aussi voté
 le rejet de la loi sur le recrutement, et s'est
 prononcé contre l'avancement par ancien-
 neté.

Dans la discussion du budget de 1819,
 M. Corbière attaqua vivement le conseil
 d'Etat, s'attachant à démontrer que s'il exis-
 tait constitutionnellement, on ne pouvait le
 modifier par ordonnance, et que s'il n'exis-
 tait pas constitutionnellement, il ne pouvait
 pas exister au budget. Il s'éleva ensuite con-
 tre les détracteurs des malles-postes, disant

assez plaisamment « que cet établissement
« était très-utile, et qu'en ayant fait usage
« pour son propre compte, il s'en était très-
« bien trouvé. »

A son retour à Rennes, il partagea avec M. Bourdeau les honneurs d'un *charivari*.

Dans la session de 1819, M. Corbière appuya la loi suspensive de la liberté individuelle, après l'affreux attentat du 13 février 1820, et demanda qu'on rétablît la censure des journaux, mesure qu'il avait combattue dans une des précédentes sessions. Il appuya de toute son éloquence le projet de la nouvelle loi d'élections, et vota pour elle, afin, disait-il, *de rétablir les électeurs dans tous leurs droits, et leur éviter les supercheries ministérielles.*

En 1817, M. Corbière avait, par ordonnance du roi et sans concours, remplacé M. Legraverend dans la place de professeur de droit civil à la Faculté de Rennes, et M. Toullier dans sa qualité de doyen. On remarqua avec peine qu'il succédait à son ancien professeur, qu'il dépossédait. C'est, comme nous l'avons dit, sous le savant M. Toullier que M. Corbière a étudié les principes du droit; c'est par lui qu'il a été examiné lors de sa thèse de licence; c'est

entre ses mains qu'il prononça le serment d'honorer et de respecter les docteurs des Facultés, et c'est lui qui profite d'un moment d'humeur de M. Royer-Collard, alors président du conseil d'instruction publique, pour faire arbitrairement destituer le vieillard que le barreau de Paris a surnommé le *Pothier moderne*. Aussi ce dernier s'en est-il amèrement plaint dans la préface de son huitième volume de *Droit civil*. « J'étais profondément occupé à réfléchir sur la nature et la force des preuves en général, et notamment des preuves venues en justice, quand un coup d'autorité motivé sur un genre de preuve tout nouveau, vint me frapper comme un coup de foudre. » Et il s'écrie plus bas : « Je réclamerai mes droits, et M. Corbière, dont l'âme est élevée, aidera son vieux doyen de tout son crédit, je n'en saurais douter ! » Pauvre M. Toulhier ! que dites-vous maintenant de l'âme élevée de votre élève ?... Il ne vous a même pas envoyé cette croix de la Légion-d'Honneur, que vous honoreriez par votre rare mérite, et qu'il jette à la tête d'un Gaudiche, ou autres individus aussi peu utiles à la société.

Le 22 décembre, 1820, M. Corbière fut élevé à la présidence du conseil de l'instruction

tion publique. Voici ses sentimens secrets à cette époque, tels du moins qu'il les exprimait à un parent de sa femme. On a conservé le style et l'orthographe :

« Paris, 13 janvier 1821.

« Je vous remercie de tout mon cœur,
 « mon cher ***, des choses obligeantes que
 « vous voulez bien me dire. Ce que vous appe-
 « lés une *récompense* n'est, dans des mo-
 « mens comme ceux-ci, qu'une rude épreuve
 « à laquelle votre ami se trouve mis, et dont
 « il se retirera comme il pourra. Je sens,
 « mon cher ami, que, etc., etc.

« Je vous présente tout mon attachement.

« Votre obéissant serviteur,

« *Signé* CORBIÈRE. »

Après avoir tenu une conduite pusillanime, de concert avec M. de Villèle, et avoir gardé un silence de convention en 1820, M. Corbière, qui avait aussi été créé ministre d'Etat, donna tout à coup sa démission de toutes ses dignités, à la fin de l'année 1821. La Chambre des députés, mécontente de la conduite du ministère Siméon, Pasquier, de Serre, etc., vota alors la fameuse adresse sur la motion de MM. de Lalot, comte de la

Bourdonnaye, etc., etc., et cette *adresse*, qui produisit la chute du ministère, fit la fortune de trois députés qui ne l'avaient pas votée, mais qui n'avaient pas osé désavouer leurs collègues. MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet entrèrent dans le nouveau ministère par ordonnance du 14 décembre 1821, et le porte-feuille de l'intérieur échut à M. Corbière.

Nul homme n'était moins fait que lui pour gouverner un aussi vaste département, et aussi ne tarda-t-il pas à alléger son fardeau, en faisant créer tout exprès un porte-feuille des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, dont on chargea M. Frayssinous.

Les premiers actes de M. Corbière furent le choix d'un secrétaire intime, et les épurations de ses bureaux. Il proposa la place lucrative de son secrétaire particulier à M. Louis, professeur de rhétorique au collège royal de Rennes, qui la refusa par modestie, et parce qu'il ne voulait pas quitter le séminaire de Saint-Sulpice, où il faisait ses études théologiques. Au refus de cet homme vertueux, M. Gaudiche, procureur du roi à Vitré, fut appelé à Paris, et installé dans le cabinet de Son Excellence, où il est encore.

Le nouveau ministre de l'intérieur confia la direction de la police à M. Franchet-Desperrey, chef de bureau du personnel à la direction générale des postes. Il nomma M. Lourdoueix, auteur des *Folies du siècle* et de *M. de la Jobardière*, chef de division de l'instruction publique, et aussitôt parurent les vers suivans :

De triste et piteuse encolure,
 Lourdeois à Paris arriva ;
 Sans sou ni maille il y jêûna ;
 Mais pour gober quelque pâture,
 Le *Gobe-Mouche* il crayonna.
 Haussant le ton, changeant d'allure,
 Mon héros, sans frein ni mesure,
 Dans un journal déraisonna :
 Pour l'en payer, dame Censure
 A la police l'engraissa.
 Cependant, des caricatures
 Le beau talent il conserva,
 Et pour modèle demanda
 La plus grotesque des figures :
 Près de Corbière on le plaça.

M. le baron Capelle (surnommé *l'inévitable*), fut nommé directeur-général des communes ; M. le vicomte de Castelbajac obtint la direction de l'agriculture, des haras, du commerce, des arts et manufactures ; et M. de Boisbertrand fut nommé chef de

la division du secrétariat. M. Patry resta chef du bureau où se font les choix des préfets et sous-préfets. M. le maréchal-de-camp Berthier de Sauvigny eut la direction des fonds destinés à encourager et soutenir les hommes de lettres. Mais peu de temps après il fut destitué, et il fait maintenant partie du camp de Saint-Omer. Enfin, M. His, qui inspecte en *amateur* les plus petits théâtres des boulevards, fut institué inspecteur des bibliothèques de France, avec 15,000 francs d'appointemens et de frais de tournée.

M. Corbière établit un nouveau mode de travail, et il régla que les seuls directeurs auraient l'honneur de lui soumettre directement leurs travaux. Voilà les premiers pas administratifs de M. Corbière, qui peu après fut créé comte, et nommé officier de la Légion-d'Honneur, en même temps que ses deux collègues, de Peyronnet et de Villèle.

On se rappelle que lorsqu'il eut l'honneur de travailler pour la première fois avec le roi, il fut invité à vouloir bien faire rentrer dans sa poche sa tabatière et son mouchoir, qu'il avait jugé à propos d'étaler sur le bureau de Sa Majesté.

Toute la France connaît la vie publique de M. le ministre de l'intérieur, et la racon-

ter ne serait qu'une répétition des journaux. Tout languit, tout dépérit sous ce ministre, et il ne montre d'activité que pour influencer les élections et destituer les royalistes qui l'ont élevé au pouvoir. Il s'est entouré de médiocrités rampantes, et ne fait que *bouquiner et caqueter* avec ses alentours. Il a été à la tribune le fidèle défenseur et apologiste de son inséparable Villèle, dont il a soutenu les désastreux projets de loi sur la conversion des rentes, sur l'indemnité due aux émigrés, sur la septennalité, etc. Il a arbitrairement privé le mathématicien Legendre de sa pension de retraite, et diminué d'un tiers celle du vénérable Lantier. Les bornes d'un article biographique ne nous permettent pas de nous étendre davantage sur les actes iniques de ce ministre, qui a pris à tâche de démentir tout ce que sa vie de député présentait d'honorable.

M. de Corbière est de petite taille ; son torse ne paraît pas reposer sur ses hanches ; ses épaules sont hautes, sa tête enfoncée, et fortement penchée en avant ; son front, large et chauve, cache des yeux petits et étincelans ; il semble toujours faire la moue. Sa logique n'est pas méthodique ; son éloquence est incorrecte, mais sa diction est brillante

d'images et de traits inattendus. Il a le débit saccadé, l'accent breton, une action vive et désordonnée, une grande négligence de tenue. L'indication de hautes destinées ne repose point sur son front, et M. le comte de Corbière a tout l'aspect d'un petit bourgeois de campagne. Quelques anecdotes feront connaître M. le ministre de l'intérieur, et son singulier *savoir-faire*. Un jour, on avait laissé pénétrer jusqu'à lui un ardent solliciteur. Perchée sur le haut d'une échelle double, Son Excellence examinait attentivement les rayons poudreux de sa bibliothèque, et oubliait le pétitionnaire. Ennuyé d'attendre, celui-ci prend le parti d'enjamber l'autre côté de l'échelle, et se trouve ainsi nez à nez avec monseigneur, qui est bien forcé de lui donner audience, et de recevoir sa pétition. Il descendit même quelques échelons pour le reconduire. Celui-ci, confus de tant de bontés, se retira en lui disant : « Prenez garde de tomber, monseigneur ; vous n'êtes pas solide.... »

M. de Corbière, comme on sait, n'est pas fort sûr les convenances sociales : ayant un jour fait faire antichambre outre mesure à un personnage d'une des plus illustres familles de France, il s'aperçut enfin de son

impertinence, lorsqu'on vint lui annoncer que, las d'attendre, le visiteur se retirait; courant après lui, M. de Corbière s'excusa en disant qu'il l'avait oublié : « Non, mon-
« sieur, vous ne m'aviez pas oublié, mais
« vous vous étiez oublié. »

Vivement sollicité d'accorder une pension de 1200 francs à un jeune homme qui donnait de grandes espérances, et qui promettait de parcourir la carrière des arts avec distinction, M. de Corbière refusa en disant « qu'il y avait cent fois trop d'artistes; et
« ajoutant que plutôt d'encourager, par la
« pension qu'on lui demandait, ce jeune peintre à continuer ses études, il donnerait
« volontiers 600 francs de son revenu pour
« qu'il fût tailleur ou cordonnier. »

Tout le monde a lu dans *le Frondeur* du 17 septembre 1825, la charmante anecdote de la réception de l'académicien Alexandre Duval par son ancien ami le ministre de l'intérieur. C'est aussi M. Corbière qui a assigné 600 francs par an et un grenier aux gens de lettres.

La mère de M. Corbière a toujours été fort royaliste, et a beaucoup de bon sens. Un jour quelqu'un soutenait devant elle que la révolution était finie : « Cela ne se peut

« pas, se hâta-t-elle de répondre, puisque
« mon fils *Jacquot* est ministre. »

M. Corbière n'a que deux enfans, et on ne peut lui reprocher de trop penser à leur fortune, puisque l'aîné, Ernest, est substitut du procureur du roi à Vannes depuis deux ans, et que le second, Eugène, qui est avocat, n'occupe aucune place. Son beau-fils, Alfred Lechapelier, est payeur du département d'Ille-et-Vilaine.

M. Corbière partage sa confiance entre M. Garnier-Dufougerais, questeur de la Chambre des députés, et M. Gaudiche, son secrétaire intime. Il est donc nécessaire de donner ici une notice biographique de M. Gaudiche. Quant à M. Dufougerais, il trouvera sa place à la lettre D.

Emmanuel Gaudiche est né à Rennes en 1791 ; son père exerçait la profession plus utile que relevée de tailleur marchand de draps, au bas de la rue Château-Renaud. Aidé par quelques personnes qui portaient intérêt à sa famille, M. Gaudiche donna une bonne éducation à ses enfans, et en 1813, Emmanuel, dont il s'agit ici, fut reçu avocat par la Faculté de droit de Rennes ; sa vie fut assez obscure jusqu'au mois d'avril 1814, qu'il scia, pendant la nuit, l'arbre dit *de la*

liberté, qui existait sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Rennes. Il fut aidé dans cette expédition nocturne par son frère aîné Pierre, ses deux cousins MM. Gaudichon, tailleurs, et le fils d'un avoué. Une chanson populaire consacra cet exploit de M. Gaudiche. En novembre 1815, il fut choisi par M. d'Alonville, alors préfet d'Ille-et-Vilaine, pour lui servir de secrétaire, puis obtint une place de substitut de procureur du roi près le tribunal civil de Rennes, qu'il échangea forcément, en 1819 ou 1820, pour la place de procureur du roi à Vitré. Appelé, à la fin de l'année 1821, pour exercer les fonctions de secrétaire intime de M. Corbière, il ne tarda pas à être nommé conseiller à la Cour royale de Rennes, et chevalier de la Légion-d'Honneur. Depuis qu'il a été élevé sur les fleurs de lis il n'y a pas siégé. Il paraîtrait donc qu'il y a une place de conseiller inutile à la Cour de Rennes. M. Gaudiche en perçoit cependant fort exactement les honoraires, qu'il cumule avec les appointemens de secrétaire intime et de sous-chef du personnel de l'intérieur. Il vient de faire nommer un de ses frères juge d'instruction au tribunal de Rennes, et un autre chef de l'octroi de la ville de Strasbourg. M. le secré-

taire intime a toute influence pour les choix des magistrats bretons, et il n'a pas peu contribué à la destitution de M. Bourdeau.

M. Gaudiche est d'une taille fort au-dessous de la moyenne; il est très-gros, et mal bâti; sa figure huileuse est largement sillonnée par la petite-vérole, et il ressemble un peu à un mulet; ses yeux tiennent du satyre; ses cheveux et ses favoris sont noirs; il a le teint pâle, et il ne devient pourpre qu'à la suite des longs dîners. L'habitude de son regard est le mécontentement. Il a l'épaule droite un peu élevée, et la démarche d'un dindon qui se pavane et fait la roue. M. Gaudiche partage avec M. Dufougerais la distribution des loges de Son Excellence. On a remarqué que la loge du théâtre des Variétés était presque toujours occupée par une jeune dame assez ridiculement habillée.

On raconte que M. Gaudiche désirait la place de conseiller à la Cour royale de Paris. On pressentit les dispositions de M. le baron Séguier, premier président, qui s'exprima assez franchement pour faire entendre au secrétaire intime qu'il ne pourrait cumuler son secrétariat avec sa place de conseiller. M. Dupont des Loges, premier président de Rennes, est plus complaisant.

CORDAY [de] (Calvados). M. de Corday siège constamment, depuis 1816, en qualité de député du département du Calvados, où il possède de grands biens. Il a servi sous les ordres du prince de Condé, et il a reçu la croix de Saint-Louis, comme un témoignage éclatant et toujours vivant de son rare courage. Dans la mémorable discussion de la loi des suspects, le 13 février, le général Foy s'étant laissé entraîner au-delà des bornes oratoires, et ayant insulté à la classe des émigrés, M. de Corday se leva, et l'interpella vivement en le traitant d'*insolent*. Un duel s'ensuivit, et M. de Corday s'en tira avec honneur.

Si M. de Corday ne parle pas, il vote très-bien, et il est uni de cœur aux vrais amis du roi, dont il adopte tous les principes anti-ministériels. C'est un homme d'une taille moyenne, dont les traits sont réguliers, les joues pleines, les yeux vifs, la tête noire.

CORNET-DINCOURT (Somme), officier de la Légion - d'Honneur, conseiller d'Etat, directeur de l'administration des contributions directes, secrétaire-général du ministère des finances.

M. Cornet-Dincourt était un assez obscur négociant d'Amiens, lorsqu'il fut nommé

député par le département de la Somme en 1815. Il parut apporter à la Chambre des opinions royalistes, et n'y apporta réellement qu'un havardage que les ignorans ont pu prendre pour les germes du talent. En 1816, M. Cornet-Dincourt s'éleva avec indignation, lors de la discussion du budget, contre les traitemens énormes de certains fonctionnaires, et plus tard, ce bon monsieur Cornet-Dincourt a daigné accepter des fonctions qui lui rapportent 50,000 francs. Au reste, il est conséquent, car depuis lors il n'a pas parlé une seule fois contre le budget. On l'a fait conseiller d'Etat. Cependant il ne lui a jamais été possible de prendre la parole sur une question administrative, sans commettre des bévues sans nombre. Depuis qu'il est fonctionnaire, sa conduite est dans la plus parfaite opposition avec ses discours d'autrefois; il s'est associé à toutes les tergiversations de l'administration actuelle; il tranche, destitue, fait l'important, le pacha, comme son grand seigneur M. de Villèle. C'est, au résumé, un homme nul; ses discours sont diffus, aussi mal écrits que mal débités: absence totale de logique, de raison; du verbiage, des phrases étonnées de se trouver

réunies, des expressions de mauvais goût; revenant sans cesse au même point, ressassant les mêmes idées de la manière la plus commune; M. Cornet est, en un mot, le *loustic* de la Chambre; et par des plaisanteries indignes de la majesté de la tribune, il est au côté droit, ce que le fameux Tire-cuir de Corcelles était au côté gauche. L'ambition de M. Cornet est comme ses discours, elle n'a rien de noble. Il est d'une petite taille, mal construit; sa figure ne respire pas la franchise: quand il monte à la tribune, soyez certain qu'il y restera longtemps. M. Cornet-Dincourt n'a jamais été élu que par l'influence des ministres. Nommé en 1823 président d'un des collèges électoraux d'Amiens, il prononça un discours dans lequel il parle de sa petite personne avec une admirable complaisance. M. Cornet était bien pourvu: tout à ses yeux devait se peindre en beau: il disait, après une longue énumération de toutes les améliorations dues à M. de Villèle:

« La liberté individuelle et la liberté de
 « la presse, long-temps enchaînées sous un
 « ministère faible et ombrageux; rétablies,
 « sans danger réel, par un ministère fort;
 « qui ne craint pas de livrer ses actes à la

« discussion, qui ne prétend pas se sous-
 « traire aux conséquences nécessaires d'un
 « gouvernement représentatif, et qui a su
 « comprendre l'alliance naturelle de la mo-
 « narchie et des libertés publiques, telle
 « est, messieurs, l'esquisse rapide des chan-
 « gemens et des améliorations qu'a éprouvés,
 « dans une courte période de trois ans, la
 « situation intérieure de la France.

« L'époque n'est pas éloignée, sans doute,
 « où la paix dont nous jouissons et le cré-
 « dit toujours croissant fourniront au mi-
 « nistère les moyens de diminuer, d'une
 « manière plus sensible, le fardeau des char-
 « ges publiques.

« C'est l'espoir de contribuer en quelque
 « chose à cette grande amélioration, qui m'a
 « déterminé, messieurs, à accepter les fonc-
 « tions où m'ont appelé les bontés du roi et
 « la confiance d'un ministre dont j'avais ap-
 « pris à connaître les vues et les principes;
 « alors qu'il combattait à la tête de cette
 « opposition toute royale qui, par ses ef-
 « forts, son courage et sa modération, a
 « sauvé la France et peut-être l'Europe.

« J'ajouterai, messieurs, qu'en remettant
 « l'administration des contributions, qui
 « forment une des sources les plus impor-

« tantes du revenu public, entre les mains
 « de celui qui n'avait jamais cessé d'attaquer
 « la fiscalité (c'est-à-dire entre les mien-
 « nes), le ministère a fait assez voir qu'il n'y
 « avait dans ses vues rien de fiscal. Il est,
 « au reste, remarquable que le vœu émis
 « par un orateur de voir quelque jour un
 « ministre des finances sortir de la voie
 « commune, et rechercher les moyens non
 « d'accroître les recettes de l'Etat, mais de
 « les diminuer; il est, dis-je, remarquable
 « que ce vœu soit déjà réalisé, et qu'il ait
 « été donné à celui qui l'a formé de con-
 « courir à son accomplissement. »

Si la nomination de M. Cornet ne nous a pas procuré toutes ces belles choses, nous en avons du moins retiré un avantage réel, celui d'être débarrassés de ses éternels et insignifiants discours.

COTTEAU (Nord). Homme probe et vraiment religieux, mais d'une faiblesse et d'une timidité sans égales. Lorsqu'en qualité d'adjoint de la mairie de Cambrai, il ceint l'écharpe blanche pour unir deux jeunes époux, il est plus troublé que la fiancée. On ne s'étonnera donc pas que l'aspect seul de la tribune l'épouvante au point qu'alors il n'ose pas plus réfléchir que les deux figures

de l'Histoire et de la Renommée qui y sont sculptés en bas-relief.

A son passage à Cambrai en 1815, un personnage auguste n'ayant pas cru devoir descendre chez l'évêque, qui avait assisté au Champ-de-Mai, fut reçu chez M. Cotteau, qu'on eut toutes les peines du monde à décider à se laisser présenter à *son hôte*. C'est assez dire que, dans une pareille abnégation de ses facultés, il n'a trouvé rien de mieux à faire que d'obéir à l'impulsion ministérielle qui dirige toute la députation du Nord. On a cependant remarqué qu'il parvenait quelquefois à vaincre cette excessive timidité; par exemple, lorsqu'il a demandé et obtenu la croix de la Légion-d'Honneur pour lui, et une place de conseiller-auditeur à Metz pour son fils.

COUDERC (Rhône). Honnête négociant, élu par l'influence du parti libéral. Il vote avec le côté gauche. S'il est vrai que ce côté de la Chambre soit réduit à 17 ou 18 membres, il est douteux qu'en y ajoutant M. Couderc il y en eût 19; quoique les zéros en arithmétique décuplent le chiffre auquel ils sont accolés.

COUPIGNY {baron de} (Pas-de-Calais). Il est tel homme dont la figure nous poursuit, nous assiège, et se lie si invinciblement

chez nous à la circonstance la plus fugitive, à l'image la plus bizarre, qu'il devient impossible de se soustraire à cette *mnémotechnie* d'un nouveau genre. On conçoit, du reste, tout ce qu'a de flatteur une semblable préoccupation, causée au sexe qui n'est pas représenté à la Chambre. Nous n'hésiterons donc pas à rapporter ici qu'une dame fort aimable, qui assiste fréquemment aux séances, nous a déclaré qu'il lui était impossible d'envisager M. de Coupigny sans se rappeler aussitôt ces deux vers d'une pièce du Gymnase :

Et du boudoir la pommade exilée
Se réfugie au dos des postillons.

Il est juste de dire que la coiffure du député du Pas-de-Calais absorbe une énorme quantité de ce cosmétique; et que la forme et la dimension de sa *queue* exciteraient la jalouse admiration des *farauds* de la Courtille.

C'est dans tout l'éclat de cette parure que M. de Coupigny se montra l'été dernier au bal donné par la ville de Boulogne à une auguste princesse. Pour figurer au quadrille d'honneur, il se donna presque autant de peines que pour son élection; mais les commissaires de la fête ayant jugé à propos de

passer à l'ordre du jour sur sa demande, il sortit d'aussi mauvaise humeur qu'un orateur dont on vient de rejeter l'amendement, en déclarant qu'il allait ôter son habit parlementaire pour revenir danser en simple particulier. Depuis on ne l'appelle plus à Boulogne que *le simple particulier*. La vie toute entière des hommes célèbres appartient à la postérité jusque dans ses plus minutieuses particularités. Nouveaux Plutarques, nous avons donc été contraints de rappeler cet épisode de la vie du héros de cet article; mais c'est avec peine que nous nous y sommes déterminés; car M. de Cœupigny possède tout le charme de cette bonhomie qui désarmerait la plus audacieuse malignité. Dans le village picard qu'il habite, ses rustiques voisins ne le désignent que sous le titre affectueux et naïf de *Ch' Baron*; il visite leurs champs, caresse leurs marmots, s'informe de leurs affaires, apaise leurs différends, et exerce par le fait une espèce de *basse-justice* dans le canton. Il est en outre colonel de la garde nationale, et les belles dames de Boulogne ont bravé plus d'une fois la poussière et les coups de soleil pour aller l'admirer à la tête de sa troupe. C'est en cette qualité qu'en 1815 S. M. Charles X, alors comte d'Artois, lui

adressa la lettre suivante, qui fait infiniment d'honneur aux habitans du Pas-de-Calais :

« Le Roi et sa famille devaient avant tout
 « reconnaître les services et les sentimens
 « qui sont communs à tous les habitans du
 « Pas-de-Calais; mais nous avons, mon fils
 « le duc de Berri et moi, une dette que nous
 « vous prions d'acquitter. Dites aux habi-
 « tans de Béthune et du pays qui l'avoisine,
 « que nous gardons le souvenir de l'affection
 « qu'ils nous ont montrée en 1815. Nous au-
 « rons toujours devant les yeux le dévouement
 « avec lequel les habitans du canton de La-
 « ventie, s'atellant aux voitures et aux ca-
 « nons, les ont tirés des chemins impratica-
 « bles où ils étaient engagés. Ils ont justifié
 « notre confiance en ce pays, qui mérite par
 « sa fidélité le titre de *Franc-Laleu*. Nous
 « avons reconnu ce Laleu toujours franc,
 « qui partage avec Bordeaux l'honneur d'a-
 « voir donné le signal de la restauration.
 « Dites aussi à MM. de Maulde, de Baynard
 « et de Baulincourt, combien j'aime à les
 « voir à la tête de leurs braves compa-
 « triotes. »

M. de Coupigny a long-temps voté pour le ministère, qui lui avait promis une préfec-

toire, et cette pairie, objet de la convoitise des *Tantales* représentatifs. Enfin, enuoyé de recevoir plus d'eau bénite qu'il n'en faudrait pour exorciser tous les héros du Dante, il a subitement tourné casaque à Leurs Excellences, au milieu de la discussion sur l'indemnité; et si nous sommes bien informés, il a proposé un de ces amendemens qui comptaient presque autant d'auteurs qu'un vaudeville. Il a été vertement chapitré à cette occasion par son neveu, M. Vaisse de Renneville; une correspondance s'est établie; et d'après les fragmens qui nous en ont été communiqués, nous avons pu nous convaincre que M. le baron ne suit pas plus l'orthographe de Voltaire que celle de l'Académie.

Il existe à Paris un M. de Coupigny, fort spirituel (ce n'est pas de M. le député du Pas-de-Calais dont il s'agit), très-connu par ses piquantes réparties. Admis un jour à la table de Regnault de Saint-Jean-d'Angéli, il parut se formaliser d'une plaisanterie offensante. « Monsieur, lui dit avec hauteur le ministre impérial; il faut se résoudre à entendre la vérité quand on ne paie pas de flatteurs. — Monseigneur, reprit aussitôt M. de Coupigny, j'ai bien pensé à vous; mais vous êtes trop cher. »

COUPPIER (Rhône). Ce député du Rhône était juge à Villefranche ; il a été nommé depuis peu de temps conseiller à la Cour royale de Lyon ; cette circonstance pourrait jeter quelques doutes sur son indépendance.

Semblable en cela à un grand nombre de ses collègues, M. Couppier parle beaucoup dans les salons, et très-peu, peut-être même point du tout à la tribune ; c'est un lion sous la cheminée, et un agneau à la Chambre. Tous ceux qui le fréquentent dans la soirée assurent qu'il parlera le lendemain, et ils se trompent toujours. M. Couppier est d'une très-haute taille, et il est obligé de se baisser quand il veut donner la main à M. de Villèle, qui cependant arrive jusqu'à lui.

COURTARVEL [vicomte de] (Eure-et-Loir). M. de Courtarvel appartient à une très-ancienne famille. Il fut admis, avant la révolution, à faire ses caravanes dans l'ordre de Malte. Entré au service, il ne tarda point à obtenir une compagnie de cavalerie, qu'il commandait encore au commencement de nos troubles politiques. Ne consultant alors que ce que lui commandait l'honneur, il joignit les rassemblemens de Coblenz, fit sous les ordres du prince de Condé les campagnes de cette armée ; partout où l'occa-

sion de se distinguer se présenta, il la saisit avec empressement. Rentré en France avant le premier retour du roi, il nourrissait dans la retraite un espoir qui ne tarda pas à se réaliser. Il vint recevoir des mains du monarque bien-aimé, non des richesses, des titres, des honneurs, mais la croix de Saint-Louis, seul prix qu'il mît à ses sacrifices et à son dévouement. En 1816, il fut nommé président du collège électoral du département d'Eure-et-Loir. Il n'a cessé, depuis cette époque, d'être appelé à la Chambre des députés par ce département. Quand on voit M. de Courtarvel voter avec le ministère, on est tenté de croire que M. de Villèle est roi de France, et qu'en sa qualité de courtisan, M. de Courtarvel doit toujours être de l'avis du maître.

COURTARVEL [le marquis de] (Loir-et-Cher), commandeur de Saint-Louis, lieutenant-général, frère aîné du précédent. Il suivit les princes en émigration, eut souvent occasion d'y faire distinguer sa bravoure et ses talents. Il a commandé en Portugal un corps d'émigrés français. Il a joui dans ce pays d'une grande considération, prix de ses hautes qualités. Nommé député, M. le marquis de Courtarvel a toujours parlé

comme un royaliste, et a voté de même. Le 24 mai 1824, c'est lui qui a fait le rapport sur la loi du recrutement; il l'a appuyé d'un long discours où il a développé d'une manière sage et éclairée les vices qui subsistent dans les lois existantes. Le 6 mai 1825, il acquit un nouveau titre à la reconnaissance des militaires, par un discours dont la Chambre a ordonné l'impression, dans lequel, en parlant des pensions des militaires, il a discuté fort adroitement le tableau des sacrifices qu'ils ne cessent de faire, et conclut à dire que rien n'est meilleur marché en France que la vie d'un homme. « Conser-
 « vons ce point d'honneur, messieurs, a-t-il
 « ajouté, si nous voulons que notre pays
 « soit bien défendu. » Il vota pour l'adoption, avec des amendemens favorables. Si les distinctions de côtés et de places existaient encore à la Chambre, M. de Courtarvel siégerait au centre droit, près de la droite; un pas de plus du côté des la Bourdonnaie et des Duplessis de Grénédan, et il serait mieux placé.

COURTIVRON [le comte Philippe de] (Côte-d'Or). Ce député de la Côte-d'Or est fils du maire de Dijon. Il était dans les chevau-légers en 1814; il devint aide-de-camp.

de temps doit durer un vêtement. Le commencement de sa carrière a été marqué par quelques productions littéraires assez médiocres. On a de lui *les Orangers*, *les Vers-à-soie* et *les Abeilles*, poèmes imités de l'italien et du latin, suivis de quelques poésies méridionales. On ne lit pas plus les œuvres de M. Crignon d'Ouzoüier qu'on n'écoute ses discours. Lorsque le colonel Fabvier, aide-de-camp du duc de Raguse, publia son fameux libelle contre le général Canuel, M. Crignon se prononça avec chaleur et courage pour ce dernier.

CROIZET (Cantal).

Aux yeux malins du public on expose
Monsieur Croizet sur un âne monté.
Bien ; je voudrais en connaître la cause.
Mais vainement je m'en serais flatté,
Point ne me sens un esprit assez vaste,
Tout franchement je dois le déclarer ;
Car je ne puis vraiment me figurer
Qu'il soit ici question de contraste.

M. Croizet est le fils d'un paysan de l'arrondissement de Mauriac ; ayant quelqu'intelligence, il fut placé commis dans un bureau, et, à force de travail, il amassa un petit pécule qu'il grossit peu à peu, à l'aide d'heureuses et lucratives spéculations. Il fit

un assez bon mariage sous le rapport de la fortune, et obtint, par son ardent dévouement au gouvernement impérial, la place de receveur-général du département du Cantal, qui le mit à même de s'enrichir rapidement, et qui lui procura une grande influence dans la ville d'Aurillac, dont il profita pour se faire élire député en 1815. Depuis cette époque, il a constamment voté pour tous les ministères, et n'a jamais monté à la tribune. Il a cédé sa place de receveur-général à un de ses gendres, M. Couderc, et a fait nommer son neveu percepteur des contributions de la ville d'Aurillac. Il a aussi été décoré de l'inévitable croix d'honneur.

M. Croizet dort presque toujours à la Chambre, auprès de M. Barlier, et il fait aussi bien, puisque, de son aveu même, il ne comprend rien aux questions qu'on y agite. Entendant fréquemment ses voisins demander la question préalable, il ne s'avisa qu'en 1823 de s'informer de la signification de ce cri; l'ayant apprise : « Parbleu, dit-il, j'en ferai bien autant qu'eux! » et depuis, il crie à tort et à travers : *La question préalable!* Il prétend toujours bien voter en se levant avec les ministres, qui doivent, suivant lui, être les guides des députés. Le jour

de l'amendement de M. de Beaumont, relatif à l'affaire Ouvrard et aux comptes de la campagne d'Espagne, M. Croizet, réveillé en sursaut, se leva en faveur de l'amendement. Le soir, s'étant rendu, suivant son habitude, au café Valois, pour y jouer aux dominos, quelques jeunes gens lui firent la guerre sur sa méprise : « Que diable voulez-vous que je fasse ? leur répondit-il : est-ce que j'entends quelque chose à tout ce qu'on dit là-bas ? »

M. Croizet est très-affamé de places pour lui et sa famille, et rarement il protège des gens de mérite. En 1823, il a contribué à faire nommer président du tribunal de Mauriac un sieur Julien Devèze, ancien garde-magasin à l'armée des Pyrénées-Orientales, qui passe sa vie à faire ou à deviner des charades.

Malgré la constante protection de M. Croizet, une partie de sa famille, qui habite Mauriac, est dans la misère. Loigné de la cour-lager, il évite avec soin de passer dans cette ville, et quand il est obligé de la traverser pour se rendre à Paris, il ne s'y arrête jamais, afin de n'être pas tenté de faire une bonne action.

M. Croizet est très-lié avec M. Sers, pré-

fet du département du Cantal, qui passe généralement pour libéral : l'un et l'autre ont fait destituer, au mois de décembre 1825, M. le baron de Cussac, sous-préfet de Mauriac, bon et sage administrateur, généralement aimé et estimé, et dont le dévouement à l'auguste famille des Bourbons n'est pas problématique. Ainsi, ce que n'avait pas osé faire M. le duc Decazes, M. Corbière l'a exécuté, à l'instigation de deux partisans de son prédécesseur.

En sa qualité de président du conseil-général du département du Cantal, M. Croizet a assisté au sacre du roi. Il avait d'abord entrepris de faire à pied le voyage de Paris à Reims, à cause de la cherté des voitures publiques, et il s'était déjà rendu à Saint-Denis; mais ses forces ont trahi son courage, et il a été obligé de monter *en lapin* sur la diligence *l'Hirondelle*.

M. Croizet passe tous les soirs cinq heures au café Valois, à jouer aux dominos la tasse de moka, qui couronne son dîner. La *naïveté* de ses discours attire toujours autour de lui une foule de plaisans qui ne sont jamais rassasiés de l'entendre. Il dîne habituellement rue du Lycée, n° 34, à 14 sous par tête, et dîne à 32 sous, rue des Boucheries-

Saint-Honoré, chez Bourgaud. Quand il est de bonne humeur, il joint une demi-douzaine d'huîtres à son modeste repas.

M. Croizet était président du collège électoral d'Aurillac, qui l'a élu. Il avait pour concurrent **M. Guitard**, ancien député, et bâtonnier des avocats, homme de beaucoup d'esprit, qui est un peu plus libéral que lui.

Nos lecteurs ne nous pardonneraient pas, si nous taisions l'âge et le costume de **M. Croizet**. Cet honorable représentant des montagnes du Cantal a soixante-quatorze ans; il peut avoir cinq pieds huit pouces; sa tête est trop petite pour son corps; il la couvre d'une perruque blonde très-mal peignée et encore plus mal placée; sa figure, large d'en haut, fort rétrécie d'en bas, est presque entièrement couverte par son nez; ses traits sont sans noblesse, sans expression; ses yeux sont ternes, et on croirait qu'il n'y voit pas; ses bras sont d'une longueur démesurée, et terminés par des mains fort larges dont les doigts sont armés d'ongles redoutables. Il porte éternellement un bâton de quatre pieds de longueur, qui le fait ressembler à **Jocko forieux**. Ses habillemens sont toujours en désordre, et paraissent si peu destinés à sa taille, qu'on les suppose-

rait achetés à la friperie, si on ne savait que M. Croizet possède 20,000 francs de rente.

CROI-SOLRE [le prince de] (Somme), chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur, maréchal-de-camp, gendre du duc d'Havré, a été commissaire du roi pendant les cent-jours. Son dévouement égala les dangers qu'il eut à courir. Nommé commandant du département de la Somme, sa conduite et ses qualités ont commandé le vote des électeurs : amendemens, légères propositions, voix dans le tumulte, silence, vote, scrutin, rien n'a jamais effrayé l'éloquence de ce député; le sort l'a désigné pour assister au sacre du roi.

CRUSSOL [le duc de] (Gard), maréchal-de-camp, d'une ancienne famille connue pour son attachement et son dévouement à la famille des Bourbons; excellent militaire, ayant moins peur des boulets que des boules.

CUNY (Vosges). Les Vosges ont possédé pendant la révolution un sieur Cuny qui était de tous les clubs jacobins, qui portait le bonnet rouge, et qui persécutait les émigrés. Leur compensation actuelle est d'avoir produit une personne du même nom, qui est tout l'opposé de son homonyme. M. Cuny,

procureur du roi à Epinal, issu d'une famille très-obscur, et député de l'arrondissement qu'il surveille en sa qualité de chef du parquet, a parlé plusieurs fois à la Chambre en faveur des émigrés. Il a monté aussi à la tribune, toutes les fois qu'il s'est agi de sel gemme, quoiqu'il n'en mette guère dans ses discours. Ce député a l'accent bas-lorrain, il a cinquante-six ans environ, sa taille est moyenne, il est maigre et fort laid. Nous n'avons pas besoin d'ajouter qu'il a reçu la croix d'honneur, et qu'il est ministériel.

CURZAY [de] (Vienne), chevalier de la Légion-d'Honneur, préfet de la Vendée, maître des requêtes, a obtenu les suffrages de deux départemens, qui tour à tour l'ont envoyé à la Chambre des députés. Il fut remplacé dans la préfecture des Deux-Sèvres par le *berger impérial*, M. Poyféré de Cère. Il écrivit à cette occasion au ministre de l'intérieur une lettre pleine de force et de dignité. Une révolution ministérielle l'a fait préfet de la Vendée; il y manœuvra à l'époque des élections de 1823. On fait quelque cas à la Chambre de ses connaissances administratives. Son expérience est utile; ses conseils sont bons, et souvent suivis. Dans la séance du 20 janvier 1825, on a entendu M. de Curzay faire

un rapport très-plaisant sur la pétition d'un Français qui proposait une taxe sur les chiens de luxe , et un impôt de 15 francs sur les pigeonniers et colombiers. M. de Curzay est indépendant comme peut l'être un préfet qui veut garder sa place. Il n'est pas éloquent , aussi ne parle-t-il guère qu'une fois en deux ans. C'est encore un député qui défend à la Chambre les intérêts de sa fortune.

D

DARTIG AUX (Basses-Pyrénées). Avocat au commencement de la révolution, il en embrassa les principes. Sous le Directoire, il remplit les fonctions de commissaire du gouvernement près le tribunal civil de l'arrondissement d'Oleron, lieu de sa naissance. Confirmé dans les mêmes fonctions par les consuls, il fut bientôt après, sous l'empire, nommé procureur-général impérial près la Cour de Pau, et conserva sa place après la première restauration; mais, élu représentant pendant les cent-jours, et ayant prononcé devant la Cour un véhément discours contre la famille des Bourbons, il fut destitué au second retour du roi, et mis en surveillance par les autorités

royalistes. Il est parvenu, sous le minist Decazes, à se faire réintégrer dans sa pl de procureur-général près la Cour roya et la même année il fut nommé député département des Basses-Pyrénées. Il vot la Chambre pour l'amendement Boin, d la discussion de la loi des élections. M. D artigaux est trop habitué à accommoder conscience aux circonstances, pour n'é pas un des fidèles du ministère Villèle, un complaisant de M. de Peyronnet. Il voté pour toutes les lois présentées par ministère depuis quatre ans, et est prêt voter pour toutes celles qu'il proposera Chambres. Aussi a-t-il été nommé offic de la Légion-d'Honneur, et son fils Adolp a été nommé substitut du procureur du à Mont-de-Marsan.

M. Dartigaux a cinquante-cinq à cinquar six ans; une taille moyenne, une figure grate, une nullité importante, une esp de réputation de province qui s'est perdu Paris. Il a été réélu en 1824 par l'arron sement de Pau.

DAVAYÉ (Saône-et-Loire). M. Dav est un ancien royaliste qui a subi l'exil l'émigration, et qui s'est distingué dans rangs de l'armée de Condé. Cet honora

député est maintenant maire de la ville de Mâcon, où il est chéri de tous ses administrés.

Si quelques doutes se sont élevés sur l'indépendance des votes de M. Davayé, ce ne sont point ses intentions qu'on accusera ; mais il peut être facilement séduit et égaré. Sa franchise et sa bonhomie même sont autant de pièges contre lui. On peut tromper sa bonne foi, et l'entraîner vers le centre, en abusant, pour l'attirer, de sa vieille fidélité royaliste ; mais M. Davayé a passé six mois loin des ministres ; il a vu par lui-même, et dans son département, les résultats de leur administration : la vérité a trop vivement frappé ses yeux pour qu'il puisse encore la méconnaître.

DAVELUY-BELLANCOURT (Somme).

Quoique ce président du tribunal de commerce d'Amiens ait une tendance vers la gauche, on ne peut lui contester d'excellentes intentions. Quoiqu'il vote quelquefois avec les ministres, on ne peut pas non plus dire qu'il soit leur complaisant. Enfin, quoiqu'il n'ait jamais paru à la tribune que pour déposer sa boule dans l'urne, on ne peut lui refuser des connaissances et quelque facilité d'élocution.

DELAAGE (Charente - Inférieure), chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur, colonel du génie.

Ce député monte rarement à la tribune : il a présenté, dans les deux dernières sessions, quelques amendemens dont aucun n'a été adopté. Dans la séance du 1^{er} juillet 1824, il a demandé un congé qu'il n'a obtenu qu'à une très-faible majorité. C'est un ministériel timide.

DELAURO (Aveyron). Ce député de l'Aveyron est un homme de bien peu connu ; mais il ne ressemble pas à plusieurs de ses collègues, qui ont voulu faire servir leur obscurité comme de voile à leur servilité et à leur ministérielisme. M. Delauro jouit d'une grande réputation dans son département ; et l'on ne doute pas qu'il ne fût plus connu, et encore mieux apprécié, s'il pouvait amener avec lui toute sa province à Paris.

DELHORME [baron] (Rhône), premier président de la Cour royale de Caen. Sa qualité de fonctionnaire public pourrait jeter des soupçons sur l'entière liberté de ses votes ; mais on sait que M. Delhorme, pour montrer qu'il est libre, et qu'il peut se passer du ministère, a fait vendre son mobilier à Lyon. Il n'y a que ses créanciers qui l'accusent

d'être trop indépendant, et ils lui ont proposé de demander, pour lui et pour eux, une place au ministère.

M. Delhorme a combattu, dans la session de 1825, un amendement de M. Leroy, relatif à la loi de réduction. Il a été fortement d'avis qu'on devait réduire les rentiers.

DELPIT (Dordogne). A la mort de M. Maine de Biran, député de l'arrondissement de Bergerac, le ministère fit tous ses efforts pour empêcher que ce collègue ne lui donnât pour successeur l'éloquent M. de Lalot, dont il redoute le talent supérieur. Il favorisa donc l'élection de M. Delpit, président de chambre à la Cour royale de Bordeaux, et M. Delpit fut nommé en 1824. A son arrivée à la Chambre, le concurrent de M. de Lalot fut reçu un peu froidement par les royalistes; mais quand ils connurent ses sentimens secrets, et combien il avait été étranger aux manœuvres du ministère, ils le reçurent avec joie dans leurs rangs.

M. Delpit s'est montré pendant la dernière session l'ennemi constant des projets de loi de M. de Villèle, et les a combattus par ses discours aussi bien que de son vote.

DESBASSAYNS DE RICHEMONT [le

baron] (Meuse). Si, comme on nous l'assure, ce député est le Desbassayns qui a été inspecteur des établissemens français dans l'Inde, il est le fils ou le petit-fils d'un artisan nommé *Panon*, qui n'était pas allé à l'île de Bourbon pour changer d'air. Panon, premier du nom, était apparemment un ouvrier laborieux, intelligent, économe; ou bien il passa quelques marchés avec le gouvernement, car il fit une espèce de fortune, et, comme tous les parvenus des colonies, il eut l'ambition de devenir propriétaire d'habitations ou plantations. Sur celle que Panon acheta, se trouvaient trois petites mares d'eau qu'il appelait *des bassins*. Du temps de Molière, les bourgeois dont l'enclos était entouré d'un fossé bourbeux, se faisaient appeler *de l'Île*. Le nom de Panon, qui ne se perdait point dans la nuit des temps, se perdit dans les bassins de l'habitation. Le baron dont nous esquissons la biographie, voulant donner à croire que *Des bassins* était son nom de famille, y ajouta celui de *Richemont*, d'un petit morne ou monticule qui se trouvait aussi sur la propriété rurale des Panon.

Si le baron reçut une éducation libérale, comme tous les enfans des créoles riches, il

faut qu'il ait eu un précepteur hibernois, car il a l'esprit subtil et faux.

M. de Villèle, son beau-frère, élève du corps de la marine au commencement de la révolution, s'était embarqué avec M. de Saint-Félix, son parent, qui avait le commandement de la station navale des îles de France et de Bourbon. Quand les révolutionnaires le forcèrent à le quitter, M. de Villèle se plaça en qualité d'économe sur l'habitation Panon. Ceux qui ont connu M. le président du conseil dans sa jeunesse, disent que, quand il voulait plaire, il était difficile de lui résister; et M^{lle} Panon s'attacha tendrement à M. de Villèle.

On aurait tort d'attribuer à ce mariage le commencement de la fortune politique de M. Desbassayns. Dès 1814, ce baron a été employé à des missions diplomatiques. Il avait fait à Londres un séjour forcé pendant la révolution. Ayant été pris par les Anglais, en revenant de Bourbon, le gouvernement se mit en tête que le prisonnier pouvait être un homme dangereux, et il reçut une invitation polie de sortir du royaume-uni. Ses opinions politiques furent le prétexte de cette invitation, dont fut chargé un messenger d'Etat, afin de montrer des égards au

futur baron, qui quitta *Bath-Hotel, Leicester-Square*, avec M^{re} Desbassayns, femme de beaucoup d'esprit, bonne, aimable, très-belle, et que l'on a pu remarquer pendant les cent-jours, plus encore pour sa beauté que pour le bouquet de violettes que M. Desbassayns exigeait qu'elle portât, de peur qu'elle ne fût insultée par les partisans du *père la Violette*.

Il suffit qu'un homme ait du mérite, qu'il obtienne des places, qu'il fasse fortune, pour que l'on empoisonne les actions les plus simples, et qui ont les motifs les plus purs. On a publié que M. Desbassayns n'avait remis qu'en 1814 une miniature dont un auguste personnage l'avait chargé quand il quitta Londres pour revenir en France. Quand cela serait, n'est-il pas plus chrétien de croire qu'il a différé la remise du portrait pour ne pas compromettre la personne à laquelle il était destiné? Le prince de T^{***} en jugea ainsi, puisqu'en 1814 il chargea M. Desbassayns de prendre avec la Compagnie des Indes anglaises des arrangements pour la vente des sels et de l'opium. Sensible à la politesse avec laquelle on avait exécuté l'*alien-bill* à son égard, le commissaire Desbassayns fit un arrangement par lequel la Compagnie an-

glaise gagnait quatre millions de francs par an. Les amis du duc de Choiseul disaient qu'en cédant le Canada aux Anglais, ce ministre préparait la séparation des colonies américaines de la mère-patrie ; les amis du baron Panon assurent que l'arrangement qu'il a fait avec la Compagnie des Indes anglaises, accélérera la chute de la puissance anglaise dans l'Inde.

Quoi qu'il en soit, M. Desbassayns fut nommé commissaire-général ordonnateur à l'île de Bourbon, contre la lettre de l'édit du roi, de 1749, qui défend de nommer à aucune fonction administrative, dans les colonies, un homme qui y serait né. La conduite de M. Desbassayns à l'île de Bourbon a montré combien cet édit était sage. On l'accusa d'avoir porté atteinte à l'indépendance des tribunaux. Des débats scandaleux s'élevèrent entre le procureur-général Gilbert-Boucher et le sieur Desbassayns : celui-ci, protégé par le ministère d'alors, parvint à faire rappeler M. Boucher. Un jeune conseiller, M. Sully-Brunet, qui s'était rangé du parti du procureur-général, fut destitué. Le sieur Desbassayns affectait, dans ses rapports avec les créoles, la morgue d'un baron allemand. Les jours d'audience, il était invi-

sible ; tantôt il était dans le bain, tantôt il avait mal à la tête. Il a fait tout son possible pour faire croire qu'il avait de l'orgueil, mais les gens de couleur mêmes ne l'ont accusé que de vanité.

Il a fait sur les eaux-de-vie de cannes (*arracks*), une ordonnance en 150 articles, à laquelle on ne peut reprocher que d'être embrouillée et inexécutable. Elle a ruiné les petits sucriers, qui prétendaient que les parens de M. Desbassayns, riches sucriers, en profitaient seuls. La haine contre lui fut portée au point qu'il écrivit au ministre que sa vie était en danger, parce qu'il y avait des fusils à vent dans le pays, et qu'un commissaire-général ordonnateur pouvait fort bien être tué dans son cabinet avec cette arme perfide. La vie de M. Panon Desbassayns était trop précieuse pour la laisser exposée aux fusils à vent de ses administrés. On le retira donc de Bourbon, pour le nommer inspecteur des établissemens français dans l'Inde. Au moment de s'embarquer pour Pondichéry, ses malles furent arrêtées à la douane, et il fut forcé de renoncer à emporter une somme considérable en or, qu'il destinait sans doute à des opérations commerciales utiles à la mère-patrie.

Il avait été nommé *in petto* directeur-général des colonies ; mais deux articles insérés dans *le Drapeau blanc* (dans les premiers mois de 1823), suspendirent l'effet de la bonne volonté que l'on avait pour lui. Il fallut lui frayer une nouvelle route pour arriver au département de la marine. On le fit nommer député. Une fois fixé sur les bancs du centre de la Chambre élective, on l'a nommé membre du conseil de marine chargé d'assister le ministre qui a la direction de nos citadelles flottantes sur toutes les mers connues. On assure que l'Angleterre tremble pour ses établissemens dans l'Inde, depuis la nomination de M. le baron Panon Desbassayns de Richemont ; et quand on a su à Londres que M. Panon Desbassayns, second du nom, se rendait par terre dans l'Inde, le ministère anglais a pris la détermination d'ajouter un second bataillon à tous les régimens d'infanterie qui sont dans la presqu'île, et de créer trois régimens de dragons dans le même but.

Aux talens d'un homme d'Etat, M. le baron Panon Desbassayns joint les qualités des anciens preux. Le général Bouvet disait que le baron serait brave comme son épée, s'il se décidait jamais à la tirer.

Ce général, qui était remplacé dans ses fonctions de gouverneur par M. Desbassayns, eut avec ce dernier des différends scandaleux pour la remise de ses pouvoirs. Les diatribes verbales, les mensonges les plus odieux furent répandus dans toute la colonie contre un brave et loyal général qui l'avait maintenue et conservée au roi, même dans les cent-jours., et qui avait forcé les Anglais à renoncer à sa conquête, par sa fermeté, son courage et les dispositions imposantes qu'il fit pour empêcher leur débarquement.

M. Desbassayns fut capturé en 1823 par les troupes espagnoles constitutionnelles, et conduit à la Corogne; mais il fut promptement mis en liberté, lorsqu'on connut sa parenté avec M. de Villèle, qui certes était bien innocent de la guerre déclarée aux géôliers de Ferdinand. Cette capture n'était peut-être même qu'une petite ruse diplomatique.

DESCORDES (Charente), premier président de la Cour royale de Poitiers, chevalier de la Légion - d'Honneur. Le ministère exploite les élections en faveur de ses candidats, cela s'est vu; les élus exploitent le ministère pour eux et leur famille, cela se voit tous les jours : c'est donc par la Chambre

des députés qu'on arrive aux places et à la fortune ; parfaitement raisonné, n'est-il pas vrai, M. Descordes ? Vous étiez convaincu de cette grande vérité, quand vous vous présentâtes aux élections de la Charente, et quand, pour réussir plus sûrement, on fit circuler, au moment du scrutin, que votre antagoniste, depuis votre collègue, M. de Montleau, renonçait à la candidature. La chose paraissait vraisemblable ; on savait que vous étiez le voisin et l'ami de M. de Montleau, les voix qui auraient été partagées se réunirent, et le département de la Charente eut le bonheur d'être représenté par vous : grand bien lui fasse !

Ce ne fut, il est vrai, que pour une session ; mais une session suffit pour voir et revoir les ministres, connaître le fort et le faible des comités secrets ; le temps fut très-bien employé ; et de nouveau candidat, mais cette fois candidat ministériel, M. Descordes fut encore appelé à la Chambre. Dire ce qu'il y fit est chose assez difficile : Dieu nous pardonne, nous n'en savons rien. Nous avons consulté *le Moniteur* : pas de discours ; nous avons parcouru tous les ministères ; nous avons bien appris qu'un député de la Charente, précédé d'une certaine dame de J.,

avait fait nombre et nombre de visites ; mais nous n'avons pu obtenir aucun éclaircissement sur la nomination de M. Descordes à la place de premier président de la Cour royale de Poitiers. Avant d'obtenir cette dignité, ~~M.~~ Descordes était probablement président de chambre ? non ; conseiller ? non ; juge ? non. On s'y perd : eh bien ! il était conseiller de préfecture. Le saut est beau ! Occupés à rechercher les causes d'un avancement si prompt, nous nous sommes imaginé que ses qualités morales lui avaient valu cette faveur (car les ministres sont forts pour la morale). Nous avons écrit à Angoulême : les gens de ce pays ont bien *mauvaise langue* !

DESPERIERS [le chevalier] (Landes), est officier des gardes-du-corps, compagnie de Grammont. Cet honorable député jouit de la réputation méritée d'un excellent militaire ; il se distingue par sa bravoure et par son dévouement. Il est chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'honneur.

DEVAUX (Cher). M. Devaux a été président du tribunal révolutionnaire de sa ville natale ; mais aucun des actes de son pouvoir, dit-on, n'est devenu un sujet de reproche, et on prétend qu'il n'usa de l'autorité de sa place que pour sauver plusieurs

victimes. Procureur¹-syndic à Châteauroux avant la révolution, il a été depuis commissaire du Directoire près l'administration de cette ville, et commissaire-général près l'administration centrale de l'Indre. Après le 18 brumaire, M. Devaux renonça aux emplois publics, pour se livrer entièrement à son goût pour le barreau; il s'établit près la Cour impériale de Bourges, et y obtint de brillans succès, qui furent annoncés à toute la France par la voie des journaux et le *Recueil des causes célèbres* de Méjean. Il a même plaidé, à différentes fois, contre MM. Blaque, Bonnet et Dupin, célèbres avocats de Paris. En 1815, il occupa la place de maire de Bourges, qu'il ne garda que pendant les cent-jours, et dont il donna sa démission au retour du roi.

Élu député en 1817 par le département du Cher, il a soutenu à la Chambre des doctrines libérales. Dans la séance du 25 avril 1820, il appuya le renvoi au président du conseil des ministres de la pétition de M. Madier-Montjau, et il prononça un discours très-révolutionnaire pour le développement des principes du conseiller nîmois. Réélu en 1824, malgré tous les efforts du ministère, par le collège électoral de Saint-Amand, M. Devaux n'a

laissé échapper aucune occasion de combattre et les ministres et les royalistes.

Cet avocat-député est de moyenne taille ; il a cinquante-huit ans, il porte les cheveux poudrés, la tête penchée. L'expression de sa figure est une tristesse profonde ; son maintien est lourd et sans grâce, son débit ressemble à celui de l'Intimé, dans la comédie des *Plaideurs*.

DONNADIEU [le vicomte] (Bouches-du-Rhône). M. Gabriel Donnadiou est né à Nîmes, le 11 décembre 1777, d'une famille protestante. Il fit ses premières armes sous les ordres du général Moreau, en qualité d'officier de dragons, et il se distingua à l'armée du Rhin, aux attaques des 14 et 15 juillet. Il fut blessé à Haslach, à la tête d'un détachement du 8^e régiment de hussards. Parvenu au grade de chef d'escadron, il s'attira la haine de Buonaparte par ses discours républicains et ses démonstrations d'attachement à la cause de Moreau. Arrêté et renfermé au Temple, il fut ensuite conduit au château de Lourdes, dans le département des Hautes-Pyrénées, où il resta plusieurs années. Quelques compagnons d'armes du commandant Donnadiou parvinrent à détromper Buonaparte sur son compte. Il fut rendu à

la liberté, remis en activité, envoyé à l'armée des côtes de Brest, et nommé colonel du 47^e régiment d'infanterie de ligne, à la tête duquel il fit la campagne de 1809. Le 6 août 1811, il fut élevé au rang de général de brigade, et employé en Russie l'année suivante. Il se distingua par sa valeur et son intrépidité pendant la durée de cette campagne. A son retour, il fut de nouveau arrêté, traduit devant un conseil de guerre, et privé de tous ses emplois. Envoyé à Tours, il y resta sous la surveillance de la haute police, jusqu'à l'époque du rétablissement des Bourbons.

Le roi le nomma, en 1814, commandant du département d'Indre-et-Loire; il resta fidèle à ses sermens après l'invasion de Buonaparte. Abandonné par ses troupes, il se rendit à Bordeaux auprès de MADAME, duchesse d'Angoulême, et de là à Gand, où Louis XVIII récompensa sa fidélité en le nommant lieutenant-général. Chargé, après la seconde restauration, du commandement militaire de la 7^e division, il sauva la France des horreurs de la guerre civile, et dissipa des attroupemens de paysans révoltés aux environs de Grenoble. Le roi lui conféra le titre de *vicomte*, et le décora de la croix de comman-

deur de Saint-Louis, en témoignage de sa satisfaction. Attaqué dans un libelle composé par un nommé *Rey*, avocat de Grenoble, le général Donnadiou prit pour défenseur M. Berryer fils, et obtint la condamnation de son calomniateur.

M. le général Donnadiou ayant déplu à M. Decazes, on lui retira le commandement de la 7^e division. Peu après, il fut impliqué dans un projet attribué au général Canuel pour le renversement des ministres, et il subit à cette occasion une captivité de six semaines. Elu député, en 1820, par l'arrondissement d'Arles, il manifesta la haine la plus violente contre le ministère, et plusieurs fois M. Ravez crut devoir lui ôter la parole. Il a été réélu, en 1824, par le même collège d'Arles, dont il était président. Dans la dernière session, on prétend que M. de Villèle a acheté son silence de la promesse d'une pairie; mais nous ne pouvons ajouter foi à un semblable bruit. Si M. Donnadiou a gardé le silence pendant la session de 1824, c'est afin de rassembler tous ses moyens pour produire plus d'effet dans celle qui vient de s'ouvrir. Il ne peut trahir les royalistes, en se rangeant sous les bannières de leurs ennemis. M. le vicomte Donnadiou commande la

4^e division, et a établi son quartier-général à Tours. Il est grand'-croix de la Légion-d'Honneur.

M. Donnadieu a cinq pieds neuf pouces, il est fortement constitué; sa tête est remarquable par sa chevelure et de gros favoris noirs; son teint est basané; l'ensemble de sa figure offre peu de dignité, et il y a même dans ses traits quelque chose de repoussant qu'on ne peut trop définir; sa conversation, quoique fort animée, est fatigante pour les interlocuteurs, par les *hum! hum!* continuels dont il l'assaisonne. Ce général ne boit que de l'eau.

DORIA [marquis de] (Saône-et-Loire). M. le marquis de Doria est Bourguignon. Le département de Saône-et-Loire le choisit en 1815 pour son député, et depuis il a toujours été réélu. En 1816, lors de la discussion du projet de loi sur les élections, il demanda qu'à l'avenir les députés ne reçussent ni traitement ni indemnité, et sa proposition fut adoptée. En 1815, il avait été membre de la commission chargée de présenter le projet de loi relatif aux journaux. En 1820, il a voté pour la nouvelle loi d'élections. Son influence n'est pas douteuse dans le département de Saône-et-Loire, et il la doit autant à ses

grands biens qu'à son caractère personnel ; on ne peut que regretter que cet homme vertueux et désintéressé fasse tous ses efforts pour soutenir un ministère repoussé par tous les partis, et surtout par les royalistes. M. de Doria est membre du conseil-général du département de Saône-et-Loire, chevalier de Saint-Louis, de la Légion-d'Honneur et de Malte. Il a présidé le collège électoral de Mâcon aux dernières élections.

DROUILHET DE SIGALAS (Lot-et-Garonne). On dit que ce député mange, boit, loge, dort et vote avec M. d'Auberjon, son collègue, qui mange, boit, loge, dort et vote pour le ministère. M. Drouilhet a bien d'autres titres encore à la réputation d'indépendant : il est l'ami de M. de Marcellus, ce qui pourrait seulement prouver qu'il aime l'ail ; mais il est, de plus, le confident de M. le garde des sceaux ; charge qu'il partage avec beaucoup de monde. Il fait toujours le royaliste ; il l'a été ; on ne sait pas s'il l'est encore. Il a envie d'être préfet ; il est attaché à la chambre des comptes. C'est un homme, au reste, dont les ministres paraissent être parfaitement sûrs. Il se croit obligé de rendre compte à M. de Peyronnet de toutes ses boules, en retour

sans doute de ce que M. de Peyronnet lui rend compte de tous les vers qu'il fait.

Tout cela n'empêche pas M. Drouilhet de Sigalas de se dire indépendant quand il est dans son département. De loin il crie contre le ministère; mais quand il arrive à Paris, il dépose son indépendance à la barrière, au bureau de l'octroi, comme marchandise de contrebande.

M. Drouilhet a obtenu la décoration de la Légion-d'Honneur en 1824; en 1825 il a été nommé vicomte à l'occasion du sacre. On dit que, malgré tous ces avantages, il manque quelque chose au bonheur de M. Drouilhet de Sigalas, et que la moitié de son nom qui lui appartient le mieux est précisément celle qu'il affectionne le moins.

DUBAY [baron] (Ardèche). M. Dubay est conseiller de la préfecture de l'Ardèche, chevalier de la Légion-d'Honneur, et député de l'arrondissement de Tournon, dont il présidait le collège électoral en 1824. C'est en 1821 qu'il fut honoré pour la première fois des suffrages de ses concitoyens, qui, en le nommant, ont augmenté le nombre des automates de la Chambre. Ce député est protestant. Il a la singulière manie de contrevenir aux défenses du président, et d'aller

garder des places dans les tribunes pour ses connaissances intimes; ce qui déjà lui a valu plus d'une mortification de la part de ceux qui arrivaient avec des billets donnés par ses collègues, et qui ne trouvaient plus que des places occupées par les gants, le chapeau et la personne de l'insignifiant député de l'Ardèche.

DUBOTDERU [comte] (Morbihan). Ce saint-Christophe morbihannais a siégé comme député à la Chambre de 1815, où il vota avec la majorité. Il parla pour le projet de loi d'amnistie amendé par la commission. Il cessa ses fonctions législatives en 1816, et n'a été réélu par le département du Morbihan qu'en 1820. En 1824, il présida le collège électoral de Pontivy, qui le choisit pour le représenter. Chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur et membre du conseil-général de son département, dont il est un des plus riches propriétaires, M. le comte Dubotderu, chez qui les qualités physiques se sont développées aux dépens des facultés intellectuelles, est nécessairement ministériel. Il a une grande vénération pour les talens de M. de Corbière; et pendant la durée des élections, il fatigue son atelage à se faire traîner de la rue Neuve des Petits-Champs

à celle de Grenelle Saint-Germain. M. le comte Dubotderu, quoique logé à l'hôtel de *Vendôme*, n'est pas un héros ; il a cependant fait la mauvaise tête auprès de M. Casimir Périer.

La devise *nec pluribus impar* convient parfaitement à M. Dubotderu, si ce que l'on raconte de ses exploits à la Chambre de 1815 est vrai. Ce député avait, dit-on, trouvé un moyen infailible de faire voter comme lui les deux collègues entre lesquels il était placé, et qui ne partageaient pas ses opinions. Lorsque la Chambre prononçait par assis et par levé, il étendait de droite et de gauche ses énormes bras, et, suivant les circonstances, forçait ses deux voisins à se tenir debout, ou les tenait fixés sur leur banc. Nous recommandons ce moyen à l'attention des ministres, pour la session qui vient de s'ouvrir.

DUBOURG [le chevalier Armand] (Haute-Garonne). « Lorsque nous avons quitté nos
« départemens pour remplir l'honorable mis-
« sion dont nous sommes chargés, entourés
« par nos concitoyens, ils nous ont rendus
« les dépositaires de leurs souffrances et de
« leurs vœux ; nous croirions trahir nos de-
« voirs en n'appelant pas de toutes nos for-
« ces l'attention du gouvernement sur les

« souffrances de l'agriculture. Vous le con-
 « naissez tous, messieurs, ce vœu du bon
 « roi Henri IV, qui est sûrement dans le
 « cœur de son illustre descendant : *Je vou-*
 « *drais*, disait-il, *qu'il n'y eût point de labou-*
 « *reur dans mon royaume qui n'eût moyen de*
 « *mettre la poule au pot*. Ce vœu est bien loin
 « de se réaliser; car, dans l'état actuel, la
 « poule au pot serait le partage exclusif des
 « fonctionnaires publics. »

.

« Mais on m'objectera que, pour réduire
 « les impôts, il faut d'abord réduire les dé-
 « penses; et c'est là que se présente une
 « difficulté telle qu'aucun ministre encore
 « n'a pu la surmonter. Je dois cependant le
 « dire ici : *Le ministre des finances montre*
 « *une tendance à l'économie qui trouve peu*
 « *d'imitateur*. Cette puissance des intérêts ac-
 « quis est si forte, que toute la bonne vo-
 « lonté des ministres vient échouer sans
 « fruit contre ce rocher. Les titulaires des
 « places les regardent comme des apanages
 « de famille; et si l'on voulait retrancher à cer-
 « tains fonctionnaires, qui absorbent déjà le
 « revenu de plusieurs communes de la France,
 « une indemnité que l'on ajoute à leur trai-
 « tement, sans préjudice de l'éclairage et du

« chauffage, ils se récrieraient contre la bar-
« barie et la parcimonie de ce projet.

« En parcourant les divers ministères, on
« trouvera dans celui de la justice des petits
« tribunaux ayant à peine de quoi exister,
« et qu'il serait peut-être plus sage de sup-
« primer, et de hautes Cours trop rétri-
« buées.

« A l'intérieur, des fonctionnaires placés
« dans les sommités ou groupés dans la ca-
« pitale, et absorbant des sommes énormes.

« A la guerre, des états-majors trop nom-
« breux, et hors de proportion avec l'ar-
« mée; des places sans fonctions, telles que
« celles de gouverneurs de division, que nos
« bons voisins ne manqueraient pas d'appe-
« ler des *sinecures*.

• • • • •
« Je n'aurais rempli ma tâche qu'à demi,
« si, tout en signalant le bien qu'on doit
« opérer, je n'en avais présenté les moyens.
« Je commence d'abord par annoncer que
« je ne demande rien au présent; que les
« fonctionnaires publics se rassurent, mon
« projet les laissera jouir paisiblement de
« leurs traitemens : c'est seulement sur l'a-
« venir que je demande des réductions, etc. »

« Ce discours, prononcé par M. Dubourg-

dans la discussion du budget, en 1825, caractérise parfaitement cet honorable député. On voit qu'il allie la fermeté aux concessions, et qu'il a trouvé le moyen de concilier ce qu'il doit à son compatriote M. de Villèle, avec les devoirs de son mandat; cependant nous voyons avec peine la balance pencher du côté des places et des dîners.

DUBRUEL (Aveyron), magistrat, membre du Conseil des Cinq-Cents, proviseur du lycée de Marseille, et plus tard du lycée de Versailles. M. Dubruel s'est constamment montré le défenseur des opprimés, l'avocat des malheureux, et l'impitoyable ennemi de l'injustice et de la tyrannie. Au Conseil des Cinq-Cents, il couvrit toujours d'un toit protecteur les prêtres et les émigrés. Fidèle à la cause sacrée des Bourbons, il refusa pendant les cent-jours de soumettre le lycée de Marseille, qu'il dirigeait, à l'ordre que le général Verdier lui donna de reconnaître l'usurpateur. Louis XVIII récompensa M. Dubruel, en lui accordant des lettres de noblesse et la décoration de la Légion-d'Honneur. Le département de l'Aveyron l'envoya en 1816 à la Chambre des députés.

M. Dubruel est maintenant au nombre des questeurs de la Chambre. Quelques-uns de ses

amis craignent que cette nouvelle fonction dont il est investi, ne soit de nature à faire courir quelque risque à son indépendance. Dans les salons, M. Dubruel parle et vote constamment contre les ministres : sans doute cet honorable député, quand il vient à la Chambre, n'oublie pas ce qu'il a dit dans le monde : toutefois, on est affligé de voir qu'un homme qui parle si bien lorsqu'il est hors de l'assemblée, ne parle pas du tout quand il est dedans.

DUCASSE DE HORGUES (Hautes-Pyrénées). M. Ducasse est secrétaire-général de la préfecture de son département. Il y a des gens qui prétendent que les discours de M. Ducasse sentent un peu la *casse*. On en pensera ce qu'on voudra. Voici, dans tous les cas, le fragment d'un discours que ce député a prononcé à la Chambre contre ceux qui demandaient la suppression, pour cause d'économie, de l'Ecole de déclamation. Jamais on n'a fait plus dignement l'éloge de l'Opéra ; et l'on s'étonne que M. le directeur-général des beaux-arts n'ait pas encore jeté les yeux sur M. Ducasse, pour en faire le secrétaire *moral* et général de son département. M. Ducasse disait donc :
 « Ce sont les hommes les plus religieux qui

« ont fondé et constamment soutenu l'Opéra.
 « Les cardinaux Richelieu et Mazarin ont in-
 « troduit ce genre en France. L'abbé Perrier
 « fut le premier qui, en 1669, obtint de
 « Louis XIV le privilège d'établir l'Opéra à
 « Paris. Il fut décidé que les gentilshommes
 « pourraient exercer les fonctions de dan-
 « seurs, sans déroger.... Enfin, un jésuite a
 « composé le meilleur traité sur les ballets.
 « (On rit.) Cela est pourtant vrai, mes-
 « sieurs. »

Nous ne trouvons rien de plus beau après la définition du maître de danse de M. Jourdain.

DUCHESNAY (Sarte). M. Duchesnay est membre du conseil-général du département de la Sarthe, a cinquante ans, et habite ordinairement Mamers, dont l'arrondissement l'a élu député deux fois consécutives. Il a voté avec le ministère, excepté dans la discussion de la loi d'indemnité des émigrés, où il a pris une part active et digne d'un vrai royaliste.

DUDON [baron] (Ain). Dans un temps où peu de personnes conservaient leur indépendance, M. Dudon exerça les fonctions d'auditeur au conseil d'Etat, et fut un des séides du pouvoir impérial. En 1806, chargé

de porter à Buonaparte le travail du conseil d'Etat et des ministres, il se laissa escamoter son porte-feuille, ce qui le rendit l'objet des railleries de toute la nouvelle cour. Il fut chargé de diverses missions dans les provinces conquises, et principalement en Espagne, ce qui ne fut pas inutile à sa fortune. A son retour, il fut créé maître des requêtes, procureur-général du conseil du sceau des titres, et obtint le titre de *baron*.

M. Dudon a été inaperçu pendant la durée de la première restauration et des cent-jours. Le 24 août 1815, le roi le nomma conseiller d'Etat, et le 24 août suivant, il fut nommé membre de la commission chargée d'allouer et de vérifier l'Etat des sommes payées par suite de la convention du 20 novembre précédent. M. Dudon remplit fort mal cette mission de confiance, et fut généralement désapprouvé. Le 23 décembre 1816, il présenta à la Chambre des députés le projet de loi sur le budget de 1816. En 1818, M. Dudon fut mis en service extraordinaire, et n'a été remis en service ordinaire que depuis qu'il est député, et par M. de Peyronnet, qui l'a placé au comité du contentieux.

Nommé, en décembre 1820, député du

Choisi de nouveau pour questeur de la Chambre, il y a joint les places lucratives de bibliothécaire du ministère de l'intérieur et de membre de la commission d'indemnité due aux émigrés. Il a aussi obtenu la croix d'officier de la Légion-d'Honneur. On croit que M. Dufougeray a tout pouvoir sur l'esprit de M. Corbière, et qu'il partage avec M. Gaudiche le monopole de la distribution des loges de spectacle de Son Excellence.

DUGAS DESVARENNES (Loire). C'est un riche propriétaire; il passe pour être ministériel, un peu par faiblesse, un peu par amour du repos. M. Dugas Desvarennes s'est vu avec peine arraché du sein de ses propriétés. Il n'aime pas la Chambre; il trouve qu'on y fait trop de bruit, et n'y va qu'à son corps défendant; si cela se pouvait, il enverrait sa boule par un commissionnaire.

DUHAMEL DE FOUGEROUX (Loiret). M. Duhamel est juge honoraire. Cet honorable député a proposé, dans le cours de la session de 1825, et à l'occasion de la discussion de la loi d'indemnité, un sous-amendement qui était presque anti-ministériel. A la séance du 1^{er} mars, M. Duhamel proposa d'insérer, à la place de l'article 2 de la loi d'indemnité, une disposition d'a-

près laquelle « la valeur qu'avaient, en 1790 :
 « les biens confisqués , serait rétablie , au-
 « tant que possible, par des documens au-
 « thentiques, etc.; mais en cas d'insuffisance,
 « ou faute desdits documens, il serait formé,
 « par les soins des préfets, une commission
 « composée des notables et anciens cultiva-
 « teurs du lieu, qui établiraient, par notoriété
 « publique, la valeur des biens vendus, telle
 « que cette valeur était notoire en 1790. »

M. Duhamel eut l'honneur de voir rejeter son amendement. *

DULYON [marquis] (Landes), chevalier de Saint-Louis, conseiller de préfecture.

On ne connaît de cet honorable député qu'un rapport sur un projet de loi tendant à l'aliénation de divers terrains destinés à construire à Paris de nouvelles casernes. La précision de sa rédaction fait regretter à la Chambre qu'il occupe aussi rarement la tribune. Placé derrière le banc ministériel, il attend avec beaucoup d'impatience l'heure du dîner, et on assure qu'il fait grand honneur aux festins des Excellences.

DUMAISNIEL DE LIERCOURT (Somme). M. Dumaisniel de Liercourt, député du département de la Somme, jouit de la réputation méritée d'homme de bien. Il

vote avec sa conscience : c'est dire qu'il vote habituellement contre le ministère. Il passe pour un homme qui a des idées fixes dans ses opinions, et qu'on ne pourrait faire dévier du sentier de l'équité et de la justice.

A ces qualités, le député de la Somme joint encore celle d'un esprit très-conciliant ; il a amené par la persuasion des personnes appartenant à des opinions contraires, à des transactions sur des questions fort délicates.

On attribue à quelque hésitation dans le caractère, la crainte qu'il éprouve quelquefois de se prononcer. Si, à l'exemple d'une coutume en usage chez certains peuples de la Grèce, la Chambre des députés tenait ses séances dans les ténèbres, nul doute que le vote de M. Dumaisniel ne fût toujours indépendant.

DUMARCHÉ (Ain). Il y a peu de chose à dire sur ce député de l'Ain ; il est ancien officier d'artillerie, et royaliste. Il vote sans doute lorsqu'il est à la Chambre ; mais comme il a peut-être la vue basse et l'oreille dure, il n'est pas toujours parfaitement au courant de la discussion. Dans le vote par assis et levé, il se lève quelquefois au lieu de rester assis, ou bien il reste assis au lieu de se lever. S'il y avait une vingtaine de membres

qui ressemblassent à M. Dumarché, il y aurait de quoi faire perdre la tête aux secrétaires et au président.

DUPARC [le comte] (Manche), chevalier de Saint-Louis, colonel. Sourd aux insinuations de parti, ce représentant vote et parle toujours selon son opinion, et ne se rend à celle des autres que quand on lui prouve qu'elle est bonne. C'est ainsi qu'on l'a vu parler contre la loi des indemnités, et pour celle des maisons religieuses, sans avoir égard à la volonté des ministres. M. le comte Duparc développe une foule d'amendemens, dont on a adopté quelques-uns, et fait tout pour conserver la confiance dont il est investi.

DUPERREUX [le baron] (Bas-Rhin), intendant militaire, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur. M. Duperreux a été nommé député lors du renouvellement intégral de la Chambre. Il n'est pas d'un grand secours au ministère, et n'est guère redoutable à l'opposition. On croit que les débats de l'affaire Ouvrard, dans lesquels les intendants militaires ont été rudement maltraités, ont disposé M. le baron Duperreux à l'indépendance.

DUPILLE (Oise). Plus d'une fois, dans le

cours de ce travail, nous avons quitté la plume avec un sentiment douloureux ; nous étions condamnés à blâmer des hommes qui, dans mille circonstances, ont donné les preuves les moins équivoques de dévouement à la cause que nous aimons tous. Ah ! qu'ils repoussent ceux qui s'efforcent de fasciner leurs yeux ; qu'ils consultent leur conscience, ce guide qui leur dicta tant de sacrifices ; comme le panache du Béarnais, elle les conduira toujours à l'honneur.

Nous ne parlerons ni des votes ni de la position de M. Dupille à la Chambre. Nous sommes heureux d'avoir à citer quelques passages du discours dans lequel il défendit si noblement la cause de ses anciens compagnons d'armes :

« Je m'adresserai, s'écria-t-il, à ces mêmes
 « adversaires qui ont adressé tant de repro-
 « ches aux émigrés ; je leur demanderai si,
 « à cette époque, les émigrés rentrés en
 « France étaient parvenus à vaincre les ré-
 « volutionnaires et la révolution, à épargner
 « à la France ces torrens de sang et de larmes
 « qui l'ont inondée, et à arracher Louis XVI
 « à ses bourreaux ; je leur demanderai, dis-
 « je, s'ils trouveraient que les émigrés ont
 « commis un crime, et agi en enfans déna-

« turés. Ils n'ont, dites-vous, commis qu'une
 « erreur : messieurs, leur erreur est de n'a-
 « voir pas été assez soutenus ; leur erreur est
 « de n'avoir pas réussi ; et cependant, après
 « une longue période d'événemens et de vi-
 « cissitudes, ne voyons-nous pas aujourd'hui
 « leurs efforts et leur zèle couronnés par le
 « succès ? Ne voyons-nous pas sur le trône
 « ce prince dont j'aperçois ici l'image ; ce
 « prince adoré, digne fils de soixante rois ?
 « Ne voyons-nous pas le Dieu que nous ado-
 « rons tous rétabli dans son temple ? Voilà
 « ce que demandaient les hommes que vous
 « accusez de crimes ou au moins d'erreurs.
 « De tels criminels, messieurs, ne le seront
 « jamais aux yeux des bons Français.

« Et puisqu'on vous a parlé de l'Espagne,
 « puisque nos adversaires, qui se connais-
 « sent apparemment en opérations mili-
 « taires, vous ont parlé de se former en
 « bataillon carré, vous ont entretenus de
 « cette guerre, ne sont-ce pas des Français
 « qui, réunis aux Espagnols fidèles, ont sous-
 « trait le roi légitime de ce pays, l'allié au-
 « guste de notre roi, au sort funeste dont
 « tout annonce qu'il était menacé, s'ils n'a-
 « vaient pas réussi à étouffer la révolte ? Ces
 « Espagnols sont-ils coupables ? Les Fran-

« çais qui les ont secondés sont-ils crimi-
 « nels? Non sans doute; ils n'ont fait que
 « donner à la gloire de leurs armes une il-
 « lustration nouvelle. Voilà ce que j'avais à ré-
 « pondre, messieurs, à tout ce qu'on n'a pas
 « craint de vous dire contre cette émigra-
 « tion généreuse, dévouée et fidèle, dont je
 « m'honore d'avoir partagé les dangers et les
 « malheurs. »

DUPLAN (Gers). M. Duplan est juge de paix de Samatan, canton de Lombez, département du Gers. On dit qu'il s'est trouvé un peu dépaycé, lorsque le vœu de ses concitoyens le fit passer tout à coup, et sans intermédiaire, du modeste siège de la justice de paix sur les bancs de la Chambre. Cependant, il s'est rassuré, mais il n'ose pas encore aborder la tribune; il a toujours peur qu'on n'oppose des *fins de non-recevoir* à ses discours, ou qu'on lui prouve qu'il n'est pas compétent, ou bien encore qu'un préopinant bourru, venant à le débusquer, ne lui fasse faire une *descente de lieux*; et la seule chose qui fait qu'il vote quelquefois pour M. de Villèle, c'est qu'il craint que ce ministre *le prenne à parti*. M. Duplan siégeait déjà à la Chambre en 1820.

DUPLESSIS DE GRÉNÉDAN [le comte]

(Ille-et-Vilaine). M. le comte Louis Duplessis de Grénédan, après avoir fait de brillantes études, se destina à la carrière de la magistrature. A l'époque de la révolution, il était membre du parlement de Rennes, et ce titre honoré en devint un de proscription sous le règne de l'anarchie et de la terreur. Mis hors la loi, M. Duplessis de Grénédan fut obligé de fuir déguisé, et longtemps contraint à se cacher pour dérober sa tête à l'échafaud. Quand il fut permis aux honnêtes gens de rentrer dans leurs foyers et de s'y rendre utiles à leurs concitoyens, cet ancien magistrat accepta les fonctions de conseiller de préfecture, et profita de l'influence de sa place pour rendre service aux émigrés et à une multitude de personnes privées de leurs biens par la révolution. Lorsque Buonaparte réorganisa l'ordre judiciaire, et qu'il voulut rattacher à sa dynastie les noms honorables de l'ancienne magistrature, il comprit, dans la formation de ses Cours impériales, tous ceux des parlementaires qui avaient échappé à la mort pendant la tourmente révolutionnaire, et que leur âge ne forçait pas au repos. M. Duplessis de Grénédan fut un des premiers qu'il plaça dans la Cour impériale de Ren-

nes, avec MM. Dupont des Loges, Loz de Beaucour, etc. Dans ce nouveau poste, M. le comte Duplessis de Grénédan trouva le moyen de faire beaucoup de bien. Dès le mois d'avril 1814, il adhéra avec joie au gouvernement provisoire, et jura fidélité au roi légitime. En 1815, pendant les cent-jours, il refusa de siéger au nom de Buonaparte, et aima mieux perdre sa place que de manquer à ses devoirs. Elu député au mois d'août 1815, par le département d'Ille-et-Vilaine, il fit partie de la majorité de cette Chambre royaliste qu'on a désignée par le beau nom d'*introuvable*, que, jusqu'à présent, elle n'a pas encore perdu. Ce fut dans le cours de cette session que M. le comte Duplessis de Grénédan attacha une honorable célébrité à sa mission, en proposant, en comité secret, de supplier le roi d'enjoindre à tous les procureurs-généraux, ministres, préfets et fonctionnaires publics, de faire leurs poursuites et diligences contre les auteurs et fauteurs du retour de Buonaparte. Après la dissolution de la Chambre, en 1816, M. Duplessis de Grénédan ne fut pas réélu, le ministère n'ayant rien épargné pour s'opposer à son élection. On soupçonna même alors M. de Corbière d'avoir favorisé l'ex-

clusion de son collègue , dont, quelques mois auparavant, il partageait toutes les opinions, ainsi que le noble désintéressement. En 1820, le grand collège du département d'Ille-et-Vilaine accorda ses suffrages à M. le comte Duplessis de Grénédan, et le nomma un de ses députés, à une grande majorité, et l'a de nouveau réélu en 1822 et 1824. Dans la séance du 19 janvier 1822, M. Duplessis se fit remarquer dans la discussion du projet de loi sur la répression des délits de la presse, disant, avec une grande vérité, « que des « peines sévères étaient plus que jamais nécessaires, dans un temps où les plus horribles libelles se répandaient à Paris comme « pour insulter, d'une manière barbare, aux « mânes de Louis XVI. » Il ajouta « que la « religion devait être la base de toutes les « institutions, » et soutint avec raison que la religion catholique n'était pas la religion de l'État, parce que la Charte l'avait dit, mais qu'elle l'était par la force même des choses.

Dans la discussion relative aux majorats et aux indemnités à accorder à des généraux gorgés d'or et de richesses, M. Duplessis de Grénédan signala les dangers, et même l'injustice de cette mesure, et acheva de flétrir

le lieutenant-général comte de Piré, qui, au mois de mars 1815, avait promené en pompe dans les rues de Rennes le buste de l'usurpateur, et manqué à ses sermens envers le roi.

M. le comte Duplessis de Grénédan ne s'est jamais placé plus haut dans l'opinion de son siècle, que dans les importantes discussions de la dernière session. Il a traité toutes les questions avec un rare talent; mais celui de ses discours qui passera à la postérité, et qui l'a classé au nombre des meilleurs orateurs modernes, est celui qu'il a prononcé le 14 avril 1825, contre le projet de loi sur le sacrilège. Il a rendu sensibles, avec une rare vérité, tous les défauts de cette loi qu'il a si justement qualifiée de *déception*.

« D'après les peines portées par la loi,
 « dit-il, il semblerait que celui qui, pour
 « voler les vases sacrés, profane les hosties,
 « est moins coupable que celui qui les pro-
 « fane sans joindre le sacrilège au vol; de
 « telle sorte que, pour être puni de mort,
 « il faut être sacrilège sans être voleur. Tout
 « est incohérent dans ce projet de loi. D'un
 « côté on ramène l'institution du jury à son
 « enfance, en y introduisant les vices qui le
 « gâtaient; de l'autre on le dénature, en y

« introduisant le système des preuves légales,
 « essentiellement contraire à la nature de
 « l'institution. Il n'y a pour le juré d'autre
 « preuve que la conviction personnelle; c'est
 « ce qu'on a voulu, c'est ce qu'on s'efforce de
 « lui inculquer dans tout le débat; et quand
 « il est fini, les jurés trouvent affichée dans
 « leur chambre des délibérations, une ins-
 « cription qui leur dit la même chose. Com-
 « ment, après cela, leur prescrire de n'en
 « croire, sur le fait de la consécration des
 « vases et des hosties, que telle ou telle cir-
 « constance que la loi indique, et d'en croire
 « nécessairement ces circonstances, sans
 « égard à leur intime conviction? Comment
 « les obliger à préférer ces preuves à leur
 « propre conviction? »

Et la péroraison fut digne de l'ensemble de cet admirable discours, qui fit déposer 92 boules noires contre le projet de loi.

« Réprimez, s'écria l'orateur en termi-
 « nant, réprimez le sacrilège par des lois sé-
 « rieuses, et que le prêtre, portant le via-
 « tique aux malades dans la ville même où
 « réside le roi, ne soit plus réduit à le ca-
 « cher comme au temps des persécutions.
 « Relevez les temples de la religion, ajoutez
 « la pompe à ses fêtes publiques, favorisez

« ses établissemens, confiez-lui l'éducation
 « de l'enfance. C'est elle qui forma les génies
 « qui ont illustré la France ; elle seule peut
 « renouveler, jusque dans le fond, les âmes
 « dégradées, éteindre cette soif de s'élever
 « et de s'enrichir qui les tourmente inces-
 « samment, dompter l'orgueil et guérir les
 « hommes de la passion de l'indépendance,
 « qui n'est, en dernier résultat, que la soif
 « de dominer ; rendre enfin le calme à l'âme,
 « et accoutumer chacun à rester à la place
 « où la Providence l'a fait naître, satisfait du
 « degré de fortune, de distinction et d'hon-
 « neur qu'il est appelé à recueillir dans la
 « position où Dieu l'a placé. »

Un orateur capable de penser et de s'exprimer ainsi, mérite l'éloge que M. l'abbé de La Mennais a fait de M. le comte Duplessis de Grénédan, qu'il juge *le plus beau caractère des temps modernes*.

Ce député est président de chambre à la Cour royale de Rennes. M. de Peyronnet ne l'a pas cru digne d'être décoré, et c'est le seul des présidens de cette Cour qui ne le soit pas.

M. le comte Duplessis de Grénédan est petit, fluet, a la figure habituellement pâle ; il ne paraît rien au vulgaire, qui ne remarque

pas la noblesse de son front ; le feu dont s'animent ses yeux a l'expression d'une grande vérité. La politique lui doit les objets les plus graves. Son organe est sourd, et quand il est à la tribune, on l'entend difficilement des extrémités de la Chambre. Ce magistrat est toujours vêtu de noir ; ses mœurs sont sévères, sa piété profonde.

Il est impossible de réunir plus d'esprit à moins de prétentions et plus de bonhomie. Courageux comme un lion, simple comme un enfant, homme sensible, bon père de famille, écrivain éloquent et vigoureux, il a fait plus d'une fois trembler les mauvais ministres à la tribune.

DUPLESSIS DE GRÉNÉDAN [le marquis] (Morbihan). M. le marquis Duplessis de Grénédan est frère aîné du président de ce nom. Élu député en 1824, il partage les opinions et l'indépendance de son frère, qu'il chérit tendrement ; il a prononcé un discours remarquable dans la discussion relative aux mines de sel gemme.

M. le marquis Duplessis de Grénédan est un riche propriétaire du département du Morbihan, dont le grand collège l'a choisi pour son député. Il est chevalier de Saint-Louis, membre du conseil-général de son dé-

partement, et maire de la commune de Méniac.

DUPONT[le comte](Charente). M. Pierre Dupont de Létang est né le 14 juillet 1765, à Chabannais. Il suivit de bonne heure la carrière militaire, prit du service en Hollande, dans la légion de Maillebois, et ensuite dans l'artillerie, après le licenciement de cette légion. Il fut du nombre des officiers français qui, aidés des Prussiens, comprimèrent en Hollande l'insurrection du parti républicain. Rentré en France, M. Dupont passa dans le régiment d'Auxerrois, fut nommé capitaine dans celui de Brie, puis aide-de-camp de Théobald Dillon. Il fut blessé à la tête en voulant rallier les fuyards, à la déroute de Tournai, et culbuté dans un fossé. Il fut dédommagé de cet échec par la croix de Saint-Louis; et Arthur Dillon, frère de Théobald, qui venait d'être tué, le choisit pour son aide-de-camp, et le fit entrer dans le corps d'armée commandé par Dumouriez. Il se distingua à l'attaque de la forêt d'Argonne, au passage des Islettes, et fut nommé adjudant-général à l'armée de la Belgique. Elevé au rang de général de brigade, il fit prisonnier de guerre, au camp de Menin, un bataillon de grenadiers hollandais commandé par le prince de Hohenlohe.

Carnot lui ayant reconnu des talens pour la partie administrative, l'employa sous lui au comité de salut public et au Directoire, et le fit chef du bureau topographique, puis général de division, le 2 mai 1797. Au 18 brumaire, il embrassa avec ardeur le parti de Buonaparte, qu'il aida de tous ses moyens à renverser le Directoire. Nommé chef d'état-major de l'armée de réserve d'Italie, il se distingua à Turbigo et à la bataille de Marengo, fut ensuite nommé ministre plénipotentiaire dans le Piémont, qu'il organisa en république.

Il ne quitta cette place que pour commander la droite de l'armée d'Italie, et pour chasser l'ennemi de la Toscane, où il organisa un gouvernement provisoire, le 15 octobre 1800. Après la rupture de l'armistice, le général Dupont contribua à remporter la victoire de Pozzolo, et à forcer le passage du Mincio. Créé grand-officier de la Légion d'Honneur, il eut une grande part aux succès de la campagne d'Allemagne de 1805, et commanda une division à la bataille d'Austerlitz. Les campagnes de 1806 et 1807 contribuèrent encore puissamment à sa gloire, et le classèrent au nombre des meilleurs généraux d'infanterie de l'Europe.

Après la paix de Tilsitt, il partit à la tête d'un corps d'armée pour l'Espagne, et il eut d'abord des succès devant Cordoue, dont il s'empara. Mais bientôt, cerné et attaqué par des forces bien supérieures aux siennes, et sans espoir de secours, après plusieurs charges à la baïonnette, il céda, et signa, le 19 juillet 1808, la funeste convention de Baylen. Napoléon, furieux de ce premier revers, le traita, ainsi que le général Marescot, avec une excessive rigueur, et les fit traduire devant la haute Cour impériale. La procédure instruite à cette occasion n'était pas encore terminée quand les évènements du 31 mars 1814 rendirent la liberté au général Dupont, qui fut nommé commissaire au département de la guerre par le gouvernement provisoire, et ensuite confirmé dans cette place par le roi, et nommé pair de France le 4 juin suivant. Il commit beaucoup de fautes dans son administration, et fut remplacé, le 3 décembre de la même année, par un homme qui mit la monarchie en péril, et qui, de ministre du roi légitime, devint major-général de l'armée de l'usurpateur de sa couronne.

Le général Dupont obtint pour retraite le commandement de la 22^e division militaire,

et le grade de commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Pendant les cent-jours, il fut fidèle à l'autorité royale, et au mois de septembre suivant, appelé au conseil privé ; il fut nommé président du collège électoral de la Charente, qui l'élut son député. Il ne fit point partie de la majorité de la Chambre de 1815, fut réélu en 1816, proposa divers amendemens sur la loi de recrutement du ministre Gouvion-Saint-Cyr, et ne put les faire adopter. Son homonyme Dupont, dit de l'Eure, lui donna à cette occasion une leçon qui peut servir à tous les ministres. Lorsque le général Dupont proposa qu'aucun officier ne pût être cassé que par un jugement : « Que ne faisiez-vous cette proposition lorsque vous étiez ministre ? » lui dit judicieusement son collègue. Effectivement, c'est sous M. Dupont de Létang que l'arriéré et la confusion s'introduisirent dans toutes les branches du service, tandis que le ministre ne s'occupait qu'à *flâner* et à faire des vers, dont il imposait l'audition à tous ceux qui avaient quelque grâce à lui demander. Sous son triste ministère eut lieu la réorganisation de l'armée ; et les inspecteurs-généraux choisis par lui ne conservèrent dans les régimens que les officiers ennemis du

nouvel ordre de choses, et s'appliquèrent, en réformant le peu de royalistes qui existaient alors, à les mécontenter par les formes dures dont ils usèrent à leur égard. Le général Merlin, *dit* de Thionville, un de ces inspecteurs, a laissé de funestes souvenirs aux royalistes de l'Alsace, dans sa réorganisation de la cavalerie stationnée dans cette belliqueuse province.

M. le comte Dupont de Létang, réélu à chaque expiration de ses pouvoirs de député, n'a presque jamais monté à la tribune. Il siège au centre gauche, et a une forte tendance à s'unir aux doctrinaires. C'est cependant un ministre expectant, et il désire ardemment le porte-feuille, et le bâton de maréchal de France. Petit et maigre, M. le comte Dupont a le teint olivâtre, le regard vif et perçant, le nez aquilin; il porte de la poudre et une queue. On a de lui un poème sur *la liberté*, publié en 1799, et un autre poème imité d'Ossian, intitulé *Cathelaina*, ou *les Amis rivaux*, publié en 1801. M. le comte Dupont de Létang, qui représente à la Chambre l'arrondissement de Confolens, est ministre d'Etat, grand'-croix de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et lieutenant-général gouverneur de la 4^e division militaire.

DUPONT (Seine). A l'époque si désastreuse où chacun croyait honorer sa ville ou son département, en ajoutant son nom au sien, on avait des Fouché de Nantes, des François de Neufchâteau, etc., et M. Jacques Dupont ne fut long-temps connu que sous la qualification de *Dupont de l'Eure*, du nom du département qui l'avait envoyé à la Chambre et qui lui avait donné naissance; mais ayant été élu en 1824 par le département de la Seine, il ne peut garder sa première dénomination, et rien ne l'autorise à user d'une seconde, qui pourrait de nouveau changer au premier renouvellement de la Chambre ou à sa dissolution; nous croyons donc devoir lui rendre son véritable nom, précédé de son prénom, pour le distinguer de son homonyme.

M. Jacques-Charles Dupont est né au Neubourg, département de l'Eure, le 27 février 1767, et fut reçu avocat au parlement de Normandie en 1789. Nommé juge au tribunal de Louviers, substitut près le tribunal civil du département de l'Eure, accusateur public près le tribunal criminel d'Evreux, il fut choisi, en l'an VIII, pour remplir la place de conseiller au tribunal d'appel de Rouen, et la même année, il obtint la pré-

sidence du tribunal criminel d'Evreux, où il montra une noble indépendance dans l'exercice de ses fonctions. En 1811, lors de la réorganisation de l'ordre judiciaire, M. Jacques Dupont fut rappelé à Rouen en qualité de conseiller, et peu après nommé président de chambre à la Cour impériale de cette ville, place qu'il occupa à la satisfaction générale jusqu'en 1818. M. le baron Pasquier, alors garde des sceaux, voulant le punir de son opposition anti-ministérielle, le destitua illégalement et arbitrairement, et le renvoya sans pension, après vingt-sept années de services administratifs, judiciaires et législatifs. Nous ne partageons pas l'opinion politique de M. Dupont, mais nous ne pouvons nous empêcher de blâmer un ministre qui a violé aussi évidemment l'inamovibilité judiciaire consacrée par le roi et la Charte, et dont le maintien est nécessaire à la France. En faisant abstraction des opinions de M. Dupont, on ne peut que rendre justice à son indépendance parlementaire et à ses vertus publiques et privées. Punir un député de son opposition est un acte inique, et M. Pasquier s'en est rendu coupable, sans que depuis il ait cherché à réparer sa faute.

M. Dupont a été deux fois nommé au Corps

législatif, en 1806 et 1812, et en l'an vi il siégeait au Conseil des Cinq-Cents. En 1813, le Sénat le nomma membre du Corps législatif. En 1814, il fut premier vice-président de la Chambre des députés, et fixa dès lors sa place sur les bancs de l'opposition. En 1815, il fit partie de la Chambre des représentans, et en fut élu second vice-président. Il fit décréter, le 6 juillet, l'envoi d'une députation aux souverains alliés, pour leur porter la déclaration des principes patriotiques adoptés par l'assemblée. Le 8 juillet, repoussé du lieu des séances par la force armée, avec un assez grand nombre de ses collègues, M. Dupont se réunit à eux, chez M. le comte Lanjuinais, pour protester contre cet acte. En 1816, les collèges électoraux de Rouen et de Louviers le nommèrent député, et en 1817, le collège d'Evreux lui accorda le même honneur. En 1820, il fut encore réélu par le collège de l'arrondissement de Pont-Audemer, et, en 1824, le 1^{er} arrondissement de Paris l'a nommé son député.

M. Dupont a toujours été fidèle aux principes libéraux, dont l'extension bouleversa si long-temps la France, et aucune session ne s'est écoulée sans qu'il n'y rendît hommage. Ce député est d'une taille moyenne, a les

cheveux gris, la figure marquée de petite-vérole ; son maintien a de l'abandon, de la bonhomie ; l'accent de sa voix est sonore et assuré ; ses manières sont simples, et tiennent un peu de celles des disciples de Guillaume Penn.

DURAND (Moselle). M. Durand est un ancien conservateur retraité des eaux et forêts. Le collège électoral de Sarguemines, à qui on voulait imposer pour député M. de Hausen, qu'on lui avait donné pour président, se révolta contre cette prétention ministérielle, et confia la défense de ses intérêts à M. Durand, un des hommes les plus respectables de l'arrondissement. Ce choix, honorable pour les électeurs et pour celui qui en a été l'objet, a plus que jamais classé le nouveau député parmi les royalistes indépendans, et nous ne doutons pas de son opposition aux dépositaires actuels du pouvoir.

DURAND - DUREPAIRE (Dordogne). M. Durand-Durepaire est maire de Saint-Front-d'Alemps. Il a été nommé député par l'arrondissement de Périgueux en 1824, et a obtenu 223 voix sur 304. C'est un fort honnête homme.

DURAND D'ÉLECOURT (Nord). A peine sorti vainqueur de la lutte électorale.

M. Durand d'Élecourt fut nommé conseiller à la Cour royale de Douai, et bientôt, encouragé par ce début, il demanda la croix de la Légion-d'Honneur : le ministre n'avait rien à lui refuser, il l'obtint. Cette double faveur lui donna l'idée d'en solliciter une troisième : la présidence d'une des chambres de la Cour royale de Douai, en attendant que la première présidence vînt à vaquer. Mais, pour cette fois, on a jugé à propos de le laisser sur son appétit. Son crédit s'est cependant réfléchi sur sa famille ; et comme il n'a pas d'enfans, il a *substitué* ses frères, beaux-frères et cousins dans la bienveillance ministérielle. Partout ailleurs que dans la députation du Nord, M. Durand d'Élecourt serait un homme obscur et borné ; mais, grâce aux ombres qui l'environnent, il a acquis un éclat qui ne laisse pas que d'inquiéter M. Potteau d'Hancarderie, qui prétend au monopole de l'obséquiosité.

M. Durand d'Élecourt est de la *Congrégation Villèle*.

DURAND [François] (Pyrénées-Orientales). Ce député des Pyrénées-Orientales est négociant, membre du conseil général, et en même temps ministériel. M. Durand était déjà député en 1816. Il parla une fois,

à cette époque, sur l'importation des grains ; depuis il n'a pas fait grand bruit.

DURAND-FAJON [le baron] (Hérault), chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil supérieur du commerce. Une probité reconnue, une connaissance parfaite des lois du commerce, jointes à la considération générale dont jouissait M. le baron Durand, l'appelèrent à la présidence du tribunal de commerce de Montpellier. Nommé député en 1815, il vota avec la minorité de cette Chambre, et fit de vains efforts pour soustraire son département à l'inégalité de la répartition de l'emprunt de 100 millions. Continué dans sa députation, Louis XVIII lui conféra le titre de baron. Il siégea dans les sessions suivantes avec le côté droit. On a écouté souvent avec fruit ses discours relatifs au commerce et aux finances, deux branches qu'il possède à fond, et qui l'ont fait appeler à décider des questions du commerce de France. Comme membre du conseil supérieur attaché au ministère de l'intérieur, il se croit fonctionnaire, et forcé de voter avec les ministres, chez lesquels il dîne de fort bon appétit.

DURANQUET DE CHALUS [le chevalier] (Puy-de-Dôme). M. le chevalier Du-

ranquet de Chalus, membre du conseil-général du département du Puy-de-Dôme, et chevalier de Saint-Louis, fait une honorable exception, par son indépendance parlementaire, à la servilité innée dans l'âme de ceux de ses collègues qui, comme lui membres des conseils-généraux de département, semblent s'accorder à voter en faveur du ministère Villèle. Nommé aux dernières élections député du grand collège de son département, M. Duranquet de Chalus a partagé les opinions de MM. les comtes de la Bourdonnaye et Duplessis de Grénédan, dans les importantes matières soumises aux délibérations de la Chambre pendant la durée des sessions de 1824 et 1825, et a voté contre les projets de loi présentés par le ministère.

DUSSOL (Lot). M. Dussol est maire de Sarrosac, où il est beaucoup plus connu qu'à Paris et à la Chambre des députés. Toutefois les procès-verbaux de la Chambre nous annoncent que M. Dussol a parlé dans la séance du 4 février 1825, à l'occasion de quelques pétitions relatives à l'indemnité. M. Dussol soutint, avec raison, que l'annonce de la loi de l'indemnité allait mettre toutes les cupidités en mouvement, et que, si l'on voulait

écouter tout le monde , il n'y aurait plus personne en France qui ne prétendît avoir émigré pour avoir part à l'indemnité. Du reste, ce député du Lot profita de cette occasion pour faire à l'avance l'éloge de la loi; il ne se montra point effrayé de la demande du crédit d'un milliard que faisaient les ministres. Faisons des vœux bien sincères pour que M. Dussol traite cette année le ministère comme l'année dernière il traita les pétitionnaires.

DUSSUMIER-FONBRUNE (Gironde), chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion - d'Honneur, receveur-général des finances à Montauban. M. Dussumier est né à Bordeaux d'une famille commerçante appartenant à la religion réformée. Il fit, par suite de son émigration, toute la campagne de l'armée de Condé, où il servit avec honneur. Devenu inutile à la cause des Bourbons, M. Dussumier-Fonbrune rentra en France, et embrassa de nouveau le genre d'occupation auquel il était appelé par sa naissance. A la restauration, il se fit remarquer par son enthousiasme. Pendant les cent-jours, il travailla de tout son pouvoir à la cause des Bourbons. Au premier rang des royalistes, il fit partie en 1815 du gouvernement

royal provisoire établi à Bordeaux. Le duc d'Angoulême, voulant récompenser ses anciens services et ses nouveaux sacrifices, le décora lui-même de la croix de Saint-Louis et de celle de la Légion-d'Honneur. Il ne consentit à porter la première, que lorsque le roi eut autorisé les protestans à la recevoir sous le titre de *mérite militaire*. M. Dussumier-Fonbrune a été membre d'une foule de commissions : il a parlé fort souvent, jusqu'à l'époque de 1820, où son silence est venu affliger ses amis, et rassurer ses adversaires, contre les raisonnemens justes et pleins de bons sens, qu'il ne cessait d'opposer à leurs déclamations, surtout dans les discussions commerciales et de finance. Malheureusement M. Dussumier-Fonbrune est fonctionnaire, et partout où il n'y a pas indépendance, il n'y a pas de véritable, d'estimable talent.

DUTERTRE [le vicomte] (Pas-de-Calais). Le vicomte Dutertre, élu par le grand collège du département du Pas-de-Calais, colonel du 32^e régiment d'infanterie de ligne, chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, a été nommé maréchal-de-camp à l'époque du sacre du roi. La patrie d'Eustache de Saint-Pierre ne pouvait pas envoyer à la Chambre un député qui eût des antécé-

dens plus honorables et des principes plus sûrs : c'est un brave gentilhomme, qui exposerait ses jours pour les Bourbons, sans croire faire un sacrifice.

DUTHEIL (Moselle). Après avoir été lieutenant des chasses, capitaine de l'ouvrierie, chevalier de Saint-Louis, inspecteur des gardes nationales de la Moselle, maire d'Hayanges, juge au tribunal de commerce, président du conseil-général du département, membre de toutes les sociétés d'agriculture, et député, M. de Wendel est mort.

M. le baron Dutheil, administrateur des forêts, que l'arrondissement de Thionville lui a donné pour successeur, a servi dans l'artillerie, arme héréditaire dans sa famille ; son père, qui, à une époque de funeste mémoire, périt victime de son attachement aux Bourbons, avait long-temps commandé l'Ecole d'Auxonne, et telle était sa réputation de bravoure et de talent, qu'un homme dont les opinions et les intérêts entièrement opposés, ne doivent pas rendre le témoignage suspect, Buonaparte, lui donna publiquement des regrets. Plus tard, vaincu, prisonnier à Sainte-Hélène, abandonné des hommes qui le fatiguaient d'adulation aux jours de sa toute-puissance, il se rappela le com-

mandant de l'Ecole d'Auxonne, et dans un de ces accès de reconnaissance dont il n'était pas prodigue envers ceux qui ne lui étaient plus utile, il fit un legs aux descendans du général Dutheil, *en témoignage* (ce sont les propres termes du codicile) *de l'intérêt que nous a témoigné ce brave général avant la révolution, lorsque nous servions sous ses ordres à Auxonne.*

M. le baron Dutheil suivit les nobles traces de son père. Dès l'origine, et à toutes les époques de nos troubles, à l'armée de Condé, à Lyon, dans les Cévennes, on le vit défendre jusqu'au dernier moment la dynastie légitime, et combattre la faction impie qui spoliait sa famille et la décimait.

A de véritables connaissances administratives, à un esprit aussi juste que cultivé, M. Dutheil joint cette franchise d'expression, cette bienveillance du cœur, si rares dans les appartemens que précèdent des antichambres encombrées de solliciteurs ; aussi jouit-il de l'estime générale, et nous avons de fortes raisons de croire que sa candidature dans la Moselle aura épargné à Leurs Excellences bien des fatigues, bien des circulaires, bien des destitutions. Pourquoi faut-il qu'avec tant de chances pour réussir par lui-même, M. Dutheil ait été *marqué* par le mi-

nistère dans cette *coupe* électorale de 1824, où l'opposition a pu réserver à peine quelques *baliveaux*? Ce n'est pas que nous craignons qu'il vienne nous faire des *fagots* à la tribune, mais enfin il professe une profonde admiration pour M. de Villèle, et il serait vraiment fâcheux qu'un tel homme ne fût sorti de ses *forêts* que pour venir *hurler avec les loups*.

E

EFFIAT [le comte d'] (Indre-et-Loire). M. le comte d'Effiat, maire de Chinon, est un brave et digne homme; il ne défend pas les intérêts de ses commettans à la Chambre, mais il fait pour eux toutes les démarches qu'ils veulent; il va dîner chez un ministre pour faire plaisir à un solliciteur, il vote l'adoption d'un projet de loi pour qu'on ne lui refuse pas une place sollicitée par un individu de son département. Il vient régulièrement à la Chambre, murmure quand son voisin murmure, et demande la clôture à cinq heures dix minutes. Il est député depuis 1820. On assure que son premier discours sera plein d'esprit et de talent.

ÉMONIN (Doubs). Ce député est un ancien négociant de Besançon, qui s'était acquis,

par sa probité, l'estime de ses concitoyens! Par malheur pour M. Émonin, la carrière de la politique serait-elle plus glissante encore que celle du commerce? ses liaisons d'amitié avec M. Chiflet, premier président de la Cour royale de Besançon, commencèrent à compromettre l'indépendance de ses opinions; bientôt M. Émonin ne jura plus que par M. Chiflet, qui fut pour M. Émonin comme une espèce de Charte par laquelle il jura sans cesse. A une telle école, il devint ministériel jusqu'au fanatisme. On le dit, de plus, l'un des membres les plus assidus de la réunion Piet. Il a obtenu la croix de la Légion-d'Honneur : on ignore si c'est à titre de ministériel, ou à titre d'ancien négociant, ou bien à tous les deux.

ERCEVILLE [le comte Rolland d'] (Seine-et-Marne). Encore un de ces honnêtes ministériels voués de cœur et d'âme à M. le président du conseil et à son 3 pour 100. Officier aux Gardes françaises avant la révolution, M. Rolland-d'Erceville a traversé le plus paisiblement du monde ce période sanglant de notre histoire. Il parle peu à la Chambre. Mais comme il est souvent rapporteur de la commission des pétitions, son nom figure dans les journaux prés-

qu'aussi fréquemment que celui de M. Méchin, ce qui lui donne, en province, une espèce de réputation d'orateur. Il s'acquitte, au surplus, de ses fonctions avec une grâce, une aménité parfaite. Il propose l'ordre du jour d'un ton si caressant et si doux, qu'un jour un pétitionnaire qui assistait à la séance sans y rien comprendre, selon l'usage, sortit enchanté de la tribune publique au moment où l'on repoussait sa demande, persuadé que l'air serein du rapporteur ne pouvait annoncer un refus. Avec de semblables habitudes, avec une encolure passablement épaisse, avec une figure qui exprime plus que de la bonhomie, M. Rolland-d'Erceville devait être fort déplacé dans les fonctions de grand-prévôt qu'il a exercées, en 1816, dans le département de Seine-et-Marne.

Puisque nous avons parlé de sa figure, nous ne pouvons nous dispenser de dire un mot de son nez. Lorsque M. Rolland-d'Erceville paraît à la tribune, ce nez, que nous n'hésitons pas à proclamer le plus énorme de la Chambre, fait le désespoir des spectateurs, auxquels il dérobe constamment l'aspect d'une partie de l'assemblée. Que serait-ce si certaine chute venait l'allonger?

FADATE DE SAINT-GEORGES [de] (Anbe). Fils d'un officier-général avant la révolution, M. de Fadate de Saint-Georges est royaliste. Il ne serait pas fâché de devenir préfet : il y parviendra, parce qu'il est naturellement heureux. Deux de ses frères sont morts très à propos pour augmenter sa fortune ; de plus, il ne manque pas d'adresse. Quand on a cinq enfans à établir, il faut se faire faire député : telle a été l'idée de M. de Fadate de Saint-Georges. On assure qu'il défend très-bien les intérêts de sa petite famille. Si le ministère change, M. de Saint-Georges n'imitera probablement pas ces courtisans maladroits qui changent à la minute ; il sait que les brusques conversions ne sont bonnes à rien ; il fera un peu le renchéri, et tournera avec une place pour un de ses fils, une augmentation dans son indemnité d'émigré, car son père a émigré, et peut-être une préfecture. M. de Fadate de Saint-Georges n'a presque jamais parlé qu'au nom des commissions dont il était rapporteur. Il a fait un discours remarquable sur le projet de loi relatif aux comptes de 1823. On pourrait réduire ses argumens en faveur

du projet à ce peu de mots : *Il y a eu vol, dilapidation, mais la Chambre doit approuver.* M. de Fadate de Saint-Georges a un tic consistant dans un reniflement continuél ; du reste, il est bel homme, et célèbre par des succès de boudoirs. Il a remplacé, à la mairie de Troyes, un homme d'une grande probité, et dont la conduite, pendant l'occupation étrangère, est digne des plus grands éloges. M. de Fadate est chevalier de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil-général de son département.

... **FAURE** [le chevalier] (Seine-Inférieure). Cet ancien sous-préfet du Havre a fait partie de la députation du Corps législatif qui, en 1814, alla complimenter Louis XVIII à Saint-Ouen. A la Chambre de 1815, il a fréquemment parlé sur les douanes; en 1824, le ministre l'a fait rentrer à la Chambre, qu'il avait quittée par suite de l'ordonnance du 5 septembre. Il a été nommé au Havre en désespoir de cause, par les royalistes, auxquels les agents ministériels étaient parvenus à persuader qu'ils n'obtiendraient pas M. de Merville, et que les libéraux pourraient bien faire arriver M. Delaroche.

... **FAVARD DE LANGLADE** [le baron] (Puy-de-Dôme). Guillaume-Jean Favard de

Langlade est né à Saint-Florent, département du Puy-de-Dôme, le 20 avril 1762, et fut reçu avocat au Parlement de Paris en 1785. Il exerça sa profession jusqu'à la révolution, dont il embrassa les principes avec chaleur. Envoyé en 1792, par le tribunal d'Issoune, en qualité de commissaire national, il eut soin de ne pas trop se faire remarquer pendant les troubles révolutionnaires; et en 1795, il fut élu député au Conseil des Cinq-Cents, et réélu membre de la même assemblée en 1798. Appelé au Tribunat après la révolution du 18 brumaire, à laquelle il avait coopéré, il fut un des trois orateurs choisis pour soutenir le rejet du premier livre du Code civil devant le Corps législatif. Nommé peu après président du Tribunat, son bonheur et sa dextérité l'y maintinrent après la réduction de ce corps, opérée en vertu d'un sénatus-consulte; et en 1804, M. Favard de Langlade vota pour l'établissement de l'empire dans la personne de Napoléon Buonaparte. Chargé, après la victoire d'Austerlitz, d'aller complimenter ce souverain au nom du Tribunat, il proposa à son retour de frapper une médaille qui rappelât les succès du vainqueur. M. Favard entra au Corps législatif après la suppression du Tribunat, et fut nommé en

1810 conseiller à la Cour de cassation. Au mois de mars 1813, il fut créé maître des requêtes, et conservé par le roi en 1814; mais sa conduite pendant les cent-jours le fit exclure du conseil d'État, quoi qu'il fût parvenu à conserver sa place de conseiller à la Cour de cassation. Au mois d'août 1815, le département du Puy-de-Dôme le nomma député; et dans la mémorable session de cette année, il vota avec la minorité.

Réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816, M. Favard de Langlade fut plusieurs fois nommé président ou secrétaire de son bureau, et membre de diverses commissions. Il a parlé dans cette session sur la loi des élections, sur la responsabilité des ministres, et sur la loi relative aux journaux. Il a toujours voté avec la majorité; aussi fut-il nommé conseiller d'État en service ordinaire, le 19 avril 1817.

Créé chevalier de la Légion-d'Honneur à sa formation, ensuite officier, Buonaparte le fit baron en 1811; le roi lui a confirmé ce titre en 1815, et l'a rendu transmissible à son gendre Girod de Langlade, sous-préfet de Saint-Gaudens, par ordonnance du 25 janvier 1817.

M. Favard de Langlade a présidé, en 1824,

le collège électoral d'Issoire, qui l'a choisi pour son député; et ayant appartenu tout entier à M. le duc Decazes, il ne se montre pas moins dévoué au successeur de son pouvoir et de ses fautes. Loin de partager la noble indépendance de ses collègues, MM. Duranquet de Chalus et de Féligonde, il fait partie de cette majorité compacte de la Chambre septennale, qui ne semble siéger que pour applaudir aux discours de MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet, et pour adopter tous leurs projets.

M. Favard de Langlade a la voix rauque, le teint noir; il est criblé de petite vérole; sa tête est poudrée à blanc, sa taille grosse et courte. Il a publié en 1805, *la Conférence du Code civil avec la discussion particulière du conseil d'Etat et du Tribunal; avant la rédaction définitive de chaque projet de loi*, 8 vol. in-12. C'est un assez médiocre ouvrage, qui n'est bon que pour y puiser quelques renseignements. En 1807, il donna le *Répertoire de la législation du notariat*, 1 vol. in-4°. En 1811, *Manuel pour l'ouverture et le partage des successions, avec l'analyse des principes sur les donations entre-vifs, les testaments et les contrats de mariage*, 1 vol. in-8°. Enfin, en 1812, il a publié un *Traité des privilèges et hypo-*

thèques, 2 vol. in-8°. Ce dernier ouvrage, qui traite une partie si difficile du Code civil, est aussi mauvais que celui que vient de publier M. le baron Grenier, premier président de la Cour royale de Riom, *et ancien procureur-général des cent-jours*, qui paraît avoir établi une heureuse spéculation sur l'autorité du nom que lui avait fait son *Traité des donations*, plutôt qu'avoir eu le dessein de léguer un livre utile à ses contemporains et à la postérité. Jusqu'à présent, Persil est le seul auteur vraiment classique en cette importante matière.

FELIGONDE [de] (Puy-de-Dôme), parent de M. d'Aubière, ancien député royaliste, il l'a remplacé à la Chambre, où l'ont porté en 1824 les suffrages presque unanimes du grand collège du département du Puy-de-Dôme. Si M. de Féligonde ne monte pas à la tribune, il se rend souvent très-utile dans les discussions préparatoires qui ont lieu dans les bureaux, et qui contribuent à former et à motiver l'avis du plus grand nombre. Ce député est attaché, par un sentiment héréditaire et par une conviction personnelle, à la cause de la légitimité; et ne voulant aucune place, il remplit son mandat avec une noble indépendance, en

votant avec les vrais amis de la monarchie.

FIGAROL [le chevalier de] (Hautes-Pyrénées). Jean-Bernard-Marie de Figarol a été pendant longues années président de chambre à la Cour impériale de Pau. En 1815, il fut élu député par le département des Hautes-Pyrénées. Il fit partie de la majorité de la Chambre, et le 14 février 1816, il s'opposa fortement à son renouvellement intégral, comme portant atteinte aux lois établies par la Charte. « La réunion totale
« des collèges électoraux, dit-il, est une
« lice ouverte à la malveillance ; elle a déjà
« exercé en France une influence dange-
« reuse, qui n'a été comprimée que par la
« présence des troupes étrangères, et par le
« souvenir encore récent du mal éprouvé.
« Cette réunion offre, dit-on, les moyens de
« démontrer avec plus d'éclat l'opinion pu-
« blique : mais quelle nécessité de donner à
« un peuple malheureusement trop léger, un
« spectacle inutile à son bonheur ? » Ces sa-
ges principes de M. de Figarol n'ont mal-
heureusement pas toujours guidé MM. de
Villèle et Corbière, qui alors votaient con-
tre le renouvellement intégral, et qui l'ont
proposé en 1824, quand, maîtres du pou-
voir et sûrs de la majorité de la Chambre

des députés, ils ont craint qu'un renouvellement partiel et annuel n'affaiblît leur influence, et ne les repoussât des conseils du roi.

Après la dissolution de la Chambre, en 1816, M. de Figarol fut réélu par le même département, et siégea constamment au centre droit dans les années 1817, 1818 et 1819. Il appuya de son éloquence divers projets ministériels, entre autres celui contre la liberté de la presse. « Président pendant dix-sept ans d'une Cour de justice criminelle, » dit-il, j'ai été plus à même que d'autres de remarquer les erreurs des jurés. » Il défendit la censure de toutes ses forces, et mérita pour son dévouement les bonnes grâces du ministère, qui le nomma, au mois de mars 1816, premier président de la Cour royale de Pau, en remplacement de M. Claretie, admis à la retraite. En 1824, le département des Hautes-Pyrénées a continué sa confiance à M. le chevalier de Figarol, et l'a nommé son député. Dès lors M. le premier président a pris une attitude plus indépendante, et a parfois contrarié le ministère par ses discours et ses votes. Enfin, en 1825, il a franchi le Rubicon, et il s'est réuni à ces nobles et vertueux députés qui n'ont

d'autre ambition que celle d'opérer le bien de leur patrie, et qui croient que la monarchie est en danger tant que M. de Villèle y conservera la suprême puissance.

FLAMARENS - GROSSELES [le marquis de] (Gers), chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil d'arrondissement de Lectoure. M. de Flamarens est possesseur d'une fortune considérable, dont il fait un honorable emploi. Peu propre à la tribune, il prend une part active aux discussions qui s'élèvent dans les bureaux; son avis prévaut souvent. « Que deviendrait la France, dit-il, si tous les députés étaient orateurs? » M. de Flamarens mérite l'estime de ses mandataires; son zèle pour les obliger ne se ralentit pas un seul instant. La femme de ce député assistait souvent à la séance de la Chambre; étonnée du silence de son mari, elle s'écria : « Il est bien étonnant que M. de Flamarens, qui parle toute la journée à la maison, ne dise pas le mot ici! »

FLAUJAC [de] (Lot). Ce qu'on sait de M. de Flaujac, c'est qu'il est maire de Flaujac, membre du conseil d'arrondissement; qu'il vote pour le ministère; qu'il vient dans la capitale quand la session s'ouvre; qu'il s'en

va quand l'ordonnance du roi, proclamée par M. Ravez, annonce qu'elle est close. On sait encore que M. de Flaujac vote en hiver, sème au printemps, moissonne en été, et vendange en automne.

FLEURIAU DE BELLEVUE (Charente-Inférieure). M. Fleuriau de Bellevue est, depuis 1820, député de La Rochelle, dont il a dernièrement présidé le collège électoral. Chevalier de la Légion-d'Honneur, correspondant de l'Institut, ce dernier titre lui a valu une espèce de réputation de savant de province. Membre du conseil-général du département de la Charente-Inférieure, nul n'est plus habile que ce député dans la rédaction des procès-verbaux, et on a remarqué que depuis longues années il est en possession de rédiger ceux du conseil-général de son département. M. de Corbière l'a conquis au ministère, en lui faisant l'éloge des deux derniers, qu'il citait comme modèles de grâce et de bon goût.

FONTENAY [de] (Saône-et-Loire). M. de Fontenay est un homme très-doux, très-honnête, et de plus maire de Sommant, et membre du conseil-général. On le dit naturellement indépendant, mais si bon, que s'il lui arrive de ne pas voter contre les ministres,

c'est uniquement dans la crainte de leur faire de la peine.

FORBIN-DES-ISSARS [le marquis de] (Vaucluse). Si **M. Lainé**, président de la Chambre des députés en 1816, maintenant pair de France, n'avait pas eu une vive altercation avec **M. de Villèle**, au sujet de l'ordre du jour, les talens législatifs de **M. Forbin-des-Issars** seraient peut être encore inconnus ; mais dans l'occasion que nous venons d'indiquer, il développa, en appuyant le futur ministre des finances, une telle force de poumons et une si puissante logique d'opiniâtreté, qu'ils décélèrent dans ce député un des talens les plus remarquables pour demander l'ordre du jour et la clôture. On prétend que tant d'illustration excita la jalousie ambitieuse de quelques orateurs du centre.

M. Forbin-des-Issars compte depuis longtemps parmi les hommes dévoués au ministère. Il passe pour être ministériel enthousiaste. Mais son ministérielisme, comme on le pense bien, a trouvé sa récompense. Aucun sacrifice ne doit coûter pour conquérir un homme de ce mérite. On lui a promis énormément, et quoiqu'on ne lui ait pas donné tout ce qu'on avait promis, il a encore

beaucoup. Il espère obtenir le cordon rouge ; on l'a fait maréchal-de-camp, parce qu'il était, dit-on, lieutenant, et on l'a fait ensuite conseiller d'Etat, sans doute parce qu'il était maréchal-de-camp.

M. Forbin eut avec M. Benjamin Constant un de ces duels qui ne coûtent la vie à personne, et que peuvent se permettre des députés sûrs de leur inviolabilité. Nous sommes encore à concevoir pourquoi le ministère Decazes mit tout en œuvre pour empêcher la réélection de M. Forbin, après l'ordonnance du 5 septembre.

Il a été lieutenant des gardes-du-corps, mais en a rarement rempli les fonctions.

FOUCAULT [le marquis de] (Loire-Inférieure). Ce député était sous-préfet d'Angenis à la fin de 1815. Il perdit sa place sous le ministère Decazes, le même jour que M. Luette de la Pilorgerie, sous-préfet de Châteaubriant, perdait la sienne, et leur double destitution avait la même cause. Tous les deux étaient fidèles aux véritables intérêts de la monarchie légitime, que le dépositaire du pouvoir semblait menacer alors. Nommé député par l'arrondissement de Nort, M. le marquis de Foucault s'est laissé entraîner par des affections de famille dans

le parti Villèle. Espérons qu'à cette nouvelle session il fera taire ses intérêts particuliers, pour n'écouter que la voix de sa conscience. M. de Foucault a présidé le collège électoral qui l'a élu ; il est beau-frère du baron de la Bouillerie.

FOUGIERES [comte de] (Cher). Ce député du Cher est un militaire distingué ; il est colonel, et en même temps gentilhomme de la chambre du roi. M. de Fougères ne paraît pas avoir encore fait preuve qu'il eût été appelé aux fonctions de législateur par une vocation particulière. D'ailleurs, les goûts et les occupations militaires s'accordent peu avec les soins de la législature ; sa charge de gentilhomme de la chambre du roi prend aussi une partie de son temps ; cependant on dit qu'il en trouve toujours quand il faut faire preuve de son dévouement au roi, soit par son vote, soit par son épée.

FOUQUERAND (Côte - d'Or). Nous sommes vraiment fort embarrassés de concilier les discours de M. Fouquerand avec ses votes. En effet, en même temps qu'il exprime à la tribune les sentimens les plus honorables, et qu'il prend la défense des intérêts généraux, il se trouve sur un fort

bon pied avec les ministres : dans la même séance, on le voit témoigner le regret (ce sont ses propres termes) qu'une campagne glorieuse ait été souillée par des dilapidations dont il entrevoit qu'en résultat le poids retombera malheureusement sur la France, et serrer la main à M. de Villèle. Ailleurs, il vote en faveur d'une loi de finances sur laquelle il a proposé des amendemens qui n'ont point été adoptés. A l'occasion de la pétition d'une commune rurale, il déclare, au grand scandale de M. le ministre de l'intérieur, que la situation de nos campagnes est loin d'être aussi brillante qu'on cherche à le faire croire; et après avoir déclamé contre le mauvais état des routes, il termine en donnant de grands éloges.

Les questions les plus ardues n'effraient point M. Fouquerand; finance, diplomatie, administration, métaphysique, il aborde tout. A telle enseigne que dans une circonstance mémorable, il proposa de supprimer dans une loi le chapitre de l'*amende honorable*; peut-être craignait-il qu'on ne l'imposât quelque jour aux partisans de M. le président du conseil. Ce député est jugé du tribunal de Beaune.

FOUQUIER-LONG (Seine-Inférieure).

Ce député de la Seine-Inférieure tient à une très-bonne famille de Picardie qui a été fort scandalisée de lui voir faire un mariage *d'argent*. Cette circonstance annoncerait que M. Fouquier-Long connaît tout le prix de cet argument irrésistible, et les ministres en ont probablement jugé ainsi, puisqu'ils l'ont fait nommer rapporteur de la commission du budget. Nous ne pouvons dissimuler que M. Fouquier-Long ne soit un des plus habiles faiseurs de M. le président du conseil ; mais nous nous faisons un plaisir de croire que sa droiture et ses lumières le préserveront de se compromettre aux yeux de ses mandataires et de la France par d'indignes concessions.

FOURNAS (Loire). Il y a trois classes bien distinctes de ministériels : ceux qui votent avec les ministres par des vues d'ambition : ceux-là sont malheureusement les plus nombreux. Ceux qui votent avec les ministres par faiblesse, ou égarés par une sorte d'illusion politique, qui doit se dissiper tôt ou tard ; et enfin , ceux qui votent ministériellement par défaut de lumières. Nous ne savons pas précisément à laquelle de ces trois classes appartient M. Fournas, ou s'il appartient à toutes les trois. Tout

porte à croire que la vérité, que le temps et les évènements ont fait jaillir sur la conduite politique des ministres, achevera de dessiller les yeux à M. Fournas.

M. Fournas n'est pas un de ces orateurs qui fatiguent la Chambre par leurs allées et venues à la tribune : il y monte rarement ; mais quand cela lui arrive , ce n'est que pour y dire des choses fort sérieuses. Par exemple, dans la séance du 8 février 1825, M. Fournas reconnaît en principe (il parlait sur le règlement) « que l'expérience a dé-
« montré que si, au commencement de cha-
« que séance, les membres de la Chambre
« se réunissent avec beaucoup d'empresse-
« ment, leur exactitude n'est pas de longue
« durée. » (Que serait-ce si M. Fournas parlait souvent ?) Il demande ensuite une modification au règlement : il fonde sa proposition sur ce que. « en abrégant de plus
« d'une heure chacune de nos séances, nous
« prolongeons nos sessions de plusieurs : » en conséquence, M. Fournas proposa de modifier l'article 6 du règlement, et de le rédiger de la manière suivante : « Le président fait l'ouverture de la séance à l'heure
« précise indiquée à la séance précédente,
« quel que soit le nombre des membres pré-

sens. » M. le président annonça que le résultat de l'épreuve par assis et levé était que la proposition de M. Fournas était prise en considération. Cette proposition aurait réuni un plus grand nombre de suffrages, si l'on n'avait pensé que les ministériels, en votant pour la proposition de M. Fournas, avaient pris en considération plutôt l'heure à laquelle finissent les séances que celle à laquelle on les commence; car on sait que l'heure de *cinq heures* a été surnommée l'*heure ministérielle*.

FOURNAS MOUSSOULENS [baron de] (Aude). M. Fournas Moussoulens a été adressé à la Chambre septennale par le département de l'Aude. Elu par l'influence ministérielle, M. Fournas n'a pas entièrement répondu à tout ce que le ministère paraissait attendre de lui. S'il est encore ministériel, il ne l'est qu'à regret; il n'attend que l'occasion pour ne plus l'être; et lorsqu'elle se présentera, il ne manquera pas de faire voir aux ministériels qu'il désirait bien leur échapper. On a surpris plus d'une fois M. Fournas Moussoulens riant sous cape des dîners de M. Piet, se moquant de l'éloquence de M. de Martignac, plaisantant M. Ravez sur son impartialité, faisant une

épigramme sur les 3 pour 100, demandant à M. de Corbière combien il achetait ses bouquins, et bâillant pendant un discours de M. le garde des sceaux.

FOY [le comte] (Aisne). Maximilien-Sébastien Foy naquit à Villeneuve, près Sens, le 2 février 1775. Ainsi que le général Moreau, il se destinait au barreau, lorsqu'en 1791, les Autrichiens et les Prussiens menacèrent la France et ses nouvelles institutions; sa vocation, toute guerrière, éclata au milieu de l'enthousiasme qui régnait d'un bout de la France à l'autre; ses connaissances déjà profondes et sa facilité se firent un jeu des examens militaires. Il fut nommé officier, se distingua à l'armée du Nord sous les généraux Dumouriez, Dampierre, Custine, Houchard, Jourdan et Pichegru. Déjà les gazettes proclamaient le mérite et la bravoure du jeune capitaine d'artillerie, quand le proconsul révolutionnaire Joseph Lebon le fit arrêter et traîner devant le tribunal de Cambrai; les hasards du 9 thermidor arrachèrent seuls à l'échafaud et à la mort le capitaine Foy.

Appelé à l'armée du Rhin, il se distingua dans la mémorable retraite de Moreau, et à la tête du pont d'Huningue. Au passage du

Rhin, à Dircheim, il gagna le grade de chef d'escadron à la pointe de son épée. La conquête de l'Égypte se préparait. Tout plein du sentiment d'indépendance qui devait plus tard lui dicter un vote contraire à l'érection de la monarchie impériale, il refusa le grade d'aide-de-camp de Buonaparte, et préféra à cet honneur le partage des lauriers de Masséna et la gloire de Zurich, dont les champs de bataille l'élevèrent au grade d'adjutant-général. Après la paix d'Amiens, sa valeur et ses talens se reproduisirent partout où les périls renaissaient. Rendu à l'arme de l'artillerie, il fit, comme colonel, les campagnes de 1803 à 1806, aux côtes de l'Océan, en Hollande, en Autriche et dans le Frioul. En 1807, il fut envoyé à Constantinople, à la tête de 1200 canonniers que Napoléon offrait au sultan Sélim comme troupes auxiliaires. Il défendit les Dardanelles contre les escadres russes et anglaises, et peu après il suivit Junot en Portugal. Les grades de maréchal-de-camp et de lieutenant-général furent les tardives récompenses de ses éclatans services : il les reçut dans la péninsule, qu'il n'a quittée que lorsque les désastres de 1814 mirent fin à cette malheureuse et injuste guerre. Ce fut le général Foy qui, après la

défaite de Joseph Buonaparte à Vittoria, arrêta, par l'habile et soudaine centralisation de garnisons et de détachemens perdus ou isolés, une moitié de l'armée anglaise, portugaise et espagnole, aux ordres de Graham, disputa le terrain pied à pied, donna, par sa résistance, le temps de rallier les débris de l'armée française, et de préparer la défense des Pyrénées. En mars 1815, il inspecta à Nantes quelques régimens d'infanterie et les officiers à demi-solde. A Waterloo, il commandait une division de l'armée, et fut blessé.

Le général Foy avait mis à profit ses excursions et ses campagnes, pour approfondir les principes de l'art militaire, et pour étudier les lois et les mœurs des pays qu'il avait parcourus. Il s'appliquait également à l'étude des sujets d'économie politique et des matières administratives. C'est lorsqu'il s'occupait de préparer à l'histoire quelques notes sur les campagnes trop peu connues du Portugal et de l'Espagne, que les électeurs du département de l'Aisne l'appelèrent à la Chambre (1819), où le général Foy acquit, en peu de temps, une grande célébrité. L'éloquence du général Foy était pure ; elle consistait principalement dans une finesse d'ex-

pression, une économie et une logique de style qui lui permettaient de penser tout haut à la tribune. Lorsqu'il devait faire une proposition, il se préparait long-temps à l'attaque; il amassait en silence ses argumens, il les disposait dans l'ordre le plus favorable à la conviction, étudiant long-temps l'effet de ses discours, et s'imposant dans son style toutes les chaînes du joug académique; il craignait même de s'en affranchir dans ses répliques improvisées, toujours remarquables par la vivacité des tours, l'heureux choix des mots et la justesse des pensées.

Parvenu à toute la maturité de l'âge, le général Foy conservait encore l'ardeur et l'énergie de la première jeunesse. Les fatigues de la guerre, un travail assidu et de nombreuses blessures n'atteignirent pas son âme, et ne purent qu'altérer ses formes extérieures; sa chevelure, rare et grise avant le temps, couvrait mal quelques rides précoces; son corps amaigri n'avait rien perdu de la noblesse de la démarche. On voyait qu'il avait souffert, mais ce sentiment s'effaçait dans les émotions de gloire que faisait naître sa physionomie. En campagne, il veillait toujours; dans les combats, son courage était poussé jusqu'à l'audace. Eloquent à la tribune,

il offrait dans la vie privée des manières affables, des entretiens faciles et instructifs.

Il est mort à Paris le 28 novembre 1825, et a été inhumé le 30. Son convoi était composé de plus de 50,000 hommes, qui paraissent sincèrement le regretter. On a ouvert une souscription pour lui élever un monument et doter sa famille; plus de 800,000 fr. sont déjà déposés. Malheureusement, la révolution a saisi cette occasion pour compter ses bataillons sur la tombe de ce député, qui, dans son premier discours, avait cependant proclamé cette grande vérité; que, *sans les Bourbons, il ne pouvait y avoir en France ni sûreté ni sécurité*; et la haine générale qu'inspire le ministère les a rendus nombreux.

La succession parlementaire du comte Foy a été vivement disputée; elle a enfin été recueillie par le général Sébastiani.

FRAGUIER [le marquis de] (Seine-et-Oise). Ce député de Seine-et-Oise passait pour être ministériel de bonne foi; il est du nombre de ceux que les évènements ont dû détromper. C'est un honnête homme; et il est probable que, déjà peu disposé à voter pour le ministère sur la fin de la session, il sera tout à fait passé dans les rangs des membres qui ne votent que sous l'inspiration de leur

conscience. M. de Fraguier est colonel de la 6^e légion de la garde nationale de Paris, maire de Tigery, chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur.

FRENILLY [Fauvaud de] (Loire-Inférieure). Voilà encore une de ces réputations de pur royalisme qui sont venues s'amortir à la Chambre, où l'on sait que M. de Frénilly n'a pas été insensible à son élévation à la place de conseiller d'Etat. Il a imité MM. de Castelbajac, Cornet-Dincourt et autres, que M. de Villèle a su habilement absorber à son profit, et dont l'ancien bon renom étaye encore sa chancelante autorité. Auguste-François Fauvaud de Frénilly, riche propriétaire, fort considéré dans le département de l'Oise, a publié en 1807 un recueil de poésies qui décèlent un véritable talent, et en 1814, un ouvrage intitulé *Fin du poème de la révolution française*. On remarqua de la force et de l'élégance dans cette dernière production, et le roi lui en témoigna sa satisfaction personnelle. En 1816, M. de Frénilly fit paraître deux brochures in-8°, qu'il intitula *des Assemblées représentatives*, et *Lettre à un membre de la Chambre des députés*. Ces deux écrits sont remarquables par la profondeur des vues et la pureté des prin-

cipes développés par l'auteur. On attribue encore à M. de Frénilly un ouvrage publié à Londres en octobre 1815, et réimprimé à Paris ; ce sont les *Considérations sur une année de l'histoire de France*. Il a aussi été un des rédacteurs du *Conservateur*.

Elu député par l'arrondissement de Savenay, après la nouvelle loi d'élections, M. de Frénilly a présidé en 1824 ce même collège, qui l'a de nouveau nommé son représentant.

Dans les deux dernières sessions, M. de Frénilly, qui a fréquemment fait partie des diverses commissions de la Chambre, et a plusieurs fois été président ou secrétaire de son bureau, ne s'est servi de son influence que pour gagner des voix à M. de Villèle ; et ses rapports ont toujours conclu à l'adoption des projets ministériels.

FROISSARD-BROISSIA [marquis de] (Jura). M. le marquis de Froissard-Broissia, chevalier de Saint-Louis, est le chef d'une des plus anciennes familles de Franche-Comté. Sincèrement attaché à la monarchie, il servit avec distinction dans l'armée des princes, rentra en France à l'époque du rappel des émigrés, et ne prit aucune part aux affaires publiques jusqu'à la restauration. Il a été élu

dans le département qu'il habite, à une grande majorité. M. de Froissard est lieutenant-colonel, et gentilhomme honoraire de la chambre du roi. Son neveu, Charles, sert dans les gardes-du-corps, compagnie de Rivière, après avoir déployé le plus rare courage en Pologne et en Autriche.

FUMECHON [de] (Eure). Lorsque la révolution éclata, M. de Fumechon, conseiller au parlement de Rouen, ne parvint à se soustraire à la proscription qu'en se faisant investir des fonctions de juge de paix de son canton. Sous le Directoire, sous le consulat, il les exerçait encore ; mais à la création des Cours impériales, il sollicita et obtint, le premier de son ordre, la faveur d'y être admis. Il est aujourd'hui conseiller à la Cour royale de Rouen. M. de Fumechon nous fait l'effet d'un aspirant de première classe à la Cour de cassation ; il vote avec le ministère : c'est peloter en attendant partie.

FUSSY [le vicomte de] (Cher). C'est un ministériel, moitié par légèreté, moitié par ambition ; d'ailleurs, il est sous-préfet de Sancerre, et comment être sous-préfet sans avoir l'envie d'être préfet ? et entre une sous-préfecture et une préfecture, il n'y a quelquefois d'autre distance que celle que peut faire franchir

le regard d'un ministre. M. de Fussy est lié d'amitié, dit-on, avec le maire de Bourges, et l'on sait combien le nom de M. le garde des sceaux, qui a tant d'influence dans ce pays, rend suspectes les amitiés politiques de cette contrée.

G

GALARD - TERRAUBE [vicomte de] (Gers). Les noms d'Eauze et de Galard-Terraube sont désormais devenus inséparables, et il n'est pas un de nos lecteurs qui n'ait présent à l'esprit le naïf discours du directeur de l'École de marine d'Angoulême, dans lequel, en voulant prouver qu'il n'y avait eu aucune fraude employée dans les élections de l'arrondissement de Condom, dont le collège électoral avait été réuni à Eauze, il parvint à démontrer tout le contraire. Jamais orateur ne fut plus maladroit, et ne mérita mieux d'être hué par son propre parti que M. le vicomte de Galard-Terraube, et jamais aussi il n'y eut à la Chambre une hilarité plus générale. MM. de Corbière, de Villèle et de Peyronnet, présents à la séance, souffraient seuls des révélations inattendues de leur naïf serviteur, et suaient sang et eau pour l'interrompre; mais ils le tentèrent

vainement, et ce ne fut que quand il n'eut plus rien à apprendre à ses collègues et au public, qu'il consentit à quitter la tribune.

M. Galard-Terraube est maintenant un personnage historique, et il a rendu les plus grands services à la France, en lui faisant connaître les moyens dont a usé le ministère pour s'assurer la majorité dans la Chambre élective.

Ce député a été élu par le grand collège du département du Gers. Il est chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et directeur de l'École de marine d'Angoulême. Son physique répond à ses facultés intellectuelles.

GAUTIER [Elié] (Gironde). Ce muet représentant d'un département qui a fourni une foule de grands orateurs aux diverses assemblées législatives, a été élu député en 1824 par le deuxième arrondissement électoral de Bordeaux, qu'il présidait. Il est membre du conseil-général du département de la Gironde, négociant, et officier de la Légion-d'Honneur, on ne sait trop à quel titre. Choisi par M. de Peyronnet, son compatriote, il prétend que ce ministre est l'homme du monde le plus éloquent, le plus chaste et le plus moral de France, et le place

dans son estime bien au-dessus du célèbre vicomte Sosthènes de la Rochefoucauld, quoique ce dernier ait réformé l'Opéra.

GAZAN (Eure). Cet ancien conseiller de préfecture de l'Eure vote aujourd'hui avec les royalistes indépendans. Il est maire d'Aviron et membre du conseil-général de son département.

GÉNYS DE BEAUPUY [de] (Dordogne). M. de Génys de Beaupuy, riche propriétaire de l'arrondissement de Sarlat, en a deux fois été nommé député depuis la nouvelle loi d'élections. Il a donné de nombreux gages de son dévouement à la monarchie et de l'invariabilité de ses principes politiques. Indépendant par sa position, et ne désirant aucune faveur du ministère, M. de Génys de Beaupuy devait voter avec les royalistes, et l'a toujours fait.

GERÈS DE CAMARSAC [de] (Gironde), juge de paix de Pessac. On croit M. de Gèrès ministériel, et ceux qui le croient passent pour n'avoir pas tort de le croire. M. de Gèrès, au reste, est député d'un département où la réputation d'indépendant est fort difficile à soutenir, attendu que M. le garde des sceaux s'est spécialement chargé des élections de ce département.

Voici un petit échantillon de l'éloquence de M. de Gérès. On verra que si cet orateur ne parle pas tout à fait comme Cicéron, il parle au moins comme un préfet. Il s'agissait de savoir si la Chambre discuterait la loi sur les entrepôts réels avant ou après le budget. M. de Gérès pensa que le budget devait passer avant tout. « Voici mes motifs, » dit-il; *vous devez discuter et voter le budget*; c'est une *obligation envers le gouvernement de le voter*, et envers les contribuables « de le discuter. Il *faut* examiner le temps « qui vous reste pour cela. Nous sommes « au 5; le 26 *vous êtes obligés* de partir pour « Reims; il vous reste donc vingt jours « francs. Dans ces vingt jours, il y a trois « dimanches, *peut-être quatre..... Il faut* « donc finir le budget; s'il vous reste du « temps, *vous pourrez vous occuper* (toujours « avec la permission de M. de Gérès) de la « loi dont on vient de parler. »

GESTAS[le comte de](Basses-Pyrénées). M. le comte de Gestas est conservateur des eaux et forêts; il est connu par son dévouement à la monarchie et à la personne des Bourbons. Membre de la Chambre de 1815, il votait avec la majorité; mais il n'était point encore conservateur des eaux et forêts. Nous

sommes néanmoins persuadés que le jour où M. de Gestassera détrompé sur le compte du ministère, il sacrifiera s'il le faut sa place à sa conscience.

GILLET (Marne). Ce député de la Marne ne nous est connu que par un calembourg dont il est le héros. Quoique silencieux, il avait paru deux fois à la tribune dans la même séance, pour appuyer deux propositions ministérielles. A sa seconde apparition, quelqu'un ayant fait observer qu'il s'agissait d'un objet entièrement opposé à celui qu'on venait de discuter, parut douter qu'il parlât dans le même sens. Alors un mauvais plaisant, car il s'en trouve partout, même à la Chambre, s'empressa de répondre « qu'il s'agissait bien d'une autre paire de manches, mais que c'était toujours le même Gillet. »

GIRARDIN [comte Stanislas de] (Seine-Inférieure). M. Stanislas-Cécile-Xavier de Girardin est né le 15 janvier 1768, à Lunéville, où le roi de Pologne, duc de Lorraine, le tint sur les fonts de baptême, et lui donna son nom. Fils du propriétaire de la terre d'Ermenonville, où J.-J. Rousseau resta quelques semaines, il avait dix ans à la mort de ce philosophe; il n'en crut pas moins devoir prendre le titre d'*élève de J.-J. Rousseau*,

pour qui il a toujours professé depuis une grande vénération. Il entra au service à onze ans, et à vingt-un il était capitaine au régiment des dragons de Chartres. Ce fut alors qu'il embrassa avec chaleur les principes de la révolution, à l'imitation de son colonel, le comte de Valence, mort pair de France en 1822. M. de Girardin fut nommé commandant de la garde nationale à cheval de la ville du Mans; puis, peu de temps après, il rédigea successivement les cahiers des bailliages de Senlis et de Vitry-le-Français. De retour à Paris, la section des Petits-Pères le nomma électeur. En 1790, il obtint la présidence de l'administration centrale du département de l'Aisne. En 1791, il présida le collège électoral du département de l'Oise, qui le nomma son représentant à la première législature. Il se montra dans cette session l'ennemi de tous les privilèges, et en demanda l'abolition; il appuya même le décret qui enlevait au roi les titres de *sire* et de *majesté*. Bientôt après, il entra dans le parti constitutionnel, et embrassa les opinions du club des feuillans. Le 19 octobre, il vota la conservation du traitement des ecclésiastiques qui se marieraient, et le 28, il appuya le décret qui ordonnait à MONSIEUR, frère

du roi, de rentrer en France dans le délai d'un mois, sous peine d'être déchu de ses droits à la régence éventuelle. Nommé secrétaire de l'assemblée le 10 janvier 1792, il vota le 6 février pour l'adoption du projet de Hérault sur la responsabilité ministérielle. Lorsque M. de Narbonne, ministre de la guerre, vint accuser le général Barbantane, à l'occasion de la conduite du régiment d'Ernest, à Aix, M. de Girardin, qui était son beau-frère, le défendit avec chaleur, disant que « son seul tort était d'appartenir « à la société des jacobins, persécutée par « les puissances étrangères. »

Le 3 mai suivant, M. le comte de Girardin parla en faveur de la liberté de la presse, et s'opposa à la poursuite de Marat, éditeur de *l'Ami du peuple*, et de plus ami de M. Girardin père, s'il faut en croire la lettre que ce dernier écrivit à la Convention pour lui offrir le corps de J.-J. Rousseau. Le 24, il fut élu président de l'Assemblée. Peu de mois après, M. de Girardin se fit donner une mission pour Londres, d'où il ne revint à Paris que le soir du 21 janvier 1793. Il alla se cacher à Ermenonville, chez son père, et de là auprès de Sézanne, chez son oncle, le baron de Baye. Il y fut arrêté

par ordre du comité de salut public, et incarcéré à Sézanne avec ses frères. Ce fut dans la prison de cette ville qu'il apprit le métier de menuisier. Il en sortit six semaines après le 9 thermidor, disparut de la scène politique, et n'y reparut que le 29 décembre 1799, qu'il fut appelé au Tribunat par le Sénat conservateur; il s'y prononça en faveur du projet de loi de réduction des justices de paix, et attaqua l'opinion contraire de M. Benjamin Constant, avec lequel il eut une vive altercation. Il fut un des trois orateurs chargés par le Tribunat d'aller soutenir au Corps législatif l'utilité de l'institution de la Légion-d'Honneur.

Le 26 avril 1802, M. Carion-Nisas s'étant permis une virulente sortie contre J.-J. Rousseau, M. de Girardin crut devoir le défendre, et demanda qu'on retranchât dans le discours ce qui concernait la personne de ce philosophe, qu'il prétendit être vénéré par toute l'Europe. Peu de jours auparavant, il avait dû à ses liaisons intimes avec Joseph Buonaparte, propriétaire de la terre de Mortefontaine et membre du Tribunat, la présidence de ce corps. Le 14 juin 1804, il obtint le titre de commandant de la Légion-d'Honneur, et fut ensuite désigné comme candidat au Sénat

par le département du Calvados. En 1806, il fut nommé écuyer de Joseph Buonaparte, commanda sa garde lors de l'entrée de cet usurpateur à Naples, et fut promu au grade de colonel pendant le siège de Gaëte. En 1808, il fut nommé général de brigade à Bayonne, et fit deux campagnes de l'injuste guerre d'Espagne. Devenu membre du Corps législatif, il passa, en 1812, aux fonctions de préfet de la Seine-Inférieure, où, quand Buonaparte lui demandait deux cents conscrits, il en envoyait quatre cents. Le 3 avril 1814, il adhéra à la déchéance de Buonaparte et au rappel des Bourbons, dont il proclama le rétablissement en ces termes :

« Une grande et heureuse révolution vient
 « de s'opérer. Après de longs malheurs,
 « fruits de nos égaremens' politiques, les
 « premiers corps de l'Etat, interprètes des
 « sentimens de la nation, ont rappelé au
 « trône de France les descendans de Saint-
 « Louis et d'Henri IV. Louis-Stanislas-Xa-
 « vier est rendu aux vœux des Français par
 « une Charte constitutionnelle également
 « avantageuse à son auguste famille et aux
 « peuples qu'elle est destinée à gouverner.
 « C'est l'olivier de la paix à la main, c'est après
 « l'oubli des injures passées qu'il vient com-

« mencer ce règne dont tout se réunit pour
« garantir la douceur et la prospérité... »

M. le comte de Girardin fut nommé chevalier de Saint-Louis le 4 juin suivant. Malgré sa proclamation et son serment, l'élève de J.-J. Rousseau n'en devint pas moins un des partisans de Buonaparte, au nom duquel il administra le département de Seine-et-Oise pendant les cent-jours. Il fit aussi partie de la Chambre des représentans. Le 14 juillet 1815, rappelé à la préfecture de la Seine-Inférieure par le roi, il y fut remplacé peu de temps après par M. de Kergariou. L'empereur de Russie lui envoya, à peu près à cette époque, la croix de commandeur de Sainte-Anne, en récompense des soins qu'il avait donnés aux troupes russes pendant leur séjour dans la Seine-Inférieure.

M. le comte Decazes, premier ministre, nomma, le 6 avril 1819, M. de Girardin préfet du département de la Côte-d'Or. Il s'y distingua par de nombreuses destitutions des fonctionnaires royalistes; et quand le ministère fut désabusé de sa confiance illimitée dans les auteurs de la révolution, M. de Girardin fut un des premiers dont il crut la révocation nécessaire, au mois de mars 1820.

Mais ce grand fonctionnaire avait trouvé

le secret de se faire élire député le 12 novembre 1819, par le département de la Seine-Inférieure. Ne pouvant plus administrer, il voulut gouverner, et toutes les sessions le virent un des plus violens antagonistes, non seulement des mesures ministérielles, mais encore de l'initiative royale.

M. le comte de Girardin a été réélu député en 1824, par le premier arrondissement du département de la Seine-Inférieure. Il a continué ses déclamations contre la monarchie, et il siège à l'extrême gauche de la Chambre, où, quoiqu'ami de l'égalité, il se montre toujours barriolé de cordons; et serait fort mal reçu quiconque, en lui parlant, ne lui donnerait pas le titre de *comte*.

GONTAUT-BIRON [le comte de] (Orne). Ce beau nom fait si peu de bruit à la Chambre, qu'il nous a été impossible de savoir au juste dans quel sens, nous ne dirons pas parle, mais vote M. de Gontaut-Biron. Il nous est cependant revenu que cet honorable membre n'est pas de ceux qui troublent le *recueillement* de M. de Peyronnet, le *quiétisme administratif* de M. de Corbière, et les *soustractions* de M. le ministre des finances.

Ce paragraphe étant probablement le seul document qu'aurent à recueillir les généalo-

gistes qui voudront continuer l'histoire des diverses branches de la maison de Gontaut-Biron, nous croyons devoir consigner ici, pour mémoire, que M. le marquis présidait le collège d'Alençon en 1822, et qu'il y obtint 192 voix sur 205, ce qui forme une majorité beaucoup plus claire que certains *assis et levés* de la Chambre, que M. Ravez, assisté des quatre secrétaires, interprète, comme chacun sait, avec la plus sévère impartialité.

GOURGE [le vicomte de] (Gironde). M. le vicomte de Gource fait partie de cette célèbre députation de la Gironde, qui compte dans ses rangs les Peyronnet, les Ravez, etc. On dit que M. le garde des sceaux s'est chargé spécialement de la nomination des députés de la Gironde; et l'on voit qu'il s'y entend. Il faudrait être bien habile et bien adroit pour être député de la Gironde, et en même temps échapper au ministère. Car si vous étiez manqué par M. de Peyronnet, vous tomberiez inévitablement dans les pièges et dans les fourchettes de M. Piet; M. de Martignac vous séduirait à la tribune ou dans une loge de l'Opéra; M. Josse-Beauvoir vous achèterait comme un *journal*, et M. Ravez aurait le talent de vous enchaîner

avec la plus grande impartialité. On voit donc qu'il est impossible, en conscience, que M. de Gourge soit de l'opposition.

GOURGUES [le marquis de] (Tarn-et-Garonne), maître des requêtes, gentilhomme de la chambre du roi. Les gens qui suivent le plus exactement les débats de la Chambre, ne se rappellent pas avoir entendu parler ce député; ceux qui lisent les journaux avec la plus scrupuleuse attention, n'ont jamais lu son nom dans les bulletins de séance. C'est un bon député du centre, ne s'écartant jamais de sa consigne, et criant très à propos; du reste assez brave homme.

GOZON [de] (Lot). M. de Gozon est maire de Saux, non pas de ce village de Sceaux qui a épuisé le génie politique des faiseurs de calembourgs. Cet honorable député est beaucoup plus connu à Saux qu'à la Chambre des députés. Il fait, dit-on, beaucoup de bruit dans sa commune, surtout lorsqu'il se fait appuyer dans ses fonctions par la caisse de son valet de ville. Il regrette Saux, où il est regretté quand il vient à Paris pour faire plaisir à M. de Villèle. M. de Gozon pense comme César, qui disait qu'il aimerait mieux être le premier dans un village que le second à Rome. Mais

si M. de Gozon pense comme César, il ne parle pas comme lui. Que dis-je ! il ne parle pas ; mais par compensation il ne fait pas parler de lui.

GRANOUX [le comte de] (Ardèche). M. de Granoux est un homme indépendant par sa fortune, et plus encore par son caractère ; il honore, sous tous les rapports, la députation de l'Ardèche, dont il fait partie. Le nom de ce député est environné de respect et de considération à la Chambre. La réputation de M. de Granoux n'a pas peu contribué à relever la réputation de l'Ardèche, que le célèbre *plat d'ortolans* de M. Rouchon avait légèrement compromise.

H

HAAS (Haut-Rhin). Comme le célèbre cardinal Wolsey et M. Bazire, M. Haas est fils d'un boucher. Il professa d'abord le libéralisme avec tant d'ardeur, que le précédent ministère jugea à propos de l'écarter de la députation. Voyant que son enthousiasme ne le menait à rien, et craignant d'ailleurs qu'il ne lui fît perdre sa recette particulière, il se fit modéré, puis ministériel. Par cette adroite conversion, il obtint de M. de Corbière la permission de se faire élire. Le ministère

n'a pas eu à se repentir de cette acquisition ; il a trouvé dans M. Haas un des bruyans défenseurs de ses projets financiers, ou soi-disant tels. Les bons et loyaux services de M. Haas lui ont valu la croix de la Légion-d'Honneur, en attendant mieux.

HALGAN (Morbihan). M. Halgan a commencé comme Jean-Bart et Duguay-Trouin, et, comme eux, son mérite l'a élevé aux premiers rangs de la marine militaire. Comblé d'honneurs et estimé de ses concitoyens, il ne lui manquait que l'illustration parlementaire. Il n'a plus de souhaits à former, puisque le département du Morbihan l'a deux fois élu son député. Pendant la session de 1819, il vota avec la majorité ministérielle, et a continué depuis. Il a paru à la tribune toutes les fois qu'il s'est agi du budget de la marine, ne voulant entendre à aucune réduction dans cette partie. Il a aussi pris part, le 26 avril 1820, à la délibération qui eut lieu sur la loi relative aux douanes.

M. Halgan a protégé les Grecs, et a fait respecter le nom français dans les mers du Levant. Il est contre-amiral en activité de service, maître des requêtes, directeur du personnel au ministère de la marine, commandeur des ordres de Saint-Louis et de la

Légion-d'Honneur. En 1824, il a présidé le collège électoral de Lorient, qu'il représente à la Chambre.

HAMEL [le comte du] (Gironde). Le comte Louis du Hamel est filleul du roi Louis XVIII ; il est issu d'une ancienne famille bordelaise, et son père a long-temps rempli dans la ville du *Douze-Mars* la place de lieutenant de maire. Quand Napoléon voulut s'entourer des familles historiques, il créa M. Louis du Hamel maître des cérémonies et introducteur des ambassadeurs. En 1812, il le nomma sous-préfet de Toulon, et la même année il lui donna la préfecture des Pyrénées-Orientales, qu'il conserva jusqu'à la restauration. Nommé par le roi préfet de la Dordogne, il cessa ses fonctions à l'arrivée de Buonaparte, rejoignit le duc d'Angoulême en Espagne, et ne rentra en France qu'avec lui. Pour le récompenser de son dévouement, le roi le nomma préfet du département de la Vienne, où il créa une belle garde nationale à cheval. Sa confiance fut accordée aux seuls royalistes, et il lutta avec courage contre le système de M. Decazes, qui le destitua en 1819. Élu député en 1820 par le grand collège de la Gironde, qui l'a réélu en 1824, M. le comte du Hamel a oublié ses

honorables antécédens pour s'attacher au char de M. de Villèle, dont il soutient tous les projets. Ce député est officier de la Légion-d'Honneur, chevalier de Malte, et conseiller d'Etat en service extraordinaire, attaché au comité de la marine et des colonies.

HARCOURT [le vicomte Emmanuel d'] (Seine - et - Marne). Le vicomte Emmanuel d'Harcourt, maire de la commune de Souppes, a épousé M^{lle} de Montesquieu, fille de l'aide major de la garde nationale de Paris. Il a été élu député en 1824 par le grand collège de Melun. Nous espérons donner à nos lecteurs quelques lignes de plus qui leur auraient aidé à distinguer un des plus ignorés députés de la Chambre septennale, si un de ses amis, ancien magistrat, oncle du procureur actuel du roi à Melun, et l'un des plus intrépides défenseurs du chapitre de *l'Indifférence*, n'eût oublié de nous envoyer une notice spontanément offerte par lui sur ce noble inconnu ministériel. Nous savons seulement qu'il a publié quelques brochures politiques.

HARMAND D'ABANCOURT [le vicomte] (Ardennes). M. Harmand d'Abancourt est fils du conventionnel Harmand de la Meuse, l'un des commissaires nommés par

cette assemblée pour aller constater au Temple l'état de M. le Dauphin.

Plus modéré que son père, M. Harmand d'Abancourt fut employé sous l'empire, et depuis la restauration on l'a vu successivement préfet et sous-préfet des Ardennes. Louis XVIII le nomma baron; il est de plus secrétaire-général du conseil des manufactures, secrétaire-général de la commission de liquidation de l'indemnité, et enfin maître des comptes. Qu'on ne croie pas toutefois que ces faveurs soient venues trouver le député des Ardennes dans son lit, ou plutôt sur son banc, ce qui est la même chose pour beaucoup de députés. Il est un des agens les plus actifs du ministère; et non content de faire très-assidument sa partie dans les morceaux d'ensemble du centre, il vient rompre des lances à la tribune en faveur d'une administration dont il est le plus ancien admirateur. On en jugera par le discours qu'il prononça dans la discussion de la loi sur l'indemnité. Il s'agissait de déterminer l'action de la caisse d'amortissement sur telle ou telle valeur. M. Humann proposa d'ajouter à l'article 3
 « que les sommes affectées à l'amortisse-
 « ment seraient employées à racheter de pré-
 « férence ceux des effets publics au-dessus

« du pair qui sont constitués au taux le plus
 « élevé. » M. Harmand d'Abancourt com-
 battit vivement cette proposition, qui pa-
 raissait singulièrement contrarier M. le pré-
 sident du conseil.

« Messieurs, dit-il, on paraît craindre de
 « mettre la fortune publique à la merci d'un
 « ministre ; je ne puis être frappé de sem-
 « blables craintes, non que je regarde les
 « faiblesses et les passions humaines comme
 « devant à jamais être étrangères aux dépositaires même les plus élevés du pouvoir ; mais
 « à côté de cette chance que le choix du sou-
 « verain , qui a bien aussi quelque intérêt à
 « ne le faire qu'à bon escient, rend déjà moins
 « redoutable à mes yeux , je vois des combi-
 « naisons sociales qui ne sont pas non plus
 « sans garanties.

« Une commission de surveillance com-
 « posée de personnages élevés en dignités,
 « dont plusieurs sont présentés au choix du
 « roi par les Chambres elles-mêmes, des
 « agens responsables qui se contrôlent les
 « uns par les autres, et pris dans un rang
 « supérieur de la société, voilà, ce me sem-
 « ble , et un frein contre les abus que l'on
 « redoute, et une garantie que le meilleur
 « usage possible sera fait de la latitude lais-

« sée à l'administration des finances, qui a
 « amené nos finances à un tel point de pros-
 « périté.

« Mais, dira-t-on, ce ne sont pas seule-
 « ment les dilapidations de la fortune publi-
 « que que l'on doit envisager. L'esprit de
 « système, l'incurie, l'infidélité des sous-
 « ordres, les erreurs de l'esprit enfin peu-
 « vent nous être aussi funestes que les mal-
 « versations. Je réponds que les garanties
 « de surveillance dont je viens de parler
 « s'appliquent aussi bien aux erreurs de sys-
 « tème et d'administration qu'aux passions
 « honteuses, et aux crimes de dilapidations.

« Rassuré par ces garanties, je me demande
 « si de semblables craintes ne sont pas étran-
 « gement exagérées; je me demande s'il est
 « bien raisonnable que la crainte de l'abus
 « d'une chose détermine à en proscrire l'u-
 « sage, et à détruire jusqu'à la faculté d'en
 « user. Je ne le puis croire; et, s'il faut le
 « dire, le véritable danger m'apparaît bien
 « plus dans cette disposition habituelle à se
 « prémunir contre le pouvoir, à limiter et
 « altérer sa faculté d'agir, qu'à lui conférer
 « les moyens sans lesquels il ne peut faire le
 « bien. »

M. Harmand d'Abancourt, emporté par

son enthousiasme, termina en s'écriant « que
« les flots de l'opposition viendraient se briser
« au pied du rocher ministériel. » Et cette
éloquente péroraison vint se briser contre
des éclats de rire prolongés.

HAUDICOURT [Cavé d'] (Oise). Les
mémoires, chroniques et biographies du
siècle ne parlent pas plus de M. d'Haudi-
court que lui ne s'occupe à la tribune de
son département. C'est une des bonnes têtes
du centre pur, c'est-à-dire du groupe formé
derrière le banc des ministres. M. d'Haudi-
court est maire de Tartigny.

HAUDRY DE SOUCY (Seine-et-Oise).
Il faut bien se garder de confondre M. Hau-
dry, député de Seine-et-Oise, avec M. Odry,
auteur du *Poème des gendarmes*; il y a cepen-
dant un point de comparaison entre M. Hau-
dry de Soucy et M. Odry sans *Soucy* : c'est
que celui-ci, comme chacun sait, est un
approvisionnement de gros sel, tandis que l'autre
est administrateur des salines, ainsi que nous
l'apprend l'*Almanach royal*.

Mais ce qui est tout au moins aussi hono-
rable pour M. Haudry de Soucy, c'est d'a-
voir, dans la séance du 6 mai 1825, été
nommé l'un des candidats qui devaient être
présentés au roi, et parmi lesquels devaient

être choisis les deux nouveaux membres de la commission de surveillance pour la caisse d'amortissement.

M. Haudry de Soucy eut l'honneur de la candidature avec MM. Ollivier, Leroy et Huerne de Pommeuse. Ce député est membre du conseil-général de son département et chevalier de la Légion-d'Honneur. Il ne faut donc pas trop lui en vouloir s'il est ministériel.

HAUTEROCHE [d'] (Hérault), chevalier de la Légion-d'Honneur. Il faut attribuer à sa qualité de membre de conseil-général de département l'espèce d'obscurité dans laquelle est resté M. d'Hauteroche. On remarque, en effet, que la plupart des députés que les conseils-généraux ont fournis à la Chambre législative, sont d'une affligeante taciturnité. Ils restent muets devant M. le président Ravez, tout comme s'il était préfet.

M. d'Hauteroche s'occupe beaucoup d'agriculture : il est parvenu à augmenter sa fortune par des procédés agricoles ; il connaît le secret de fertiliser le terrain le plus ingrat, de rendre des landes fécondes. Il trouve aussi que le *centre* est une bonne terre, quoiqu'un peu lourde, et qui ne demande que des soins ; aussi M. d'Hautero-

che trace avec succès le sillon ministériel.

HAY-LUCY (Yonne). Si M. Hay regarde la religion comme la base des Etats, l'auxiliaire des rois et la consolation des malheureux, je ne sais trop comment il peut allier ces beaux et pieux sentimens avec la docilité qu'exige le dévouement à un ministère qui a dépouillé les rentiers, spolié les émigrés, et traité avec la révolte armée de Saint-Domingue. Quoi qu'il en soit, le discours prononcé par M. Hay - Lucy en faveur des vicaires de campagne, dont il proposait d'augmenter le traitement, fait honneur à son cœur et à son esprit.

En 1820, il fit adopter le renvoi au ministre Lainé de la pétition d'un certain notaire qui réclamait un projet de loi tendant à rendre les communes absolument libres dans leur administration, et il vota pour le rejet de la nouvelle loi d'élections.

Ce député a été réélu en 1824 par le collège électoral d'Auxerre, qu'il présidait. Il est conseiller de la préfecture de l'Yonne, et chevalier de la Légion-d'Honneur.

HAYS [du] (Pas-de-Calais), membre du conseil-général de son département, Si M. du Hays remplit exactement son mandat en ce qui concerne la ponctualité à se rendre aux

séances, la France, le Pas-de-Calais, et surtout les ministres, le doivent à M^{me} du Hays, qui veille, avec empressement, à ce que son époux fasse régulièrement *sa session*.

HENNESSY (Charente), négociant, membre du conseil d'arrondissement. M. Hennessy passe pour un honnête ministériel. Il vote pour les ministres sans songer à mal. Il trouve les orateurs de l'opposition trop brusques, trop emportés : il dit que ce sont des gens mal élevés, qui ont mauvais ton, et qu'il ne voudrait pas, pour tout au monde, se trouver en pareille compagnie.

HERICART DE THURY [le vicomte] (Seine), officier de la Légion - d'Honneur, maître des requêtes, directeur des travaux de Paris. Le *Dictionnaire des girouettes*, d'heureuse mémoire, nous montre M. Hericart de Thury dévoué au pouvoir impérial, dévoué au roi, indécis dans les cent-jours, mais toujours à sa place, et reprenant le cours de sa destinée en 1815. En effet, cet honorable député était, sous Buonaparte, inspecteur des mines, et chargé des catacombes de Paris. C'est à lui que l'on doit l'ordre merveilleux avec lequel sont rapprochés tant d'ossemens, dont probablement les premiers propriétaires n'avaient jamais songé

à la destination future. Grâce aux soins de M. Thury et aux tailleurs de pierres, Paris possède un monument unique dans ce genre... Le royalisme de M. de Thury fut récompensé en 1814, par la place de maître des requêtes. En 1815, il devint membre du conseil-général du département de la Seine, et député du département de l'Oise. Guidé par la reconnaissance, il crut devoir siéger avec la majorité. Trop jeune en 1815, il ne put être continué dans ses honneurs : mais dès que son âge le permit, le même département lui confia de nouveau les fonctions législatives. On doit à ses veilles laborieuses la *Description des catacombes de Paris*, publiée en 1815. En 1819, secrétaire-rapporteur du jury, chargé de prononcer sur l'admission des objets présentés par le département de la Seine pour l'exposition publique de l'industrie nationale, il a publié le *Rapport du jury d'admission des produits de l'industrie du département de la Seine à l'exposition du Louvre, comprenant une Notice statistique sur ces produits*, 1 vol. in-8°. M. Hericart de Thury ne parle jamais à la Chambre ; il suit attentivement de l'œil les mouvemens des ministres pendant les délibérations par assis et levés. Il attend, probablement, pour faire briller

son éloquence à la tribune , une discussion sur les catacombes. Il nous semble cependant qu'un homme aussi savant que M. Hericart de Thury, qu'un membre de l'Institut , académie des sciences, pourrait se rappeler quelquefois qu'il est le député d'hommes vivans, et ne pas faire penser par son silence, qu'il représente les intérêts du vaste tombeau confié à ses soins.

HERSART DE LA VILLEMARQUÉ (Finistère). M. Hersart de la Villemarqué a été élu député en 1820 par le grand collège du département du Finistère , qui l'a réélu en 1824. Ce député bas-breton s'est montré reconnaissant de la croix de la Légion-d'Honneur et de la sous-préfecture de Quimperlé, qu'il a obtenues.

HERCÉ [le chevalier de] (Mayenne). Le chevalier de Hercé a servi dans l'armée royale du Bas-Maine. En 1824, il plut au ministère d'en faire un député, quoique sa vocation ne l'y portât pas. Nommé président du collège électoral de Mayenne, il a obtenu ses suffrages, et n'a paru à la Chambre que pour augmenter le nombre des inutilités. Ce député a la croix d'honneur, et est maire de la ville de Mayenne.

HOCQUART (Haute-Garonne). Ce riche

compatriote de M. le comte de Villèle appartient à une famille parlementaire. Il se condamna à l'oisiveté sous le consulat et l'empire, et ne voulut remplir aucun emploi ni exercer aucune profession. Pendant les cent-jours, il fut assez heureux pour rendre des services à la cause royale, et on l'en récompensa en *l'improvisant* premier président de la Cour royale de Toulouse. En 1820, il fut élu député par le grand collège du département de la Haute-Garonne; et en 1824, M. de Villèle lui en donna la présidence. Réélu à une grande majorité, M. Hocquart s'est fait ministériel, dans l'espoir d'obtenir la pairie, que lui promet depuis long-temps le premier ministre, ainsi qu'à bien d'autres députés.

Quand M. Hocquart péroré à la Chambre, on le croirait assis sur les fleurs de lis, et l'entendre prononcer un arrêt. Son ton est lent, monotone, solennel, et son organe caverneux envoie au loin les dernières syllabes. Ce premier président d'une des plus belles Cours du royaume est chevalier de Malte et officier de la Légion-d'Honneur.

HOFFELIZE [le comte Théobald d'] (Meurte). Après avoir quitté la France au commencement de la révolution, M. Théo-

bald d'Hoffelize servit avec distinction dans l'armée de Condé. Rentré en France, il n'exerça aucune fonction sous l'empire. C'est un homme d'honneur, que son amitié pour M. de Villèle a pu égarer peut-être, mais jamais faire agir contre sa conscience. Des affaires de famille l'ont éloigné de la Chambre pendant une grande partie de la session de 1825, dont les résultats sont appréciés aujourd'hui des plus incrédules et des moins clairvoyans.

Peu de temps avant la discussion de la loi d'indemnité, un particulier qui, en 1793, avait acheté des bois appartenant à M. d'Hoffelize, lui ayant fait proposer un dédommagement, celui-ci refusa formellement, en déclarant qu'il ne croyait devoir rien répéter au-delà de ce que lui attribuerait la loi.

HOFFELIZE [le comte d'] (Moselle). M. le comte d'Hoffelize partage tous les sentimens de son frère, et jusqu'à son affection pour M. le président du conseil. Lorsqu'il parut à l'armée de Condé, il avait déjà fait ses preuves dans l'Inde, sous les ordres du bailli de Suffren. Au retour de l'émigration, il établit dans la Meurte des forges qui sont aujourd'hui dans l'état le plus florissant.

HUERNE DE POMMEUSE (Seine-et-Marne). C'est un député qui s'occupe particulièrement des matières de finances ; il vote avec les ministres, et protège les 3 pour 100. Cependant, la protection de M. Huerne de Pommeuse est quelquefois perfide. On raconte à ce sujet que quelqu'un étant allé le solliciter pour lui faire obtenir une place, il la promit. Huit jours après, M. Huerne de Pommeuse fils la remplissait.

M. Huerne de Pommeuse était déjà député en 1815 ; ce fut le beau temps de sa carrière politique ; il votait alors avec la majorité ; il parla plusieurs fois à cette époque sur les matières de finances ; il fit une proposition fort sage sur la fixation de la taxe des canaux de navigation ; il parla aussi sur la caisse d'amortissement, et il proposa d'ajouter à sa dotation les arrérages des rentes viagères qui s'éteindraient par décès durant l'année, et les sommes dues pour tout traitement de places qui vaqueraient par décès.

C'est M. Huerne de Pommeuse qui a fait le rapport à la Chambre des députés sur le projet de loi de la réduction des rentes, le 16 février 1825 ; aussi la réputation de M. Huerne de Pommeuse, qui avait atteint le *pair*, est tombée à 60.

HUMANN (Bas-Rhin). Ce négociant de Strasbourg semble porter écrit dans chacun de ses traits le mot *alsacien*. Il a les cheveux blonds, le teint clair, la haute stature des habitans de cette partie de la France, et c'est avec cette bonhomie naïve qui le caractérise qu'il vient développer à la tribune des opinions hérissées de chiffres, et qu'il s'enfonce dans les plus arides calculs.

Président du conseil de commerce du Bas-Rhin en 1818, et nommé pour surveiller les opérations de la députation chargée de combattre le projet du renouvellement du monopole des tabacs, si contraire aux intérêts agricoles de son département, M. Humann s'acquitta de cette mission avec zèle et talent. Appelé à la Chambre en 1820, il y a constamment défendu les intérêts du commerce ; et si l'on peut lui reprocher d'avoir appuyé, en 1824, le triste projet de réduction, on doit en même temps rappeler qu'il le déclara intempestif, et qu'en 1825 il l'a franchement combattu. Dans toute la discussion, il soutint constamment sa réputation d'homme loyal et de bonne foi ; et si son amendement relatif à la caisse d'amortissement eût été adopté, le crédit public n'en serait peut-être pas où les sublimes combi-

naisons de M. le ministre des finances l'ont amené.

M. Humann, qui en 1814 donna des preuves de dévouement à la dynastie légitime, siège au centre gauche. Il est protestant.

HYDE DE NEUVILLE [le comte] (Nièvre). Paul Hyde de Neuville est né à la Charité-sur-Loire, d'une famille anglaise qui avait créé une manufacture de boutons dans cette ville. Son père lui laissa une grande fortune, que la révolution détruisit en partie. Ce ne fut qu'en 1797 que le jeune Hyde de Neuville commença à se faire remarquer en embrassant le parti *clichien*. Bientôt, par l'intermédiaire de son beau-frère Delarue, membre du Conseil des Cinq-Cents, il se lia avec les chefs des partisans de la maison de Bourbon, entre autres avec le chevalier de Coigny, et les abbés Ratel et Godard.

Plusieurs voyages en Angleterre, et des relations avec le chevalier d'Andigné, le comte de Bourmont et Georges Cadoudal, chefs des royalistes de l'Ouest, attirèrent sur lui, en 1799, l'attention de la police, qui saisit toute sa correspondance, et la fit publier officiellement. Peu de mois auparavant, M. Hyde de Neuville avait eu le noble courage, dans une entrevue avec Buona-

parte, alors premier consul, de lui proposer de rétablir la maison de Bourbon sur le trône. Peu satisfait de sa réponse, il ne négligea rien pour déterminer le général Pichegru à venir se mettre à la tête du parti royaliste de l'intérieur. Dans la nuit du 20 au 21 janvier 1800, il fit tendre de noir l'église de la Madeleine.

Signalé dans plusieurs rapports du ministre Fouché, il se sauva d'abord en Angleterre, d'où il revint pour se cacher à Lyon, où il resta inconnu pendant quelques années. A la fin de 1805 il obtint, à la sollicitation de ses amis, au courage héroïque et persévérant de sa femme, et à la puissante intercession de l'impératrice Joséphine, la permission de se retirer en Espagne, d'où il se rendit avec sa famille aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, et y acheta une habitation dans les environs de New-Yorck, près de celle où résidait le général Moreau.

Ce fut lui qui contribua le plus puissamment au retour de ce fameux guerrier sur le continent européen, pour y servir la cause des Bourbons.

Sitôt que M. Hyde de Neuville eut appris le rétablissement de Louis XVIII sur son trône, il se hâta de revenir en France, où

il débarqua en juillet 1814. Employé dès lors dans diverses missions diplomatiques, il suivit le roi à Gand, et resta avec lui. En dépit du départ de la Nièvre, au mois d'août 1815, il se distingua dans le cours de la session par plusieurs éloquents discours dirigés contre les hommes et les principes de la révolution. Le 3 novembre, ce député demanda que l'assemblée prît le roi de réduire le nombre des tribunaux, et de suspendre l'insurrection royale des juges. Il parla sur la loi d'amnistie et sur le projet relatif aux élections. Dans toutes ces discussions il vota avec la majorité. Le 4 avril, M. Hyde de Neuville proposa de modifier les lois sur la contrainte par corps, surtout envers les étrangers.

Nommé ministre plénipotentiaire de France aux États-Unis par le ministère, qui déjà désirait son éloignement, il arriva à son poste à la fin de juin 1815. Il fut créé comte à cette occasion, et peu de temps après décoré du grand-croix de la Légion-d'Honneur. De retour en 1822 de cette honorable mission, M. Hyde de Neuville a été élu député en 1823 par le département de la Nièvre. Nommé ambassadeur en Portugal, cet habile diplomate avait déjà détruit presque entièrement

l'influence anglaise dans ce royaume, quand M. de Villèle l'a fait rappeler, à l'instigation de M. Canning, qui redoutait ses talens, et l'usage qu'il en faisait. Avant son départ, le roi de Portugal a récompensé ses services en le nommant comte de Bemposta.

Le département de la Nièvre avait conservé le souvenir des services rendus à la France par M. Hyde de Neuville, et l'arrondissement de la Charité-sur-Loire l'a réélu en 1824, quoiqu'il fût absent de sa patrie, et quoique le ministère lui opposât le général Clément, ancien député. On vit même le respectable M. de Sermizel, âgé de quatre-vingt-dix-neuf ans, quitter ses foyers, malgré les mauvais chemins et la rigueur de la saison, pour venir voter en faveur de M. Hyde de Neuville, et répondre à ses parens, qui témoignaient de l'inquiétude sur sa santé : « J'ai été l'année dernière aux élections par devoir, je dois y aller cette année par reconnaissance. »

I

IMÉCOURT [le comte d'] (Meuse), colonel d'état-major, gentilhomme honoraire de la chambre du roi. M. le comte d'Imécourt est un de ces députés qui sont beau-

coup plus connus de MM. les secrétaires de la Chambre que du public ; on s'aperçoit toujours qu'ils sont à la Chambre quand on fait l'appel nominal , ou quand on compte les boules. Cela n'empêche pas M. le comte d'Imécourt d'être un colonel d'état-major fort instruit, et d'être, de plus, un excellent gentilhomme honoraire de la chambre du roi.

J

JACQUINOT-PAMPELUNE (Yonne). Claude-Joseph-François-Catherine Jacquinot, né à Dijon, d'un père distingué dans le barreau, et professeur à l'Université de cette capitale de la Bourgogne, n'avait que vingt ans quand la révolution éclata. Il professa les principes de l'époque, et exerça la profession d'avocat avec distinction. Quoique partisan des idées républicaines, il n'en défendit pas moins, au péril de sa vie, des membres de l'ancien parlement de Dijon, que l'on avait arrêtés bien moins pour les juger que pour les sacrifier. Lié très-intimement avec Maret, duc de Bassano, son compatriote, M. Jacquinot fut nommé en 1811 avocat-général près la Cour impériale de Dijon, et bientôt après procureur-général à

La Haye, où il resta jusqu'à l'évacuation de la Hollande par les Français.

En 1815, pendant les cent-jours, on assure que M. Jacquinot prit part à l'assemblée du Champ-de-Mai, en sa qualité d'électeur de la Côte-d'Or, et que déjà il était désigné pour premier président de la Cour impériale de Colmar, quand le retour du roi légitime lui permit de ne professer que des opinions royalistes. Nommé maître des requêtes et procureur du roi près le tribunal de la Seine, il présida en 1816 le collège électoral de l'Yonne, qui le choisit pour un de ses députés. Il prit place au centre droit, et soutint le ministère. A l'occasion de la pétition de M^{lle} Robert, il combattit M. de Corbière en ces termes : « Demanderait-on
« compte au ministre de la guerre ou de l'in-
« térieur, de la destitution supposée injuste
« d'un général ou d'un préfet? peut-on de-
« mander compte au ministre de la police
« d'une mesure de police?... » Et il termina son discours en demandant l'ordre du jour.

M. Jacquinot a fait depuis l'éloge des Cours prévôtales, et a voté pour le projet ministériel sur la liberté de la presse, en demandant que non seulement les auteurs, mais aussi les libraires et imprimeurs, fus-

sent responsables. Il s'est aussi prononcé pour l'abolition du droit d'aubaine et pour que les prévenus arrêtés fussent privés de toute communication, quand même ils seraient totalement illettrés. Il a combattu le jury pour les délits de la presse, et s'est constamment montré un des plus cruels ennemis des journalistes et de toute publicité.

M. Jacquinot a été réélu en 1824 par l'arrondissement d'Avallon, dont il présidait le collège électoral. Ayant persisté dans son dévouement au pouvoir, il a été comblé de faveurs par tous les ministères. Une ordonnance du roi lui a permis d'ajouter à son nom celui de sa femme, fille de M. le comte Genouilly de Pampelune, écuyer-commandant des écuries de la reine Marie-Antoinette. Il est officier de la Légion-d'Honneur, et conseiller d'Etat attaché à la première section du comité du contentieux.

M. Jacquinot a perdu, dans un laps de temps fort court, tous ses enfans, dont un surtout donnait les plus belles espérances, et cet infortuné père de famille ne pourra transmettre son nom et ses honneurs à sa postérité.

M. le procureur du roi de la Seine a un grand nombre de bonnes qualités : instruit,

travailleur, impartial sur le siège et au parquet, une haute piété et des mœurs pures le rendraient parfait, si le désir d'avancer n'égaraient quelquefois ses idées en faveur du pouvoir existant.

JANKOWITZ [le baron] (Meurte). Rappelant sans doute dans sa pensée les circulaires électorales, les éliminations illégales, les introductions plus coupables encore, l'insolent arbitraire des tourniquets, les menaces employées à l'égard des uns, les promesses fallacieuses faites à d'autres, la responsabilité imposée à toutes les familles pour le vote d'un de leurs membres, les destitutions de quelques magistrats qui, dignes du noble caractère dont ils étaient revêtus, avaient osé juger selon leur conscience, contre les volontés ministérielles, les promotions qui furent le prix de la servilité; jetant un coup-d'œil sur la Chambre, où l'on aperçoit d'abord une foule de fonctionnaires amovibles à la volonté de ministres qui comptent la conscience pour rien, et ne proscrivent que l'honneur; voyant la septennalité adoptée, et connaissant le système de séduction du ministère, M. Jankowitz fut frappé de cette idée que, dans l'espace de sept années, la Chambre ne serait plus qu'une réunion de

fonctionnaires salariés, amovibles, dépendans, et qu'ainsi tout étant déplacé, le gouvernement représentatif ne serait qu'une illusion, puisque la Chambre, qui, dans ce système, doit représenter l'opinion publique, ne représenterait plus que les volontés ministérielles, et que ses membres, au lieu d'être les contrôleurs de l'administration, et les réformateurs des abus, ne seraient plus que des serviteurs soumis, ou des postulans intéressés.

Il voulut donc établir une barrière à la corruption, et il crut qu'une Chambre qui, en admettant la septennalité, venait de sanctionner un acte si favorable à la sécurité ministérielle, pouvait demander quelque chose dans l'intérêt de ses commettans et de sa propre indépendance. En conséquence, il proposa qu'à l'avenir, un membre de la Chambre élective qui accepterait une place du pouvoir, cesserait de faire partie de la Chambre, et devrait courir la chance d'une réélection.

La proposition de M. Jankowitz était loin d'offrir toutes les garanties de la Constitution anglaise, mais elle était honorable pour la Chambre, sans être inquiétante pour le pouvoir, pour un pouvoir loyal marchant

dans la direction de la Charte et dans la ligne constitutionnelle ; mais pour un pouvoir corrupteur, la proposition devenait gênante. Quand des ministres attaquent ouvertement et violent tous les jours l'acte fondamental, quand ils le détruisent article par article ; quand, pour faire passer leurs projets, ils sont obligés d'offrir des places au lieu d'arguments, et de s'adresser aux intérêts au lieu de parler à la raison ; la proposition devait leur déplaire, puisqu'elle diminuait les moyens de séduction.

Quel qu'ait été, quant à présent, le sort de la proposition de M. Jankowitz, ajoute le publiciste distingué qui nous fournit cette citation, son nom sera honorablement inscrit dans l'histoire de la session de 1824. Les contemporains ont déjà jugé les ministres qui ont fait rejeter cette proposition, et la postérité ne sera pas plus indulgente.

Ce que beaucoup de gens ne voudront pas croire, c'est que l'auteur d'une proposition qui fit frémir la phalange ministérielle a été lui-même porté à la Chambre par le ministère : rien n'est cependant plus exact ; mais le député de l'arrondissement de Château-Salins a prouvé aux Excellences qu'elles

avaient compté sans leur hôte. Loin de mendier des honneurs et des emplois, il les a refusés, et s'il a été confirmé, en 1825, dans son titre de *baron*, c'est qu'on ne parvient pas toujours à détourner la justice royale de son cours.

M. Jankowitz, qui descend d'une de ces familles polonaises qui vinrent s'établir en même temps que Stanislas à Nanci, a fait partie de la Chambre de 1815, où il votait avec la majorité.

JOFFRION [de] (Vendée), chevalier de la Légion-d'Honneur. M. de Joffrion est un médecin connu dans la Vendée par son royalisme et par ses cures. On dit que les électeurs du collège de Bourbon-Vendée l'ont nommé dans l'espérance qu'il viendrait à Paris guérir les plaies du ministère; mais on dit que ce médecin-député ne trouve pas encore la maladie assez bien déclarée pour faire l'application des remèdes. Quand il regarde son malade du côté financier, il trouve qu'il y a perturbation et épuisement; quand il le juge dans l'intérieur, il trouve qu'il y a corruption; quand il le considère à l'extérieur, il trouve qu'il n'y a rien; il croit que le principe de la maladie est venu d'une indigestion, le malade ayant voulu trop manger à la fois. Au reste, il

considère son malade comme déjà mort, et il dit que ce n'est pas la peine de le traiter, ajoutant qu'il suffit, en attendant, de lui faire prendre du bouillon, et de voter de temps en temps pour lui.

JOSSE-BEAUVOIR (Loir-et-Cher). L'histoire de la vie de ce député de Loir-et-Cher serait, comme celle de beaucoup d'autres, une histoire double : il y a deux hommes, au moins, dans M. Josse-Beauvoir. Il a suivi les ministres actuels dans toutes leurs phases : comme eux, il fut royaliste pur en 1815 ; comme eux, il a travaillé de son mieux à établir l'empire du ministérialisme en 1824 et en 1825. La première moitié de la vie de M. Josse est sûrement la plus brillante : empressons-nous donc d'en rappeler quelques traits.

La restauration surprit M. Josse-Beauvoir membre du conseil-général de Loir-et-Cher. Il fut nommé député, et vota avec l'honorable majorité de 1815 ; il se fit remarquer comme orateur dans la discussion du projet de loi sur les cris et les écrits séditieux, dans celle du projet de loi sur les élections, dans celle relative à la discussion du projet de loi sur le recrutement. En 1819, il s'éleva contre le système des pétitions collectives.

M. Josse-Beauvoir a été réélu député par

le département de Loir-et-Cher, au renouvellement de la Chambre.

Depuis cette dernière réélection, M. Josse, croyant avoir assez fait jusque-là pour l'intérêt de la monarchie, s'est mis à travailler exclusivement dans l'intérêt des ministres. Depuis, il a presque entièrement disparu de la tribune ; mais aussi il s'est montré beaucoup plus souvent dans les salons des ministres. Diplomate clandestin, éloquent sous la cheminée, M. Josse fut regardé par les ministres comme l'homme des missions délicates : dès lors il a mis autant de soins à se cacher, qu'il en avait mis à se montrer lorsqu'il parlait et qu'il votait en député indépendant. Toutefois, malgré tous ses efforts à se réfugier dans le silence, et à garder un *incognito* politique, M. Josse n'a pu échapper à une célébrité fatigante ; tout a contribué à le désigner à la renommée, jusqu'à son nom même, que Molière a depuis long-temps condamné à l'immortalité, sans prévoir que M. Josse-Beauvoir le porterait. M. Josse a joué un rôle très-important dans l'affaire de l'achat des journaux pour le ministère, dite *la caisse d'amortissement de l'esprit public*. C'est lui qui a donné une sorte de cachet historique à ce fameux comité de la

rue de Tournon, où deux royalistes, deux libéraux et un doctrinaire, tous ministériels, délibéraient et votaient par assis et levé sur la destinée de telle feuille vendue, sur les moyens d'en acheter telle autre. Devant ce tribunal bigarré comparaissaient, chaque jour, le directeur des *Tablettes*, le rédacteur en chef du *Pilote*, le caissier du *Drapeau blanc*, le procureur fondé de la *Gazette*, l'Atlas du *Journal de Paris*, et les embaucheurs encore ignorés des sept douzièmes de la *Quotidienne*. C'est là que l'on délibérait gravement sur les moyens de faire croire au public qu'un journal tombé dans la caisse était encore indépendant, afin de persuader à des lecteurs simples et crédules que le ministère avait conquis toutes les opinions, puisqu'il trouvait des prôneurs volontaires dans chacune d'elles. Ainsi on faisait jouer l'indépendance à toutes ces feuilles salariées ; on leur ordonnait entre elles la petite guerre, espèce d'escroquerie politique que le génie du ministérielisme venait d'inventer. La *Gazette* devait donner des soufflets au *Pilote* ; le *Pilote* devait attaquer l'*Étoile* ; l'*Étoile* devait attaquer l'*Oriflamme*, qui attaquerait le *Journal de Paris*. C'était un fait avéré que M. Josse dirigeait toutes ces manœuvres, muni de la

procuration générale de MM. de Villèle, Corbière, etc.

Harcelé par les épigrammes des journaux restés indépendans, M. Josse eut la maladresse de se fâcher; et dès lors les soupçons dont s'alimentait la malignité du public, se changèrent en certitude. M. Josse poussa l'imprudencce jusqu'à adresser une lettre au *Courrier*, dans laquelle il cherchait à dissimuler sa participation aux opérations de *l'amortissement des journaux*, et même à excuser l'odieux de ces opérations. Voici une lettre assez curieuse qui fut adressée au *Courrier français*, le 21 juin 1824, et le lendemain de l'insertion de celle de M. Josse-Beauvoir dans ce journal. Nous la donnons en entier, soit parce qu'elle n'est autre chose que le commentaire et l'explication de celle de M. Josse, soit parce qu'elle jette une vive lumière sur l'histoire secrète de l'achat des journaux en 1824 :

« *A M. le Rédacteur du Courrier français.*

« Monsieur,

« Désirant de tout mon cœur que la lettre adressée avant-hier au *Constitutionnel*, par M. Josse-Beauvoir, produise, dans l'intérêt

de la vérité, le plus grand effet possible, je prends la liberté de commenter et d'éclaircir les passages de cette lettre qui pourraient n'être pas assez facilement compris.

« Cet honorable député s'exprime de la manière suivante, dans les premières lignes de sa lettre : « Des journaux libéraux ont été
 « achetés, dit-on ? Oui, on le dit. Mais,
 « continue M. Josse-Beauvoir, assurément
 « ce c'est pas moi qui en ai fait l'acquisition. » Qui a dit que ce fût vous, monsieur Josse-Beauvoir ? On a dit seulement que le comité de la rue de Tournon exerçait un droit de surveillance et de censure sur les journaux tombés dans la grande caisse ; on a dit que c'était là où l'on se livrait à ce travail singulier, qui consiste à faire perdre peu à peu à un journal *acheté* sa couleur primitive, jusqu'à ce qu'il devienne tout à fait *feuille-morte*. Ce qui explique assez bien pourquoi des feuilles ennemies, pendant qu'elles se portaient bien, se sont embrassées en mourant, attendant ensemble, et avec résignation, le moment où la *caisse d'amortissement de l'esprit public* deviendrait pour elles un mausolée sur lequel on pourrait lire un jour : *Ci-gît la liberté de la presse*.

« Sur cette première question, de savoir si

des *journaux libéraux* ont été achetés, l'auteur de la lettre ne dit pas tout à fait non, mais il ne dit pas non plus tout à fait oui. Voici cependant ce qui éclaircit tout, c'est lorsqu'il ajoute : *Est-ce un malheur? Je me suis rappelé ce passage de Salluste, où il fait dire à Jugurtha, se retournant vers Rome qu'il quittait, etc....* Oh! voici maintenant qui est clair!

• N'est-il pas de toute évidence que des journaux libéraux ont été achetés, puisque non seulement Salluste (qui est déjà une assez belle autorité), mais puisqu'encore Jugurtha nous l'assure, si toutefois j'ai bien compris le sens du passage.

« A-t-on acheté des journaux d'une opinion contraire? poursuit le lucide auteur de la lettre, et pourquoi? pour les rendre royalistes? Mais ils l'étaient, ils le sont, etc... »
 Donc, faut-il ajouter comme conséquence rigoureuse de ces propositions, donc il n'y avait aucune sorte de motif pour acheter ces feuilles; donc elles n'ont pas été achetées; donc *la Foudre, l'Oriflamme, les Tablettes, la Gazette, le Pilote, le Drapeau blanc, le Journal de Paris, la Quotidienne, etc.,* n'ont pas été achetés; et cependant ils le sont.

« Les doctrines des journaux achetés n'ont pas changé, » poursuit M. J.-B. *La Quoti-*

dienne, par exemple : demandez plutôt à ses abonnés (s'il en reste). N'est-il pas évident que, dans ces transfusions de propriétés, on a fait passer l'esprit de M. Michaud dans la tête de M. Bonneau, et les articles de M. Capéfigue dans le porte-feuille (j'allais dire dans la giberne) de M. Henri Simon? Voilà donc encore un point bien éclairci.

« Après cette explication, M. Josse-Beauvoir dit : « La question des hommes est peu de chose ; les principes sont tout. » Entendons-nous. Si vous dites que c'est là la maxime qui a dirigé *la bande noire* dans ses opérations, il n'est personne qui en doute ; mais si vous voulez parler des moyens qu'elle a employés, c'est autre chose ; il aurait peut-être fallu dire dans cette occasion, non pas *les principes sont tout*, mais bien *l'argent fait tout*.

« *La question des hommes est peu de chose.* Eh! M. Michaud, de quoi vous plaignez-vous? On a violé votre domicile ; on vous a assiégé dans les bureaux de votre journal. Eh bien, si l'on fût parvenu à vous *balayer*, suivant la noble expression de votre ancien *éditeur responsable* ; si l'on vous eût jeté à la porte, on vous eût ensuite dit, en vous relevant tout meurtri de coups : « La question des hommes n'est rien ; les principes sont

« tout : qu'on aille chercher un médecin. »

« M. Josse-Beauvoir dit encore : « L'article qui me concerne parle d'un comité de censure dans la *rue de Tournon* : je demeure dans cette rue, n° 12. »

« Il ne résulte pas de cette explication que M. Josse-Beauvoir ne fasse point partie dudit comité. Ce qu'il y a de certain seulement, c'est que M. Josse-Beauvoir demeure dans la même rue, ce qui peut être très-commode, surtout dans une année pluvieuse.

« Il y a des gens qui prennent un homme pour une armée, » dit encore M. Josse-Beauvoir. Mais qui est-ce qui a pris M. Josse-Beauvoir pour *une armée*? Je n'en sais rien. Ce sera peut-être quelqu'un de ces hommes en faveur desquels M. Josse-Beauvoir emprunte ces mots de l'Evangile, lorsqu'il s'écrie, en finissant sa lettre : « Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils disent! » De même que le public dit, en parlant des acheteurs de journaux : « Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils achètent!

« L'auteur de l'*Assemblée extraordinaire des journaux*. »

JUIGNÉ [le comte de] (Vendée, . Elu dé-

puté après la nouvelle loi d'élections, il a été réélu en 1824 par le collège électoral de Saint-Philibert, à une grande majorité. Le pays de Charette ne pouvait pas envoyer à la Chambre un député qui eût des antécédens plus honorables et des principes plus royalistes que cet ancien colonel, qu'on trouvera toujours le premier à la tribune quand il s'agira de défendre les vrais intérêts de la monarchie et ceux de ses commettans. La calomnie a fouillé toute la vie de M. le comte de Juigné, et elle n'a pu rouvrir une seule des blessures de ce chef vendéen d'où le sang n'ait coulé pour l'autel et le roi.

K.

KERGARIOU [le comte de] (Côtes-du-Nord). M. le comte de Kergariou a été chambellan de Buonaparte, qui l'a créé comte. Nommé le 26 décembre 1811 à la préfecture d'Indre-et-Loire, il l'a conservée jusqu'au 15 octobre 1814, qu'il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, et préfet du département du Bas-Rhin. Le 2 août 1815, il fut nommé à la préfecture de la Seine-Inférieure, en récompense de sa fidélité à son serment pendant les cent-jours, et il ne perdit cette place que pour s'être opposé au système

d'administration de M. Decazes. Elu député en 1820 par le grand collège des Côtes-du-Nord, M. de Kergariou a obtenu le même honneur en 1824. Il paraît rarement à la tribune; et quand il se décide à s'y produire, c'est pour parler en faveur des ministres, qui l'ont nommé conseiller d'Etat. M. de Kergariou a les formes les plus polies, et quelques connaissances acquises. Il s'exprime avec une certaine élégance et une grande précision.

KERGORLAY [le comte Louis de] (Manche). M. le comte Florian de Kergorlay, pair de France, est un homme du plus grand mérite, qui se faisait écouter avec plaisir à la Chambre des députés, dont il était un des membres royalistes indépendans. On pensait que son frère aurait hérité d'aussi nobles antécédens, et qu'il aurait recueilli en entier la succession que lui léguait le comte Florian, en le devançant à la Chambre haute. Mais tout au contraire, le député de la Manche a fort peu de talens, et nulle indépendance dans le caractère. Admirateur né des hautes conceptions financières de M. de Villèle, et de l'active administration de M. de Corbière, M. de Kergorlay, entraîné par la force centripète, ne monte à la tribune que

pour parler en faveur du ministère, et pour trouver tout pour le mieux. Il a été réélu en 1824 par le grand collège du département de la Manche, qu'il présidait, et dont il est un des plus riches propriétaires.

KERJÉGU [Montjarret de] (Côtes-du-Nord). Marchand de toiles à Moncontour, dont il est maire, peu favorisé de la fortune, ayant une nombreuse famille, M. Montjarret de Kerjégu n'a postulé son élection que pour obtenir une place que le ministère lui promettait. Mais on s'est cru quitte envers lui en le décorant de la croix de la Légion-d'Honneur. On prétend que le nouveau chevalier, dans la crainte de questions indiscrètes, n'ose porter sa décoration dans son arrondissement.

Ce député a été élu, à une très-faible majorité, par l'arrondissement de Saint-Brieuc, dont il présidait le collège électoral en 1824.

KÉROUVRIOU [de] (Finistère). M. de Kérouvriou, adjoint du maire de Morlaix, riche propriétaire du département du Finistère, excellent royaliste, littérateur instruit, mais malheureusement trop timide pour parler à la tribune, a voté contre les lois désastreuses du ministère. Quoique président du collège électoral de l'arrondissement de

Morlaix, il n'a dû sa réélection qu'aux libres suffrages de ses concitoyens.

KNOPFF (Haut-Rhin). **M. Knopff**, qui compte aujourd'hui soixante-seize ans, en avait passé soixante-quinze dans son village lorsqu'il fut porté à la députation. Les électeurs de l'arrondissement d'Altkirck, désirant reconquérir **M. de Marchangy**, que les efforts du centre et les laborieuses recherches de **M. Syrieys de Mayrin hac** avaient éloigné de la Chambre, voulurent, en attendant qu'il eût été reporté sur les registres pour la totalité de ses impositions, nommer un homme qui lui cédât plus tard la place en donnant sa démission. On jeta les yeux sur **M. Knopff**, dont l'âge et les habitudes paraissaient offrir toutes les garanties désirables. Quand on lui proposa de se laisser nommer, ce fut une scène de désolation dans sa famille, qu'il n'avait jamais quittée que pour aller en carriole au marché d'Altkirck.

Jamais Iphigénie en Aulide immolée

Ne coûta tant de pleurs à la Grèce assemblée.

Bref, **M. Knopff** fut élu, et les candidats ministériels-libéraux-unis crurent se venger du désappointement qu'ils venaient d'éprouver, en publiant dans les feuilles du temps l'his-

toire et les motifs de sa nomination, ce qui n'était un secret pour personne ; alors le ministère, craignant de voir reparaître celui dont il avait tant de raisons de redouter la présence, mit tout en œuvre pour empêcher le nouveau député de donner sa démission. Il a des gendres, des neveux, des beaux-frères, des cousins et des filleuls fonctionnaires publics. On leur fit entendre que la conservation de leurs places dépendait du voyage à Paris ; et le vicillard y fut conduit en malle - poste, sous l'escorte de deux de ses collègues chargés d'éclairer ses démarches, et de le guider. En quittant ses pénates, il annonça l'intention de les regagner bientôt ; mais à peine eut-il vu les ministres, qu'il changea tout à coup d'avis : il annonça même à sa famille stupéfaite que le séjour de la capitale lui convenait infiniment, et qu'il ne songeait plus à donner sa démission : il est vrai que, pour l'enlever, *tous les genres de séduction* furent mis en jeu par le ministère.

De plus, un neveu de M. Knopff a été nommé maire de Mulhausen, avec une subvention de 5000 fr., et plusieurs ont reçu des promesses qui ne peuvent manquer de se réaliser.

Il faudrait être Huron pour résister à d'aussi délicates prévenances ; M. Knopff a cédé : il a même poussé le scrupule de la reconnaissance jusqu'à aller demander à M. de Villèle sur quelle banquette il devait s'asseoir. Il est juste d'ajouter qu'il n'a fait cette démarche qu'à l'instigation de son honorable collègue M. Marchand-Collin.

KOECHLIN (Haut-Rhin). Le nom de Jacques Kœchlin, né à Mulhausen, était depuis long-temps connu en France et à l'étranger, comme celui du petit-fils de Samuel Kœchlin, qui avait fondé la première manufacture d'indiennes en France, et il était justement honoré dans toutes les places de commerce. Pourquoi l'envie est-elle venue à M. Kœchlin de se faire nommer député, et de représenter ses concitoyens ? Pourquoi a-t-il abandonné sa manufacture pour l'inutile soin de pérorer à la tribune, et d'y être l'écho de MM. Levoayer d'Argenson, La Fayette et Benjamin Constant ? Ses affaires particulières ont-elles gagné à cette nouvelle vocation ? celles de la France s'en trouvent-elles mieux depuis qu'il est un de ses quatre cent trente représentans ? C'est à M. Kœchlin à résoudre ces deux questions, et nous croyons qu'il y répondra par la négative.

Jusqu'en 1813, cet opulent député ne s'était occupé que du plaisir de faire des heureux par son inépuisable bienfaisance et ses grandes entreprises industrielles. Il avait fondé et doté un institut pour les orphelins de sa ville natale, quand il fut nommé maire de Mulhausen. Destitué en 1820 par M. Decazes, cette injustice lui valut les suffrages de ses concitoyens, qui le chargèrent de défendre leurs intérêts à la tribune, où il émit des doctrines incompatibles avec la monarchie et la légitimité. Réélu en 1822 par le même collège, il fut condamné, après la session, à 5000 francs d'amende et un an de prison, pour avoir composé et fait imprimer une brochure relative au lieutenant-colonel Caron et à Roger, qui avaient essayé en Alsace de soulever deux escadrons de cavalerie contre le gouvernement du roi.

M. Kœchlin a formé opposition à ce jugement, qui avait été rendu par défaut, et n'a subi qu'une légère peine. Le département du Haut-Rhin lui a néanmoins continué sa confiance en 1824, et l'a réélu, malgré l'opposition du ministère. Ce député siège à l'extrême gauche.

LABASEQUE [de] (Nord). Cet homme, sans ambition et sans intrigue, refusait l'élection, protestant que ses habitudes et sa santé ne lui permettaient pas de séjourner à Paris. Mais ces dispositions, qui l'éloignaient de la Chambre, étaient un nouveau motif pour que le ministère mît tout en œuvre pour l'y faire entrer, puisque sa place eût pu échoir à l'un de ces fâcheux à conscience qui vous dérangent toute l'économie d'un projet. M. de Labasèque fut donc élu, et il a parfaitement rempli le mandat... des électeurs; nous voulons dire qu'il n'a point encore assisté aux séances : sa figure et sa voix y sont totalement inconnues, et s'il s'avisait de se présenter à la Chambre, nous lui conseillons de se munir de sa médaille, autrement il courrait grand risque d'être éconduit par les députés comme intrus.

LABBEY DE POMPIERRES (Aube), chevalier de Saint-Louis, ancien officier d'artillerie. Ce député, né en 1751, se trouvait avant la révolution, capitaine d'artillerie et chevalier de Saint-Louis. Avec beaucoup d'ambition et quelque mérite, malgré tous ses efforts, M. de Pompièrres pendant assez

long-temps ne remplit que des places insignifiantes, mais qu'il regardait comme devant lui servir de marche-pied pour parvenir à de plus grands honneurs. En effet, en 1815, M. Labbey de Pompierres devint membre du Corps législatif. En 1814, il signa l'acte de déchéance de Napoléon, et prêta serment de fidélité à Louis XVIII : il siégea à la nouvelle Chambre, et parla sur la restitution des biens non vendus, et sur la franchise du port de Marseille. M. de Pompierres fut nommé par le département de l'Aisne à la Chambre des représentans. Il eut le talent de se faire peu remarquer dans cette session courte et mémorable.

En 1819, M. Labbey de Pompierres fut élu député par le département qui l'avait constamment choisi ; il vint siéger au côté gauche : c'était une des conditions de son élection. Il fut réélu en 1813 par l'arrondissement de Saint-Quentin, en remplacement du général Foy, qui avait opté pour Vervins.

M. Labbey de Pompierres lit souvent de fort longs discours qui ne sont passans mérite. Il est vif, acrimonieux ; malgré son grand âge, c'est un des athlètes les plus infatigables de l'opposition ; il parle sur toutes les parties du budget, et présente plusieurs

amendemens sur chaque chapitre : il en a présenté soixante-deux sur le budget de 1821. On l'a surnommé le *député aux amendemens à coulisse*. M. de Pompierres est de l'opposition par caractère plutôt que par système : il est l'ennemi de tous les ministres présens, passés et futurs ; mais le ministre de la marine est l'objet de ses sarcasmes les plus vifs.

M. Labbey de Pompierres est instruit, il a des connaissances en administration ; il n'écrit pas parfaitement, mais ses pensées sont toujours clairement exprimées ; il a souvent proposé des vues utiles, il a fait connaître un grand nombre de vices dans l'administration ; quelquefois, mais rarement, il avance des faits difficiles à prouver. Au résumé, M. de Pompierres est un bon député de l'opposition et un honnête homme. Il est un des plus forts actionnaires du Vaudeville.

LA BOESSIERE [le marquis de] (Morbihan). M. le marquis de La Boëssière a été moins utile à l'armée qu'à la botanique et à la pharmacie. Hâtons-nous de nous expliquer, afin que ce maréchal-de-camp breton ne soit pas confondu avec un garçon apothicaire dans l'esprit de nos lecteurs. Il n'y a pas très-long-temps que le nom de *La Boëssière* a retenti pour la première fois dans les camps,

et il y avait déjà bien des années qu'il était répété dans tous les laboratoires et officines du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine, quand il plut à M. le marquis de se faire maréchal-de-camp des armées du roi. C'était en l'an de grâce 1815 que son épée cessa d'être vierge, et elle ne fut tirée du fourreau que pendant une quinzaine de jours, encore ne put-elle empêcher l'échec d'Auray, et encore moins le réparer. De ce moment, M. de La Boëssière abandonna la culture de sa chère rhubarbe, qui lui avait procuré une première célébrité, et il se crut réellement général, parce qu'il en portait les épaulettes et le chapeau. Il obtint, au retour du roi légitime, le commandement du département d'Ille-et-Vilaine, où il se complaisait à haranguer fréquemment les nouveaux soldats. Il préluait dès lors par de petits discours et quelques improvisations aux succès qui l'attendaient à la tribune. « Soldats! disait-il « en 1816 sur la place du palais de la ville « de Rennes, soyez tranquilles, vous pourrez « marcher sans crainte au-devant de l'en- « nemi, car je serai avec vous, et vous serez « avec moi. » Et ce brillant et belliqueux harangueur était alors tourmenté d'un asthme qui le gêne depuis plusieurs années, et ne

pouvait passer la revue des troupes qu'avec des guêtres en guise de bottes.

Peu de temps après, le roi jugea convenable de renvoyer M. le marquis dans ses foyers, où il se livra avec ardeur à la culture de sa plante favorite. Il n'en fut distrait momentanément que par un petit voyage en Anjou, dont il eut obligation au sieur Leguevel, à MM. Decazes et Jolivet.

En 1824, M. le marquis de La Boëssière se sentit subitement une vocation décidée pour la tribune aux harangues ; et jaloux de recueillir les applaudissemens des Parisiens, il parvint à obtenir la présidence du petit collège électoral de Ploërmel, et à s'en faire nommer député. Il visa à l'effet pour son début à la Chambre, et tous ses voisins de la rue Saint-Honoré se rappellent encore le bruit extraordinaire occasionné pendant trois nuits par le député bas-breton, qui répétait à haute voix le discours qu'il avait l'intention de prononcer, et dans lequel, suivant sa louable coutume, il s'attribuait tout l'honneur d'actions dont il fut à peine témoin. Une voix de basse-taille, secondée de quelques gestes un peu trop prodigués, valut à M. de La Boëssière une triple salve d'applaudissemens pour un discours plus que

médiocre. Mais au moins ce discours rappelait-il des faits honorables aux défenseurs du trône et de l'autel. Pourquoi le député de Ploërmel n'a-t-il pas su conserver le feu sacré qui l'animait alors ? Hélas ! il nous a donné un nouvel exemple de la variabilité de nos opinions, de nos goûts, de nos idées, et le changement de M. Benjamin Constant, dans la nuit du 19 au 20 mars 1815, ne fut pas plus subit et plus inattendu que l'apostasie politique du maréchal-de-camp La Boëssière, qui, à la face de la France, en 1825, dans la discussion du projet de loi de l'indemnité due aux émigrés par l'Etat, changea subitement d'opinion, et vota, le 14 avril, pour l'amendement ou article additionnel de la Chambre des pairs, qui sanctionnait la révolution toute entière.

M. de La Boëssière reçut aussitôt le commandement d'une subdivision de la 13^e division militaire. Chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général de son département et maréchal-de-camp en activité, que de raisons pour voter avec le ministère, surtout quand on sait que ce député a très-peu de fortune !

M. le marquis de La Boëssière est plus petit que le commun des hommes ; il est d'un

tempérament sec et mélancolico-bilieux ; il a les cheveux gris, coupés fort ras ; ses oreilles collées à sa tête, son nez à larges narines écrasées, la rondeur de son visage et sa bouche béante le font ressembler à un boule-dogue de la petite espèce.

12 LA BOUILLERIE [le baron Rouillet de] (Sarte). M. de La Bouillerie s'est élevé par son seul mérite ; il ne dut rien à la fortune, qui le fit naître dans les classes obscures de la société. Commis dans les bureaux de la marine, son activité, son travail et son intelligence le firent passer sous-chef de bureau. Il épousa alors M^{lle} de Lachapelle, fille de l'ancien commissaire-général de la maison du roi, et obtint, à la faveur de ce mariage, la place de caissier particulier du premier consul. Il passa ensuite à l'armée des côtes d'Angleterre, dont Buonaparte le nomma trésorier-général. Satisfait de sa conduite, il ne tarda pas à le désigner pour administrer les fonds extraordinaires de la caisse d'amortissement. Pendant la campagne de 1809, il remplit à Vienne la place d'administrateur des fonds du pays conquis, et après la paix, il fut nommé trésorier-général du domaine extraordinaire, dont M. Defermont était intendant, et élevé à la dignité

de maître des requêtes au conseil d'Etat, section des finances.

Nommé intendant de la liste civile du roi en 1814, M. le duc de Blacas lui ayant reconnu une grande capacité, le fit créer secrétaire-général du ministère de la maison du roi, où dès lors il exerça une grande influence, dont il n'usa que pour opérer le bien. Le retour de Buonaparte sembla rendre à la vie privée M. Rouillet de La Bouillerie, qui ne voulut exercer aucune fonction pendant les cent-jours; mais la prompte chute de l'usurpateur lui rendit toutes ses places et dignités, et au mois d'octobre suivant, il fut désigné pour présider le comité des finances, en l'absence du ministre chargé de ce porte-feuille. Au mois d'août 1816, le département de la Sarthe l'élut son député, et il prononça, le 13 février 1817, un discours bien écrit, dans lequel il traça un fidèle tableau de la situation financière de la France. Il a toujours voté avec la majorité de la Chambre, et il paraît décidé à ne jamais s'en séparer, puisque, réélu en 1824 par le grand collège de la Sarthe, il n'a rien changé aux opinions qu'il professait auparavant. Le 15 mars 1815, M. le baron de La Bouillerie remit au roi les diamans de la cou-

ronne, et abandonna ses fonctions le 20 suivant. Membre de la majorité en 1815, il se prononça hautement contre la loi d'élections qui depuis a amené Grégoire, Manuel et La Fayette à la Chambre.

Ce député manceau a été créé, le 1^{er} mai 1821, grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il est aussi intendant de la liste civile du roi, et conseiller d'Etat en service ordinaire, attaché au comité des finances. Il vient d'être nommé un des vice-présidens de la Chambre.

LA BOURDONNAYE [le comte de] (Maine-et-Loire). Il reste debout au milieu d'une dégradation qui ne peut l'atteindre. Les traits de son caractère sont originaux : c'est une physionomie antique et mâle. Il y a dans son talent une majesté plus puissante que la puissance, une supériorité dont la terreur impose à ses ennemis pleins d'envie. Si la gloire lui plaît, son véritable but est le bien de sa patrie. Il s'élance hors du présent, il s'adresse à l'avenir. Un âge corrompu redoute un caractère si fort, si élevé, si simple, si énergique. On vit se répandre dans toutes les classes de la vénalité organisée, un effroi d'abord muet, et qui devint calomnieux ; mais devant son éloquence, tout finit par se taire : elle fait époque à la Chambre ;

Éloquence propre à lui seul, spontanée, simple et grande : expression naïve de sentimens nobles et d'une haute sagesse ; éloquence familière dans son énergie, sublime dans son ardeur instinctive. La discussion s'éclaire dès qu'il parle ; un jet de feu en montre le terme, en indique le résultat.

Qui, à ce portrait, ne reconnaîtrait le chef des députés royalistes, l'homme dont le nom remplit l'Europe, et dont le beau caractère glace d'effroi un ministère ennemi de tout ce qu'il y a de grand, de généreux ? Elu député en 1815, par le département de Maine-et-Loire, M. le comte François Régis de La Bourdonnaye a depuis constamment fait partie de la Chambre, et a parlé dans toutes les occasions mémorables. La liberté de la presse, l'ordonnance du 24 juillet, l'évasion de M. de Lavalette, le budget, les Cours prévôtales, les évènements de Grenoble, lui ont fourni tour à tour des sujets sur lesquels il n'a pas manqué de s'exercer. Plusieurs de ses discours ont produit une vive sensation. Dans la séance du 11 novembre 1815, il lut la proposition d'une loi d'amnistie, remarquable par la sévérité des principes et les sentimens énergiques de l'orateur. Après avoir exposé, dans un éloquent

discours, les maux accumulés sur la France par les auteurs du retour de Buonaparte, il proposa, comme unique moyen de salut, d'un côté la punition exemplaire et terrible des grands coupables, et de l'autre une amnistie pleine et irrévocable en faveur de la multitude égarée, susceptible de repentir, et que la crainte du châtimement empêchait seule de rentrer dans le devoir. Le 2 janvier 1816, il vota pour le bannissement des régicides qui avaient pris une part plus ou moins directe à la conspiration du 20 mars. Le 21 du même mois, il appuya la proposition de voter des remerciemens à ceux qui, pendant l'inter règne, avaient donné l'exemple du dévouement et de la fidélité, et proposa en outre de déclarer que les armées royalistes de la Vendée, de l'Ouest et du Midi, avaient bien mérité de la patrie. Le 22 février suivant, M. le comte de La Bourdonnaye prit une part très-active à la discussion de la loi d'élections, et vota contre son adoption. En mars 1816, il se prononça vivement contre le ministère de la police, et proposa d'examiner si le produit des impôts sur les jeux, les voitures de place et les journaux, devait être perçu par ce département. Dans toutes les sessions, il a renouvelé ses attaques contre

la prépondérance que peut avoir un ministre de la police, par les moyens qu'il a de souder et de préparer le crime; et il représenta les agens de ce ministère comme initiés à toutes les conspirations. Il attaqua aussi la loi sur le recrutement de l'armée, et il se prononça principalement contre l'organisation des légionnaires vétérans, et l'avancement par ancienneté.

« Fixer l'avancement de l'armée par une
 « loi, c'est instituer les Chambres juges de
 « son exécution, c'est annoncer à l'armée que
 « son sort ne dépend plus de son chef, c'est
 « placer la force dans la force, c'est offrir
 « un recours à tous les mécontents. Si les
 « Chambres, par suite de ce principe, ad-
 « mettent des pétitions de l'armée pour ju-
 « ger le mérite, et en font l'objet d'une
 « enquête, la subordination militaire est dé-
 « truite, et tous les pouvoirs sont concen-
 « trés dans les Chambres; alors, ou elles
 « imiteront le sénat de Suède à la mort de
 « Charles XII, et ne laisseront au roi qu'une
 « ombre de pouvoir, ou un nouveau Gus-
 « tave, effrayé de sa position, en sortira en
 « revendiquant des droits arrachés par la
 « force à une puissance usurpée par la ruse;
 « et dans l'un ou l'autre cas, il y aura une

« révolution : le trône ou la liberté périront. » Il termina en demandant la réforme générale de l'administration, et une loi sur la responsabilité des ministres.

L'année suivante, M. le comte de La Bourdonnaye fut opposé à la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections, et il termina son discours par une attaque contre le ministère, qui venait de créer soixante nouveaux pairs pour se faire une majorité dans la Chambre haute.

Au commencement de la session de 1819 à 1820, il s'opposa à l'admission du prêtre Grégoire à la Chambre des députés, et il demanda qu'il en fût exclu comme régicide et indigne. Le 14 février, il proposa une adresse au roi au sujet de la mort du duc de Berri. Dans la session de 1820 à 1821, M. de La Bourdonnaye fut nommé rapporteur de la commission chargée du projet de loi sur la circonscription des arrondissemens électoraux. Rapporteur de la commission des recettes; il ne consentit à présenter son rapport à la Chambre qu'après que le ministère eut promis les nouveaux évêchés, si longtemps attendus. Dans ce rapport, M. de La Bourdonnaye démontra la nécessité d'une diminution dans la contribution foncière. Il

fit sentir le premier, en 1824, la nécessité de réparer l'injustice de la vente des biens des émigrés, en leur accordant une indemnité ; et dans la même session, il attaqua fortement le projet de loi du remboursement des rentes. En 1825, il ne blâma pas moins sévèrement les nouvelles élaborations du cerveau du président du conseil, dont il démontra les nombreux défauts, et dont il prophétisa la chute. Après avoir signalé le danger des concessions faites par le ministère à la révolution, dans le projet de loi de l'indemnité due aux émigrés, il ajouta :

« On a voulu concilier deux choses incon-
 « ciliables : la justice et la révolution. A
 « l'une on a sacrifié un peu d'or, à l'autre
 « tous les principes monarchiques. Eh bien,
 « qu'en est-il résulté ? un mécontentement
 « général, un soulèvement de l'opinion pu-
 « blique contre un projet de loi qui trompe
 « toutes les espérances, qui n'accorde pas
 « assez aux émigrés pour tranquilliser leurs
 « acquéreurs, et leur donne cependant trop
 « encore pour ne pas mécontenter ceux qui
 « ne voudraient rien accorder, parce qu'ils
 « ne veulent rien réparer, parce qu'ils cher-
 « chent leur sécurité dans tout ce qui peut
 « troubler la sécurité publique ; contre un

« projet de loi rédigé dans un système de
 « déception, et qui semble n'avoir pour ob-
 « jet que d'investir un seul homme du pou-
 « voir immense et arbitraire de disposer de
 « la fortune publique comme des fortunes
 « privées, sans responsabilité, sans surveil-
 « lance comme sans appel à d'autre autorité
 « que la sienne ; contre un projet de loi qui
 « contient la demande d'un crédit d'un mil-
 « liard, sans daigner la justifier par le moin-
 « dre document mis sous les yeux du pu-
 « blic, quand tout le monde sait que le même
 « travail, fait sur les mêmes bases, avec les
 « mêmes documens, et par les mêmes agens
 « de l'administration, n'a présenté à M. Cor-
 « vetto qu'une dette de 600 millions, c'est-
 « à-dire les trois cinquièmes seulement de
 « celle qui vous est présentée en ce moment. »

Ce fragment de ce beau discours donne une idée de la manière vive et précise avec laquelle M. de La Bourdonnaye traite toutes les questions. Nous ne devons pas oublier que ce fut ce député qui, le premier, proposa d'exclure Manuel de la Chambre, et on sait que sa proposition fut adoptée. Il a généralement pris part à toutes les discussions agitées depuis onze ans, et il s'y est fait remarquer par un vrai talent.

Défenseur intrépide des doctrines monarchiques, il a combattu sans cesse les révolutionnaires, et ces misérables intrigans qui, profitant des troubles et des plus petits événemens, veulent éterniser nos malheurs pour conserver leur pouvoir. M. le comte de La Bourdonnaye a été élu en 1820 par les grands collèges des départemens d'Indre-et-Loire et Maine-et-Loire, et il opta pour ce dernier, qui l'a réélu en 1824, presque à l'unanimité. Il a plusieurs fois fait partie des candidats à la présidence de la Chambre, et en 1824, malgré toute l'influence du ministère, il en fut un des vice-présidens.

LA BOURDONNAYE DE MONTLUC [le comte Sévère de] (Ille-et-Vilaine). Le comte Sévère de La Bourdonnaye de Montluc a succédé à l'estimable M. Jousset de La Haye dans la députation de l'arrondissement de Redon en 1823, et il a été réélu par ce même collège, qu'il a présidé en 1824. A trois ou quatre voix près, M. Sévère de La Bourdonnaye a eu l'unanimité des suffrages.

Ce député a fait les guerres de la Vendée et de la Bretagne dans les armées royales, et s'y est distingué par son courage et son expérience. Nommé, après la seconde restauration, colonel lieutenant de roi de la

place de Lorient, il s'y est fait généralement chérir et estimer de tous les partis. L'arrondissement de Redon s'est chargé d'acquitter la dette contractée par celui de Lorient, et a donné un homme de bien à la Chambre.

M. Sévère de La Bourdonnaye prend rarement la parole ; mais quand il est à la tribune, il y défend vigoureusement les intérêts de ses anciens compagnons d'armes, qui sont, par trop délaissés depuis onze ans, et dont plusieurs sont morts dans la misère, sous le règne du roi pour qui ils avaient versé leur sang. Ah ! si Charles X le savait !....

LABRETONNIÈRE (Drôme). On lit dans l'*Almanach royal* M. Labretonnière tout court ; on n'y voit pas son nom, comme celui de la plupart de ses collègues, surchargé de places et de dignités. M. Labretonnière jouit, de plus, de la réputation méritée d'honnête homme ; ce qui est une dignité assez rare par le temps qui court. On voit donc qu'il y a deux motifs puissans pour faire regarder M. Labretonnière comme indépendant.

LACAZE [le marquis de] (Landes), chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'Honneur. M. le marquis de Lacaze réunit en lui seul trois fonctions publiques : il est à la fois maire, membre du conseil-général et

député. A la Chambre législative, M. de Lacaze tient, comme orateur, un juste milieu entre ceux qui parlent et ceux qui ne disent rien. Son nom figure quelquefois dans les commissions. Il a parlé, dans la dernière session, en faveur de la loi du sacrilège. A propos de profanations et de sacrilèges, il trouva l'art de placer adroitement dans son discours l'éloge de monseigneur le garde des sceaux. Dans la séance du 19 mars 1825, M. de Lacaze fit un éloge de la loi de la réduction des rentes : il eut soin de rappeler qu'il avait trouvé, dans la précédente session, que le même projet de loi, lorsqu'il fut pour la première fois présenté, était déjà *bien*, mais qu'il le trouvait maintenant beaucoup mieux.

LAFONT [le baron de] (Lot-et-Garonne). M. le baron de Lafont est général et commandant de l'artillerie de la garde, chevalier de Saint-Louis et commandeur de la Légion-d'Honneur. C'est un honnête homme, dévoué au ministère, plutôt par des affections particulières que par ses opinions politiques. Son duel avec le général Semélé, son collègue à la Chambre, qui l'insulta injustement, avec un emportement tout soldatesque, s'est terminé, comme tous les duels des députés, sans effusion de sang.

LA FRUGLAYE [le comte de] (Finistère). En 1815, M. le comte Florian de Kergorlay, appelé à voter sur l'Acte additionnel de Buonaparte, écrivit assez plaisamment sur le registre, « que puisqu'il fallait aux Français un souverain qui sût monter à cheval, il donnait sa voix à Franconi. » Si ce noble pair eût été du nombre des électeurs du grand collège de Quimper-Corentin, il n'eût sans doute pas choisi pour député M. le comte de La Fruglaye; et s'il avait pensé à ce gentilhomme bas-breton, c'eût été pour proposer à Franconi de l'admettre dans sa troupe. Effectivement, M. le maréchal-de-camp de La Fruglaye a un rare talent pour faire le difficile *saut du tonneau*. Nous avons eu un jour le bonheur et l'effroi de le lui voir exécuter, et nous l'avons jugé de première force. Il danse aussi en perfection, et il n'a pas trouvé de rival dans l'art de patiner sur la glace et de faire des pirouettes. C'est une des colonnes du ministère Villèle, et le meilleur sauteur de la Chambre.

LA GRANDVILLE [chevalier de] (Ardenne). Au moment où la révolution éclata, M. de La Grandville était officier de génie; ayant émigré, il passa au service de Hollande,

en qualité de colonel, rentra des premiers en France, fit un mariage avantageux, et devint membre du conseil-général du département. Porté à plusieurs reprises par les royalistes, il fut élu au renouvellement de 1824, par suite d'une négociation avec M. Harmand d'Abancourt, qui lui *substitua* les voix des libéraux.

En 1815, M. de La Grandville fut reconnu lieutenant-colonel, et mis à la retraite; mais depuis qu'il a l'honneur de siéger au centre, et d'avoir été décoré au sacre, il a reçu de l'activité à Givet. Son frère, destitué comme lieutenant de roi à Rocroi, a repris ses fonctions; sa belle-sœur a obtenu un entrepôt de tabacs, et un de ses neveux, qui servait dans les gardes, a été promu au grade de capitaine dans la ligne. Il nous est même revenu qu'un de ses cousins avait obtenu une place dans les forêts. Si nous apprenons que M. le lieutenant-colonel obtienne de l'avancement, nous nous ferons un véritable plaisir d'en instruire nos lecteurs dans une seconde édition, qui sera spécialement consacrée aux promotions.

LAPANOUZE [César de]. (Seine). Lorsqu'on connaît M. de Lapanouze, et qu'on sait que M. de Villèle l'a fait nommer, on se

demande naturellement pourquoi. Devinez. Serait-ce à cause de son esprit et de son éloquence? On ne le croit pas. Serait-ce à cause de sa fortune et de son crédit? Mais ils étaient assez minces avant qu'il fût député, et sa maison de banque, honorable d'ailleurs, était de cinquième ou sixième classe.

On connaît cette réponse que fit M. de Lapanouze à M. de Villèle, qui, se félicitant d'être arrivé au ministère à l'aide de ses amis, disait à son cousin :

Dis-moi, cher Lapanouze,
Qu'eussé-je été sans eux?

Et M. de Lapanouze répondit avec tout l'esprit possible, et de plus en improvisant le second hémistiche du vers :

Le maire de Toulouse.

Dès ce moment, M. de Lapanouze fut tout à fait en crédit auprès du ministre. M. de Lapanouze devint le bras droit du ministre, le factotum général de la trésorerie. M. de Villèle crut qu'aucune affaire ne pourrait réussir, si M. de Lapanouze ne s'en mêlait, et ne mettait, comme on dit, la *main à la pâte*. Fallait-il improviser un dîner à *élections*, c'était César qui en était chargé; fallait-il établir l'agence du syndicat, faire manou-

vrer le 3 pour cent, traiter de l'emprunt d'Haïti, aller chercher M. de Rothschild, c'était toujours César que l'on mettait en avant. M. de Lapanouze est devenu quelque chose de si connu à la Bourse, comme étant le courtier de M. de Villèle, qu'il y a quelque temps, et chaque fois qu'il paraissait au numéro 113 de la rue des Filles-Saint-Thomas, il s'improvisait un chœur qui chantait les deux derniers vers de cette chanson si connue :

En avant, César Lapanouze !

César Lapanouze, en avant !

Nous n'avons point encore jusqu'ici considéré M. de Lapanouze comme député ; à cet égard, nous avons fait comme le public. M. de Lapanouze est peu connu en sa qualité de membre de l'assemblée législative : il y a même beaucoup de gens qui ne se douteraient pas qu'il y est, si on ne faisait pas l'appel, et si on ne comptait pas les boules. C'est, au reste, le seul endroit où M. de Lapanouze ne ferait rien pour M. de Villèle, s'il ne votait pas. Au reste, son vote lui coûte peu de fatigue et de travail d'esprit ; et il vote si commodément, qu'il pourrait, à la rigueur, voter endormi, pourvu qu'il fût assis à côté de M. de Villèle. On dit que M. de Lapa-

nouze a dépensé en diners un millier d'écus chez *Desmarres* pour aider à sa nomination ; et certes il n'est pas homme à faire une telle dépense, si le métier n'était pas bon.

Le frère de M. de Lapanouze, homme des plus respectables, nous rappelle involontairement la fable de *César et Laridon*.

LA PASTURE [de] (Eure). En 1815, M. de La Pasture faisait partie de la Chambre *introuvable* ; il était alors royaliste indépendant et pur. En 1825, il est..... Nous ne dirons pas ce qu'est M. de La Pasture : on se contentera de savoir qu'il dîne fréquemment chez M. le président du conseil, que M. de Corbière lui sourit presque gracieusement, et que M. de Peyronnet lui serre la main.

Dans l'intervalle des sessions, M. de La Pasture s'occupe beaucoup d'agriculture : aussi n'a-t-on pas été surpris d'entendre un jour ce nouveau Cincinnatus parler longuement des gardes - champêtres. Il s'agissait de savoir si le concours de l'autorité municipale était nécessaire pour rendre leur nomination légale. « Déjà, s'écria l'honorable « membre en invoquant une loi de la révolution, on a annulé des procès-verbaux, « des délits graves sont restés impunis, des « conseils municipaux ont refusé leur agré-

« ment à la nomination de plusieurs gardes
 « particuliers. Ainsi, messieurs, ce n'était
 « pas assez de la désorganisation à peu près
 « générale qui existe dans l'institution des
 « gardes-champêtres communaux, et lors-
 « que l'administration et la propriété sont
 « privées de ce moyen de répression, il fal-
 « lait encore, en faisant revivre une loi, pa-
 « rallyser l'action des gardes particuliers, et
 « priver ainsi la propriété du seul moyen
 « qui lui restait à opposer aux entreprises
 « des délinquans. Vous sentez, messieurs,
 « toutes les conséquences qu'entraîne un pa-
 « reil ordre de choses, et combien il est ur-
 « gent d'y remédier par une disposition légis-
 « lative. » Cette éloquente improvisation fit
 beaucoup d'effet sur la Chambre ; nous ne
 savons même pas trop si l'impression ne fut
 pas demandée par quelques députés que
 tourmentent les braconniers ; ce qu'il y a de
 certain, c'est que la pétition que M. de La
 Pasture appuyait, obtint les honneurs d'un
 double renvoi.

M. de La Pasture vient de recevoir une
pdture ministérielle ; il a été nommé admi-
 nistrateur des postes, à la place de M. Gouin,
 décédé ; on prétend que cette nomination le
 contrarie, parce qu'il est obligé de quitter

la rue Richepanse, où il demeurait et dont le nom s'alliait si heureusement avec le sien.

LAPEYRADE [le vicomte de] (Hérault). Par circonstance, M. de Lapeyrade, dont le nom primitif est *Rattier*, a épousé une demoiselle fort riche de Cette; par circonstance, il s'est trouvé maire de cette ville pendant les cent-jours, au moment de l'embarquement de S. A. R. M^{re} le duc d'Angoulême; par circonstance, il se trouvait entouré d'une population toute royaliste. Le prince n'eut qu'à se louer des procédés de M. le maire impérial; et revenu en France, il obtint du roi que Cette prît le titre de *bonne ville*, et M. Rattier celui de *vicomte*. Il fallait attacher un nom au majorat, et l'on trouva tout simple de prendre celui d'une chaussée qui longe les propriétés du nouveau vicomte, et qu'on appelle dans le pays *chaussée de Lapeyrade*. Arrivé à la Chambre, M. de Lapeyrade s'est fait ministériel par circonstance; il a parlé quelquefois, toujours par circonstance. Dans la séance du 17 mai, par exemple, à l'occasion de la perception des impositions indirectes, il a chargé la cavalerie des droits-réunis, dont le général l'a vigoureusement repoussé. Lors de la discussion des voies et moyens, il parla de nouveau

sur les liquides, qui forment le principal commerce de son arrondissement; mais quoique son discours roulât sur les eaux-de-vie, on n'y trouva pas la moindre trace d'*esprit*.

LA POTHERIE. [le comte Guillot de] (Maine-et-Loire). M. Guillot de La Potherie fut un des premiers chefs de l'insurrection royaliste de 1793, et servit sous les ordres du comte de Rochecotte, dans le Maine et les provinces voisines, sous le nom d'*Arthur*, qu'il rendit célèbre. En 1799, il reprit les armes, souleva les habitans des environs de Château-du-Loir, où il possède de grandes propriétés, et fut un des chefs de division de la province du Maine, sous les ordres du comte de Bourmont; sa division comprenait tout le pays qui est entre la ville du Lude et celle de Blois. Il s'empara de Château-du-Loir, du Lude et de Château-Lavallière. Après la pacification des provinces de l'Ouest et le désarmement des chouans, M. Guillot de la Potherie se retira à Château-du-Loir, où il vécut sans vouloir accepter de places du gouvernement impérial. Pendant les cent-jours, il organisa une division sous les ordres du chevalier d'Aubigné. Le 26 octobre 1815, le roi le nomma colonel de la légion de la Mayenne. Après la campagne

d'Espagne, où il s'est distingué, il a été créé maréchal-de-camp et officier de la Légion-d'Honneur. Depuis long-temps il était chevalier de Saint-Louis. En 1824, le grand collège électoral de Maine-et-Loire l'a élu député à une grande majorité.

M. le comte Guillot de La Potherie a été fidèle à ses devoirs de député; dans ses discours et dans ses votes parlementaires, il a fait preuve d'une noble indépendance.

LARDEMEILLE [de] (Moselle), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et maire de Ban-Saint-Martin. Les opinions tout à fait indépendantes pourraient peut-être tenter à ce député un procès de *tendance* au ministérialisme, et s'il le gagnait, il mériterait tout au moins d'être admonesté, pour avoir des opinions tellement pudiques qu'elles n'osent se montrer.

LA ROCHE SAINT-ANDRÉ [de] (Vendée). M. le comte Duchaffault, émigré, un des meilleurs officiers de l'armée de la Vendée, puis devenu libéral, on ne sait trop pourquoi ni comment, poursuivant tout le monde de ses brochures et de ses circulaires, rencontra, le 26 février 1824, en se rendant au collège électoral de Bourbon-Vendée, M. de La Roche Saint-André, qui

s'y rendait également pour le présider ; en l'abordant il lui dit : « Eh bien ! mon cher, « nos chiens ne chassent donc plus ensemble ? — Parbleu, lui répondit ce dernier, « je m'en garderai bien, depuis que je sais « que les vôtres sont devenus enragés. » Cette spirituelle réponse, répandue à Bourbon par un des compagnons de voyage de M. de La Roche Saint-André, déconcerta, dit-on, les libéraux, et fit impression sur les indécis de l'assemblée. On assure qu'elle valut la victoire au candidat royaliste, qui força ainsi son ancien frère d'armes à chasser tout seul. Le député de Bourbon-Vendée n'a cependant pas tenu tout ce qu'il promettait, et il est devenu ministériel depuis son élection. Il est chevalier de Saint-Louis et maréchal-de-camp.

LASTOURS [de] (Tarn). « Avez-vous « rencontré vers le soir, au Palais-Royal, dans « les galeries de bois, deux hommes marchant « côte à côte, donnant un œil aux bijouteries « éclatantes, et l'autre aux lestes beautés qui « sourient volontiers aux physionomies provinciales ? Ces deux bourgeois désœuvrés « représentent le département du Tarn. Si « l'un demande à l'autre : « Monsieur le conseiller, avez-vous trouvé bon le *rossolis* du

« café Foy? » c'est M. de Lastours; si l'autre « répond : « Il était meilleur autrefois, » c'est « M. de Cardonnel. »

M. de Lastours, dont il est ici question, a commencé sa carrière législative en 1815. Aux élections qui suivirent l'ordonnance du 5 septembre, il fut réélu à l'unanimité, et depuis il n'a plus quitté la députation. Cet honorable est un des orateurs financiers de la Chambre. On disait de Masséna qu'il déployait toutes les ressources de son talent et de son courage au milieu de la plus épouvantable mêlée; il en est de même de M. de Lastours : c'est lorsque le chiffre est perdu, lorsque les amendemens se croisent à la tribune comme les boulets sur un champ de bataille, qu'il se plaît à descendre dans l'arène. A cette occasion, nous rappellerons ce qui se passa dans cette orageuse séance du 25 février 1825, qui présenta le spectacle d'une confusion inouïe dans nos fastes parlementaires. M. Hyde de Neuville avait proposé de déclarer que l'indemnité allouée par l'art. 1^{er} de la loi était définitive, et qu'elle ne pourrait, dans aucun cas, excéder 30 millions de rente.

Après quelques explications de MM. Bonnet et Hyde de Neuville, il s'élève la ques-

tion de savoir si cet amendement sera joint à l'article 1^{er} tel que l'a présenté le gouvernement, ou à celui de la commission.

M. Casimir Périer ne croit pas que l'article de la commission puisse être adopté. Il porte, en effet, « que 30 millions de rente *« au capital d'un milliard, sont alloués aux Français, etc. »*

« Il est évident, dit l'orateur, qu'en fixant « le capital de la rente à un milliard, on « préjuge la question des 3 pour cent, qui « ne doit que plus tard être soumise à la « Chambre. Or, qu'arrivera-t-il? Si le second « projet est rejeté, c'est que vous aurez une « rente sans amortissement, ou bien vous « mettez le roi dans la nécessité de vous présenter un nouveau projet de loi; car le « même ne pourra être reproduit pendant « la durée de cette session. »

Une vive et longue discussion s'engage sur ce point; elle se complique encore par la difficulté de savoir si on donnera la priorité à l'amendement de M. de Neuville ou à celui de la commission. MM. Hyde de Neuville, Ferdinand de Berthier, de la Bourdonnaye, de Berbis se succèdent rapidement à la tribune.

Une vive agitation règne dans l'assemblée; l'incertitude, l'hésitation sont peintes sur

toutes les figures, le centre est totalement dérouté, et de tous les points de la salle on s'interpelle à haute voix sans parvenir à s'entendre.

Au milieu de cette orageuse contestation, un nouveau membre s'avance vers la tribune. « Que demandez-vous? » lui crie M. le président au milieu du tumulte.

« A parler sur la question, » répond gravement M. de Lastours, car c'était lui.

« Eh! monsieur, reprend M. Ravez avec la plus comique impatience, il y a trois quarts d'heure que nous ne faisons pas autre chose! » (Longs éclats de rire.)

Dans la session de 1819, lors de la discussion des voies et moyens, chapitre de la direction des postes, M. de Lastours tonna contre la création des malles-postes. Cette philippique lui donna pour adversaire immédiat M. Dupleix de Mézy, alors directeur-général, qui regardant ces voitures d'un œil de père, eût voulu attirer à la rue J.-J. Rousseau tous les *lapins* des coucous de Versailles et de Saint-Denis.

« Les malles-postes, s'écria son éloquent adversaire, compromettent la sûreté des dépêches; en nécessitant des chevaux plus forts, et par conséquent plus chers que ceux

« des malles ordinaires , elles font hausser
 « d'autant le prix des chevaux propres à l'ar-
 « tillerie et à la grosse cavalerie.....
 « Dans l'état actuel tout est dénaturé,
 « confondu ; M. le directeur-général des
 « postes est entrepreneur de messageries.
 « Les entrepreneurs de messageries sont
 « maîtres de postes, les malles sont des dili-
 « gences , les diligences font le roulage, et
 « les voitures marchant à petites journées ,
 « ne sont plus que des pataches. »

M. Duplex de Mézy essaya vainement de répondre à cette allocution , et dès lors on prévint qu'il ne tarderait pas à être *mis à pied*.

On a dit quelque part que M. de Lastours s'embarrassait assez peu des volontés ministérielles, et l'on a dit la vérité.

LA TOUR-DU-PIN LA CHARCE [le comte de] (Seine-et-Marne). Le comte de La Tour-du-Pin la Charce est fils de l'ancien lieutenant-général de ce nom, mort en 1816, et qui, par son dévouement au roi Louis XVIII, tandis qu'il n'était que MONSIEUR, avait mérité les plus grandes récompenses. Attaché, en qualité de lieutenant-colonel, à l'état-major de la garde royale, en 1815, il a succédé, en 1817, à son père dans les fonctions de gentilhomme du comte d'Artois, et

en ce moment, janvier 1826, il est encore gentilhomme honoraire de la Chambre du roi. En 1824, le grand collège électoral de Seine-et-Marne l'a choisi pour son député, à une grande majorité.

Dévoué au trône, indépendant par sa position autant que par son caractère, intéressé, comme grand propriétaire, au maintien de l'ordre et à la diminution des impôts, M. le comte de La Tour-du-Pin la Charce est plein de zèle, de persévérance et d'énergie quand il s'agit de s'occuper d'un objet d'utilité publique, ou de rendre un service individuel à ses commettans, dont il n'a pas trahi la confiance en se livrant au ministère. Son vote a toujours été royaliste et indépendant.

LAURENCIE DE CHARRAS [le marquis de la] (Charente), chevalier de la Légion-d'Honneur, officier des gardes-du-corps, est un excellent militaire : ses principes de discipline lui ont fait connaître tout le mérite de l'obéissance passive, et il répète avec autant de fidélité les mots *clôture* et *aux voix* que les commandemens à la tête de son escadron.

LAURENCIN [le comte de.] (Rhône). M. le comte de Laurencin était connu à la

Chambre, avant la dernière session, comme un homme de bien, ami de son pays et des libertés publiques : on ne le connaissait point encore comme orateur. Tout à coup on voit paraître M. de Laurencin à la tribune, pour y soutenir un amendement qu'il proposait à la loi d'indemnité. Le discours que le nouvel orateur a prononcé dans cette circonstance, était aussi remarquable par l'énergie et l'expression que par l'élévation des pensées et par la pureté des doctrines. M. le comte de Laurencin vote aussi bien qu'il parle. Ce député est chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et colonel du 54^e régiment d'infanterie.

LEBEAU (Seine-et-Oise). M. Lebeau, officier de la Légion-d'Honneur, avocat-général à la Cour de cassation, maître des requêtes attaché au comité du contentieux, première section, a été élu député en 1825 par le collège électoral de l'arrondissement de Pontoise, qui était présidé par M. le marquis de Bouthilliers; son concurrent était M. Alexandre de Lameth, dont toute la France a connu l'ingratitude envers la reine Marie-Antoinette, et la conduite révolutionnaire.

L'élection de M. Lebeau fut attaquée dans

la séance du 14 février 1825, par le général Foy, qui prétendit qu'elle n'était due qu'à l'intrigue et aux menaces du président. MM. Bonnet et de Bouthilliers la défendirent, ainsi que M. le ministre de l'intérieur Corbière. Sur la proposition de M. le chevalier de Berbis, l'admission de M. Lebeau fut ajournée. Ce candidat ministériel l'avait emporté de bien peu sur son concurrent, puisqu'il n'avait eu que 117 voix, et M. de Lameth 115; et il paraît certain que si on eût opposé à M. Lebeau un rival plus honorable, il n'eût pas été élu, malgré tous les soins du ministère.

M. Lebeau ayant depuis justifié de ses droits à l'éligibilité, a été admis au nombre des députés, et a été fidèle au ministère pendant le cours de la session.

LEBESCHU DE CHAMPSAVIN (Ille-et-Vilaine). M. Lebesch de Champsavin a succédé à la Chambre à M. Tréhu de Monthierry, non seulement dans la représentation de l'arrondissement de Fougères, mais aussi dans sa taciturnité. Personne n'est cependant plus exact aux séances que ce député breton, qui vote toujours avec le ministère.

Entreposeur particulier des tabacs à Fou-

gères, membre du conseil-général du département d'Ille-et-Vilaine, chevalier de Saint-Louis, bon citoyen, religieux et royaliste par principes, on croit assez généralement que M. Lebeschu de Champsavin n'est ministériel que dans la crainte de perdre son lucratif entrepôt, et dans le désir d'avancer sa famille. Très-assidu aux réceptions des trois ministres plébéiens, il réussit presque toujours dans ses demandes. Dernièrement son fils aîné a été nommé conseiller-auditeur à la Cour royale de Rennes, et un de ses parens conseiller.

Ce député, qui a servi avant la révolution, est très-grand, sec, et fortement membré ; sa tête est chauve, sa figure respire la bonhomie, et ses yeux ne disent rien ; toute sa personne a quelque chose de vague et d'indéterminé. Si quelque jour nous expliquons certaines sympathies qui existent entre les membres de la Chambre, nous dirons pourquoi M. Lebeschu de Champsavin s'est rapproché de l'Auvergnat Croizet et du Corse Péraldi.

LE CHAPELIER DE GRANDMAISON (Eure-et-Loir), maire d'Unverre, membre du conseil-général du département d'Eure-et-Loir. Tout, jusqu'au tirage au sort, sem-

ble vouloir respecter le profond incognito dont jouit à la Chambre ce député. Jamais la boule noire n'a sali ses mains lorsqu'il s'est agi de voter pour le ministère.

LECLERC [Léon] (Mayenne). M. Léon Leclerc, adjoint au maire de la commune de Forcé, a fait partie de la Chambre de 1815, où il a voté avec la majorité. Nommé président du collège électoral de Laval en 1824, il a réuni ses suffrages, et a été élu député. Il n'a pas dévié un instant du chemin de l'honneur, et il a soutenu dans les deux dernières sessions, avec une rare énergie, les opinions qu'il a professées toute sa vie. Il est dévoué jusqu'à l'enthousiasme à la royauté, et vote contre le ministère, qui la compromet.

LECLERC (Meuse). M. Laurent Leclerc est receveur d'enregistrement : on désirerait qu'il contrôlât plus exactement les actes du ministère.

LECLERC DE BEAULIEU (Mayenne). Rien ne doit plus porter l'honnête homme à se glorifier de son pays que quand ce pays produit des personnages vertueux et instruits, pieux et tolérans, justes et indulgens, modestes et éloquens. Cette pensée nous rappelle naturellement celui qui réunit toutes

ces qualités, et tel est M. Leclerc de Beau-
 lieu, député du département de la Mayenne.
 Depuis qu'il fait partie de la Chambre, il a
 attaqué les abus avec un courage bien rare
 aujourd'hui, et avec une persévérance en-
 core plus rare. Il n'a pas laissé écouler une
 session sans chercher à éclairer les discus-
 sions par ses discours ou par ses écrits, et
 il croit n'avoir jamais assez fait tant qu'il lui
 reste quelque chose à faire. Reproduire tout
 ce que ce député a dit de bon serait donner
 la satisfaction à nos lecteurs de lire tout ce
 qu'il a traité ; mais les bornes que nous nous
 sommes prescrites dans cette Biographie ne
 nous permettent pas de nous associer à ce
 plaisir, et nous ne pouvons qu'indiquer les
 traits les plus saillans des opinions dévelop-
 pées à la tribune par M. Leclerc de Beau-
 lieu, si toutefois il nous est possible de faire
 un choix.

Dès le 12 avril 1821, ce sage député de la
 Mayenne, dans la discussion sur le règle-
 ment de la Chambre, avait témoigné toute
 sa douleur de voir que le nom de Dieu avait
 été omis dans la loi sur la liberté de la
 presse, et d'avoir appris qu'un avocat de la
 Cour de cassation avait qualifié la loi d'*athée*
 dans un plaidoyer connu de toute l'Europe ;

la Chambre, expulsion qui fut suivie de la *glorieuse* retraite de tout le côté gauche.

Dans celle de 1824, M. Leclerc de Beau-lieu parla et vota contre le projet de loi relatif à la réduction de l'intérêt des rentes 5 pour cent. Dans la discussion du projet de loi de la septennalité, il appuya de toute son éloquence la proposition de M. Jankowitz, dont il avait conçu l'idée le premier.

En avril 1825, il parla sur le projet de loi concernant le sacrilège et le vol, dont il signala plusieurs imperfections, mais pour l'adoption duquel il vota cependant. Le 5 mai suivant, dans la discussion relative au budget de l'exercice 1826, il démontrait l'inutilité d'un garde des sceaux ministre de la justice, puisqu'il y avait un chancelier; et effectivement on est parvenu à transformer en véritable sinécure cette première place de l'État.

Enfin, le 11 mai 1825, M. Leclerc de Beau-lieu trouva le moyen d'improver, avec beaucoup de finesse, la destitution imméritée de M. Fréteau de Pény, premier avocat-général à la Cour de cassation, qui avait conclu d'après la loi et suivant sa conscience, dans le procès intenté aux propriétaires du journal *l'Aristarque*.

« *Nous n'avons jamais prétendu*, a dit M. de
 « Peyronnet, *que les magistrats se fussent*
 « *trompés sur le vrai sens de la loi qui régit*
 « *les journaux, mais nous avons vu que c'était*
 « *nous qui nous étions trompés, et nous avons*
 « *dû agir en conséquence.* Je ne sais comment
 « les magistrats recevront une explication
 « de laquelle il résulte qu'un avocat-général
 « a été destitué pour avoir bien saisi avec
 « la Cour et tout le parquet, le vrai sens
 « d'une loi, et pour ne pas s'être trompé
 « avec les ministres. »

Et plus bas ce spirituel orateur ajouta :
 « Si donc les ministres se sont trompés, la
 « Chambre s'est aussi trompée, et n'a pas
 « compris ce qu'elle faisait. Mais, messieurs,
 « il n'en est rien : la Chambre, les ministres,
 « les magistrats, tous ont entendu la loi de
 « la même manière : personne ne s'est
 « trompé, si ce n'est, il faut bien le dire,
 « l'auteur du *considérant* du 15 août der-
 « nier. »

Et ce *considérant* sera à jamais une preuve
 de l'impuissante fureur de M. de Peyronnet
 contre la magistrature, qui avait fait son de-
 voir en permettant la libre publication d'un
 journal royaliste qui déplaisait à M. le garde
 des sceaux.

M. Leclerc de Beaulieu a été réélu en 1824 par le collège du département de la Mayenne, dont il avait la présidence. Il est membre du conseil-général du même département, et maire de la commune de Beaulieu. Ses mœurs sont aussi pures que douces, sa piété est exemplaire; en un mot, tout chez lui est vertu : il devait donc être en opposition avec les ministres Villèle et Peyronnet.

LEDISSEZ-PENANRUN (Finistère). Depuis plusieurs années, M. Ledissez-Penanrun est directeur des contributions indirectes du département du Finistère, dont le grand collège électoral l'a choisi pour le représenter en 1820 : son dévouement au roi et à la légitimité, ainsi que celui de toute sa famille, et ses connaissances financières, firent cette première élection ; mais le beau talent dont il a donné des preuves multipliées pendant les deux sessions qui ont précédé la dissolution de la Chambre, lui a valu sa réélection, en 1824, par les deux arrondissemens de Morlaix et de Châteaulin : il a opté pour le dernier. M. Ledissez-Penanrun a longuement parlé dans la loi de la conversion des rentes, en faveur du projet ministériel. Il a aussi voté pour la loi du sacrilège ; mais nous le soupçonnons d'avoir déposé une

boule noire dans l'urne , quand il s'est agi de la vente des terrains du ministère de la guerre qui avaient une origine religieuse. Ce député est un bon et parfait honnête homme , appartenant à une famille honorable et estimée ; ses sentimens religieux ne sont pas plus équivoques que ses sentimens politiques. Il est de petite taille , maigre , d'une faible santé , et son organe est sourd et voilé. Simple dans ses mœurs comme dans ses manières , M. Lediszez-Penanrun n'est occupé qu'à se rendre utile à ses commettans et à ses employés.

LEGONIDEC [le chevalier] (Orne). Maire de Sainte-Honorine , membre du conseil-général du département de l'Orne , ancien militaire , chevalier de Saint - Louis. M. Legonidec a émigré et a servi à l'armée des princes. Il n'est rentré en France qu'en 1803 , et fut nommé peu après membre du conseil-général de son département , par Buonaparte.

Elu député en 1820 par le grand collège électoral de l'Orne , M. Legonidec siégea à droite. Réélu en 1824 par le grand ccollège électoral de l'arrondissement de Domfront , dont il avait la présidence , on lui a contesté la quotité de ses impôts , tant sa fortune est

minime. Ses liaisons avec MM. Bazire et Avoyne-Chantereyne l'ont rangé sous les bannières ministérielles.

LEMOINE DES MARES (Manche).

M. Lemoine des Mares est un riche négociant de Sedan, où il exerce une grande influence tant par sa fortune que par ses qualités personnelles : il a toujours fait preuve d'un entier dévouement à la famille des Bourbons et à la monarchie. Il a été nommé député en 1824. Dans la session de 1825, et lors de la discussion de la loi d'indemnité, M. Lemoine des Mares proposa, de concert avec M. de Cambon, un amendement à l'article 2 du projet de loi. M. Lemoine des Mares développa, d'une manière fort remarquable, les motifs de son amendement, et s'exprima ainsi :

« J'ai vivement partagé les sentimens manifestés par la Chambre en recevant le projet de loi que vous discutez en ce moment. Je n'y ai pas trouvé le moyen de réparer toutes les pertes; car autrement, j'aurais appelé de tous mes efforts la sollicitude de la justice du gouvernement du roi sur cette population héroïque des départemens de l'Ouest et de la Vendée, qui s'est levée en masse pour la défense du trône et de l'autel ;

« sur cette population entière des campa-
 « gnes, qui s'est illustrée par un courage,
 « un dévouement et une persévérance dont
 « l'histoire n'offre pas d'exemple; qui a tout
 « sacrifié enfin pour combattre la révolution
 « en opposition avec ses intérêts matériels,
 « au moins tels qu'elle pouvait les entendre...

« Comment pourriez-vous, continuait l'o-
 « rateur, condamner à rester dans la seconde
 « catégorie, celui qui viendrait, des docu-
 « ments authentiques à la main, vous prouver
 « qu'il a droit d'être admis dans la première?
 « Si mes prétentions, vous dirait-il, ne sont
 « pas fondées, je dois y renoncer; mais si les
 « pièces que je produis sont des titres in-
 « contestables que vous ne puissiez vous-
 « même récuser, ne venez pas les anéantir,
 « les briser entre mes mains, tandis que vous
 « en reconnaissez la valeur dans les mains de
 « mon voisin; ne venez pas enfin substituer
 « votre volonté à mon droit. Il vous dirait
 « encore : « Vous avez annoncé qu'une œuvre
 « de justice, de paix et de réconciliation
 « allait cicatriser toutes les plaies. J'ai souf-
 « fert pour la même cause; j'ai été battu par
 « la même tempête; j'ai été blessé par la
 « même main : ne refusez pas de répandre
 « sur mes plaies le baume qui va cicatriser les

« plaies de celui dont la maison touche la mienne. »

Malgré tous les efforts de M. Lemoine des Mares, son amendement eut le sort de tant d'autres : il fut rejeté. Ce député vote pour les ministres, dont il a reçu la croix d'honneur.

LEPAIGE (Vosges). M. Lepaige, maire de la commune de Darney, élu député en 1824 par le département des Vosges, n'est pas plus connu des électeurs qui l'ont choisi que des administrés qu'il est censé gouverner. Muet et inaperçu sur un des bancs du centre de la Chambre, nous avons eu beaucoup de peine à connaître son opinion, et ce n'est que depuis peu de jours que nous avons acquis la certitude qu'elle est ministérielle.

LEROUX-DUCHATELET (Pas-de-Calais). Voilà un de ces hommes dont il n'est pas difficile de déterminer la position parlementaire, attendu que, depuis qu'il a l'honneur de représenter le Pas-de-Calais, ses votes n'ont pas varié comme un baromètre dans l'équinoxe. On doit lui rendre cette justice, qu'il a toujours montré du désintéressement, et que s'il a quelquefois sollicité, c'était pour ses compatriotes, dont sa maison est en quelque sorte le caravenseraïl. La conduite

de M. Leroux-Duchâtelet ne dément donc pas le discours qu'il prononça à la Chambre de 1815 sur les gros traitemens. « Autrefois, « dit-il, l'honneur était en France l'unique « mobile qui nous dirigeait; l'honneur était « encore, dit Montesquieu, au-dessus de la « volonté souveraine; la considération publique payait les plus grands services; les veilles du magistrat n'augmentaient pas ses revenus; les dangers, l'intrépidité du soldat ne lui donnaient pas de trésors. L'honneur, l'honneur seul dirigeait nos pères vers le bien, leur faisait sacrifier leur temps, leur vie, leur fortune. Heureux temps qu'on n'a pu détruire que par les secousses les plus affreuses, siècles heureux qu'il dépend de nous de faire revivre! L'honneur est encore dans le cœur des Français; il est inné chez eux. » Passant aux dépenses des divers ministères, l'orateur proposa d'établir qu'il ne serait accordé aucun traitement, sauf ceux des ministres, du président de la Chambre, des ambassadeurs, des maréchaux de France, et qu'on ne permettrait la cumulation d'aucun emploi.

Eloigné de la Chambre par suite de l'ordonnance du 5 septembre, M. Leroux-Duchâtelet y rentra en 1820, et depuis cette

époque, on prétend qu'il a eu quelques accès d'affection pour M. le président du conseil; on prétend même qu'il n'aurait que faiblement refusé la place de procureur-général de la Cour royale de Douai; mais ces assertions ne sont rien moins que prouvées, rien moins que probables; et si l'on veut savoir notre opinion personnelle, nous prononcerons que M. Leroux-Duchâtelet est entièrement indépendant, et que c'est un homme vertueux et fort royaliste.

M. Leroux-Duchâtelet, qui avant la révolution était garde des sceaux à la chancellerie d'Arras, a publié un ouvrage estimé sur le pouvoir municipal. Il est maire de Rœux, et membre du conseil d'arrondissement d'Arras.

LEROY [baron] (Seine). M. Joseph Leroy, ancien membre du conseil-général du département de la Seine, et chevalier de la Légion-d'Honneur, a été réélu député, en 1824, par le 8^e arrondissement, dont le ministère l'avait nommé président. M. Ternaux était son concurrent. Ce député parle et vote d'après sa seule conscience. La compagnie des agens-de-change le cite souvent comme un modèle de vertus financières.

LETISSIER (Indre-et-Loire). M. Letis-

sier est chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général d'Indre-et Loire. Administrateur de l'armée du Rhin sous le Directoire, il obtint la confiance et l'amitié de Moreau ; sentant le besoin d'acquérir de la considération, il s'est fait faire député. Ce ministériel est tout à fait incapable de rien discuter, ou ne veut pas s'en donner la peine.

LÉVESQUE (Loire-Inférieure). M. Lévesque a succédé à M. Louis de Saint-Aignan dans les fonctions de maire de la ville de Nantes, et comme lui, il est parvenu à se faire généralement aimer de ses nombreux administrés, qui lui en ont donné un éclatant témoignage en le choisissant pour leur député en 1824.

Le maire de Nantes est un respectable négociant qui jouit d'un immense crédit, d'une grande fortune, d'une haute réputation de probité, et de cette notabilité que donnent l'industrie, le commerce et les manufactures. Ce député nantais est un des défenseurs des intérêts commerciaux. Il a cherché, comme législateur, à se rendre plus utile que célèbre ; comme orateur, il fait plutôt preuve de logique que d'éloquence, et ses discours ont plus de sens que d'imagination. Il a souvent voté avec le ministère ; mais on

a remarqué, vers la fin de la dernière session, qu'il commençait à s'en éloigner. Encourageons de nos éloges cette répugnance pour le pouvoir de M. de Villèle, et faisons des vœux pour que M. Lévesque (maire de la ville où est né son biographe) se réunisse aux vrais amis de la couronne dans la session qui vient de s'ouvrir. Ce député est chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général du département de la Loire-Inférieure, et du conseil-général des manufactures et du commerce du royaume.

LEVISTE DE MONTBRIANT [comte] (Ain). M. Léviste de Montbriant est un député que distingue un caractère plein de noblesse et d'indépendance. Inaccessible aux passions ministérielles, il vota toujours selon sa conscience, jamais selon les ministres. On regrette généralement que son extrême modestie l'ait jusqu'ici tenu éloigné de la tribune, où ses talens, plus connus, seraient plus appréciés. Il est chevalier de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil-général de son département.

LEYVAL [de] (Puy-de-Dôme), maire de Cisterne, membre du conseil d'arrondissement de Clermont. Le nom de M. de Leyval ne figure dans aucune biographie; il est très-

peu connu à la Chambre, et beaucoup plus dans les salons ministériels : il n'est jamais monté à la tribune ; il n'a jamais dit un mot à la Chambre ; on ne l'a pas entendu une seule fois crier *ah! oh!* il ne trépigne point ; il ne murmure point ; il ne tousse point, et ne mouche que rarement, dans la crainte qu'un coup de trompette de son nez ne vienne se choquer dans l'air avec une interpellation de M. le président ; et quand M. de Leyval demande la clôture, il la demande tout bas.

LÉZARDIÈRE [le vicomte de] (Vendée). M. Charles Robert de Lézardière a exécuté ce que n'avait pu M. Humbert de Sesmaisons ; et le provençal Manuel a dû renoncer pour toujours aux suffrages des Vendéens. Ce qu'avait commencé M. le comte de La Bourdonnaye à la tribune, M. de Lézardière l'a achevé pendant sa présidence du collège électoral des Sables-d'Olonne, dont il a réuni les suffrages en sa faveur en 1824, par son noble et touchant discours d'ouverture, et par tous ses honorables antécédens. Successeur de Manuel, ce noble Vendéen s'est déjà rendu célèbre par des opinions et des sentimens bien différens de ceux de l'avocat d'Aix ; et si son amendement dans le projet

de loi de l'indemnité eût été adopté, nul doute que peu de réclamations se seraient élevées contre cette réparation d'une grande spoliation territoriale.

La lenteur de la liquidation de l'indemnité par M. le ministre des finances, prouve combien M. de Lézardière avait raison de proposer que le travail fût confié à des commissions départementales, et combien était fautive l'évaluation des biens confisqués en 1793, basée sur l'impôt de 1824.

« Il est temps, messieurs, dit M. de Lé-
 « zardière, que la vérité toute entière soit
 « connue. On vous a parlé de la difficulté de
 « se procurer des documens, mais il n'est
 « personne ici qui ne sache que la plupart
 « des biens confisqués ont été vendus par
 « *masses de culture*. Je crois d'ailleurs que,
 « sur les-lieux, les propriétaires triomphe-
 « ront facilement des obstacles qu'on s'ef-
 « force de grandir à vos yeux. Les meilleurs
 « juges dans cette question seront de bons
 « vieux paysans, de vénérables chefs de fa-
 « mille; ils suffiront à un travail qui ne se
 « représentera pas chaque année; ils vous
 « feront enfin connaître jusqu'aux plus minu-
 « tieuses particularités qui puissent constater
 « la valeur des biens confisqués.

« Et ce n'est pas seulement dans nos cam-
 « pagnes que ces documens se présenteront
 « en foule : à Paris même, où la propriété a
 « subi bien plus de mutations et d'altérations
 « que dans les provinces, les renseignemens
 « s'offriront nombreux et irrécusables.

« Il y a des départemens, vous a dit M. Fa-
 « date de Saint-Georges, où les biens confis-
 « qués se sont vendus *vingt fois*, et même *vingt-*
 « *deux fois* la valeur de leur revenu. J'avoue
 « que j'ai de la peine à croire que ces départ-
 « temens fussent situés en France ; car les
 « inquiétudes et les risques sur la propriété
 « en général étaient tels, que les biens pa-
 « trimoniaux se vendaient à peine au denier
 « *quinze*. Or, je le demande, quel individu
 « aurait acheté des domaines nationaux au
 « denier vingt-deux, tandis qu'il pouvait se
 « procurer des biens patrimoniaux au denier
 « quinze ? On nous objectera peut-être l'en-
 « thousiasme révolutionnaire ; mais nous sa-
 « vons tous que les *Romains* de la révolution
 « savaient à propos faire fléchir leur opinion
 « devant leur intérêt. La répartition de la
 « part afférente à chaque département me
 « paraît aussi facile à résoudre, et ce n'est
 « pas un des moindres avantages de l'amen-
 « dement que j'ai soumis à la Chambre, que

« d'éviter aux personnes ayant droit à l'indemnité, des déplacemens onéreux et des relations avec les gens d'affaires. » Et cette grande amélioration du projet ministériel, soutenue par MM. le comte de La Bourdonnaye, le conseiller Agier, le chevalier de Berbis et Mestadier, fut combattue par deux obscurs orateurs, MM. Calemard de La Fayette et Maquillé, et par M. de Villèle. L'amendement fut rejeté, et le ministre des finances put disposer à son gré du milliard de l'indemnité. C'est ce qu'il voulait, et il n'avait pas eu d'autre but en présentant ce projet de loi, que d'en faire un moyen de se créer de nouveaux partisans et de conserver les anciens.

LIZOT (Eure). M. le juge de paix du 10^e arrondissement de Paris est l'un des plus fidèles amis du ministère actuel, comme il l'a été de ceux qui l'ont précédé, et comme il le sera de ceux qui lui succéderont : il est vrai qu'il a quelque part un fils substitué, et que lui-même ne désespère pas d'arriver à quelque chose de mieux dans la magistrature. Leurs Excellences ne peuvent, au surplus, répandre leurs faveurs sur un homme qui leur ait donné plus de gages que cet ex-procureur impérial, puisqu'à l'occasion d'une attaque contre le ministre de la police, on l'entendit

un jour s'écrier à la tribune : « Un ministre
 « est l'homme du roi ; sous ce rapport, je
 « respecte tous les ministres..... C'est une
 « extrême inconvenance que d'avancer que
 « les ministres ne peuvent se soutenir sans
 « avoir la majorité ; s'il en était autrement,
 « ce ne serait pas le roi qui gouvernerait, ce
 « serait nous..... » On voit que M. Lizot
 entend parfaitement le gouvernement repré-
 sentatif. Un écrivain a dit de lui : « Cet ho-
 norable membre est connu par l'inaltérable
 constance de ses sentimens en faveur des
 ministres, la fixité de sa position centrale,
 l'inflexibilité de ses principes ministériels,
 qui résistent à tous les chocs, à toutes les
 variations, à tous les changemens de sys-
 tème ; le soleil cessera d'être au centre du
 monde, avant que M. Lizot cesse d'être au
 centre de la Chambre. »

On assure qu'à la funeste époque des cent-
 jours, M. Lizot donna des preuves de dé-
 vouement à la monarchie ; nous voulons bien
 le croire, et nous sommes même convaincus
 qu'aujourd'hui encore M. Lizot ne se mon-
 trerait pas moins fidèle..... au ministère.

LOYSON DE GUINAUMONT (Marne).

Il est un des *Romains* du ministère, et
 l'aide-de-camp le plus actif de MM. de

Rougé, Chiflet, Piet et compagnie. Il s'est servi de son influence sur les électeurs champenois pour écarter de la députation un homme que les vœux de tous les gens de bien appellent à la Chambre, M. de Lalot. Toutefois, effrayé par l'immense réputation de celui qu'il mettait à l'*index*, il agit avec tant de finesse et de dissimulation, qu'on le proclama d'une voix unanime le *Père sournois électoral*. Pour les faveurs, c'est un véritable tonneau des Danaïdes.

M. Loyson ou l'Oison de Guinaumont, (nous ne connaissons pas bien l'orthographe de son nom), ne s'entend pas moins bien en affaires de famille qu'en affaires publiques ; on en jugera par le fait suivant : son fils aîné, procureur du roi, était sur le point de faire un mariage extrêmement avantageux ; il meurt : M. Loyson ne perd point le temps en vaines lamentations ; il présente son troisième fils, qui finissait son droit (le second venait d'entrer dans les ordres), et lui fait épouser cette nouvelle *fiancée du roi de Garbe*. Le susdit fils, qui a succédé au *futur*, pourrait bien succéder au procureur du roi. D'un autre côté, nous savons de bonne part que M. d'Oison, qui n'est pas un aigle, s'arrangerait fort bien d'une place

d'inspecteur de l'Université. Nous nous hâtons d'ajouter que le ministère ne saurait mieux placer ses faveurs. M. Loyson porte le plus vif intérêt à tous les hommes à portefeuille, et sa tendre sollicitude s'étend jusque sur les directeurs-généraux. Lorsqu'il s'agit d'une discussion importante, il partage leurs angoisses et leurs jubilations.

Au quinzième siècle, on abandonnait aux flots le corps des criminels d'Etat, après l'avoir enfermé dans un sac portant cette inscription : *Laissez passer la justice du roi*. Personne n'eût violé ce scellé terrible. Aujourd'hui qu'on ne met à *veau-l'eau* que la fortune des contribuables, M. Loyson serait bien homme à proposer d'écrire sur le budget : *Laissez passer la justice des ministres*.

LONGUÈVE [Henry de] (Loiret). Avocat du roi avant la révolution, député aux Etats-Généraux en 1789, M. de Longuève vota avec les royalistes. Réélu par le département du Loiret, en 1795, au Conseil des Cinq-Cents, son élection fut cassée. Il ne reparut sur l'horizon politique qu'en 1814, obtint des lettres de noblesse, la place de maître des requêtes et la croix de la Légion-d'Honneur. L'année d'après, il reçut, avec la croix de Malte, la permission de ne faire

ses preuves qu'au bout de cent ans. A l'époque du débarquement de Buonaparte, il retrouva son obscurité, et n'en sortit que pour venir voter à la Chambre de 1815. M. de Longuève a eu le bonheur de n'être jamais obligé de réclamer des rectifications aux journaux pour les discours qu'il a dû prononcer. Il est conseiller d'Etat honoraire, et officier de la Légion-d'Honneur.

LOUVIGNY [comte de] (Sarte). M. le comte de Louvigny, ancien officier au régiment du Roi-infanterie, a été réélu, en 1824, député du grand collège du département de la Sarthe. Il habite ordinairement l'arrondissement de Mamers, et il est maire de la commune de Louvigny. Personne ne le surpasse en attachement pour les ministres, et son vote leur est entièrement assuré pour toute la durée de son mandat. Il a parlé pour la loi de l'indemnité due aux émigrés et pour la conversion des rentes, et il s'est joint aux adversaires des divers amendemens, qu'il a contribué à faire rejeter, principalement pour ceux qui tendaient à améliorer ces deux projets de loi. Son fils a été nommé, en 1824, auditeur au conseil d'Etat.

LUR-SALUCE [de] (Gironde). M. de Lur-Saluce est officier des gardes-du-corps.

Il a été jusqu'ici presque toujours absent de la Chambre, pour cause de maladie. On regrette qu'il ne puisse pas se rendre au palais Bourbon, ce serait un bon député de plus. Espérons qu'il pourra assister aux séances de la présente session, et que, par compensation, quelques autres n'y assisteront pas.

LYLE TAULANE [de] (Var). M. de Lyle-Taulane est maire de la Martre. On assure aussi qu'il est député, et qu'il vote en faveur des ministres. Nous disons *on assure*, parce que le public n'en sait rien. Cependant il est certain que M. de Lyle-Taulane remplit bien légalement toutes les conditions de sa place ; il se lève et il s'assied, il répond quand on fait l'appel nominal, il va porter sa boule dans l'urne quand on vote au scrutin ; il regarde quelquefois au banc des ministres, et il va dîner quand cinq heures sonnent.

M

MALARTIC [le comte de] (Seine-Inférieure). M. le comte de Malartic, chevalier de Saint-Louis, maire de Tôtes, membre du conseil-général, député de la Seine-Inférieure, naquit à Montauban le 21 août 1765, et fut, avant la révolution, conseiller au conseil-général de Perpignan, dont son

père était président. En 1791, il prit du service, fit la guerre d'Espagne, et devint lieutenant-colonel. M. de Malartic rentra en France en 1800; il fut nommé membre du conseil-général en 1808, chevalier de Saint-Louis en 1814, et membre de la Chambre des députés en 1824. Dans le mois de juillet, il s'est fait inscrire pour parler contre le budget. M. de Malartic ne manque pas de quelques connaissances en économie politique : dans la séance du 7 mai 1825, il s'est perdu dans les *entrepôts fictifs*; il nous a été impossible de le retrouver depuis. L'opinion de ce député n'est pas très-prononcée. Il a un fort beau château à Tôtes, près Dieppe; c'est une véritable auberge (le château des *Koitures versées*) dans laquelle s'arrêtent des hommes de toutes les nuances. On ne voulait pas de M. de Malartic dans l'arrondissement de Dieppe; il n'a dû sa nomination qu'à l'influence de M. le chancelier Dambrey, son parent. Nous ignorons si ce député est le Malartic qui fut secrètement employé, dans les cent-jours, à la pacification de la Vendée, et dont les royalistes n'eurent guère à se louer.

MAQUILLÉ [de] (Maine-et-Loire). Membre du conseil-général du département de

Maine-et-Loire, colonel de la garde nationale d'Angers. M. de Maquillé est l'ami particulier de M. Benoît, l'aide-de-camp de M. de Villèle, et un des membres les plus actifs du *conventicule* Piet, qui a la prétention de donner une opinion toute faite aux divers députés. Ce colonel bourgeois a été réélu en 1824 par l'arrondissement d'Angers, dont il présidait le collège électoral. Quoique dépourvu de talens oratoires, M. de Maquillé a la prétention de monter quelquefois à la tribune : c'est un des moyens employés par les ministres pour abrégér les discussions qui les fatiguent, car sitôt que le président donne la parole à M. de Maquillé, les bancs se vident tumultueusement, et les députés se retirent à la hâte. On prétend que la voix de ce noble angevin a le même pouvoir sur ses collègues que le chant du coq sur le lion.

M. de Villèle a promis à M. de Maquillé qu'il ferait partie de la *première journée* des pairs, et ce député redouble de zèle pour lui donner la majorité parmi ses collègues.

MARCHANT-COLLIN (Moselle), chevalier de la Légion-d'Honneur. En même temps qu'il remplit les honorables fonctions de député, M. Marchant-Collin remplit

celles moins augustes, mais non moins indispensables, de receveur particulier des contributions. Comment pourrait-on exiger que ce député ne fût pas ministériel? Il est *Marchand*, il est *Colin*, il est *receveur* : c'est deux fois plus qu'il n'en faut.

MARGADEL [le chevalier de] (Morbihan). M. Louis-Joseph de Margadel est Lorrain, et c'est le seul étranger à qui les Bretons aient accordé des lettres de grande naturalisation en le nommant député. Né en 1771, il émigra en 1791, fit partie de l'expédition de Quiberon, prit part aux guerres de la chouannerie, se maria en Bretagne, et y vécut tranquillement sous le gouvernement de Buonaparte. En 1815, pendant les cent-jours, il courut de nouveau aux armes, et prit une part plus active à la bataille d'Auray que M. le marquis de La Boëssière. Il se fit remarquer par sa bravoure dans la défense de la Châtreuse et au combat de Muzillac. Après la seconde restauration, M. de Margadel fut nommé chef d'escadron de gendarmerie à la résidence de Rennes. En 1820, il fut élu député par le grand collège électoral du Morbihan, et en 1824, il a obtenu le même honneur de l'arrondissement de Vannes, dont il était président.

Si ce député paraît rarement à la tribune, il s'en dédommage dans les comités et hors de la Chambre, où il est un des plus grands diseurs de paroles inutiles. Dévoué au ministère, et surtout à M. de Corbière, il voudrait bien une place, mais une certaine pudeur l'empêche de la demander directement, et il est fâché qu'on ne pense pas à lui dans la distribution des sinécures : aussi est-il très-jaloux de son collègue Dufougeray, qui en possède trois. Il a cependant été nommé chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et il le méritait par ses campagnes en faveur de la légitimité. Il est aussi membre du conseil-général de son département.

Ce député a très-peu de fortune et un grand nombre de filles à marier. Il se plaît volontiers dans la société des célibataires riches et jeunes. Son éducation a été fort négligée. Il est d'une assez belle taille, maigre et svelte; ses cheveux sont rares et gris; sa figure régulière; son regard vif passerait au besoin pour être spirituel; ses mouvemens sont brusques, et sa toilette peu soignée. Il loge ordinairement hôtel de Vendôme, avec M. le comte Dubotderu, son collègue, qui est riche et a un équipage; tous les deux

voient la même société. M. de Margadel est un des secrétaires de la Chambre pour la présente session.

MARTAINVILLE [le marquis de] (Seine-Inférieure), maire de Rouen, chevalier de la Légion d'Honneur, membre du conseil-général. M. de Martainville, possesseur de grandes propriétés dans les environs d'Yvetot, est un honnête homme, assez désintéressé, n'ambitionnant que la pairie. La ville de Rouen voulait, lorsqu'il fut nommé maire, lui donner une voiture, il l'a refusée. A l'époque des élections, on le sollicitait de se présenter comme candidat à Rouen, il ne voulut jamais y consentir. Cependant on eût évité par là la nomination de M. de Girardin; mais M. de Martainville voulut être et fut en effet nommé par ses compatriotes, d'Yvetot. Pour ce qu'il fait à la Chambre, il eût bien pu rester à Rouen. Les ministres l'ont attiré et le retiennent dans leurs rangs, en lui montrant un manteau de pair.

: **MARTIGNAC** [de] (Lot-et-Garonne). On dirait que M. de Villèle a pris une espèce d'hypothèque sur tous les noms qui se terminent en *ac*. Ne soyons donc point étonnés que M. de Martignac lui appartienne. On peut même croire que si le ministre anglais,

au lieu de s'appeler *Canning*, se nommait *Canninac*, nous marcherions à la tête de l'Angleterre, au lieu de marcher à sa suite.

M. de Martignac débuta dans les honneurs en 1815. Un journal annonça, vers ce temps-là, qu'il venait d'être nommé par le roi chevalier de la Légion-d'Honneur, pour sa belle et bonne conduite à Bordeaux, à la restauration et pendant les cent-jours. M. de Martignac a rempli, jusqu'en 1822, les fonctions de procureur-général à Limoges : un coup de vent de fortune l'arracha du parquet judiciaire, pour le lancer presque jusqu'au-dessous des porte-feuilles. M. de Martignac s'était autrefois fait connaître avantageusement au barreau de Bordeaux, et il a cela de commun dans son début avec MM. Lainé, Ravez et quelques autres.

M. de Martignac fut envoyé, en 1823, à l'armée d'Espagne, en qualité de commissaire civil du roi, près S. A. R. le prince généralissime. A son retour, il fut nommé ministre d'État. C'est en sa qualité de commissaire à l'armée d'Espagne, que M. de Martignac a joué un si grand rôle, je dirais presque un rôle immense dans la fameuse affaire des fournitures. Cependant, il faut le dire à la louange de M. de Martignac, il a

en l'art de se salir bien moins que d'autres , dans une affaire qui a sali tant de monde.

Comme agent ministériel , M. de Martignac est chargé de la haute diplomatie , tandis que M. Piet n'est chargé que du *personnel*. Il possède une foule de qualités qui le rendent très-propre à bien remplir ses fonctions de *factotum* des porte-feuilles ; le député de Lot-et-Garonne possède une élocution facile et même brillante ; il tourne bien mieux ses phrases que M. Villemain ; et au besoin , il pourrait faire une centaine de petits vers presque aussi bien que M. le comte de Peyronnet , avec lequel on l'accuse d'être en intimité , et dont *il a l'oreille* , comme on dit ; ce qui n'est sûrement pas un médiocre avantage. Si M. Piet a été surnommé le *drapeau du centre* , on peut appeler M. de Martignac *la boussole des ministres*.

La tâche que M. de Martignac est chargé de remplir à la Chambre est considérable : c'est lui qui prononce les rapports dans les grands projets de loi ministériels : on dirait de ces batailles qui commencent par une décharge de la grosse artillerie ; et c'est M. de Martignac qui tient la première mèche. Mais une fois la foudre lancée , une fois son rapport fini , M. de Martignac s'assied tranquil-

lement sur son affût, d'où il ne se dérange que rarement.

Orateur élégant et fleuri, M. de Martignac est, à la tribune, *un double* essentiel des *Talmas* à porte-feuilles : son éloquence un peu à l'eau de rose, est un admirable correctif de l'âpreté bretonne de M. de Corbière ; au besoin, il pourrait se charger d'achever les phrases de M. le ministre de l'intérieur, d'adoucir ses cascades oratoires : c'est lui qui sait donner à l'éloquence de M. de Villèle ce qui lui manque du côté de la noblesse et de la rondeur ; il donne de la grâce à ses chiffres ; il fleurit ses calculs ; il fleurdelise ses pensées ; il pourrait aussi saupoudrer d'esprit un discours de M. le garde des sceaux, lui improviser une opinion sur le *sacrilège*, ou lui donner des rimes sur *l'Indifférence*.

M. de Martignac, à ce qu'on prétend, n'est un grand homme que jusqu'à l'issue du dîner : ses soirées ne passent pas pour être aussi politiques que ses journées. C'est lui que l'on voit presque chaque soir au balcon de l'Opéra ou du Vaudeville, où il fait tout ce qu'il peut pour seconder de son mieux les intentions morales et religieuses, en matière d'opéra, de M. le directeur-général des beaux-

arts. M. de Martignac est un de ces hommes qui brillent encore mieux au profit des autres qu'à leur profit particulier; on peut dire de lui qu'il est l'ornement des porte-feuilles, la fleur des projets de loi, et le chèvre-feuille des ordonnances. On nous pardonnera cette figure en faveur du sujet. M. de Martignac est romantique aussi bien au balcon de l'Opéra qu'à la tribune.

Nous n'irons point fouiller dans la vie privée de M. de Martignac; nous n'avons à considérer ce député que sous des rapports politiques: ainsi, nous repousserons comme une calomnie ce qu'on a dit du député de Lot-et-Garonne, lorsqu'on a prétendu qu'il avait épousé la femme même dont il avait plaidé la demande en divorce; ce qui autoriserait à penser que cette dame sollicitait le divorce au moins autant pour son avocat que contre son mari.

MM. les ministres n'ont pas été ingrats envers M. de Martignac de ce qu'il a fait pour eux; l'ancien avocat-général de Limoges est aujourd'hui ministre d'État, directeur général de l'enregistrement et des domaines, commandant de la Légion d'Honneur, et l'un des vice-présidents de la Chambre pour la session de 1826.

Semez-y des Gascons, ça prend partout, disait le bon Henri, d'un terrain qui ne pouvait rien produire : ne soyons donc pas étonnés que M. de Martignac ait bien pris dans un terrain aussi fertile que celui de la Chambre.

MARTIN DE VILLERS (Seine-Inférieure), maire de Neufchâtel, membre du conseil général de son département. Il a fait un long discours dans la séance du 22 février 1825, contre la loi d'indemnité.

M. Martin de Villers a fait partie de la députation pour le sacre. Il se permet le léger amendement ; on ne trouve nulle part qu'il lui réussisse, et il en est quitte pour en essayer un nouveau. Il ne perd jamais courage, et veut parler, pour que *le Moniteur* insère son discours, et que ses amis puissent vanter son éloquence. C'est d'ailleurs un fort honnête homme.

MASSON (Aube). Quelqu'habitué que soit le ministère à changer d'opinion suivant les circonstances, et à en refuser l'explication, il a encore des agens qui ont conservé assez de pudeur pour ne pas suivre son exemple : de ce nombre est M. Masson, maître des requêtes, attaché au comité des finances, que l'arrondissement de Troyes a choisi pour son député en 1824. Rappor-

teur du projet de loi des rentes en 1824, il n'a pas cru pouvoir voter en 1825 pour le nouveau projet du ministère ; et s'étant inscrit pour parler contre ce nouveau chef-d'œuvre de M. le président du conseil des ministres, il s'exprima ainsi : « On pourra
« être étonné de voir au nombre des adver-
« saires du projet de loi le rapporteur de
« votre commission des rentes de 1824.
« Cette attitude nouvelle a paru aux uns
« l'effet d'une instabilité d'opinion, qui se-
« rait au moins étrange après un si court
« délai et en une matière aussi grave. D'au-
« tres, plus subtils, affectent de ne voir
« dans le contradicteur qu'un partisan dé-
« guisé de la loi qu'il vient combattre. J'es-
« père, messieurs, que les réflexions que je
« vais vous soumettre, et qui m'ont paru
« indispensables, détruiront l'effet de ces
« fausses interprétations. J'ai soutenu de
« toutes mes facultés le projet de loi de
« l'an dernier, parce que j'étais convaincu,
« comme je le suis encore, qu'en diminuant
« l'intérêt de la rente d'une manière équita-
« ble, il en serait résulté une réaction géné-
« rale dans les intérêts privés, et cette con-
« sidération primait à mes yeux toutes les
« autres conséquences de la conversion. Le

« projet actuel, au contraire, n'a plus ce caractère de simplicité dans le mode, et de grandeur dans les résultats. Au lieu d'une vaste et salutaire influence sur l'intérêt des fonds dont l'industrie pourrait profiter, je crains qu'il ne produise qu'une simple moisson de bénéfices pour de hardis spéculateurs. Le mérite d'une conversion, soi-disant volontaire, me paraît une espèce de déception substituée aux offres réelles qu'on faisait aux créanciers, je veux dire l'offre du remboursement : et ce qui paraît plus grave, au lieu d'obtenir leur adhésion pour l'exercice d'un droit acquis, on les sollicite par l'offre d'un sacrifice qui ajoute à leur capital; mais dans les circonstances actuelles, le sacrifice me paraît trop onéreux à l'État; enfin, le projet de loi ne satisfait pas au besoin d'un fonds généralement reconnu, autre que les 3 pour 100. Il n'y a donc ni versatilité, ni feinte de ma part, à venir combattre le projet actuel après avoir défendu le précédent; vous en serez d'autant plus convaincus quand vous aurez entendu les développemens auxquels je vais me livrer. »

Nous ignorons si M. Masson a réellement voté contre le projet au scrutin secret, mais

nous savons qu'il est encore maître des requêtes en activité, et que le ministère actuel n'a jamais pardonné à ceux qui n'ont pas partagé toute sa versatilité. M. Masson a été secrétaire de M. Beugnot. C'est un homme d'esprit : il parle bien, a des connaissances en littérature. Admirateur passionné des anciens, il est plus *Grec* que Français. Il est auteur d'une brochure anonyme qui parut lors de la discussion de la loi de réduction, sous le titre de *le Milliard perdu et retrouvé*.

MEAUDRE [de] (Loire), chevalier de la Légion-d'Honneur. Les biographies n'ont point encore, jusqu'à présent, fait mention de M. Méaudre ; elles n'ont pas même dit que ce député était conseiller de préfecture ; c'est le seul titre, à ce que nous sachions, que M. Méaudre ait acquis à la célébrité départementale.

Mais M. Méaudre, député, vote-t-il avec les ministres ? Sur cette question, adressez-vous à M. Méaudre, conseiller de préfecture.

MEAUX [de] (Loire), maire de Montbri-son. M. de Meaux et son collègue M. de l'Aigle ne font pas à eux deux l'Aigle de Meaux. Pour ne point laisser de doute sur son opinion, M. de Meaux a eu la précaution de se loger rue de l'Université, *hôtel des Ministres*.

MÉCHIN [baron] (Aisne). M. Alexandre-Edme Méchin est le fils d'un commis du ministère de la guerre; il naquit à Paris le 18 mars 1772, fit ses études au collège de Lisièux, et les termina en 1788. Il embrassa la carrière du barreau, et n'acheva pas ses études de droit. Il fit partie des jeunes gens de Paris qui suivaient Fréron, et figura très-activement dans la réaction qui suivit le 9 thermidor. Il se présenta à la Convention à la tête de 40,000 pétitionnaires, et y protesta de son dévouement à la république. Le 13 vendémiaire, il combattit sous les drapeaux de la Convention contre les sections de Paris, s'attacha à la fortune de Fréron, et l'accompagna dans sa seconde mission dans les départemens méridionaux. En 1798, il fut nommé commissaire du Directoire à Malte, en remplacement de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, et en passant à Viterbe, il fut assailli par la populace de la ville, et obligé, pour se soustraire aux plus grands dangers, de se tapir sur la corniche d'une bibliothèque. Sa femme, fille de M. Raoulx, ancien inspecteur-général de la maison de *Mesdames*, tantes de Louis XVI, et l'une des plus belles femmes de ce temps, avait voulu l'accompagner dans sa mission; elle courut

aussi les plus grands dangers à Viterbe, et y reçut, dit-on, de sanglans outrages.

N'ayant pu achever son voyage, M. Méchin fut nommé commissaire près de l'armée de Naples, et soumis aux ordres de Faypoult; mais le vainqueur des Napolitains, le général Championnet, ne voulut pas que Faypoult exerçât ses fonctions, et ce ne fut qu'après la destitution de ce grand guerrier que M. Méchin vint à Naples, où commandait Macdonald.

Lors de l'organisation des préfectures, Buonaparte donna à M. Méchin le département des Landes à administrer. Il y reçut l'enfant de Parme et son épouse, quand ils traversèrent la France pour aller prendre possession de leur royaume d'Etrurie. De la préfecture des Landes, M. Méchin passa à celle de la Roër, où s'étant fait adjuger pour 136,000 fr. un domaine national provenant d'une abbaye supprimée, il eut de fâcheuses et vives altercations avec plusieurs habitants. Buonaparte l'envoya alors gouverner l'Aisne; et en février 1810, il lui donna la préfecture du Calvados. Au mois de mars 1812, le peuple de Caen, exaspéré par la cherté toujours croissante des grains, se mutina, et se porta à la halle de cette ville pour taxer et em-

porter les grains. M. Méchin y courut avec le colonel de la gendarmerie, croyant en imposer par sa présence ; mais le peuple le poursuivit vivement, et, pour ralentir sa marche, il imagina de jeter derrière lui des pièces d'argent, que la foule ramassa, ce qui lui donna le temps d'entrer dans une maison, et de s'y barricader. Une commission militaire fut formée, et elle procéda avec une extrême sévérité. M. Méchin ayant dénoncé les faits qui s'étaient passés, plusieurs individus furent incarcérés, condamnés aux fers, et cinq malheureux, y compris *une femme qui allaitait son enfant*, furent fusillés.

Dans les opérations relatives à la conscription, à la levée des gardes d'honneur, à l'approvisionnement des greniers publics, et à toutes les autres mesures qui précédèrent la chute de Buonaparte, M. Méchin déploya une telle sévérité administrative, qu'on peut la qualifier de cruauté. Ses arrêtés sont au nombre des plus remarquables de cette affligeante époque.

En 1814, il reçut le duc de Berri à son passage à Caen, et fut destitué peu de temps après. M. Séguier le remplaça. Buonaparte le nomma, en 1815, préfet du département d'Ille-et-Vilaine, et ses fonctions expirèrent

avec les cent-jours. Il ouvrit en 1816, à Paris, un cabinet d'agence et un comptoir de banque qu'il tient encore. En 1819, il fut élu député par le département de l'Aisne, et l'arrondissement de Soissons l'a réélu en 1824. Il a pris part à toutes les discussions importantes agitées par la Chambre, depuis qu'il y siége, et a témoigné, par ses nombreux discours, autant d'amour pour la liberté qu'il en montrait peu quand il avait le pouvoir en main, et qu'il gouvernait avec une verge de fer les départemens confiés à ses soins.

Buonaparte avait créé M. Méchin baron et officier de la Légion d'Honneur. Dans le cours de sa vie agitée, il a cultivé les lettres, et les amis de la littérature classique ont accueilli sa traduction en vers français des *Satyres de Juvénal*. C'est le seul de ses ouvrages qui mérite d'être cité avec éloges.

MEFFREY [le comte de] (Isère). On regrette que les excellentes qualités qui distinguent M. de Meffrey comme homme privé, ne lui soient pas plus utiles comme homme public. D'ailleurs, ayant au moins deux charges à remplir, en y comprenant celle de député, il est difficile que M. le comte de Meffrey ait le temps de suffire à tout. La place de maire de Maubec est seule plus

que suffisante pour absorber tous ses soins.

Ce député a été élu par le grand collège du département de l'Isère, en 1824. On assure qu'il vote en secret contre le ministère.

MERLIN DE BEAUGRENIER (Nord).

La médiocrité de M. Merlin de Beaugrenier passerait en proverbe, s'il ne faisait point partie de la députation du Nord : ne pouvant donc spéculer à la Chambre sur ses talens, il spécula sur son dévouement absolu au pouvoir, et s'établit au centre, qui est une espèce de *coulisse* ministérielle. Le *cours* lui a été favorable ; la croix de la Légion-d'Honneur est une assez bonne *prime*, et il a, en outre, obtenu pour son fils la recette de Valenciennes, au préjudice du chef d'une famille de vingt-un enfans.

Ce fils, puisqu'il est ici question de lui, ne paraît pas destiné à relever la réputation d'esprit des Merlin de Beaugrenier. Lorsqu'il plaida pour la première fois à Valenciennes, il défendait une femme accusée de vol domestique. On fut tout étonné de l'entendre invoquer en faveur de sa cliente, l'article 386 du Code pénal. « La loi, dit-il, « porte que tout homme coupable de vol « domestique sera puni de la réclusion..... « Or, mon client est une femme, la loi ne lui

« est pas applicable. » *Risum teneatis*. Telle fut la première sortie de Don Quichotte, et la première aventure que son courage mit à fin. On ne jugea pas à propos de lui en laisser tenter une seconde, et l'héritier présomptif de M. Merlin de Beaugrenier quitta Domat et Toullier, pour les bordereaux et les sommations avec ou sans frais.

Sophocle a dit qu'il n'y a que les grandes âmes qui sachent combien il y a de gloire à être bon. Le député de l'arrondissement de Valenciennes doit être excessivement *glorieux*. On se fera une idée de sa bonhomie, en apprenant qu'un des principaux moyens de séduction qu'emploie à son égard le ministère, est de lui envoyer, par M. Garnier Dufougeray, d'innocens billets de secondes galeries.

MESTADIER (Creuze), chevalier de la Légion-d'Honneur. Il parut pour la première fois à la Chambre des députés en 1817, et n'a commencé à se signaler, par son opposition aux idées et aux projets ministériels, qu'en 1823. La France reconnaissante n'oubliera jamais que c'est sur sa proposition que le ministre des finances a été mis en prévention morale en 1825, lors de la discussion du budget, à l'occasion des marchés Ouvrard.

Nous voudrions oublier que M. Mestadier a combattu le projet du changement de la loi d'élections qui menaçait de renverser le trône. Il était cependant partie désintéressée dans cette question, car le département de la Creuze le choisira toujours pour son député.

M. Mestadier se trouve, à la Chambre, au nombre de ceux qui professent des opinions quelquefois un peu mixtes. Mais on ne peut refuser à M. Mestadier d'avoir pris, dans plusieurs circonstances décisives, un parti généreux, et d'avoir montré beaucoup d'indépendance et de talent. On n'a point oublié que dans la discussion de la loi de l'indemnité, il proposa un amendement important, qui était à peu près celui de M. de Beaumont, et que l'adoption de l'article additionnel fut due peut-être à l'empressement que mit M. Mestadier à réunir son amendement à celui de M. de Beaumont.

Lorsque M. Mestadier monta à la tribune pour soutenir son amendement, il y eut dans l'assemblée un mouvement de crainte d'un côté et d'espérance de l'autre, qui est digne de remarque. La minorité faisait signe à M. Mestadier de ne point monter à la tribune, de ne rien dire, comme si l'on eût craint de compromettre, par une parole im-

prudente, un triomphe presqu'inattendu; le centre, au contraire, semblait pousser du geste M. Mestadier à la tribune. Tirailé ainsi dans les deux sens contraires, ce député fut livré à l'une de ces angoisses oratoires si singulières, qu'elle fera époque dans l'histoire des Chambres. Il a été réélu par l'arrondissement de Guéret, à la presque unanimité des voix. M. Mestadier est conseiller à la Cour royale de Paris. Il a parlé contre le projet d'adresse, le 10 février dernier.

MEYNARD [le chevalier de] (Dordogne).

Magistrat, honneur de la France,
Gardien fidèle de nos lois,
Vos vertus, votre indépendance,
Sont dignes du cœur de nos rois.

M. de Meynard était avocat à Périgueux à l'époque de la révolution, et fut élu, en 1792, député du département de la Dordogne à la Convention nationale, où il vota la détention de Louis XVI, l'appel au peuple et le sursis, sauf à prendre à la paix les mesures qu'exigeraient les circonstances. En 1795, il fut envoyé, en qualité de commissaire, aux armées de Sambre-et-Meuse, devint ensuite membre du Conseil des Cinq-Cents, fit rétablir dans l'administration de

leurs biens les ecclésiastiques condamnés à la réclusion, sortit du Conseil le 20 mai 1798, fut nommé par le Directoire agent politique à Francfort, où il resta plusieurs années. Rentré en France, il y resta sans fonctions jusqu'en 1811, qu'il obtint la vice-présidence du tribunal de Périgueux. En 1815, il fut élu membre de la Chambre des représentans de Buonaparte, et ne voulut pas en exercer les fonctions. Après la seconde restauration, son département le choisit pour député; il vota avec la majorité de la Chambre, et n'en fut pas moins réélu, en 1816, après la fameuse ordonnance du 5 septembre. En 1817, dans le renouvellement par série, il cessa ses fonctions législatives, ainsi que son honorable ami M. Chilhaud de la Rigaudie, le ministère s'étant opposé à leur réélection.

A cette époque, M. de Meynard fut nommé juge au tribunal de la Seine, et en 1823, vice-président du même tribunal. Mais dès 1820, le grand collège du département de la Dordogne l'avait choisi pour un de ses députés, et en 1824, le collège de l'arrondissement de Ribérac, dont il avait la présidence, lui a aussi accordé ses suffrages. En 1825, il a été nommé conseiller à la Cour

royale de Paris, et il a pris part à l'arrêt du mois de décembre, par lequel la Cour s'est déclarée incompétente dans l'affaire Ouvrard. Toute la vie de M. le chevalier de Meynard est honorable ; mais l'époque à laquelle il a déployé le plus grand caractère est celle où il siégeait à la Convention. Insistant vivement pour l'appel au peuple, il était interrompu à chaque instant par les cris de ses collègues et des tribunes ; il les fit cesser en leur disant avec énergie : « Taisez-vous ! « ce ne sont pas vos cris que j'écoute, c'est « ma conscience. » L'imminence du danger qu'il courait rendait ce mot sublime. Un si beau caractère devait naturellement faire partie des royalistes indépendans de la Chambre, et M. le chevalier de Meynard est antiministériel.

MIEULLE [de] (Basses-Alpes). Source de tant de grandes fortunes, les élections portent au Conseil des Cinq-Cents le fils d'un petit notaire de Sisteron ; il est obscur, assez pauvre, pas mal ambitieux ; bientôt il préfère les bénéfices de la finance aux honneurs de la tribune, et fait si bien son compte, que le roi le trouve, en 1814, receveur-général et possesseur d'environ deux millions. Le pauvre homme !

On le prie alors de vouloir bien se contenter d'une recette particulière, mais il est récalcitrant; il arrive à Paris, met en avant tous ses amis, va partout criant qu'il a fait partie d'une société de députés qui, à l'époque de la révolution, se réunissait rue de Clichy (d'où cette société tirait son nom), et qui travaillait au rétablissement des Bourbons. Le petit homme réussit, on lui rend sa recette générale, et avec elle le moyen d'augmenter encore sa fortune. Admis à l'honneur de représenter son département, il marche avec le pouvoir, cherche à consolider le 3 pour cent, sans toutefois se compromettre; il sait retirer son épingle du jeu. Membre du syndicat, rien ne prouve qu'il doive encore y rester long-temps. Les meilleurs amis de M. de Mieulle lui reprochent son avarice. Ce n'est point un de nos sémillans receveurs-généraux, c'est un modeste rentier dont la simplicité contraste avec le luxe des anciens financiers. M. de Mieulle n'est pas un aigle : cependant on lui a si souvent parlé de son esprit, à cause de sa fortune, qu'il a fini par se persuader qu'il en est pétri. On lui voit jouer la suffisance à merveille, et la franchise à faire plaisir. A-t-il joué le 3 pour cent? Je ne le pense pas.

M. de Miculle a fait partie de quelques commissions; il a aussi développé deux ou trois amendemens au milieu du bruit. S'il dîne chez les ministres, c'est peut-être par économie. M. de Miculle est chevalier de la Légion-d'Honneur, et receveur-général à Angers.

MIRANDOL [comte de] (Dordogne). M. le comte de Mirandol est né en 1759. Il entra au service en 1777, dans le régiment de Royal-Picardie, émigra en 1791, fit la campagne de l'année suivante dans le corps des gentilshommes d'Auvergne, fut nommé, en 1794, capitaine au régiment de Fargues-Dragons, qu'il quitta en 1795, sa compagnie ayant été licenciée. Rentré en France après le 18 brumaire, il vécut dans la retraite jusqu'en 1815, qu'il fut élu député par le département de la Dordogne. Il vota avec la majorité de la Chambre, fut réélu en 1816 malgré le ministère, et prononça quelques discours remarquables par la pureté de leurs principes politiques. Il exprima ses regrets sur la suppression de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers pendant les cent-jours; prit la défense de l'ordre de Malte; s'éleva contre la disposition du projet qui proclamait l'inaliénabilité des bois

de cet ordre ; il vota aussi contre la diminution proposée pour certains corps, tels que la maison du roi et le corps du génie. « A-rait-on déjà oublié, dit-il, que, sans la suppression de la maison rouge du roi, les attentats du 6 octobre 1789 n'eussent pas eu lieu, et que si la garde constitutionnelle du roi-martyr n'eût pas été licenciée, les braves Suisses n'auraient pas succombé au 10 août. »

M. le comte de Mirandol cessa ses fonctions législatives en 1817, fut réélu en 1820 par le grand collège de la Dordogne, qui l'a réélu en 1824. Ce député n'a pas changé, comme tant d'autres l'ont fait depuis, et il est toujours royaliste et indépendant ; son désintéressement est remarquable dans un siècle de corruption, et il n'a voulu accepter aucune place. Depuis long-temps il est chevalier de Saint-Louis, et membre du conseil-général de son département.

Si tous les départemens avaient produit d'aussi bons députés que celui de la Dordogne, il y a long-temps que la France serait heureuse, et que M. de Villèle ne dissiperait plus les finances de l'Etat. Or, les sept représentans de la Dordogne, MM. Chilhaud de la Rigaudie, le vicomte de Beaumont, Du-

rand-Durepaire, le chevalier de Meynard, le président Delpit, Génys de Beaupuy et le comte de Mirandol sont tous royalistes, et cinq d'entre eux votent contre le ministère, dont les deux autres commencent à se détacher.

MIRON DE L'ESPINAY (Loiret). M. Miron de l'Espinay a été élu député en 1824, par le grand collège du département du Loiret. Il était alors président du tribunal civil d'Orléans, et a depuis été créé chevalier de la Légion-d'Honneur, et procureur-général près la Cour royale d'Orléans. Il vote avec le ministère.

MONCEAUX [de] (Manche), chevalier de Saint-Louis. M. de Monceaux prouve très-bien qu'un officier d'artillerie peut être maire, et qu'un maire peut très-bien être député. Comme officier d'artillerie, M. de Monceaux ne passe pas pour avoir dirigé aucune pièce contre les ministres : cependant on assure qu'il se montre fort indépendant dans la commune qu'il administre ; il fait de l'opposition à tout propos, et il en met jusque dans le ban des vendanges.

MONTBEL [le comte de] (Indre). M. le comte de Montbel est un député fort honorable. Il a voté quelquefois dans le sens du

ministère; mais c'était probablement à l'époque où certains projets ministériels ne se présentaient encore que comme une simple théorie; alors quelques hommes, guidés par de généreux motifs, ou même entraînés par de vertueuses illusions, ont pu être abusés; maintenant que tous les voiles sont déchirés, aujourd'hui que les systèmes ministériels ont atteint leurs conséquences les plus déplorables, ils auront pour adversaires tous les hommes qui, comme M. le comte de Montbel, prennent pour élémens de leur conviction le sentiment de la conscience, le cri de la justice et la voix de l'honneur. Ce député est gentilhomme honoraire de la Chambre du roi, et membre du conseil-général de son département.

MONTBRON [le comte de] (Haute-Vienne). M. le comte de Montbron est chevalier de Saint-Louis, membre du conseil-général de la Haute-Vienne; il suivit les princes en émigration, fit toutes les campagnes, passa en Angleterre après le licenciement de l'armée de Condé, fit partie de la désastreuse expédition de Quiberon. Auteur du poème des *Scandinaves*, et de quelques *Nouvelles*, il a publié un *Récit des désastres de Quiberon*. Le 8 juin 1824, dans un long

discours contre la septennalité, il émit le vœu que tout individu ayant possédé en 1789 un bien susceptible de payer la quotité des contributions voulues par la loi pour être électeur, et qui aurait été privé de ce bien par le fait de la révolution, fût par cela même investi des droits électoraux. Le 5 mai, même année, dans la discussion de la loi des rentes, il commença ainsi son discours : « Je
« me propose de voter l'adoption de la loi ,
« même au scrutin secret, qui, pour le dire
« en passant, devrait être l'image fidèle du
« vote à suffrage découvert, etc. » Ce député paraît ne pas avoir d'ambition, et cependant il est ministériel : c'est une bien grande preuve de discernement.

MONTBRUN [le vicomte de] (Pas-de-Calais), chevalier de Saint-Louis, membre du conseil d'arrondissement de Montreuil. Ce député est un de ces hommes dont les ministres disent : *En voilà un comme il nous en faut*. Ayant assez d'esprit pour esquisser une situation embarrassante, traitant en apparence les affaires politiques avec légèreté, et votant sérieusement pour les ministres, c'est un député précieux pour le ministère; mais c'est un de ces hommes que les circonstances politiques ont usé, parce

qu'ils se sont trop frottés aux circonstances politiques : faibles et indécis, ils regardent le ministère pour modeler sur lui leur attitude, et ils pensent comme lui pour penser d'une façon quelconque. Il n'est pas à présumer que les évènements aient pu apporter de nouvelles lumières dans l'esprit de M. de Montbrun. Laissons-le donc en paix se lever et s'asseoir pour les ministres, conduite qu'il continuera à tenir, par habitude, jusqu'au lendemain de leur chute.

MONTMARIE [le comte de] (Haut-Rhin), chevalier de Saint-Louis, grand-croix de la Légion - d'Honneur. Ce général, qu'il ne faut pas confondre avec le *général de la clôture*, M. d'Anthez, son honorable compatriote, quoiqu'il marche sous les mêmes drapeaux, n'a brigué la députation que pour obtenir une inspection : le ministère ne la lui a pas fait long-temps attendre. Comme la plupart des officiers-généraux qui ont l'honneur de représenter des populations agricoles et industrielles, dont on sent qu'ils comprennent parfaitement les besoins et les intérêts, il croit se justifier de son dévouement à Leurs Excellences, en répétant que les militaires doivent obéir, et non pas délibérer. Il se considère

donc comme *posé* en vedette à la Chambre pour arrêter au passage les propositions anti-ministérielles ; et jamais caporal prussien n'exécuta plus exactement sa consigne.

MONTMORENCY-TANCARVILLE
 [Anne-Louis-Christian , prince de] (Seine-Inférieure). M. le prince de Montmorency est grand d'Espagne de première classe , membre de la Légion-d'Honneur , chevalier de Saint-Louis , et ancien inspecteur-général de la garde nationale du département de la Seine-Inférieure . Nommé député par ce département , le prince de Montmorency a voté avec la majorité de 1815 : dans les sessions suivantes , il s'est placé à la première section du côté droit , et il y est resté . M. le prince de Montmorency a rarement pris la parole : il se contente de sa célébrité historique . Son fils , Gaston de Montmorency , s'est distingué dans la dernière guerre d'Espagne , où il a été blessé . Ce député est presque toujours un des cinq candidats à la présidence de la Chambre .

MORTILLET [de] (Isère), chevalier de la Légion-d'Honneur , membre du conseil d'arrondissement de S.-Marcellin . Si M. de Mortillet ne passait pour voter en faveur des ministres , on ne pourrait pas dire ce qu'il

fait à la Chambre. Jamais on ne l'a vu courir, ou se diriger à pas comptés vers la tribune; il ne figure point dans les groupes de la salle des conférences; il ne s'approche pas du banc des ministres; il ne s'agite point sur son banc; il ne trépigne point; il ne grommèle point. Immobile au centre, on ne sait s'il pense ou s'il écoute, s'il veille ou s'il dort. Seulement, quand le cri de *clôture* se fait entendre, il fait un léger mouvement de tête, pour regarder de quel côté le coup est parti. Alors il tire sa montre, écoute un moment son estomac, et dit à part lui : « Cet orateur a raison. » Aussitôt une légère impatience paraît s'emparer de l' impassible député; mais le quart d'heure précurseur de la clôture s'écoule; le président lève la séance, et M. de Mortillet va dîner.

MOSTUÉJOULS [le comte de] (Aveyron). M. de Mostuéjoul jouit, à juste titre, d'une haute considération : il a émigré, est chevalier de la Légion-d'Honneur et membre du conseil-général. Il remplaça à la Chambre M. de Bonald, appelé à la pairie. M. de Mostuéjoul a voulu parler sur le projet relatif à l'indemnité, malheureusement la discussion a été fermée à l'instant où il se disposait à monter à la tribune. C'est proba-

blement une grande perte, espérons que le député de l'Aveyron nous en dédommagera.

MOUSNIER-BUISSON (Haute-Vienne).

M. Mousnier-Buisson est chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général de son département, et en même temps procureur-général près la Cour royale de Bourges. Voilà ce qu'on sait de certain sur la personne de ce député ; ce qui est moins certain en lui, ce sont ses opinions, ou, si l'on veut, l'opinion que l'on a de ses opinions. **M. Mousnier-Buisson** est une espèce de féerie, que chacun voit sous des couleurs différentes ; les uns le trouvent ministériel, les autres pensent qu'il est indépendant. C'est pour les hommes de cette trempe que l'on aurait dû établir des fractions de votes, et diviser chaque boule en deux moitiés, en trois tiers ou en quatre quarts : car on conçoit, par exemple, l'embarras de **M. Mousnier-Buisson**, lorsqu'il n'a sa conviction formée qu'aux trois cinquièmes sur une question, et qu'il est obligé de voter pour le tout : on pense que dans ce cas, il commence par aller à la majorité en lui-même et dans son intérieur, avant de jeter dans l'urne sa boule, qu'il n'abandonne peut-être, au reste, qu'avec des restric-

tions mentales. Tout porte à croire que, si M. Mousnier-Buisson était, l'année dernière, d'un tiers indépendant, il pourra le devenir pour la totalité cette année.

MOUSSAYE [le marquis de la] (Côtes-du-Nord). Le marquis de la Moussaye a été élu député en 1820, par le département des Côtes-du-Nord. En 1824, il a présidé le collège électoral de Dinan, et il est parvenu à écarter de la députation M. Beslay, homme de beaucoup d'esprit, qui représentait cet arrondissement depuis vingt ans. Ce député est ambassadeur du roi près la cour de Bavière, où nous désirons qu'il soit meilleur diplomate qu'il n'a été bon orateur à la Chambre. Nos lecteurs sont persuadés, sans que nous l'ajoutions, que M. de la Moussaye est ministériel.

MOUSTIER [le marquis de] (Doubs), chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion-d'Honneur. M. le marquis de Moustier est fils du comte de Moustier, qui, après avoir résidé dans quelques cours du second ordre en qualité de ministre du roi, fut envoyé à celle de Prusse en 1788, et remplacé bientôt à Berlin par M. de Ségur, aujourd'hui pair de France, qui, à cette époque, se montra bien moins bon anato-

miste que ne l'a fait depuis lord Castlereagh.

Au commencement de la révolution, M. le comte de Moustier émigra ; son fils le suivit d'abord en Angleterre , passa ensuite dans la Vendée , devint aide-de-camp de M. de Frotté , rentra en France lors de la pacification , fut atteint par la conscription , et servit quelque temps dans un régiment de husards. C'est en 1804 qu'il entra dans la diplomatie : s'il eût été près de son père , il n'aurait pas eu besoin de chercher un maître plus capable de le guider dans cette nouvelle carrière ; mais M. le comte de Moustier était à Londres , et ce fut probablement sans le consulter que M. le marquis de Moustier s'adressa au fameux Bertrand Barrère , qui avait dirigé le comité diplomatique de la Convention.

On sait que , quoique Buonaparte ne reçût point Bertrand Barrère aux Tuileries , il le consultait assez fréquemment par des intermédiaires , surtout quand il craignait que le prince de Bénévent ne lui eût pas tout dit. Ce fut par le crédit de ce nouveau protecteur que M. le marquis de Moustier obtint la place de secrétaire de la légation impériale à Dresde , où il suivit le comte Alexandre de Larochefoucauld. A peine arrivé à sa des-

tination, le couple diplomatique reçut l'ordre de faire exécuter une mission secrète à Leipsick. Quoique l'expédition fût aussi difficile qu'importante, M. de Moustier, qui du reste a toute l'encolure d'un brigadier de gendarmerie, n'hésita point à s'en charger ; tout était disposé pour l'exécution, lorsqu'un évènement vint déranger le plan de campagne. M. le secrétaire de légation perdit là une assez belle occasion de prouver son dévouement à son *doux* maître. Mais la fortune, qui le destinait à jouer un rôle, lui offrit bientôt une fiche de consolation. M. de Moustier parle fort bien allemand. Il entraît alors dans le plan de Buonaparte de ménager la Saxe, et de la détacher de la Prusse. Depuis la guerre de Sept-Ans, les Saxons avaient plus d'un motif pour ne pas aimer les Prussiens. Le grand manieur d'hommes voulut profiter de ces dispositions pour amener une rupture décidée, et M. de Moustier fut chargé de haranguer les troupes saxonnes ; son éloquence produisit un effet surprenant, et l'on ne peut trop s'étonner qu'après de pareils succès oratoires, il se soit retranché à la Chambre dans un silence qu'il ne rompt que pour crier *la clôture !*

De retour en France, M. de Moustier fut

envoyé par Buonaparte à Morlaix, où se trouvait un commissaire anglais chargé de traiter d'un échange de prisonniers. Le hasard lui donna un antagoniste digne de lui. M. Mackensie, prévenu qu'il avait affaire à un homme qui passait, même chez les Allemands, pour n'être pas absolument moelleux, mit dans ses rapports une roideur à laquelle les agents impériaux n'étaient pas accoutumés. On connaît le résultat des conférences de Morlaix. M. de Moustier, qui n'ignorait pas combien Buonaparte était indifférent sur le sort des Français entassés à Chatam ou à Norman-Cross, ne fit peut-être pas tout ce qu'il aurait dû faire dans cette circonstance, et ces malheureux eussent expiré de misère sur les pontons, si les Anglais n'eussent continué de les vêtir et de les nourrir tant bien que mal. Les journaux anglais du temps ne firent pas précisément l'éloge de la philanthropie et de l'urbanité du commissaire impérial; mais la satisfaction du maître dut le dédommager amplement des réflexions peu obligeantes des journalistes anglais.

Les considérations qui, à la restauration, firent conserver les employés impériaux, ne devaient point écarter et n'écarterent

point M. de Moustier de la carrière diplomatique. Il était ministre plénipotentiaire du roi en Suisse, lorsque M. le vicomte de Chateaubriand reçut son congé de la manière que chacun sait. Chargé du portefeuille des affaires étrangères, M. de Villèle voulut prouver à ses ennemis qu'il possédait l'art d'assouplir les caractères les plus acerbés; il nomma M. de Moustier directeur des affaires étrangères. On ne sait pas si le corps diplomatique a été très-flatté de cette promotion; mais il faut que le représentant de M. le président du conseil ait bien marché dans les voies de son patron, puisque celui-ci n'a pas hésité à lui donner une ambassade de famille, dans les circonstances délicates où se trouve l'Espagne.

Ainsi qu'un de nos ambassadeurs qui a laissé une grande réputation (M. de Chavigny), M. de Moustier ne s'entend qu'aux vastes négociations, et ne daigne point abaisser son génie aux détails domestiques. Pour s'épargner l'embarras de se meubler un hôtel dans sa nouvelle résidence, il avait loué celui de M. le duc de la Villa-Hermosa, tout meublé; mais nous avons appris avec infiniment de peine, qu'à son arrivée à Madrid, il n'avait trouvé, pour tout mobilier,

que quelques chaises vermoulues et deux mauvais matelas.

M. de Monstier a toujours eu tant de goût pour tout ce qui tient à la diplomatie, qu'on ne peut douter que cette considération n'ait puissamment contribué à lui faire prendre pour femme la fille de M. Laforest, ex-membre de cette députation du gouvernement provisoire des cent-jours, chargée de déclarer aux alliés qu'elle était prête à recevoir d'eux un prince quelconque, pourvu que ce ne fût pas un Bourbon.

MUYSSART [le comte de] (Nord), chevalier de la Légion-d'Honneur. Aussi ventru que tout autre député du Nord, M. de Muyssart n'a cessé de demander, depuis sa nomination, une préfecture, en attendant la pairie; mais M. le président du conseil, en homme économe et intelligent, a réservé cette faveur pour ceux dont il ne pourrait obtenir autrement le vote. Il sait mieux que personne que M. le comte de Muyssart, qui reçoit 12,000 francs par an comme maire de Lille, est suffisamment lié par la crainte de perdre ces avantages. Son calcul est excessivement juste, et M. de Muyssart, tout en soupirant de ne pouvoir atteindre aux honneurs du cumul, vote pour

le ministère avec un empressement que redouble encore la peur. On vient cependant de le rassurer un peu, en le continuant dans ses fonctions quinquennales.

On remarque le passage suivant dans son discours de réception, que nous a transmis le *Journal du Nord* :

« Placé d'ailleurs, messieurs, près de l'habile magistrat qui se distingue par l'étendue de ses connaissances, comme par l'esprit de sagesse et de fermeté qu'il apporte dans l'administration de notre beau département, je trouverai en lui un guide assuré, et sur ses traces, je ne dois pas craindre de m'égarer. »

N

NEUVILLE [le marquis Rioult de] (Calvados).

Asseyez-vous, beau-père, et dînez avec nous.

On reprochait au ministère de manquer d'auxiliaire : ce reproche n'est plus fondé, et il en a trouvé un puissant dans la déesse à qui tout obéit. Jamais allié ne rendit plus de services que ce terrible auxiliaire ne l'a fait en peu de mois. L'opposition libérale avait pour chef le plus éloquent orateur de

la Chambre ; il pouvait foudroyer de nouveau nos petits hommes d'Etat, il a succombé à la fleur de l'âge, et dans toute la maturité de son talent. La magistrature possédait le second écrivain du siècle ; ses nombreuses qualités inquiétaient un des membres du *triumvirat*, qui redoutait en lui son successeur ; tout promettait à cet homme vertueux et instruit une longue carrière, la mort l'a enlevé à ses amis et aux royalistes, qui le pleureront long-temps encore. Le ministère avait besoin de places pour satisfaire les insatiables exigences de ses partisans ; la mort établit aussitôt une coupe réglée dans la Cour de cassation, à la Cour des comptes, dans les Cours et Tribunaux du royaume, dans l'armée et les administrations. Enfin, le gendre du planteur Panon désirait aussi convier au splendide banquet de la Chambre élective le beau-père de sa fille, et la mort, sa fidèle et utile alliée, va frapper le député de Lisieux pour que ses vœux soient exaucés. Cette fois, au moins, la France n'a rien perdu, car M. Brochet de Vérigny était sans talent et sans opinions ; son ministérielisme était plus servile, si cela est possible, que celui de MM. Péraldi, Croizet ou Lizot, et sa science administra-

tive ne consistait que dans des phrases banales répétées à satiété et dans des circulaires nauséabondes. Ce préfet perpétuel se plaisait à choisir ses protégés dans les plus basses classes de la société, et tel fils de fripier est devenu, grâce à lui, avocat-général, sans avoir fait ses cours de droit et après avoir commencé par être commis à 600 fr. par an.

M. Brochet est mort et remplacé : qu'il dorme en paix!.....

M. le marquis Rioult de Neuville, riche propriétaire et ancien député de la Chambre de 1815, où il s'était fait remarquer par la pureté de ses opinions monarchiques et la fermeté de ses principes, a succédé, au moins de janvier dernier, à l'inutile et incommode Brochet ; son concurrent était M. Dupin aîné, célèbre avocat de Paris, qui a obtenu 186 suffrages sur plus de 500 votans. Voici dans quels termes la nouvelle de cette nomination est parvenue dans la capitale : « Toute la machine administrative était
« en mouvement : rien n'a été négligé pour
« assurer le triomphe du ministère, ou plutôt
« d'un ministre. On se défiait du canton
« de Honfleur, et c'est là que les grands
« moyens de la tactique électorale ont été
« développés. Le préfet et le sous-préfet s'y

« sont rendus de leurs personnes. Un étrange
 « discours, dans lequel on n'a pas craint d'a-
 « buser du nom le plus auguste, a été
 « adressé à une nombreuse réunion d'élec-
 « teurs : on leur a dit que M. de Villèle avait
 « conservé la monarchie, que le seul moyen
 « d'acquitter un si grand service était de
 « nommer M. Rioult de Neuville, son allié ;
 « qu'en le nommant, l'arrondissement pou-
 « vait compter sur toutes les faveurs, etc. »

Jusqu'à présent, nous ne voyons dans le nouveau député de Lisieux que l'excellent royaliste de la Chambre introuvable. Peu nous importe qu'il soit le père du gendre du premier ministre ; nous savons qu'un honnête homme préfère le bien de l'Etat à celui de sa famille, et nous nous persuadons que M. le marquis Rioult de Neuville trompera agréablement ceux qui s'opposaient à son élection, en ne démentant pas son beau caractère et ses nobles antécédens de 1815.

NICOD DE RONCHAUD (Jura), chevalier de la Légion - d'Honneur. Encore un conseiller de préfecture ! ces conseillers de préfecture *sont la mort* des biographes. Les conseils de préfecture sont comme des académies départementales, qui endorment tout ce qui vit dans leur sein. ou

tout ce qui végète autour d'elles. Les conseillers, d'ailleurs, ont la tribune en horreur; et s'il leur arrivait d'être interpellés par un orateur du centre, ils répondraient par distraction ou par habitude : « Que me voulez-vous, monsieur le préfet? »

NICOLAI [marquis de] (Aisne), chevalier de la Légion-d'Honneur. Ce législateur, très-attaché à la monarchie selon les ministres, s'est élevé, de préfecture en préfecture, jusqu'à la Chambre des députés, où il a eu le bonheur d'atteindre la septennalité. Ses talens administratifs se sont tour à tour exercés sur les départemens de la Loire, de l'Ariège, et enfin de l'Aisne. Doux et mielleux à Paris, M. de Nicolaï est d'un grand rigorisme administratif dans son département; c'est un démon de préfet; mais il est encore plus doux, plus mielleux et plus flexible à la Chambre qu'à Paris.

NOAILLES [comte Alexis de] (Corrèze). Alexis de Noailles est le second fils du comte de Noailles, tué en 1803, dans un combat naval contre les Anglais, lorsqu'il passait de Cuba à Saint-Domingue. Il est né à Paris, le 1^{er} juin 1783, et dès 1809 il était en butte aux soupçons de Buonaparte, qui le faisait arrêter sous prétexte qu'il avait été

un des distributeurs de la bulle d'excommunication que le pape Pie VII venait de lancer contre lui. Il était encore prisonnier, quand le ministre Fouché lui proposa de se rendre à Vienne, et d'être aide-de-camp de l'usurpateur. Il refusa ; et sur la menace que lui faisait Fouché de le faire conduire par la gendarmerie, il répondit courageusement : « Faites plus, ordonnez-m'en, nez qu'on m'y mène la corde au cou. » Il resta sept mois en prison, et s'y lia intimement avec le général Mallet, qui l'avait imprudemment porté sur la liste des membres provisoires du gouvernement, en cas de réussite de son audacieuse conspiration d'octobre 1812.

Exilé de France par Savary, duc de Rovigo, successeur de Fouché, le comte Alexis de Noailles erra long-temps en Suisse, en Allemagne, en Russie et en Suède, et fut bien accueilli d'Alexandre et de Bernadotte. Il passa de ce dernier royaume en Angleterre, et fut se jeter aux pieds de son roi légitime, qui habitait alors Hartwell, en lui proposant ses services. Louis XVIII le reçut avec bonté, et l'envoya aussitôt en Suède et en Russie, avec des pouvoirs très-étendus. Après un séjour de quatre mois à Saint-Pé-

tersbourg, il rapporta à Hartwell des lettres de l'empereur Alexandre, qui lui donnait le détail des évènements militaires de l'époque. En 1813, il rejoignit le quartier-général de Bernadotte, dont il devint l'aide-de-camp. Il se distingua à la bataille de Leipsick, et reçut, après la victoire des alliés, la croix du Mérite de Prusse, la croix de Saint-Vladimir de Russie, la médaille de bravoure de Suède, et la croix de Saint-Léopold. Il suivit ensuite la grande-armée en France, fit la campagne de 1814, et courut de grands dangers aux batailles de Brienne et de la Fère-Champeoise. Mandé à Vesoul par MONSIEUR, comte d'Artois, il le suivit à Nancy, et le précéda à Paris, où le prince le nomma son aide-de-camp.

Après avoir rempli pendant quelque temps les fonctions de commissaire du roi dans la 19^e division militaire, le comte de Noailles fut nommé ministre plénipotentiaire à Vienne, où il assista au congrès avec le prince de Talleyrand-Périgord, son collègue. Il y fut décoré de la grand'-croix de Saint-Maurice, de celle de Saint-Lazare et de Saint-Ferdinand de Naples. Lors de l'évasion du souverain de l'île d'Elbe, il alla porter à Gand, au roi de France, la déclaration des puissances al-

liées contre Buonaparte, et il fut un de ceux que ce farouche soldat proscrivit nominativement à son entrée à Paris.

Rentré en France avec le roi, le comte de Noailles fut nommé président du collège électoral de l'Oise, qui le choisit pour un de ses députés. Le département du Rhône lui accorda aussi ses suffrages. Au mois d'octobre suivant, il fut créé ministre d'Etat, et il vota avec la majorité de la Chambre de 1815. Ayant cessé ses fonctions législatives en 1816, M. le comte de Noailles a présidé en 1824 le collège électoral de Brives, qui l'a élu député. Depuis, il a prononcé quelques discours remarquables pendant la durée des deux sessions, où tantôt il s'est montré redoutable adversaire du ministère, et tantôt il a semblé lui faire de larges concessions, entre autres dans la discussion de la loi de l'indemnité des émigrés. Cette indécision, ou neutralité, si l'on veut, afflige tous les royalistes, qui ambitionnent la possession de M. le comte de Noailles, et qui désirent qu'un si beau caractère ne soit même pas soupçonné de tendance au ministériatisme.

Le comte Alexis de Noailles se distingue par des connaissances étendues, fruit de l'éducation la plus soignée. Il connaît très-bien

la littérature ancienne et celle de plusieurs nations de l'Europe, dont il parle facilement les langues. Son sang-froid et son intrépidité dans les combats ne sont pas douteux ; envoyé pendant la bataille de Leipsick, par Bernadotte, au maréchal prussien Blücher, pour lui demander des renforts, le maréchal semblait hésiter à les lui accorder, quand une balle passa au milieu d'eux : « Voici un parlementaire qui sera peut-être plus éloquent que moi, » dit M. de Noailles à Blücher. Celui-ci sourit, et détacha deux régimens.

NOAILLES [le comte Just de] (Meurte). M. Antoine-Claude-Dominique-Just de Noailles est cousin du comte Alexis, et second fils du prince de Poix. Il est né à Paris le 25 août 1777 ; il a été chambellan de Buonaparte jusqu'à la restauration, et après la rentrée du roi, il fut nommé ambassadeur à la cour de Russie, où l'empereur Alexandre lui fit l'accueil le plus distingué. A la fête donnée le 24 décembre 1814, pour célébrer le jour de la naissance de l'empereur, il fut seul admis à la table de la famille impériale. C'est M. le comte de La Ferronnays qui lui a succédé dans son ambassade. M. Just de Noailles a épousé M^{lle} Talleyrand-Périgord, nièce de l'ancien évêque d'Autun de ce nom.

En 1824, il a présidé le grand collège de la Meurte, qui l'a choisi pour un de ses députés. Il s'est peu fait remarquer à la Chambre, et on le croit ministériel.

O

OLLIVIER (Seine), chevalier de la Légion-d'Honneur, ancien banquier, et membre du conseil supérieur du commerce, représente dignement à la Chambre les intérêts du commerce et de l'industrie. Cet honorable député est l'un des régens de la Banque de France; depuis 1816 il est membre du conseil-général du département de la Seine. Il fut, en 1820, l'un des vice-présidents du collège de ce département, et nommé membre de la Chambre des députés, dont il cessa de faire partie en 1822. En 1824, il a été réélu, et il fait partie maintenant de la Chambre septennale. M. Ollivier vote avec sa conscience, par conséquent il vote contre les ministres.

OUNOUS [d'Andurand d'] (Ariège), chevalier de la Légion-d'Honneur, président de la Société des arts et de l'agriculture du département de l'Ariège. Ses vertus, ses opinions, son esprit, et les connaissances dont il est orné, lui ont acquis, à juste titre,

la confiance de son département. Sa modestie l'empêche de prendre part aux débats de la tribune. Il a tort d'oublier qu'en matière de politique, le bon sens passe avant l'éloquence. Nous croyons son vote indépendant.

P

PARDESSUS [Jean-Marie] (Bouches-du-Rhône), conseiller à la Cour de cassation, chevalier de Saint-Michel et de la Légion d'Honneur. M. Pardessus embrassa la carrière du barreau à Blois, sa patrie, et s'y distingua par son empressement à prendre la défense de tous ceux que l'on poursuivait comme émigrés, prêtres insermentés ou royalistes. Il fut nommé maire de sa ville natale, et de là porté au Corps législatif en 1807. Il obtint au concours une chaire de droit commercial, et dans ce poste il exerça une influence salutaire sur ses élèves. Au mois d'août 1815, le département de Loir-et-Cher le nomma membre de la *Chambre introuvable*, où il se distingua par une constante opposition au ministère, sans que cela lui valût ni destitution ni disgrâce; bien loin de là, les ministres d'alors, et surtout M. Pasquier, qui peut compter au moins pour trois,

faisaient toujours de lui les plus grands éloges. « Mes commettans, disait-il souvent, « m'ont recommandé de *bien servir le roi*, mais « ils ne m'ont rien dit à l'égard des ministres. » Il paraît que les électeurs qui ont porté M. Pardessus à la Chambre septennale, ont, cette fois, dit quelque chose à M. Pardessus, à l'égard des ministres, car il les sert bien. Ce législateur, tant dans ses rapports que dans ses votes, se montre leur soutien, et l'interprète de leurs pensées, tantôt trop obscures, quelquefois trop claires, et souvent à double sens. M. Pardessus n'avait pas été réélu depuis la dissolution de la Chambre, prononcée par la fameuse ordonnance du 5 octobre 1816; mais il n'a rien perdu pour attendre.

Depuis que M. Pardessus a franchi la porte de l'Ecole de droit, il a été d'un grand secours pour les ministres, si on s'en rapporte à la voix publique. Les connaissances profondes qu'il possède dans la science du droit et dans la science perfide des arguties judiciaires, le rendent particulièrement propre à tirer parti des moindres avantages d'une proposition de loi défectueuse, et à dissimuler ses défauts. M. Pardessus, en un mot, est un homme essentiel pour bien plai-

der une mauvaise cause. Cependant, il faut remarquer que, soit dans ses rapports, soit dans ses discours, M. Pardessus ne traite jamais les questions législatives que sous le rapport du droit, vers lequel il possède assez bien l'art de les ramener adroitement.

M. Pardessus s'est laissé aller avec un abandon si complet au ministère, qu'on a dit de lui, dans un langage, il est vrai, un peu trivial : *pardessus, pardessous, pardevant, parderrière*, de quelque côté qu'on le tourne, on le trouve toujours ministériel.

M. Pardessus est auteur de plusieurs ouvrages de jurisprudence fort estimés, entre autres du *Traité des servitudes*.

PAREL D'ESPEYRUT [le vicomte de.] (Corrèze), chevalier de Saint-Louis, membre du conseil-général de son département. M. de Parel d'Espeyrut est un respectable vieillard, qui a été enlevé à une vie paisible, pour venir s'asseoir sur les banquettes bruyantes de la politique. C'est peut-être pour se débarrasser des obsessions des agens ministériels qu'il s'est laissé nommer député; et s'il lui arrivait de voter pour les ministres, ce serait plutôt pour se débarrasser de la séance que pour toute autre chose.

Le seul morceau d'éloquence que l'on con-

naissé de M. Parel d'Espeyrut, est le discours qu'il improvisa, à la suite de sa première nomination, en 1826, au collège électoral de la Corrèze. Ce discours honore sa nomination; il est en même temps l'expression des sentimens royalistes de cet honorable député.

PARTOUNEAUX [le comte de] (Var), commandeur de l'ordre de Saint-Louis, grand-croix de la Légion-d'Honneur, lieutenant-général commandant la 1^{re} division de la garde royale. Etranger à tous nos troubles politiques, le général Partouneaux ne le fut point à notre illustration militaire; quand l'honneur se réfugiait dans les camps, il embrassa la carrière des armées. Eloigné de l'intrigue, il ne dut qu'à sa bravoure et à ses talens le grade de général de division, auquel il parvint rapidement. Acteur dans toutes nos guerres, il justifia toujours la confiance qu'il avait su commander; et l'Italie, témoin de son courage, fut reconnaissante de sa sage administration.

En 1812, lors du désastre de Moscou, un bulletin de la grande-armée sembla vouloir flétrir la réputation du général... Mais la vérité, quoique tardive, et que personne ne conteste plus aujourd'hui, nous le montre mathématicien, sans cesser d'être habile; obligé

de succomber, sans cesser d'être brave. Les rapports circonstanciés de cette époque nous le représentent luttant avec courage contre tous les obstacles, et ne cédant qu'à l'impossibilité de pouvoir périr les armes à la main.

Long-temps captif en Russie, le général Partouneaux ne rentra en France qu'après le retour des Bourbons. MONSIEUR, lors de son voyage à Marseille, le décora lui-même de la croix de Saint-Louis, et reçut son serment. Aucune autre faveur ne l'attachait au gouvernement d'alors, et pourtant Buonaparte le trouva fidèle au dernier serment qu'il avait prêté. Il rejeta toutes les offres qui lui furent faites de sa part. Au retour du roi, on le vit successivement commander à Marseille, à Toulouse. Mis à la retraite, sous le ministère de Gouvion Saint-Cyr, mais réintégré par Latour-Maubourg, il fut appelé par le roi au commandement de la 1^{re} division de la garde. Alors seulement nommé député du Var, il a toujours siégé pour ce département à la Chambre. Ses opinions y ont toujours été franches, modérées et royalistes : il ne s'est point traîné à la suite des ministres. Aussi il est resté sans récompense, ce qui l'honore autant que d'avoir gouverné fort sagement les Abruzzes, et d'être aujourd'hui sans

fortune. Utile à la Chambre , le général est monté à la tribune toutes les fois qu'on a agité des questions militaires; il a toujours parlé et voté d'après sa conscience. M. Partouneaux est commandant de l'Ecole militaire. Il a publié une *Relation du passage de la Bérézina*.

PAUL DE CHATEAUDOUBLE (Var).

Long-temps maire d'une commune rurale, il organisa les gardes nationales mobiles du Var à l'époque du débarquement de Buonaparte. Le 25 mars, il fut nommé sous-préfet de Toulon par le duc d'Angoulême, poste qu'il occupa fort peu de temps. Le 26 juin 1815, il rejoignit le général Loverdo en qualité d'officier d'état-major; et le 10 juillet suivant, il prit le commandement supérieur des gardes nationales mobiles de l'arrondissement de Draguignan. Nommé préfet provisoire du département du Var, il fit flotter le drapeau blanc à Draguignan dès le 17 juillet. Le 28 du même mois, il reprit ses fonctions de sous - préfet provisoire de Toulon, par l'ordre du marquis de Rivière, commissaire extraordinaire du roi dans le Midi. Le 13 février 1815, le roi le confirma dans ce poste important, qu'il conserva jusqu'en 1818. Elu député, il siégea au côté droit de la Chambre après l'ordonnance du 5 septembre 1816.

Depuis il a été nommé sous-directeur de la caisse d'amortissement, chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et a été réélu député en 1824 par l'arrondissement de Brignolles, qu'il présidait. On reproche généralement à M. de Châteaudouble d'être trop dévoué au pouvoir existant, et d'avoir donné trop de gages de complaisance à M. de Villèle : du reste, ce député est homme de bien, et a toute l'amabilité d'un homme du monde.

PAVY (Rhône), négociant à Lyon, chevalier de la Légion-d'Honneur, président du tribunal de commerce. Envoyé au Conseil des Cinq-Cents, en 1797, par le département de l'Eure, il fut condamné à la déportation au 18 fructidor. Il parvint à se soustraire à toutes les recherches, et ne reparut que le 18 brumaire. Il siégea au Corps législatif, et son nom figure au bas de l'adhésion de cette assemblée à la déchéance de Buonaparte. Réélu député en 1824 par le département du Rhône, il parla, le 21 mars 1825, en faveur du projet de loi de réduction, et non content de vouloir dépouiller les rentiers, il crut devoir les accabler de ses sarcasmes. « N'ayons pas tant de pitié, disait-il, de ces pauvres capitalistes qui ont acheté les rentes à bas prix, et qui se

« voient menacés de *recevoir* 100 fr. pour
 « 80 fr., 60 fr., peut-être même pour 40 à
 « 50 fr. qu'il leur en a coûté; ils vont jusqu'à
 « réclamer une indemnité pour la banque-
 « route des deux tiers, en telle sorte qu'après
 « avoir également souffert dans nos personnes
 « et dans nos fortunes, nous autres, *vile pe-*
 « *cus*, nous serions condamnés aux travaux
 « forcés à perpétuité pour enrichir de plus
 « en plus ces insatiables spéculateurs. »

M. Pavy s'est aussi prononcé en faveur de
 la loi des émigrés. S'il est du *vile pecus*, c'est
 qu'il veut être pair de France, et que les minis-
 tres le lui ont promis : aussi parle-t-il toujours
 en faveur du budget, et propose-t-il de temps
 en temps des amendemens insignifiants. Ses
 discours sont sans suite et sans force ; son
 organe ressemble au son produit par un
 chaudron fêlé qu'on frappe avec un marteau ;
 il est long, diffus ; son esprit est aussi lourd
 et aussi épais que son corps ; il est, en un
 mot, souverainement ennuyeux.

PERALDI [Antoine] (Corse).

Il a beaucoup perdu par l'émigration,
 A ce qu'il dit... Cela ne prouve rien encore,
 De malheurs prétendus souvent on se décore :
 Tel se dit ruiné qui n'eut jamais de bien,
 Et tel autre déchu qui jadis n'était rien.

En donnant la biographie de M. Péraldi, nous consulterons d'abord la notice qu'il a cru devoir nous envoyer sur lui-même, et qu'il termine ainsi : *Tout est écrit à la hâte ; cherchez , cher ami , à débrouiller ce griffonnage.* Nous croyons donc lui faire plaisir en instruisant le public des faits et gestes d'un député qui a succédé en Corse au général Sébastiani, mais qui ne l'a pas remplacé. M. Péraldi, qui jusqu'à présent était totalement inconnu à la France, montre un louable désir de célébrité en inscrivant ses exploits au temple de Mémoire. Ayant reçu dans la même session les croix de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, il a plus de pudeur que ses collègues ministériels, et veut prouver à tous ses concitoyens qu'il mérite encore mieux.

En 1792, la Corse s'étant soulevée contre le régime républicain, Salicetti, député à la Convention nationale, et Buonaparte (depuis empereur) pénétrèrent, avec deux frégates et huit cents grenadiers, dans le golfe d'Ajaccio, pour s'emparer de la citadelle de cette ville. M. Péraldi prit les armes, et, à la tête de ses compatriotes, il parvint à battre Buonaparte et ses troupes à la journée de Capifello.

Les Corses voulaient, après cet exploit, nommer M. Péraldi général; mais ils crurent qu'il était apte à tous les emplois, et ils l'é-lurent membre du parlement qui fut d'abord convoqué à Bastia, et puis à Corte.

Choisi pour assesseur au tribunal d'Ajaccio, M. Péraldi fut bientôt nommé avocat du roi à Sartène. Peu de temps après, les Anglais, qui étaient maîtres de l'île de Corse, l'ayant abandonnée, leurs partisans furent persécutés, et l'avocat du roi de Sartène, qui était du nombre, fut emprisonné avec son père et son frère. Rendu à la liberté après sept mois et demi de détention, pendant lesquels on ravagea ses vignes, on brûla ses maisons et dévasta ses terres. M. Antoine Péraldi se retira dans la commune de Cauro, où, suivant lui, il habitait sa maison de campagne. (Cette maison est une hutte de berger bâtie sur trois piquets, et couverte de feuillages.)

Il émigra le 2 janvier 1797, et se sauva en Italie; mais bientôt l'honorable fugitif fut forcé de chercher un refuge à Malte, en Sardaigne, et enfin en Sicile, où il resta jusqu'à la première restauration. Rentré dans sa patrie, M. Péraldi fut nommé, par le général Bruny et le préfet de Montureux, mem-

bre de la commission de surveillance de l'île ; mais le retour de Buonaparte le força à fuir (c'est l'ordinaire ressource de M. Péraldi), et il se retira en Toscane, d'où il ne revint en Corse qu'avec M. le marquis de Rivière.

Il fut nommé sous-préfet de l'arrondissement de Sartène, le 2 février 1816, place qu'il occupe encore.

Ici finissent les Mémoires de M. Péraldi. Nous y ajouterons que le nom de ce sous-préfet n'était connu que de son très-petit arrondissement, quand, en 1823, le bruit d'une dissolution de la Chambre se répandit en Corse, dont alors M. de Suleau, fils de l'ancien journaliste, était préfet, et M. le lieutenant-général Montélégier commandant militaire. Aussitôt ces deux hauts fonctionnaires pensèrent à éliminer à jamais MM. Sébastiani et Ramolino de la députation du département confié à leur surveillance ; et au lieu de chercher des candidats indépendans et royalistes pour leur succéder, ils ne s'appliquèrent qu'à produire des hommes dans la dépendance de leur autorité, soit par leur place, soit par leur position pécuniaire.

Deux hommes pouvaient réunir tous les suf-

frages en leur faveur dans les arrondissemens de Sartène et d'Ajaccio ; leur opinion bien connue, leurs honorables antécédens détournèrent d'eux les regards de M. le préfet, chargé de la grande opération électorale, et il crut ou feignit de croire qu'un riche négociant, M. François Péraldi, ancien député, et un premier président de la Cour royale généralement estimé, M. le comte Colonna d'Istria, ne pouvaient dignement représenter leur patrie, et ce fut sur l'inhabile et peu fortuné sous-préfet de Sartène qu'il jeta les yeux ; et il le désigna aux électeurs comme leur futur mandataire. Les arrondissemens de Calvi, Bastia et Corte présentaient aussi deux candidats qu'il était difficile d'écarter, MM. les comtes Sébastiani et Rivarola, le premier chéri des libéraux, le second de tous les partis. Ne pouvant influencer les élections sans opter entre ces deux personnages, M. de Suleau se décida pour le dernier, et rien ne fut oublié pour vaincre sa répugnance à accepter la députation. M. le préfet quitta même Ajaccio, et, sous prétexte de visiter son département, il se rendit à Bastia, où il saisit l'occasion d'un bal donné par le général Montéléguer, pour décider M. Rivarola à se rendre aux vœux de ses concitoyens.

Dans les premiers jours de mars 1824, le collège électoral de la Corse, présidé par M. de Montélegier et composé de quarante-huit électeurs, dont trente-deux fonctionnaires publics, se réunit à Ajaccio, et M. Péraldi obtint 26 suffrages, y compris le sien. Il se hâta de remercier ses protecteurs, ses amis, et de partir pour Paris. Voici ses adieux à un jeune magistrat de la Cour royale de Corse ; on en a conservé l'orthographe :

« Ajaccio 8 mars 1824.

« Mon tres chair ami

« L'esprit monarchic des élaicteurs s'est
« prononcai : les candidats du gouverne-
« ment ont passé à une tres grande majorité.

« Votre reccomandai G*** est parti hier
« pour Toulon accompagnai du général S***
« qu'il suivra à Paris.

« Nous embarquerons jeudi ou vendredi
« au seire au plus tart sur un batimant de
« l'aitat. Sroyez heureau : vive le roi.

« Signé PÉRALDI.

« Je suis en couce par congé. »

Il avait promis d'être indépendant, et à peine rendu à Paris, on ne vit que lui dans

les antichambres de MM. de Villèle, Corbière, Peyronnet et Pozzo di Borgo.

M. de Suleau, en récompense de ses manœuvres électorales, fut nommé préfet d'Avignon. M. de Lanjamet, receveur-général, pour avoir bien voté, fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur; M. Petriconi fils, sous-préfet de Bastia, pour avoir bien endoctriné et conduit la brigade électorale au combat, et M. Pasqualini fils, le *courrier* des élections et conseiller de préfecture, obtinrent aussi la même faveur.

Ce n'est pas là que s'arrêtèrent les grâces ministérielles. M. d'Angélis, *qu'on avait fait électeur*, fut nommé capitaine des voltigeurs corses, et M. Péraldi lui-même ne tarda pas à recevoir les croix de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, sans doute aussi pour avoir bien voté, ou peut-être pour avoir mis en fuite à Capitello Buonaparte et son armée, gloire qu'il ne partage qu'avec le seul Wellington, qui, secondé par le destin et les Prussiens, *crut l'avoir vaincu* à Waterloo.

M. Péraldi a fait nommer un de ses neveux juge-auditeur au tribunal d'Ajaccio; il a fait destituer un homme d'esprit et de talents, M. Bertora, substitut à Sartène, et il espère obtenir pour lui-même la direction

des contributions directes de la Corse. Il a bien placé ou déplacé aussi quelques gardes-champêtres, le bedeau de Sainte-Lucie de Tallano et un huissier ; mais nous jugeons ces exploits trop au-dessous de l'honorable représentant d'une moitié de département pour en parler ici, et nous ne les plaçons que pour mémoire.

M. Antoine Péraldi est célibataire ; c'est un petit homme d'une soixantaine d'années, pas trop ridé, portant une perruque blonde assez mal peignée, ayant les genoux cagneux, le corps épais, la tête grosse et les mouvements brusques. Au bout de deux à trois jours de connaissance, M. le sous-préfet de Sartène tutoie tout son voisinage, et c'est le seul rapport qu'il ait avec Jean-Jacques Rousseau. Il rit volontiers, et son rire est bruyant. Il ne parle jamais à la Chambre, mais il compose des discours qu'il lit à ses amis et commettans. Nous avons connaissance d'une proposition dont il voulait entretenir ses collègues ; elle tendait à prohiber l'exportation des cochons de l'île de Corse, et surtout de son arrondissement, prétendant qu'il ne pouvait jamais y en avoir trop. Nous regrettons qu'on ait empêché M. Péraldi de développer cette proposition à la tribune ; il l'eût traitée en maître.

M. Péraldi, en arrivant à Paris, se logea, au hasard, *hôtel des Etrangers*. Quand il ne mange pas chez les ministres, il dîne plus que modestement chez un très-mince traiteur, avec son collègue Croizet. En s'y rendant, ils flairent habituellement les excellentes choses étalées chez Chevet, au Palais-Royal, et s'y arrêtent très-long-temps. En hiver, M. Péraldi porte une redingote de pluche brune, et en été, une de bouracan jaune. Il accompagne ce dernier vêtement d'un pantalon de Nankin. Ajoutez à cet élégant costume la perruque de chiendent dont il couvre son chef, et vous vous ferez une idée de la personne de M. Péraldi, qui est l'ami intime de M. Pierre Durazzo, conseiller à la Cour de Corse, dont le fils et le neveu ont été condamnés à mort pour avoir commis un horrible assassinat sur la personne d'un de leurs parens (1).

(1) Nous avons appris d'une manière certaine que le nombre des électeurs du département de la Corse, qui était de cinquante-deux aux dernières élections, dont quarante-huit avaient voté, était réduit à douze. Si cette nouvelle est vraie, comme nous n'en pouvons douter, que devient le droit d'élection dans cet intéressant département ? Douze électeurs nommeront deux députés : c'est un joli petit fief électoral ministériel. Cet état de choses fait sentir

PÉRIER [Casimir] (Seine). Si nous n'avions pas un gouvernement constitutionnel, si nous n'avions pas une Chambre des députés, et surtout si nous n'avions pas un budget, il est à présumer que le nom de M. Casimir Périer serait encore inconnu, ou qu'il n'aurait acquis que cette célébrité de comptoir, que cette renommée qui s'inscrit au dos d'une lettre de change, et qui, tirée de Paris et de Londres, va s'escompter sur la place, à Vienne ou à Saint-Pétersbourg. Façonné pendant vingt ans aux comptes de commerce, ayant apporté dans cette carrière plus d'esprit que n'en comporte la profession, M. Casimir Périer attirera sur lui l'attention, à cette époque où la science du budget étant encore toute nouvelle parmi nous, appelait de toutes parts pour qu'on l'aidât à se débrouiller elle-même, des hommes qui, comme M. Casimir Périer,

de plus en plus les nombreux défauts de la loi d'élections. A Paris, dix mille électeurs nomment douze députés, et douze électeurs, en Corse, ont droit à en élire deux, qui auront cependant les mêmes prérogatives que les premiers.

Nous ajouterons que M. Péraldi, qui aux dernières élections était parvenu à justifier 301 fr. 11 c. d'impôts, a obtenu de tels dégrèvements depuis, qu'il n'est plus ni électeur ni éligible, et qu'il reste néanmoins député.

joignissent à une longue habitude des négociations commerciales, cet esprit naturel, cette éloquence facile, qui sait entremêler à des discussions de finance des fleurs de rhétorique; qui fait éclater, parmi des chiffres arides, les saillies et les grâces de l'esprit.

Le budget étant naturellement un des rouages les plus importants et les plus compliqués de la machine constitutionnelle, tous les hommes, de quelque parti qu'ils soient, méritent la reconnaissance publique, lorsque leur éloquence a eu pour objet principal de détruire les abus, de rectifier les opérations, et d'arrêter le torrent des folles dépenses qui se trouvent consignées dans ce grand registre à partie simple, quelquefois à partie double, de notre passif et de notre actif.

Bien que M. Casimir Périer se soit constamment assis sur les bancs du côté gauche; bien que le haut rang qu'il tient dans le monde, et la considération dont il y jouit, lui donnent une grande influence sur les opinions libérales; toutefois, il ne serait pas exact d'affirmer que les opinions politiques de M. Périer représentent et expriment parfaitement les opinions libérales; ou bien, s'il faut le dire, s'il y avait dans cette partie

de la société une aristocratie avouée et reconnue, M. Casimir Périer en occuperait le sommet.

L'éloquence de M. Casimir Périer, quoique vive et piquante, est rarement animée; elle court rapidement sur la même ligne; elle ne s'élève pas; et l'on devrait dire, pour caractériser le genre de talent de M. Casimir Périer, qu'il cause sur la politique, plutôt qu'il ne fait des discours. Plus habile à saisir le vice du raisonnement de son adversaire; qu'à développer un système, c'est surtout lorsque M. Périer improvise que sa faconde est plus brillante : on dirait que pour trouver une épigramme mordante, il a besoin de voir un ministre à la tribune; que sa verve s'échauffe au son nazillard du timbre de M. de Villèle, au bruit des cascades oratoires de M. de Corbière, et quand il entend M. de Peyronnet verser sur la Chambre, qui sommeille, le nectar de ses phrases parfumées.

M. Casimir Périer est un adversaire redoutable pour un ministre qui se croit surtout habile dans les matières de finance, et qui fonde la durée de son crédit, et même sa réputation, sur l'impénétrabilité prétendue de ses chiffres et de ses calculs. M. Casimir Périer met à nu M. de Villèle quand il

l'attaque, parce qu'il le presse sur les chiffres, et seulement sur les chiffres : et l'on sait que lorsque M. de Villèle perd la tête, ou plutôt perd son chiffre, il ne sait plus où il en est.

L'éloquence de ce député est élégante et facile, et elle contraste singulièrement, sous ce rapport, avec cette éloquence dont la source un peu aride est au centre et au banc des ministres, que l'on apporte à la tribune, pour la répandre de là sur la Chambre, en flots inégaux et saumâtres.

Adversaire dangereux à la tribune, M. Casimir Périer ne l'est pas moins quand il retourne à sa place ; on peut dire que cet orateur n'a réellement jamais fini son discours ; et je ne serais pas étonné que M. de Villèle, quand il parle, ne jetât souvent un regard furtif sur M. Casimir Périer, afin de mesurer ses expressions sur le jeu de la physionomie de son adversaire. Personne ne sait mieux que ce député profiter d'une distraction ou d'une préoccupation de M. Ravez, pour jeter à l'improviste au nez de M. le président du conseil, un de ces mots qui sont quelquefois plus embarrassans qu'un long discours, et dont le sang-froid affecté de l'orateur gascon a bien de la peine à amortir l'effet.

Il est rare encore que, dans ces momens d'effervescence où l'on n'entend plus personne dans l'assemblée, parce que tout le monde parle à la fois ; il est rare, dis-je, que la voix de M. Casimir Périer ne se fasse pas entendre de temps en temps, comme une épigramme qui traverse une tempête ; quelquefois même ces sarcasmes contribuent à ramener l'ordre au sein de la Chambre ; car il y a des momens de désordre où les esprits vulgaires n'aperçoivent plus la raison, si elle ne les blesse du trait de la raillerie.

M. Casimir Périer est surtout doué de cette qualité d'esprit qu'on appelle *l'esprit du moment*. Il est rare que le sang-froid de ses réparties n'achève la déroute commencée de son adversaire. Ainsi, que M. de Corbière, dont la mémoire est encore assoupie, monte à la tribune : qu'ayant oublié le nom de l'orateur qui l'a précédé, il le cherche vainement des yeux, et que sa langue trop pressée appelle le *préopinant*, l'orateur qui n'était pas le *préopinant*, M. Casimir Périer saisit l'à-propos ; et en criant à M. de Corbière qu'il n'est point le *préopinant*, il le trouble, et le met hors d'état de le trouver.

PETIT-PERRIN (Haute-Saône), chevalier de la Légion-d'Honneur, procureur du

roi. Orateur par état, silencieux par goût, M. Petit-Perrin n'ouvre jamais la bouche à la Chambre, mais il ne se donne pas le temps de la fermer chez les ministres. Si le silence, comme l'a dit un honorable membre, est une vertu parlementaire, M. le procureur du roi la possède au plus haut degré. Dieu veuille qu'il en ait d'autres !

PETOU (Seine-Inférieure). Voici ce qu'on lisait dans une *correspondance électorale*, à l'époque de la nomination de M. Petou :

« Plusieurs électeurs des cantons ruraux
 « de l'arrondissement de Rouen, que l'on
 « suppose disposés à voter en faveur de
 « M. Alexandre de Lameth, ont été invités,
 « par des billets imprimés, à se rendre au
 « jour indiqué chez un habitant du boule-
 « vard de Crosne, à Rouen. L'objet de cette
 « provocation paraît devoir être de s'enten-
 « dre sur la nomination de cet ex-député,
 « que le parti libéral oppose à M. Petou,
 « maire d'Elbeuf, candidat porté par tous
 « les amis de la monarchie et de la Charte.

« Une semblable réunion doit avoir lieu le
 « même jour chez un autre particulier pour
 « le collège de la ville. On assure que dans
 « cette dernière il sera demandé aux élec-
 « teurs de s'engager *par serment* à donner

« leurs voix au candidat prétendu libéral. Ce
« moyen est-il bien constitutionnel ? etc. »

Nous ne savons pas quel degré de confiance on peut accorder à cette dernière assertion ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que M. le baron de Vaussay, préfet de la Seine-Inférieure, n'a laissé nommer M. Petou qu'à son corps défendant, et pour cause. Cet honorable manufacturier professe l'indépendance la plus absolue, et dans aucune circonstance il ne recule devant ses devoirs de député. Nous avons cependant un reproche amical à lui faire : il ne soigne pas assez son débit, et ses brusques intonations excitent parfois l'hilarité de l'assemblée. Ses amis (et il en a beaucoup à Elbeuf) nous diront peut-être qu'un fabricant d'*espagnolettes* n'est pas tenu de faire le Démosthènes. La réponse est spécieuse ; mais nous sommes devenus exigeans depuis que M. Benjamin Constant a démontré à M. Dudon que des épiciers devaient en savoir plus long que des conseillers d'Etat.

PEYRONNET [comte de] (Gironde).

La candeur, le génie et les belles manières
Distinguent Peyronnet, de Villèle et Corbières ;
Corbières, de Villèle et mons de Peyronnet,
Sont un rare trio fait pour le cabinet,

Et des hommes d'Etat le plus parfait modèle,
Se trouve en Peyronnet, Corbières, de Villèle.

M. Charles-Ignace de Peyronnet est né à Bordeaux, il y a environ quarante-neuf ans. Son père avait acheté, peu de temps avant la révolution, une charge de secrétaire du roi, charge qui donnait la noblesse, et que l'on appelait *savonnette à vilain*. Il était trésorier des finances. La révolution ayant détruit les Ecoles de droit, le jeune Peyronnet fit son droit, tant bien que mal, chez M. Ferrère, un *ancien*, et il fut reçu avocat à une époque où l'on recevait tout le monde. La *Biographie des Ministres* prétend que M. de Peyronnet n'a jamais brillé au barreau de Bordeaux. Quoiqu'il ne fût pas dénué d'une certaine faconde, il manquait d'instruction et de connaissances; mais il faisait du bruit dans la société des *brûnés*, et il était homme de joyeuse compagnie. Petit-maître par amour-propre, hautain par caractère; il eut la *bravoure de la tête, et jamais celle du cœur*; et ses intimes d'alors étaient les Duclos, les Sterling, les Lercaro, qui étaient la terreur de toute société tranquille, et que leur manie des duels faisait redouter.

M. de Peyronnet se maria fort jeune avec M^{lle} Perpignan, femme d'une rare beauté;

mais cette union ne fut pas heureuse, et M^{re} de Peyronnet fut forcée d'abandonner son époux, en lui laissant plusieurs gages de sa tendresse.

M. de Peyronnet n'était encore connu dans sa ville natale que par ses duels fréquents et ses dépenses au-dessus de sa fortune, lorsque les Anglais furent reçus dans Bordeaux. Il profita de cette occasion pour marcher à la suite des hommes du 12 mars, qui s'étaient prononcés en faveur des Bourbons. En 1816, il vint à Paris pour faire valoir auprès du gouvernement les réclamations des marchands de boissons de la capitale de la Gironde, et il profita de ce voyage pour faire une cour assidue à M. Decazes, qui le fit nommer président du tribunal civil de Bordeaux, avec un supplément de traitement de 6000 francs. Deux ans après, il fut nommé procureur-général à Bourges, où il se transporta avec M^{lle} Raymonde Perpignan, sa belle-sœur, sa belle-mère et deux de ses filles, après avoir eu soin d'écrire au sieur Laplagne, un de ses amis qui habitait Paris, de lui envoyer un mobilier bourgeois, parce qu'il n'était ni duc, ni pair, ni ministre, ni... On rapporte que le paiement de ce mobilier a donné lieu depuis à de graves contes-

tations entre les deux amis; que des lettres écrites par *une dame de la famille* de M. de Peyronnet, ont été chèrement rachetées au moment que M. Laplagne les livrait à l'impression chez les frères Baudouin, et que toute cette affaire n'aurait pu manquer d'intéresser le public par des détails aussi neufs que piquans, si M. de Peyronnet n'eût préféré payer que ce qu'on lui demandait un peu impérativement.

Arrivé à Bourges, M. de Peyronnet prononça un discours d'installation qu'il envoya à tous les ministres. Le *bonhomme* Siméon et M. le baron Capelle le lurent, et jugèrent que M. de Peyronnet leur convenait pour député du Cher. Ils le portèrent au nombre des candidats ministériels, et le collège électoral le choisit pour un deses députés. Le nouvel élu part pour Paris, avec ses *inévitables* belle-sœur et belle-mère, et tous trois se logent *hôtel des Indes*, rue Montmartre; mais bientôt ils se transportent à l'*hôtel du bon La Fontaine*, rue de Grenelle Saint-Germain.

En 1820, M. Ravez ayant été *choisi* pour remplir les fonctions de procureur-général à la Cour des pairs, il ne put s'en charger, et désigna son compatriote Peyronnet pour le remplacer. Il fut agréé du ministère, et eut

le bon esprit, sentant toute son incapacité, de s'adjoindre un des magistrats les plus instruits de France, M. Henri de Vatimesnil, fils d'un ancien conseiller au parlement de Rouen, substitut du procureur-général près la Cour royale de Paris, et qui porta tout le poids des débats à la Cour des pairs. Toute la France a connu les détails de cette affaire, et il est inutile de la rapporter ici.

Tandis que M. de Peyronnet était encore procureur-général à la Cour de Bourges, M^{me} du Cayla, qui était séparée de son mari, réclamait la tutelle de ses enfans, et avait déjà perdu son procès en instance; elle eut le bonheur de le gagner devant la Cour, où les conclusions du parquet lui furent favorables.

Peu de temps après, M. de Peyronnet fut nommé procureur-général à la Cour royale de Rouen, et après la présentation de la fameuse *adresse* de la Chambre, en 1821, il fut créé ministre de la justice, par ordonnance royale du 14 septembre 1824, quoiqu'il n'eût pas voté cette adresse, qui renversa le ministère Pasquier et de Serre.

Cette élévation inespérée, que ne justifiait aucun antécédent, surprit toute la France, et déplut à toute la haute magistrature, qui

se trouvait humiliée d'avoir pour chef M. de Peyronnet. Quand cette nouvelle parvint à Bordeaux, on ne pouvait y ajouter foi, et le greffier Michel l'ayant annoncée au premier président Marbotin, qui connaissait *très-particulièrement* M. de Peyronnet, il lui répondit par un : « Allons donc, monsieur, pas de mauvaises plaisanteries ! »

Le début du nouveau garde des sceaux fut cependant assez heureux. Il choisit pour secrétaire-général du ministère M. Henri de Vatimesnil, et la France entière applaudit à ce choix d'un heureux augure. Il remplaça M. Le-graverend, ancien censeur et directeur des affaires criminelles et des grâces, par M. Rives, avocat à la Cour de cassation, éditeur des *Œuvres de Talon*, ancien secrétaire-général de préfecture, destitué sous M. Decazes, homme royaliste, laborieux, instruit et modeste. Il conserva M. Romer, chef de la comptabilité, qui lui doit sa belle organisation, et le président de Mailler resta directeur des affaires civiles.

Mais ce qui ne parut pas convenable, fut de prendre pour secrétaire particulier M. Dutrouilh, juge à Bordeaux, dont il priva le tribunal pour le confisquer à son profit. Il est vrai que M. Dutrouilh n'y a rien perdu,

et que successivement il a été nommé conseiller à la Cour royale de Bordeaux, chevalier de la Légion-d'Honneur, et président de chambre à la même Cour. Lui et M. Gaudiche rivalisent pour l'avancement auprès de leurs deux ministres; et si ce dernier est resté en arrière, c'est parce que M. de Peyronnet se décide plus promptement, et va plus vite en besogne que son collègue breton.

Les débuts de M. de Peyronnet à la tribune ne furent pas aussi heureux; tant qu'il n'avait pas fait partie du ministère, il avait gardé un prudent silence; mais sitôt qu'il eut revêtu la simarre, il devint intarissable en mauvais discours. Le 2 janvier 1822, il parut pour la première fois à la Chambre depuis son apothéose, pour y présenter le projet de loi sur la liberté de la presse, où se trouve le fameux mot de *tendance*. Le 23 janvier, M. le garde des sceaux essaya de soutenir la loi, et chaque période de son discours fut accueillie par les éclats de rire de la Chambre. M. de Peyronnet déclara que les ministres étaient les seuls juges de l'opportunité des explications qu'ils ont à donner, et qu'il n'appartenait à personne de les interpellier.

Au surplus, il serait impossible de bien

connaître la force et l'éloquence de M. le garde des sceaux à la tribune, si nous ne citions un fragment de son discours du 14 février 1822, en empruntant à un biographe moderne quelques réflexions.

« On nous reprochait, il y a peu de jours,
 « s'écriait M. de Peyronnet, de ne pas ré-
 « pondre aux interpellations des membres
 « de l'opposition ; on nous reprochait hier
 « de ne pas répondre à nos amis ; on nous
 « reproche aujourd'hui de ne pas répondre
 « aux journaux. Quelque jaloux que l'on se
 « montre d'obtenir de nous des réponses,
 « je déclare que mon intention, en montant
 « à la tribune, n'a pas été de répondre au
 « discours du préopinant (Manuel). (*A gau-*
 « *che* : Ah ! ah ! nous le savions d'avance.) Il
 « y a plusieurs raisons : d'abord, c'est que
 « la *chose* est trop facile. (*A gauche* : Dites
 « plutôt qu'elle est impossible.) Ensuite, c'est
 « que la *chose* n'est pas nécessaire. (*A gau-*
 « *che* : Sans doute, parce que le résultat est
 « arrangé d'avance.) D'ailleurs, il serait peu
 « convenable et peu conforme à nos hautes
 « fonctions, que nous nous *détournions*.....
 « (éclats de rire) je veux dire que nous nous
 « *détournassions* des graves occupations qui
 « emploient notre temps. » (Ici les éclats de

rire de toute la Chambre interrompent le ministre et couvrent entièrement sa voix; le président lui-même perd contenance.) « Que « nous nous *détournassions*, répète M. de « Peyronnet, des occupations qui emploient « notre temps, pour réfuter des calomnies, « des insinuations détournées, ou d'étranges « bizarreries. » (*Quelques voix* : Il n'y a ici de bizarre et de détourné que vos discours.)

De semblables phrases répétées jusqu'à satiété composent tout l'art oratoire de M. de Peyronnet; il y joint un air hautain et arrogant, qui le fait ressembler au chef grec Capanée, menaçant le ciel de ses regards devant les murs de Thèbes.

Le 17 août 1822, M. de Peyronnet fut créé comte, et partagea cette faveur avec MM. de Villèle et de Corbière. Peu après, il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur. Nous ne parlerons pas des différens projets de loi présentés par M. le garde des sceaux dans les différentes sessions écoulées sous son triste ministère. L'opinion publique en a fait justice aussi bien que l'opinion des députés éclairés et indépendans de la Chambre. Quoi de plus impraticable que son projet de loi sur les retraites à accorder aux magistrats infirmes; hors d'état d'exercer leurs

fonctions! M. le comte Duplessis de Grénédan a tué cette aberration d'esprit de M. le garde des sceaux, en 1824. Il envahissait sur la Charte, il détruisait l'inamovibilité des juges, dont il était le défenseur naturel, et peu de voix ont averti la France du danger qu'elle courait par le *non sens* du comte de Peyronnet. Et ce projet de loi sur le sacrilège? Avec quelle force les députés instruits l'ont-ils combattu! Ce beau discours prononcé par M. le comte Duplessis de Grénédan sur cette importante matière, n'est-il pas un ouvrage entier plutôt qu'une production de circonstance? Comme le chef amovible de la magistrature a montré d'incapacité en défendant son projet de loi, et comme il a peu compris la dignité de sa place!

C'est sous le ministère de M. de Peyronnet que M. Gilbert-Boucher, procureur-général de la Cour de Corse, magistrat instruit et éloquent, a été destitué sans aucune raison; c'est par lui que le vertueux comte Ferdinand de Berthier a été expulsé du conseil d'Etat; que M. Fréteau de Pény, premier avocat-général à la Cour de cassation, a été destitué pour avoir suivi l'impulsion de sa conscience dans l'affaire du journal *l'Aristarque*, et son opinion était celle

du parquet entier de la Cour de cassation, dont il n'était que l'organe. Qu'a répondu M. de Peyronnet quand on lui a reproché cette injuste destitution? Qu'on lise le discours de M. Leclerc de Beaulieu à son article, et l'on verra si ce ministre n'a pas lui-même prononcé sa condamnation (1). N'est-ce pas sous le ministère de M. de Peyronnet que deux premiers présidens ont été forcés de recevoir leur retraite? N'est-ce pas lui qui a nommé un avocat obscur premier président d'une Cour royale? Qui a conservé procureur-général un des représentans des cent-jours? Qui a persécuté l'éloquent M. de Marchangy, dont le nom seul est un éloge, et dont nous déplorons la perte en ce moment? Qui a obtenu, *par surprise*, la démission d'un jeune procureur du roi, zélé, instruit, vertueux et royaliste? Qui a donné la croix d'officier de la Légion-d'Honneur à un premier président, ennemi des royalistes pendant les cent-jours, et auteur d'une fameuse circulaire contre les Bourbons? (Elle est entre les mains de l'auteur de cet article,

(1) Une tardive ordonnance vient enfin de rendre à ses fonctions M. Fréteau de Pény. C'est un premier pas vers le bien ... La chute de M. de Peyronnet est donc décidée?

imprimée et signée). N'est-ce pas M. de Peyronnet qui a signé cette circulaire électorale dans laquelle il menace de destitution tout fonctionnaire judiciaire qui ne voterait pas pour les candidats ministériels? (Elections de 1824.) N'est-ce pas lui qui est l'auteur du *considérant* par lequel, en essayant de flétrir l'indépendance de la magistrature, il s'est flétri lui-même? Heureusement que notre bien-aimé roi veillait, et qu'il a abrogé cet acte inique, destructeur de toute liberté. Qu'a donc fait de bien M. de Peyronnet? Rien. A qui a-t-il fait du bien? A sa seule famille.

A peine ministre, il a placé son fils Edouard substitut de la Cour royale de Paris, et bientôt, après l'avoir avantageusement marié, il l'a nommé avocat-général. Nous rendrons justice à la bonté du cœur, à la politesse, à l'amabilité sociale de M. le vicomte Edouard de Peyronnet, qui se fait généralement aimer, mais nous le croyons très-au-dessous des importantes fonctions qu'il exerce, et cependant il paraît qu'on lui destine une place de président de chambre. M. de Peyronnet a marié une des deux filles qui l'ont suivi à Paris, à M. d'Alon, fils d'un ancien conseiller au parlement de Bordeaux, âgé de vingt-trois

ans, et sortant des bancs de l'école. Le mariage a été approuvé par le roi, qui a fait le *cadeau de nocces*. M. d'Alon, nommé maître des requêtes, a obtenu la sous-préfecture de Saint-Denis, la croix d'honneur, et un traitement de 15,000 francs. Bientôt cet imberbe sous-préfet a été nommé préfet du Cher, place qu'il occupe encore.

M. Edouard de Peyronnet a aussi été créé maître des requêtes, et chevalier de la Légion-d'Honneur.

Ce n'est pas là que s'est arrêté le népotisme envahisseur de M. de Peyronnet, et la fécondité de M^{me} de Peyronnet menace d'être aussi funeste à la France que celle de M^{me} *Latitia* Buonaparte.

M. le garde des sceaux avait, dit-on, le projet de marier sa seconde fille à un magistrat du parquet de Paris, titré, et d'un ancien nom. Un journal royaliste a rapporté que, n'ayant pu y réussir, il fut fort aise de trouver sous sa main un commis de la préfecture de son gendre d'Alon, qui avait été répétiteur d'un jeune homme fort riche, fils d'un marchand de bois ou de vin de Tournon, nommé *Alfred Boutaud*. Ce commis, nommé *Jean Thomassy*, fut enchanté de trouver cette occasion de se produire au-

près d'une *grandeur* du dix-neuvième siècle, et bientôt, par son entremise, le mariage de M^{lle} de Peyronnet et de M. Alfred Boutaud fut arrêté. Mais on voulut illustrer le futur gendre de M. de Peyronnet, et on pensa à le faire recevoir avocat avant tout. Le garde des sceaux écrivit donc à M. Delvincourt, doyen de la Faculté de droit, pour que M. Boutaud pût soutenir sa thèse, tant bien que mal, à six heures du matin, et le beau-père prévoyant fit, à ce qu'on assure, prendre pour sujet de thèse à son futur gendre : *Des devoirs respectifs des époux*. M. Boutaud, reçu licencié en droit à la fin de 1824, fut aussitôt anobli, revêtu d'un nouveau nom, marié, et créé auditeur au conseil d'Etat. Quand il fut question de quitter le nom roturier de *Boutaud* pour en prendre un plus sonore, ou eut peine à se décider entre celui de *Châteaundouble*, dont le jeune homme avait déjà fait usage sur ses cartes de visites, et celui de *La Villéon*, qu'on dit être celui de sa mère. On se décida enfin pour ce dernier, et la finale n'y contribua pas peu, d'autant mieux qu'on assure que c'était celui d'une famille historique de Bretagne. M. Alfred Boutaud fut donc autorisé, par ordonnance royale, à porter le nom de

La Villéon, et fut créé baron. Son père, en faveur de l'heureux mariage de son fils, fut créé vicomte; on ne sait pas s'il changea aussi de nom.

Le baron de La Villéon, quand il n'était qu'*Alfred Boutaud*, avait publié deux très-médiocres ouvrages, l'un intitulé *l'Inauguration de sainte Geneviève*, et l'autre *des Résultats probables de la guerre d'Espagne*. On dit qu'ils étaient bien à lui, car ils lui avaient coûté cher. Depuis son mariage, nous ne connaissons aucun de ses nouveaux ouvrages. Nommé substitut du procureur du Roi à Paris, et attaché à la cinquième chambre, il est loin d'y briller par son savoir, son éloquence ou ses improvisations. On rapporte que, le lendemain de son mariage, le nouveau baron fut consulter un généalogiste; mais nous ne nous apercevons pas que nous empiétons ici sur les droits du journal *la Nouveauté*. (Voir son article du 27 septembre 1825.) On croit qu'il ne tardera pas à être nommé substitut de la Cour royale.

En 1824 (mois d'août), M. le comte de Peyronnet se priva volontairement de la grande capacité et de la rare intelligence de M. de Vatimesnil, qu'il relégua à la Cour de cassation, auprès de M. de Marchangy, de façon

que les deux plus beaux talens du parquet de Paris furent restreints à conclure pour l'observation des lois..... Un champ plus vaste était cependant réservé à leur mâle et sublime éloquence.....

M. le baron de Crouzeilles, homme juste, sage, aimable et bon, succéda à M. de Vatismesnil sans le faire oublier. M. Rives quitta la direction de la justice criminelle, qu'il laissa à M. Guéry de Champneuf, pour la direction du personnel, et y trouva une nouvelle occasion de faire le bien et d'empêcher le mal. En 1825, M. Jean Thomassy fut récompensé deses services *matrimoniaux*, et nommé d'abord procureur du roi à Sancerre, et chef du bureau du personnel; puis, un mois après, procureur du roi à Bourges, place qui est pour lui une véritable sinécure, puisqu'il habite Paris, et fait son travail de commis. Un de ses frères a été placé au cabinet privé de Sa Grandeur.

M. de Peyronnet fait partie du triumvirat ministériel, et on croit que M. de Villèle ne conserve ce nouveau *Lépide* qu'afin d'avoir au ministère quelqu'un qui soit plus détesté que lui. Ce magistrat n'a pas renoncé à son goût pour le genre petit-mâitre, et s'il ne porte pas la simarre avec dignité, du moins

la porte-t-il avec goût. Il aime à se dessiner en jouant au billard. Un biographe assure que l'ameublement de sa chambre a coûté 30,000 fr.; c'est tout juste, dit-il, le montant annuel des gratifications que l'on accordait aux pauvres employés. Pour nous, nous ne pouvons croire à tant de luxe.

M. Charles-Ignace de Peyronnet est d'une taille moyenne; elle a dû être bien dans sa jeunesse; mais maintenant elle grossit, et il *prend du ventre*, suivant une expression usitée. Sa tête est trop forte pour son corps; ses cheveux deviennent rares, et son front est entièrement découvert. Sa figure n'a rien de régulier, et prouve que ni l'inoculation ni la vaccine n'étaient connues à l'époque de sa naissance. Ses yeux grands, très-ouverts, ont quelque chose de dur, de hautain, qui les empêche d'être beaux; et depuis peu de mois ils sont habituellement rouges, sanglans même. La démarche de M. de Peyronnet est altière; on pourrait peut-être se servir d'un mot plus juste. Il paraît que le temps n'épargne pas M. de Peyronnet, et que ses honneurs grandissent à mesure que les charmes de sa personne disparaissent (1).

(1) C'est M. de Peyronnet qui a présenté il y a quel-

Non solùm togâ, est la devise chérie du garde des sceaux, et Bordeaux en sait quelque chose ; mais ce que Paris ignorait, *le Mercure* de 1825 le lui a révélé. M. de Peyronnet a sacrifié aux muses, et nous ne priverons pas nos lecteurs de ses vers sur *l'indifférence*, adressés à Zelmire, et de la spirituelle réponse de cette dernière. Ces deux morceaux de poésie finiront l'article biographique de ce trop célèbre personnage.

L'INDIFFÉRENCE.

Si l'on te dit que tu me plais ,
 Va, ne crois pas à ce langage ;
 Si l'on te dit que je te hais,
 On te trompe encor davantage.

ques jours, à la Chambre des pairs, le projet de loi sur le droit d'aînesse ; et le lendemain parurent les vers suivants :

LES DEUX SŒURS.

« Est-ce, ma sœur, en qualité d'aînée
 Que tu le prends aujourd'hui sur ce ton ?
 — Je ne le suis, ma sœur, que d'une année ;
 Cela d'ailleurs n'est pas une raison :
 La primauté que nous accorde l'âge
 Est pour le sexe un si triste avantage !
 Tel magistrat, que j'en crois sur ce point,
 Fort clairement s'est expliqué d'avance :
 De frère à frère il fait la différence,
 De sœur à sœur il ne distingue point. »

Tu peux, au gré de tes désirs ,
M'accabler d'éloge et de blâme ,
Sans que j'éprouve au fond de l'âme
Ni ressentimens ni plaisirs.

Je puis te voir triste, inquiète ,
Sans perdre ma sérénité ;
Et, sans partager ta gaiété ,
Te voir joyeuse et satisfaite.

Tu peux demeurer ou partir ,
Ou parler, ou rester muette ,
Sans que jamais je te regrette ,
Sans que je te trouve indiscrete ,
Ou que je songe à t'applaudir.

Lorsque j'entends que l'on t'accuse ,
Mon cœur n'en est point offensé ;
Mon cœur aussi n'est point blessé
Si par hasard quelqu'un t'excuse.

Je puis de tes folles amours
Oùir le récit sans me plaindre ;
Sans te désirer, sans te craindre ,
Te voir des plus brillans atours
Toujours te parer, et toujours
De l'art de séduire et de feindre
Tenter l'inutile secours.

Que veux-tu donc?... Pourquoi, Zelmire,
T'occuper constamment de moi ?
A quoi bon sans cesse médire
D'un ingrat qui voit sans effroi
Tout ce qu'un vain dépit t'inspire ;
Qui ne te blâme ni t'admire ;
Et ne parle jamais de toi ?

Pourquoi d'un dédaigneux sourire
 M'accueillir lorsque tu me vois ?
 Je t'avertis, belle Zelmire,
 Qu'à mon repos il ne peut nuire,
 Et qu'à peine je l'aperçois.

D'où vient ta haine pour Elvire ?
 Sans t'offenser ne peut-on dire
 Si je fus l'objet de son choix,
 Si je l'aimai, si quelquefois
 Pour elle encore je soupire ?

D'où vient que ton œil curieux
 Tour à tour me cherche et m'évite ?
 Pourquoi la tristesse hypocrite
 Qui voile ton front soucieux,
 Lorsqu'après une longue attente,
 Sur ce front où ta main savante
 Arrête encore, à force d'art,
 Un dernier reste de jeunesse,
 Par hasard ou par politesse
 Je laisse tomber un regard ?

Non, de ce facile manège
 Tu ne goûteras point le fruit ;
 Mon cœur n'aime pas qu'on l'assiège ;
 Il échappe à qui le poursuit.
 A t'honorer de ma vengeance,
 A t'adorer par complaisance,
 Jamais je ne me résoudrai ;
 De tes bontés, de tes avances,
 De tes petites médisances
 Jamais je ne profiterai ;
 Et dans l'oubli, dans le silence,

Prudemment j'ensevelirai
Ma discrète reconnaissance.

Va, Zelmire, il faut sans retour
Bannir une espérance vaine :
Je ne saurais porter ta chaîne,
Ne fût-ce même qu'un seul jour,
Et je ne veux prendre la peine
Ni de justifier ta haine,
Ni de mériter ton amour.

Comte DE PEYRONNET.

Réponse de Zelmire.

Brisons des nœuds dont l'étreinte vous blesse.
Mais pourquoi, monseigneur, insulter ma tendresse?
Si votre amour devait finir,
C'est le tort de l'un ou de l'autre.
Et pourquoi seule me punir
De ma faiblesse.... ou de la vôtre?
Ne calomniez pas mon plus cher souvenir.
Pour vous servir de contenance,
Pourquoi chanter *l'indifférence*,
Et médire, en vieillard, de vos jours fortunés?
Ingrat! si votre ardeur est morte avant mes charmes,
L'amour vaincu doit-il garder ses armes,
Et lancer, en fuyant, des traits empoisonnés?
Indulgente à votre mémoire,
En me rappelant votre gloire,
Long-temps je rêvai Charle encore intéressant.
Brûlant d'amour et languissante,
Pleurant votre *grandeur* absente,
En faveur du passé j'excusais le présent ;

Je pardonnais à la simarre
De rendre si froide et si rare
Votre offrande au dieu de Paphos.

Autrefois vos sermens n'étaient ni vains ni faux ;
Vous étiez....., que ce crime excuse de défauts !
Vainqueur infatigable et conquérant barbare ;
Vous étiez à Bellone (1) avant d'être à Thémis ;
Et quand mon faible cœur vous fut jadis soumis ,
Que ce front , ceint d'un myrte arrosé de nos larmes ,
Portait légèrement ces amoureux fardeaux !

De la milice de Bordeaux
Que l'habit vous prêtait de charmes !
Au pas vous marchiez sans égal ,
Fier du pompon national :
Que vous étiez beau sous les armes !

Aujourd'hui ces lauriers, ces myrtes obtenus ,
Pourquoi les flétrir d'une injure ?
Des adieux qu'on fait à Vénus ,
Depuis quand charge-t-on *Mercur* ?
Pourquoi , d'un ton fat et moqueur ,
En une molle paraphrase ,
Trahir à la fois Métastase
Et les chastes vœux de mon cœur ?

Tes dégoûts sont la peine, ingrat, que tu t'infliges ;
Tu cueilles aujourd'hui les fruits de la grandeur.
Excellence, aisément je subis ta froideur,
Mais, grenadier, que tu m'affliges !

Comtesse DE C.

(1) Bellone est ici pour rappeler les services de M. de Peyronnet dans la garde urbaine.

Nous donnerons incessamment la vie privée de M. le comte de Peyronnet ; elle formera un volume in-8° de 400 pages.

PIET (Sarte). M. Eustache-Antoine Piet a donné son nom à la fameuse société *Piet*, qui contribua si puissamment à porter MM. de Villèle et Corbière au ministère : il n'est donc pas étonnant que M. Piet se soit attaché à la fortune du président du conseil, en s'identifiant jusqu'à un certain point avec lui, en sorte que M. Piet se croit quelquefois un peu Villèle. Que ce soit pour son compte, ou bien pour le compte de l'ancien planteur de Bourbon que M. Piet fasse du ministériisme, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il en fait nuit et jour.

Ce député est l'homme des coteries ; il aime à s'en constituer l'âme et le centre ; et quand elles sont sur la rue, qu'elles n'ont pas de domicile, il leur donne la moitié du sien. M. Piet, qui était autrefois le directeur de la société Piet, n'est plus aujourd'hui que l'homme de M. de Villèle ; de maître de maison, il s'est fait intendant : mais cela flatte son ancienne manie ; et lorsqu'il donne un dîner aux frais et au profit du ministère, il peut, avec un peu d'illusion, s'imaginer que c'est lui-même qui le donne. Il est donc

maintenant constitué le directeur-général de la maison politique que l'on nomme vulgairement le *bazar de la rue Thérèse*. C'est là que M. Piet préside sans cesse une table qu'on ne dessert jamais : c'est lui qui connaît le secret d'échanger une *boule* contre une aile de poulet, de verser une opinion dans un verre de Champagne. A l'un, il souffle un vote en lui passant un plat de truffes ; à l'autre, il arrache le secret d'un amendement en l'inondant de Bordeaux : il enchante celui-ci par l'art avec lequel il manie la fourchette ; il séduit, il entraîne l'autre par la bruyante harmonie du choc des verres : c'est lui qui tient un registre à partie double, sur lequel sont inscrites, jour par jour, toutes les dépenses faites pour les ministres, tous les dîners de *majorité*, tous les déjeuners de *clôture*, tous les repas de l'*indemnité*, toutes les rasades de la *réduction* : là figurent, pour mémoire, et la truffe politique, et le champignon ministériel, et l'ortolan diplomatique, et le pâté du centre, et les confitures de l'opposition : là il y a en abondance des friandises pour séduire toutes les opinions. Sur le même buffet figurent, comme des armes toujours prêtes, le gigot populaire du côté gauche, le gibier faisandé du côté droit,

à côté du pruneau confit, mystique et glacé des doctrinaires, et des cornichons ministériels.

Le rôle que M. Piet remplit à la Chambre n'est pas moins important que celui qu'il joue dans la rue Thérèse, ou plutôt il n'en est que la continuation. Autour de ce *drapeau ministériel*, se rangent et s'agglomèrent ceux qui ont dîné, ceux qui dînent, et ceux qui dîneront rue Thérèse : ceux que le hasard, que la nécessité, que des considérations particulières ou de vieilles habitudes tiennent plus éloignés de l'*Amphytrion ministériel*, ont les yeux sans cesse fixés sur lui, pour régler leurs mouvemens sur les siens. Que M. Piet se lève, on se lève ; qu'il s'asseie, on s'assied ; murmure-t-il, on murmure ; ne dit-il rien, on ne dit rien ; M. Piet passe-t-il à l'ordre du jour, on passe à l'ordre du jour ; demande-t-il la clôture, on la demande à grands cris.

Cette légion nombreuse, que l'appétit gouverne et que M. Piet commande, obéit respectueusement au moindre signal de son chef : il n'y a que la faim qui puisse la faire entrer en révolte ; et si elle prenait fantaisie de se soulever, ce ne serait certainement qu'après cinq heures.

On a dit dans le temps que c'était la société *Piet* qui avait élevé M. de Villèle au ministère; on peut dire que depuis longtemps c'est le bataillon, ou si l'on veut le banquet *Piet* qui l'y soutient. On a parlé beaucoup de l'adresse et du talent que M. le président du conseil a déployés pour se maintenir au pouvoir; mais on n'a point assez parlé des dîners Piet: c'est le génie de M. de Villèle combiné avec ces dîners, qui a produit ce long miracle: dans les temps de calme, on dîne moins; dans les temps d'orage, on dîne davantage: et il est probable que le jour de la chute définitive de M. de Villèle, sera celui où M. Piet se brouillera avec son cuisinier, celui où sa table de quatre-vingts couverts aura été renversée. Cependant il restera à M. Piet de quoi manger sa côtelette; car il a eu le talent de se faire nommer conseiller à la Cour de cassation. Il est aussi chevalier de la Légion-d'Honneur. Ce député *nécessaire* n'a pas toujours tenu table pour le compte d'autrui: autrefois, dans sa chère ville natale, si renommée par l'excellence de ses chapons, M. Piet avait un fort bon ordinaire, et à la fin du repas il entonnait gaiement la petite chansonnette, et toutes n'étaient pas dénuées d'esprit. On a conservé

la suivante, qu'il affectionnait particulièrement en 1816. Nos lecteurs ne se plaindront sûrement pas de la retrouver ici :

LES ULTRA.

AIR : *Au soin que je prends de ma gloire.*

Excès d'amour, excès de zèle,
C'est le vrai portrait d'un *ultra* :
Trop amoureux et trop fidèle,
Les jolis défauts que voilà !
Si j'étais roi, si j'étais belle,
N'en déplaie à nos raisonneurs,
Je choisirais sur ce modèle
Mon amant et mes serviteurs.

L'*ultra*, dans un triste voyage,
Suivit un maître malheureux,
Grâce à Dieu, léger de bagage,
Et prêt à le suivre en tous lieux.
Donnant un soupir à sa mie,
Il lui dit pour dernier adieu :
« A toi mon cœur, au roi ma vie,
« L'honneur à moi, mon âme à Dieu. »

En amour, sans ruse et sans feinte,
Au camp, sans reproche et sans peur,
Jamais l'intérêt ni la crainte
N'ont fait battre son noble cœur.
Défiant en zèle, en tendresse
Tous les preux des siècles passés,
Pour son prince et pour sa maîtresse
L'*ultra* n'a jamais fait astes.

Si pourtant il faut dans la vie
 User de modération,
 Modérez une injuste envie,
 Modérez votre ambition,
 Modérez la haine cruelle,
 Mais soyez toujours, croyez-moi,
Ultrà pour aimer votre belle,
Ultrà pour aimer votre roi.

Hélas ! la *grande ville* a perdu M. Piet ; il ne fait plus de chansons, et il n'a conservé de ses sentimens d'autrefois, que l'*ultracisme* du ministérialisme et des longs dîners.

PINIEUX [le comte de] (Eure-et-Loir), membre du conseil-général de son département. M. de Pinieux est un de ces hommes chez lesquels le royalisme est un sentiment ardent, mais fixe ; une passion généreuse, mais immobile ; qui craignent d'offenser le trône en attaquant ce qui est autour, et qui excusent le ministère, parce qu'ils le regardent comme une conséquence de la royauté. Cédant à l'influence des causeries politiques, M. le comte de Pinieux semble se croire encore dans les salons quand il est à la Chambre, et peut-être y arrive-t-il l'esprit encore tout frappé de ces considérations personnelles qui jouent un si grand rôle auprès des orateurs sous la cheminée. On ne doute pas

que les évènements ne l'aient, à l'heure qu'il est, complètement désabusé sur le compte des hommes du pouvoir.

PINTEVILLE DE CERNON [baron de] (Seine-et-Marne), membre du conseil d'arrondissement de Meaux. M. de Pinteville de Cernon est le cousin-germain de M. Loyson de Guinaumont; il vote avec cet honorable Champenois; et comme il a un fils qui vient de terminer son droit, il sollicitera et obtiendra sans doute pour lui une place de procureur du roi, ou tout au moins de substitut, comme l'a si adroitement pratiqué M. Loyson de Guinaumont.

PLANELLI DE LA VALETTE [le marquis] (Isère), chevalier de la Légion-d'Honneur. Ce député a rendu de grands services à son département dans des circonstances difficiles; il a obtenu l'estime de tous les partis. Elevé aux fonctions législatives, M. Planelli s'est voué au repos; il a considéré les nouveaux honneurs dont il était revêtu comme une récompense plutôt que comme une tâche; de là peut-être l'état complet d'inaction dans lequel il est resté à la Chambre, où il serait tout à fait inconnu, si on ne l'avait vu prendre de temps en temps la parole pour faire le rapport des pétitions.

M. Planelli de la Valette est entré depuis quelque temps dans la carrière administrative ; il occupe la place de préfet du Gard, que probablement il a sollicitée, et la reconnaissance qu'il croit devoir à ceux qui la lui ont accordée subjugue souvent ses opinions politiques, et enchaîne son vote.

POMMEROL [de] (Loire). Un des biographes de M. de Pommerol prétend que sa modestie seule l'empêche de figurer au nombre des orateurs de la Chambre, mais qu'il brille dans les comités. Nous ne contesterons point l'exactitude de l'assertion du confrère, seulement nous citerons l'extrait suivant du compte rendu de la séance du 14 mai 1825 :

« M. de Pommerol présente des observations fort étendues sur les ponts-et-chaussées. Pendant le discours de l'honorable membre, les bancs se dégarnissent, et lorsqu'il termine, il reste tout juste dans la Chambre la majorité nécessaire pour voter l'impression. »

M. de Pommerol est président du tribunal de première instance de Montbrison ; il a préféré cette place, qui le laisse au sein de sa famille, à celle de conseiller à la Cour de cassation, que le ministère ne lui aurait pas

refusée, et pour cause. Il est aussi membre du conseil-général de son département.

POTTEAU D'HANCARDRIE (Nord). Député en 1815, M. Potteau d'Hancardrie fut réélu en 1818; il a l'ambition d'être le meneur de la députation du Nord : aussi le voit-on toujours à la tête de ses onze collègues, lorsqu'ils manœuvrent sur le terrain ministériel; de plus, il est près d'eux le truchement du ministère. Lorsqu'on ne le voit point chez un ministre, ou même chez un directeur-général, on peut être certain qu'il est indisposé. Des paris ont été ouverts sur l'étonnante assiduité de ses visites obséquieuses; et ceux qui ont parié qu'il ne manquerait pas un jeudi chez M. de Villèle, un lundi chez M. de Peyronnet, un mercredi chez M. de Corbière, n'ont pas encore perdu l'enjeu.

M. Potteau d'Hancardrie ayant, comme nous venons de le dire, la prétention de diriger ses collègues, en attendant qu'il dirige les douanes ou les haras, emploie toutes les ressources de son génie pour intercepter toute capacité qui tendrait à se glisser dans *sa députation*. Jusqu'à présent, il a merveilleusement réussi. Son dévouement au ministère, dont M. Potteau est une colonne,

et pour lequel il a renoncé au droit de penser par lui-même, n'est pas, on se l'imagine bien, resté sans récompense. On l'a vu obtenir successivement la croix de chevalier et d'officier de la Légion-d'Honneur, la place de conseiller de préfecture, et l'admission de son fils dans les pages. Il n'accepte toutefois ces faveurs qu'en attendant mieux, et comme un à-compte sur la dette immense que le ministère a contractée envers lui. Il sollicite donc de front une préfecture, une place de commissaire dans les salines, et enfin la pairie.

POYDAVANT (Pyrénées-Orientales). M. Poydavant est payeur du trésor royal à Montpellier, et chevalier de la Légion-d'Honneur. Il s'ennuie à la Chambre, il y bâille beaucoup, il s'y endort assez souvent; et quand on le voit dormir, on dit que c'est pour faire sa cour à M. de Corbière. M. Poydavant trouve qu'en général les sessions sont beaucoup trop longues; il retient toujours sa place à la diligence un mois au moins avant l'époque de la clôture présumée. Il lui est arrivé l'année dernière, dans un moment de chaleur de départ, de demander à la Chambre (dans la séance du 14 mai) un congé d'un mois, huit jours avant la clôture.

PRACOMTAL [le marquis de] (Nièvre). M. de Pracomtal est maire de Châtillon, membre du conseil-général et chevalier de Saint-Louis. Il était député en 1815, et il votait avec la majorité ; il faisait aussi partie de la Chambre en 1820. Il n'occupe aucune place salariée. Un caractère honorable, des sentimens élevés, un dévouement entier aux intérêts de la monarchie, sont autant de garanties de l'indépendance de M. de Pracomtal.

PREISSAC [le comte de] (Tarn-et-Garonne). M. le comte de Preissac, officier de la Légion-d'Honneur, officier supérieur, membre du conseil-général du département de Tarn-et-Garonne, qui l'a envoyé à la Chambre, est un des *trois cent vingt-deux* membres de la *petite majorité* de M. le président du conseil.

PRÉVÉRAUD DE LA BOUTRESSE (Allier). Membre du grand-conseil avant la révolution, M. Prévéraud de la Boutresse, qui était conseiller à la Cour royale de Riom, en a été nommé président de chambre sous le ministère de M. de Peyronnet, et son fils créé substitut à Moulins.

Ce magistrat a fait partie de la Chambre de 1815, et a voté avec la majorité. Réélu en

1820, il a obtenu le même honneur, en 1824, du grand collège de l'Allier, dont on lui avait confié la présidence.

M. le président Prévéraud de la Boutresse est décoré de la croix de la Légion - d'Honneur ; il a conservé les coutumes anciennes, fait usage de poudre, et porte deux énormes ailes de pigeon. Il faut que ce député passe toutes ses nuits à travailler, car il dort presque toujours à la Chambre, où il siège sur une des sommités de la droite.

PUYMAURIN [Marcassus, baron de] (Haute-Garonne). M. Jean-Pierre-Casimir Marcassus de Puymaurin est né à Toulouse, le 3 décembre 1757, d'une famille distinguée du Languedoc. Son père était syndic-général des États du Languedoc. Il habitait le département de la Haute-Garonne, et s'adonnait à l'économie rurale et à la chimie, lorsque la révolution éclata, et il avait, dès 1787, introduit en France l'art de graver sur le verre à l'aide de l'acide fluorique. L'obscurité dans laquelle il vivait le préserva des persécutions révolutionnaires, et il ne parut sur la scène politique qu'après l'établissement du gouvernement consulaire. Nommé membre du conseil-général de son département, il fut élu, en 1805, candidat au Corps

législatif, où il fut aussitôt appelé par le sénat. Il n'y fit rien de remarquable pendant la première session; mais réélu en 1811, il rendit compte des résultats des expériences faites sous sa surveillance pour la fabrication de l'indigo-pastel indigène, prit part à la discussion sur l'importation des fers étrangers, sur les douanes et l'exportation des grains. Interrompu dans ses fonctions législatives, par le retour inattendu de Buonaparte, M. de Puymaurin, qui en 1814 avait adhéré un des premiers à sa chute, se retira dans son département, et y attendit la fin des cent-jours. Réélu député en août 1815, il fit partie de la majorité de la Chambre, et après sa réélection en 1816, il vota avec la minorité.

Nommé, le 1^{er} mai 1816, directeur de la monnaie royale des médailles, il obtint peu après que son fils aîné lui succédât dans tout ce qui a rapport au service actif de cet emploi, et lui fit avoir la croix de la Légion d'Honneur. Réélu en 1824, par l'arrondissement de Muret, qu'il présidait, M. de Puymaurin a continué sa carrière législative en égayant la Chambre par de fréquents *lazzi*, et il passe pour le plus goguenard des députés. On sait avec quelle solennité il a reçu

l'envoyé de Tunis, et à quels nombreux brocards sa conduite l'a exposé en cette circonstance.

M. de Puymaurin, qui plaisantait autrefois si agréablement sur la *faction des estomacs*, vote avec le ministère actuel, qui l'a créé officier de la Légion-d'Honneur. Il aime à rendre service sans distinction d'opinion, et on prétend qu'un libéral est aussi bien reçu chez lui qu'un ministériel ou un royaliste, pourvu qu'il soit son compatriote. Le recueil des actes de l'académie de Toulouse renferme plusieurs mémoires de M. de Puymaurin, entre autres sur les moyens de rendre les cimens indestructibles ; sur un nouveau rouleau à battre les grains, etc. M. le baron Marcassus de Puymaurin joint à ses nombreux titres celui de membre des académies de Toulouse, Stockholm, Yvetot, Châteaulin, etc. La figure de M. de Puymaurin est parfaitement en rapport avec son nom de *Marcassus*.

Q

QUELEN [comte de] (Côtes-du-Nord). M. le comte de Quelen, frère aîné de M. l'archevêque de Paris, maire de la commune de Plouagat, membre du conseil-général du

département des Côtes-du-Nord, chevalier de Saint-Louis, a présidé en 1824 le collège électoral de Guingamp, qui l'a nommé député. Si tous les royalistes de la Chambre votaient aussi bien que M. le comte de Quelen, il y a deux ans que M. de Villèle serait rendu aux douceurs de la vie privée. Au commencement de la révolution, M. de Quelen émigra avec son oncle, le marquis d'Autichamp. Son père était chef d'escadre, et a servi avec honneur.

QUINSONNAS [comte de] (Isère), commandeur de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur. M. de Quinsonnas pense, avec raison sans doute, qu'il ne faut faire qu'une seule chose à la fois pour la faire bien : aussi, tout entier à ses devoirs militaires, ce député, dit-on, s'occupe fort peu de politique. Les personnes qui fréquentent les séances législatives ne se souviennent pas de l'avoir vu à la tribune, et celles qui n'y vont pas ont besoin de consulter l'*Almanach royal* pour savoir que M. de Quinsonnas est député.

M. de Quinsonnas a fait avec distinction la campagne d'Espagne de 1823. Le roi peut compter sur sa fidélité et son dévouement. Si la tribune législative était un champ de

bataille, on ne doute pas qu'il ne fût très-éloquent. Il faut ajouter que M. de Quinsonnas n'est que maréchal-de-camp, et l'on dit qu'il vote pour le grade de lieutenant-général.

R

RANCHIN [baron de] (Tarn), maire de Paylaurens. Voici un de ces hommes à conscience si gênans pour un ministère qui en a peu ou point. Chevalier de Saint-Louis, officier au régiment du Roi-infanterie avant la révolution, M. de Ranchin émigra, et fit partie de l'armée des princes. Pendant les cent-jours, fidèle à ses sermens, il se chargea d'une mission pour S. A. R. M^{sr} le duc d'Angoulême, qui se trouvait en Espagne, et il la remplit avec zèle et succès. Tel est son désintéressement et la simplicité de son dévouement, qu'à cette époque il ne fit pas même la plus légère démarche pour être présenté au prince.

M. de Ranchin a autant de caractère que son compatriote M. de Cardonnel en a peu. Il connaît bien M. de Villèle depuis longtemps; il apprécie ses manœuvres; et quand on l'entretient de certains députés qui n'appartiennent ni à la gauche ni à la droite, il s'écrie avec une énergie qui donne un nou-

veau mordant à son accent méridional : *Ce sont des ventrus!*

RAUDOT (Yonne). M. Raudot, politiquement parlant, n'a rien fait, ne fait rien ; n'a point parlé, ne parle point. Vous le cherchez dans son département, vous ne l'y trouvez pas ; vous le cherchez à la Chambre, l'huissier vous répond qu'il prendra des renseignemens ; vous demandez à l'écho de la tribune s'il a entendu parler M. Raudot, l'écho ne vous répond pas. Mais M. Raudot occupe peut-être une place ? non ; il en aura peut-être ? non ; où s'assied-il ? je n'en sais rien ; qui regarde-t-il quand il faut voter par assis et levé ? je l'ignore ; joue-t-il à l'écarté chez M. de Villèle ? joue-t-il à l'oie chez M. de Corbière ? peut-être oui, peut-être non ; est-il ministériel ? cela se pourrait, car l'obscurité est ministérielle.

RAVEZ (Gironde). M. Ravez est si connu dans le monde politique et dans le monde qui ne l'est pas, que sa biographie en quelque sorte court les rues ; de manière qu'il y a gros à parier que celui qui veut l'écrire ne la sait guère mieux que celui qui la lira. Si donc nous écrivons cet article, c'est moins pour le faire que pour ne pas l'omettre.

On sait que M. Ravez occupait un rang

distingué au barreau de Bordeaux ; qu'il gagnait beaucoup d'argent dans l'honorable profession d'avocat, et que s'il a consenti à déposer la chausse, ce n'a été que sous la condition tacite en quelque sorte (*tacitum pignus*, comme disent les jurisconsultes), qu'il retrouverait dans les alentours ou dans les conséquences plus ou moins immédiates de sa nomination de député (bien que ces fonctions soient gratuites), un équivalent des bénéfices que lui procurait son cabinet d'avocat. M. Ravez, en arrivant à Paris, se trouvait donc tout formé, tout arrondi pour être adapté au fauteuil ministériel.

M. Ravez a laissé ~~quelques~~ de souvenirs de son éloquence comme député, avant qu'il eût atteint la présidence. Doué de toutes les qualités qui constituent l'orateur, son silence, qu'il a rompu rarement, ne pouvait être que l'effet d'un calcul, ou plutôt de la prévision qu'il avait d'arriver bientôt aux honneurs du fauteuil ; et dans cette seconde hypothèse, il lui paraissait naturel que celui qui par la suite devait faire parler, ou empêcher de parler les autres, se condamnât d'abord lui-même au silence, pour mieux se préparer au rôle impartial qu'il aurait à remplir.

Mais, quoiqu'il ne parlât presque pas,

M. Ravez n'en passait pas moins pour grand orateur, surtout aux yeux du ministère, qui déjà, et depuis le moment même où il s'était jeté dans la diligence pour venir à Paris, le convoitait pour la présidence.

Le ministère avait raison. M. Ravez possède à un très-haut degré toutes les qualités qui constituent un président, je ne dis pas un président ministériel, mais un président qui n'est pas de l'opposition. M. Ravez est assez impartial pour qu'on ne puisse pas l'accuser de connivence avec les ministres ; et si par hasard il lui arrivait de favoriser les triomphes du centre, il le ferait avec une finesse de tact si grande, que personne, et M. Ravez lui-même peut-être, ne s'en douterait.

Le voyez-vous tranquillement assis sur son siège, aussi calme, aussi majestueux qu'un roi sur son trône ? Sa main droite est placée à portée de la sonnette, comme toujours prête à saisir le sceptre sonore au moindre mouvement de sa volonté. Qu'un murmure sourd vienne à s'élever du confin du côté gauche, qu'une tempête se forme sourdement sur les hauteurs du côté droit, on voit la figure de M. Ravez redoubler de calme et de dignité à mesure que le moment de la tourmente approche. C'est un pilote qui

sourit de dédain à l'aspect de la vague en furie; qui nargue les écueils, ou qui sommeille au bruit de la foudre et à la lueur des éclairs.

Le tumulte est au comble; les journalistes ont cessé d'écrire, parce qu'il est impossible de sténographier la confusion, et cependant le président n'a pas encore prononcé son *quos ego*. Tout à coup une voix mâle, forte et sonore se fait jour à travers le tumulte, et on entend distinctement planer ces mots au-dessus de l'assemblée : « Je demande à la Chambre si elle entend continuer la discussion? » A ces mots le bruit s'apaise ou diminue sensiblement; le calme revient peu à peu; les tribunes se rassurent. M. Casimir Périer lance, de sa place, une épigramme qui vient expirer au pied du fauteuil. M. de Villèle se redresse, et M. de Corbière se rendort.

Doué d'une aptitude naturelle pour remplir les fonctions de président, M. Ravez a encore perfectionné par un long usage cette aptitude même. Il est certain qu'il possède à cet égard un si grand talent, que ce talent est devenu un défaut, et comme une occasion prochaine, si je puis ainsi m'exprimer, de partialité, par la supériorité qu'il a acquise en ce genre, par ce sang-froid et cette

présence d'esprit qui ne l'abandonnent jamais, et que le tintement de la sonnette seconde admirablement. Par toutes ces circonstances réunies, dis-je, M. Ravez peut presque, sans le vouloir, dominer l'assemblée, surtout dans les momens d'effervescence. C'est lui seul qui, dans ces momens d'agitation, tient en ses mains toutes les rênes de cet empire agité. La sonnette est-elle impuissante, une voix tonnante se fait entendre. Tantôt il peut ranimer une discussion amortie, tantôt affaiblir une discussion véhémente; tantôt il pourra lancer à travers la Chambre en émoi la question *à l'ordre du jour*, tantôt l'étonner d'un rappel imprévu *à la question préalable*. Une autre fois, s'il le faut, il lancera la foudre d'un *rappel à l'ordre*, ou bien, abandonnant à dessein l'assemblée à toute son irritation, et tandis qu'elle se fatiguera elle-même dans un tumultueux débat, il laissera couler le torrent jusqu'à ce qu'il vienne se briser contre *la clôture*.

M. Ravez s'est trouvé placé plus d'une fois, dans le cours de sa présidence, à de rudes épreuves; mais il s'en est toujours tiré en homme habile. Pour n'en rappeler qu'un exemple, il arriva, sur la fin de la séance du 10 mars 1825, que les mots *d'au*

abominable, partis de divers points de la salle, se dirigèrent vers le fauteuil du président. Alors M. Ravez prit la parole, et dit : « Cet
 « inconvenant reproche ne peut s'adresser
 « qu'à la Chambre, ou au bureau. Le prési-
 « dent consulte l'assemblée, et prend ensuite
 « l'avis du bureau ; sa décision n'est que celle
 « de la Chambre : il ne peut donc croire que
 « l'expression extraordinaire que l'on vient
 « d'entendre lui soit adressée ; il doit néan-
 « moins faire remarquer combien elle est
 « déplacée. »

M. de Villèle lui-même, qui dit qu'on s'en prend au roi quand on ne s'en prend qu'à lui, ne s'en serait pas mieux tiré.

Depuis un assez grand nombre de sessions, M. Ravez est en possession d'occuper le fauteuil ; on dirait qu'il a prescrit la présidence. Les yeux sont tellement accoutumés à le chercher et à l'apercevoir derrière l'orateur qui occupe la tribune, qu'en supposant même que le fauteuil vînt à être occupé par un autre, il semblerait encore un peu vidé. On voit donc que par l'extrême difficulté qu'il doit y avoir à remplacer M. Ravez, la qualité de président s'éteindra en lui par déshérence, ou passera à quelqu'intrus par droit d'aubaine.

Je ne dois pas terminer cet article, sans rappeler en peu de mots l'historique de la vie de M. Ravez, jusqu'à l'époque où il s'est élancé dans la septennalité de la présidence.

M. Ravez est né, vers l'an 1770, à Rivede - Gien (Loire). En 1771, il s'attacha au barreau de Lyon, où il défendit avec autant de courage que de talent la cause des prêtres assermentés. Il combattit, dans les rangs des Lyonnais, le despotisme armé de la Convention. Après le siège de Lyon, il se retira à Bordeaux; il s'y fit remarquer comme avocat. A l'époque de la restauration, M. Ravez se prononça vivement pour la cause des Bourbons. En 1817, il soutint, à la tribune, les projets du ministère Decazes. La même année, il fut nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, et sous - secrétaire d'Etat au département de la justice. En janvier 1818, il fut nommé, par la voie du scrutin, vice - président, en remplacement de M. Faget de Baure. Dans la session suivante, il fut porté à la présidence. En 1824, il fut réélu de nouveau par son département, membre de la Chambre des députés, qu'il présida selon l'usage. En 1820, il avait été désigné pour remplir les fonctions de procureur-général près la Cour des pairs, dans l'affaire

de la conspiration contre la dynastie royale, et c'est M. de Peyronnet qui le remplaça. Une ordonnance du 6 octobre 1824 a nommé M. Ravez premier président de la Cour royale de Bordeaux. Cette place éminente et le temps auront sans doute séché les larmes que le trop sensible M. Ravez déclara avoir versées, lorsque la Chambre adopta la fameuse adresse de M. de Lalot.

RAVINEL [baron de] (Vosges). L'origine de M. Ravinel ne se perd pas dans la nuit des temps, et il existe encore en Lorraine quelques vieillards qui se rappellent qu'autrefois la noble particule ne précédait pas son nom. M. de Ravinel a émigré, a servi sous le prince de Condé et en Autriche. Rentré en France sous le Directoire, il a vécu dans l'obscurité de la vie privée, jusqu'au moment où M. de Corbière le crut propre à faire un député, et l'imposa au grand collège des Vosges, qui l'a élu en 1824. Décoré de la croix de Saint-Louis, il n'a pas sollicité en vain la croix d'honneur.

Maire de Nossoncourt, ce député a une très-nombreuse famille, et peu de fortune. Tous les ministres prétendent qu'il est bon parent. Si M. le comte Dubotderu mérite le nom de saint Christophe breton, M. le

baron de Ravinel a des droits à celui d'Hercule des Vosges.

REBOUL (Vaucluse), maire de Mont-Dragon, membre du conseil-général. Il paraît démontré que la fontaine où Pétrarque fut si bien inspiré a produit sur M. Reboul un effet tout contraire. Il a juste l'esprit nécessaire pour faire un bon député du centre. Nous ne savons si ce M. Reboul est celui qui fut membre de l'Assemblée législative en 1791. Si ce sont deux hommes différens, la postérité pourra les confondre, ils jouissent tous deux de la même célébrité.

REGNOUF DE VAINS (Manche), chevalier de la Légion-d'Honneur, sous-préfet à Avranches.

Député à la Chambre de 1815, il vota avec la majorité, parla beaucoup et bien dans la discussion du budget, le 21 décembre 1815. Il fit une proposition tendant à ce que les receveurs-généraux, particuliers et percepteurs ne prélevassent aucune remise sur les contributions indirectes. Il disait alors :
 « Quoi ! ce peuple qui supporte avec calme
 « et résignation les malheurs de la patrie...
 « ce peuple à qui tout deviendra possible
 « pour sauver la France et affermir le trône
 « de ses rois..., sera-t-il donc obligé de four-

« nir toujours dans sa misère à la somptuo-
 « sité scandaleuse des receveurs-généraux,
 « qui, faisant partie des comités de répar-
 « tition pour l'impôt de 100 millions, n'ont
 « pas rougi pour la plupart de s'imposer à
 « des sommes très-modiques, même en com-
 « paraison des autres citoyens, tandis qu'ils
 « devaient toucher des sommes doubles, tri-
 « ples, par les taxations qui leur sont ac-
 « cordées. » Le 18 avril 1825, dans la dis-
 cussion de l'Ecole de médecine, il dit encore :
 « Les officiers de santé ne sont ni médecins,
 « ni docteurs ; on devrait les appeler *sous-*
 « *docteurs.* »

REGOURD DE VAXIS [le chevalier de]
 (Lot), chevalier de Saint-Louis, officier de
 la Légion-d'Honneur et maire de Cahors. Il
 fut élu en 1820 par le département du Lot ;
 il a été réélu en 1824. Il se pourrait que sa
 seconde nomination eût été plus indépen-
 dante que la première, et que l'indépendance
 de M. Regourd se fût modifiée dans la même
 proportion. Nous faisons des vœux pour que
 le présent article soit une calomnie.

REMOND [le vicomte de] (Ardenne),
 chevalier de la Légion-d'Honneur et membre
 du conseil-général de son département. Cet
 honorable membre de la Chambre n'a pas en-

core profité du bienfait de la publicité. Personne assurément ne met en doute son indépendance et ses lumières ; mais qui les connaît ?...

RENAUD (Morbihan). M. Renaud est un négociant breton que le ministère a créé chevalier de la Légion-d'Honneur, pour le récompenser d'avoir accepté en 1824 la députation du Morbihan, et de lui avoir donné son vote dans les délibérations parlementaires.

RENOUARD DE BUSSIÈRES (Bas-Rhin), chevalier de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil-général de son département. A l'avènement de cet honorable à la députation, on avait dit qu'il parlerait *peu*. Cette prévision n'était pas fausse ; il est à la Chambre l'un des plus fidèles sectateurs d'Harpocrate, excepté dans les occasions où il s'agit de donner une preuve d'amitié au ministère, avec lequel il est fort bien. Cette intimité a valu à son fils une place de secrétaire d'ambassade, et des faveurs à quelques protégés.

M. Renouard de Bussièrès, l'un des plus riches propriétaires de son département, est gendre d'un banquier femelle de Strasbourg, qui, en 1817, fit d'excellentes affaires sur les grains. Quoiqu'il soit catholique, il a consenti à ce que ses enfans fussent éle-

vés dans la religion de sa femme, qui est protestante. M. Renouard de Bussières représente parfaitement à la Chambre l'urbanité française : il est d'une politesse exquise ; on ne se douterait jamais qu'il fréquente l'hôtel de M. le ministre de l'intérieur.

REVÉLIÈRE (Loire-Inférieure). La mère de M. Revélier, arrachée de sa demeure pendant la révolution, fut fusillée par les républicains. En 1814, M. Revélier se trouvait à Paris au 31 mars, et il fut du nombre des Français qui provoquèrent la restauration. En 1815, il fut nommé, après la seconde restauration, chef de division au ministère de la marine, où il était employé depuis plusieurs années. Lors de la retraite de M. Dubouchage, M. Revélier fut envoyé commissaire-général de la marine à Nantes, où sa bonne conduite, sa loyauté, son honneur et son intégrité lui ont concilié les suffrages des électeurs du grand collège, qui l'ont nommé député en 1820, et réélu en 1824. Il s'est fait remarquer à la Chambre par son dévouement au roi, par la sagesse et l'indépendance de ses opinions. Ce député parle ordinairement sur les budgets, à l'article *ministère de la marine* ; il est chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur.

RIBARD (Seine - Inférieure), chevalier de la Légion-d'Honneur et membre du conseil-général de son département. Lorsque le nom de M. Ribard figure dans le compte rendu d'une séance, il est inévitablement suivi de cette phrase chérie des journalistes : *L'extrême faiblesse de l'organe de l'honorable membre nous empêche de saisir, etc., etc.* *Le Moniteur*, escorté de son supplément, nous met donc seul dans la confidence de *l'honorable membre*. Grâce à ce colosse des journaux, nous avons appris que, dans la séance du 26 mars 1825, il est venu déclarer que notre prospérité financière n'était pas *soufflée*; qu'on la devait non pas à des manœuvres de bourse, mais à la sagesse de l'administration, dont la passion pouvait seule méconnaître les bienfaits. En terminant, M. Ribard, faisant allusion à deux discours prononcés la veille, soutint que les rentiers sortaient beaucoup moins satisfaits de chez M. Benjamin Constant, qui leur présentait un avenir effrayant, que de chez M. Bonnet, qui ne voyait dans le remboursement qu'un excellent moyen d'improviser des dots pour leurs filles. On nous a assuré que cette dernière partie du discours de l'honorable membre avait excité l'hilarité des trois députés.

groupés autour de la tribune pour l'entendre.

D'après une pareille allocution, on pourrait ranger M. Ribard parmi ces hommes qui ont fait abnégation de toute pudeur pour servir le ministère qui les stipendie : il n'en est pas ainsi, nous aimons à le croire. M. Ribard est un honnête homme, incapable de trafiquer de sa conscience et de son vote : peut-être se laisse-t-il trop facilement influencer par des hommes qui ont beaucoup plus que lui de *savoir-faire*. Ceci devient une question de fermeté, et M. Ribard ne paraît pas en déployer plus dans sa carrière parlementaire que lorsqu'il était maire de Rouen, en 1815.

Nous souhaitons vivement que M. Ribard se décide à prendre une attitude plus franche ; on nous l'a fait espérer. Cependant, de puissantes séductions peuvent l'enchaîner au char ministériel ; il a deux fils qui courent la carrière des emplois : l'un est dans la magistrature ; l'autre, récemment nommé secrétaire-général de la préfecture de l'Orne, vient d'épouser une orpheline qui a de fort belles propriétés aux environs de Lisieux. Avis à M. le sous-préfet de l'arrondissement.

RICARD [de] (Gard), chevalier de la

Légion - d'Honneur, de l'ordre de Malte, et avocat - général à la Cour royale de Montpellier. Le ministère avait cru que les avocats-généraux lui seraient d'un grand secours à la Chambre : aussi n'épargna-t-il rien pour favoriser la nomination de plusieurs. Le ministère s'est trompé dans son calcul : les avocats-généraux ministériels ne parlent ni plus ni moins que les présidens de Cours royales, et les plus verbeux au parquet deviennent tout à coup taciturnes à la Chambre. Cette observation ne s'applique qu'imparfaitement à M. l'avocat-général de Montpellier, qui parle quelquefois dans les commissions ; qui monte de temps à autre à la tribune, et qui se hasarde, une fois chaque session, à proposer un amendement dont il est d'avance préparé à supporter le rejet avec une héroïque résignation. Dans la séance du 28 février 1825, M. de Ricard, après bien des difficultés, obtint la parole pour prononcer le discours suivant :

« Il n'y a pas de doute ! »

RICARD [de] (Haute-Garonne), chevalier de la Légion-d'Honneur. Ce député prend souvent la parole après tout le monde ; il se présente à la tribune lorsque la liste des orateurs qui doivent parler sur un projet de loi est en-

tièrement épuisée; c'est lui qui a encore un mot à dire au moment où M. le président va annoncer l'heure du dîner, en prononçant le mot de *clôture*. M. de Ricard propose souvent des amendemens, mais il ne paraît pas beaucoup tenir à ce qu'ils soient adoptés; il se donne ainsi un air d'opposition. Le nom de M. de Ricard figure souvent dans les commissions. C'est un député dont le ministère fait beaucoup de cas, car il demande peu, et vote beaucoup.

RICHARD D'ABONCOURT (Vosges). M. Richard d'Aboncourt, né auprès de Remiremont, de parens obscurs, a eu l'honneur d'épouser la fille du brave général comte d'Olonne, qui n'est rentré de l'émigration qu'avec le roi. Nommé à la sous-préfecture de Mirecourt, il n'a pas tardé à la changer pour celle de Saint-Dié, qu'il occupe encore, et qu'il administre fort bien, quoiqu'il vive en mauvaise intelligence avec l'administration des eaux et forêts. Nommé député en 1824 par l'arrondissement de Remiremont, dont il présidait le collège électoral, il avait à peine quarante ans, et on pouvait même les lui contester.

M. Richard d'Aboncourt, très-grand partisan des ministres, a obtenu la croix d'hon-

neur à l'époque du sacre du roi, et a fait accorder la croix de Saint-Louis et celle de la Légion-d'Honneur à son ami le maire de Saint-Dié.

RIOCOURT [le comte de] (Meurte), officier de la Légion-d'Honneur, premier président de la Cour royale de Nanci. Député depuis huit ans, M. de Riocourt vote avec le ministère; il n'a encore parlé qu'une seule fois, c'est dans la discussion relative à la mine de sel gemme de Vic. Son discours ne nous a pas fait désirer qu'il renonçât à son système de taciturnité.

RIVAROLA-BARBAGGI [le comte de] (Corse). Dominique-Charles, comte de Rivarola-Barbaggi, a servi autrefois dans la marine royale comme lieutenant de vaisseau, et a émigré. Il descend d'une des plus anciennes familles de Gênes, dont un des membres vint se fixer à Bastia, vers la fin du dix-septième siècle. M. de Rivarola a épousé une des filles de M. le comte Casa-Bianca, pair de France, mort le 28 novembre 1825, et il vivait paisiblement au sein de sa famille, exerçant les fonctions d'inspecteur des forêts du département de la Corse, quand il fut appelé aux honneurs de la députation. Ce fut, comme nous l'avons rapporté à l'article

Péraldi, au milieu d'un bal que M. le préfet parvint à persuader M. *Rivarola* de les accepter.

Une fois sa résistance vaincue, son élection ne fut plus douteuse, à cause de la grande influence exercée par sa famille sur les notables de l'île. M. *Rivarola* devint le collègue de M. *Péraldi*, et partit avec lui pour Paris. Ils s'arrêtèrent l'un et l'autre à Toulon, où on les fêta, et on leur donna un avant-goût des plaisirs qui les attendaient dans la capitale. Peu de temps après l'ouverture de la session, la place de conservateur des forêts fut créée pour la Corse, et M. *Rivarola* fut nommé conservateur du 20^e arrondissement, à la résidence de Bastia. Bientôt il fut décoré des croix de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, et il ne retourna dans sa famille que comblé des faveurs ministérielles. M. *Rivarola*, quoique ministériel par sa position, est cependant un très-honnête homme, et il est généralement estimé et aimé dans son pays, chose qui n'est pas fort aisée. Il a un fond d'honnêteté et de délicatesse qui le rend facile à ramener aux principes indépendans qui devraient animer tous les députés, et nous le soupçonnons même d'avoir déposé une boule

noire dans l'urne, contre le projet ministériel des 3 pour cent.

M. le comte de Rivarola-Barbaggi, né en octobre 1771, est petit, très-vif; ayant peu de cheveux; sa figure porte l'empreinte de la bonté et de la douceur; ses yeux sont remarquablement animés et spirituels. Il est le beau-frère du maréchal-de-camp Casa-Bianca et de M. de Suzzoni, président honoraire à la Cour royale de Corse; il a un neveu avocat à la même Cour, dont le talent mérite un plus vaste théâtre : c'est M. Xavier Casa-Bianca, qui, à vingt-neuf ans, a su se créer une réputation d'éloquence digne des premiers orateurs de Paris, et dont le vaste savoir rivalise avec celui des hommes les plus instruits de son département.

ROCHEMORE [le marquis de] (Indre-et-Loire), commandeur de Saint-Louis et commandant de la Légion-d'Honneur; issu d'une ancienne famille de Languedoc; il fut d'abord lieutenant au régiment de Royal-Cravates, devint, en 1791, aide-de-camp du maréchal de Broglie, et colonel de cavalerie l'année suivante. Il émigra, et fit toutes les campagnes de l'émigration jusqu'en 1798. Il rentra en France, et vécut dans la retraite jusqu'en 1814. A l'époque

de la restauration, il fut nommé premier lieutenant des cheveau-légers de la maison du roi, et ensuite maître des cérémonies, maréchal-de-camp et chevalier de Saint-Louis. En 1825, il fut nommé commandant militaire du département de la Sarthe.

Si M. le marquis de Rochemore pouvait se défendre de passer pour ministériel, sous le rapport de ses fonctions de membre d'un conseil-général, comment pourrait-il ne pas l'être, ou du moins ne pas passer pour tel, en sa qualité de maître des cérémonies de France? M. le marquis a là une charge qui s'accommode mal avec l'idée que l'on se fait de l'indépendance, et s'il arrivait à M. de Rochemore de voter avec l'opposition, la prévention est si fort injuste, que l'on croirait encore que c'est par manière de cérémonial.

ROCHEPLATTE [le comte de] (Loiret). A l'époque si funeste du 13 février 1820, M. le comte de Rocheplatte envoya au roi une adresse dans laquelle, en sa qualité de maire de la ville d'Orléans, il exprimait une vive indignation et une profonde douleur de l'horrible attentat qui privait encore la France d'un Bourbon. Elu député peu de temps après par le grand collège du dépar-

tement du Loiret, il l'a présidé en 1824, et en a obtenu sa réélection. M. le comte de Rocheplatte est un bon royaliste, un riche propriétaire et un excellent homme; mais il n'est pas doué d'assez de tact pour distinguer les vrais royalistes de ceux qui ne le sont qu'en apparence, et c'est en croyant bien faire qu'il donne sa voix au ministère actuel.

ROGER (Haute-Marne), officier de la Légion - d'Honneur. Il y a très-peu de personnes qui sachent que M. Roger est membre de la Chambre des députés; mais tout le monde sait qu'il est membre de l'Académie française et de la Société des bonnes-lettres. En effet, M. Roger ne paraît jamais à la tribune; il ne demande jamais la parole; jamais on n'entend sa voix dominer toutes les autres pour demander l'ordre du jour; et s'il crie quelquefois *la clôture!* il le fait d'une manière si discrète, qu'il n'y a que M. le président et lui qui s'en aperçoivent. S'enquiert-on par le monde si M. Roger vote avec le ministère ou avec l'opposition, les uns vous répondent : « Peut-être vote-t-il par-ci, peut-être vote-t-il par-là; » les autres disent que M. Roger vote assez souvent avec le ministère, pour faire croire aux ministres qu'il vote avec eux, et assez souvent

avec la contre-opposition, pour faire croire à celle-ci qu'il vote avec elle.

M. Roger, comme secrétaire-général de la direction des postes, ne peut ignorer qu'il est placé dans une situation qui peut faire naître des doutes, des préventions même contre son indépendance : il ne tient qu'à lui de dissiper les uns et de faire taire les autres. M. Roger sait mieux qu'un autre qu'il est de l'Académie : or, l'Académie a aussi son centre, et M. Roger ne passe pas pour être de l'opposition, même de celle de l'Académie. D'ailleurs, cet académicien s'exprime souvent dans les salons avec beaucoup de liberté contre les ministres ; et l'on ne peut retenir sa surprise en voyant ce Démosthènes des boudoirs, ce Cicéron de l'écarté rester constamment muet à la Chambre ; et ce qui redouble l'étonnement, c'est que M. Roger ne peut point alléguer, en faveur de son silence, une excuse qui peut être permise à un grand nombre de ses honorables collègues : M. Roger s'exprime avec beaucoup de grâce, d'esprit et d'élégance ; et quoique académicien, on dit qu'il parle et qu'il écrit très-purement sa langue. Ses débuts à la tribune politique seraient donc pour lui sans aucun danger, et proba-

blement ils ne seraient pas sans gloire. Outre un grand nombre de notices littéraires, M. Roger est auteur de la comédie *l'Avocat*, et d'une bonne traduction de l'ouvrage du docteur Lowth, sur la *poésie sacrée des Hébreux*. A la dernière séance de l'Académie, M. Roger s'est distingué par ses *bravos* et ses applaudissemens réitérés. Dans son agitation toujours croissante, il a laissé tomber auprès de lui les vers suivans, dont un curieux s'est emparé :

Précis abrégé et inédit des aventures d'une mouche, à Paris.

Je naquis en hiver dans le coin d'un caveau.
 Bientôt je bourdonnai chez monsieur D***,
 Qui, me voyant pour lui toute pleine de zèle,
 Me présenta d'abord à monsieur de V***.
 J'étais à ces messieurs d'un utile secours ;
 Ils me le rendaient bien : je coulais d'heureux jours.
 Mais hélas ! je fus près de descendre en la bière,
 Pour avoir mal servi ce bon monsieur C***.
 On rogna ma portion ; et mes dents au crochet
 Attendaient le secours que me porta Fr***.
 Cela ne dura pas : d'une voix de tonnerre
 Il me chassa ; j'allai trouver Cl***.
 Celui-ci m'accueillant, très-souvent me donnait
 Une missive auprès du tendre R***.
 Après mainte piqure, une affreuse injustice
 M'en fit chasser encor pour prix de mon service.
 Mais.... chut ! je me retire en mon humble entresol,
 Pour n'en sortir qu'après l'ordre de mons Ch***.

RONCHEROLLES [le comte de] (Eure), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur. Issu d'une bonne famille de Normandie, M. de Roncherolles émigra, et ne rentra en France qu'après le 18 brumaire. Ignoré sous Buonaparte, les amis du roi le portèrent à la Chambre de 1815 : il y siégea d'une manière remarquable, et vota presque toujours avec la majorité. Il a bien changé depuis, car il vote maintenant avec le ministère, qui, par reconnaissance, accueille de temps en temps un petit amendement au milieu du grand nombre que propose M. de Roncherolles, car M. de Roncherolles, sans être de la force de M. de Pompières, est un des grands fabricateurs d'amendemens de la Chambre septennale. M. de Roncherolles est auteur de la proposition de remettre à la sagesse du roi le pouvoir d'éloigner de France les individus, au nombre de trente-huit, désignés par l'article 3 de la loi d'amnistie du 4 janvier 1816. C'est aussi lui qui fit décider, en avril 1816, lors de la discussion du budget, que les créances arriérées seraient payées par le moyen d'annuités portant 5 pour cent d'intérêt ou d'inscription sur le grand-livre. Par suite de l'ordonnance du

5 septembre, M. de Roncherolles fut présenté comme candidat ministériel en opposition à MM. Dupont, Bignon et Dumeillet, qui l'emportèrent sur lui. En 1820, il fut élu de nouveau, mais n'a pas produit grand effet pendant les dernières sessions.

ROSNY [de] (Pas-de-Calais), membre du conseil d'arrondissement de Boulogne. Embourbé pendant quelque temps dans les ornières ministérielles, il est enfin rentré tout à fait dans la bonne voie. Il a même, pour se dégager des pièges du ministère, fait le sacrifice de ses anciennes relations avec un ministre fort influent. Il était impossible d'ailleurs qu'un député qui, comme M. de Rosny, est sincèrement ami de son pays, dévoué à son roi et aux bonnes doctrines, pût rester long-temps plongé dans les ténèbres du ministérialisme.

ROTOURS [baron des] (Orne), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, administrateur-général des Gobelins, frère du contre-amiral du même nom. On lui donne l'esprit de conversation. Son silence à la Chambre fait penser qu'il est chargé des intérêts des figures de tapisserie qu'il fait confectionner. Il est ministériel, et clôturier par système.

ROUGÉ [comte de] (Somme), membre du conseil d'arrondissement de Montdidier. En examinant M. de Rougé dans une de ses rares apparitions à la tribune, par exemple lorsque le 17 mars 1825 il y vint énumérer les avantages de la conversion et les douceurs de la réduction, on ne se douterait jamais que ce nouvel Achates de M. le président du conseil a joué long-temps avec succès les *niais* en société. Avant d'étaler la broderie parlementaire, il a endossé la veste de Jean-not, et en cette qualité il aura probablement reçu plus d'une fois sur la tête le vase qu'il tient aujourd'hui de si bonne grâce à Leurs Excellences.

Lors de la première restauration, M. de Rougé entra dans les mousquetaires gris. La catastrophe du 20 mars l'affecta si vivement, qu'il resta renfermé pendant près de cent jours dans son château de Picardie, ne voulant recevoir personne, pas même les émissaires de Gand, où, par une inconcevable fatalité, il n'arriva qu'après la bataille de Waterloo.

A la Chambre, où il fut porté au renouvellement, M. de Rougé a été plus chanceux. Il tenait beaucoup à être député, et M. de Villèle, connaissant son dévouement et son activité, tenait beaucoup à ce qu'il le

fût. L'évènement n'a point démenti ces flatteuses espérances. M. de Rougé se multiplie pour son patron ; il est son ambassadeur dans la Chambre, en attendant qu'il le soit de S. M. T. C. Il porte les invitations à dîner, surveille les douteux, excite les tièdes, escarmouche avec l'opposition, télégraphie avec le centre, et finira par suivre quelque jour M. de Villèle à la tribune, pour lui présenter le verre d'eau sucrée que celui-ci, dans des momens d'hésitation, ne manque jamais de boire, probablement à la santé des rentiers.

Voilà bien des emplois qui, certes, ne sont pas des sinécures, et cependant nous n'avons rien dit encore du plus important. Mystérieux agent d'un ministre qui a fait de tout un mystère, même de ses qualités et de ses talens, M. de Rougé a le porte-feuille de la *Congrégation-Villèle* !

Tant de peine, tant de soins ne sont pas restés sans récompense ; M. de Rougé a obtenu pour lui et les siens tant de faveurs, que leur énumération seule nécessiterait un supplément à ce volume, qu'on trouvera peut-être déjà trop long. Nous nous contenterons de rapporter deux preuves de son crédit. Sur six pages récemment nommés, on compte deux de ses neveux ; et pour tout

dire en somme, la fortune de M. Vaysse de Rayneville est son ouvrage.

Le nom de M. Vaysse de Rayneville, qui, en parlant de notre pacte fondamental, dit : *La Charte, puisqu'il faut l'appeler par son nom*, etc., a inspiré le quatrain suivant, que nous donnons pour ce qu'il vaut à nos lecteurs :

Je ne suis point de la noblesse,
Jamais tant d'heur ne m'arriva ;
Mais si j'avais cet honneur-là,
Je n'voudrais pas m'appeler Vesse.

M. Vaysse de Rayneville a été long-temps brouillé par jalousie de métier avec l'honorable M. Cornet-Dincourt, mais à ses noces il s'est raccommodé avec le directeur-général, *inter pocula*, ce qui, en français, veut dire à l'écuelle.

Mais revenons, en terminant, à M. de Rougé ; un mot sur son compte le peindra mieux que tout le reste : il a remué ciel et terre pour empêcher l'élection de M. de Lalot.

ROUILLÉ DE FONTAINE (Somme), chevalier de la Légion-d'Honneur et membre du conseil-général de son département. M. Rouillé de Fontaine est un fort honnête homme, et de plus d'un caractère très-indé-

pendant. Possesseur de plus de 80,000 liv. de rentes, il est à l'abri de toutes les séductions ministérielles, autant par sa fortune que par les belles qualités de son âme. Il méprise tous les gens qui se vendent, et c'est par cette raison qu'il ne fréquente pas les députés dits *ventrus*.

ROUSSEAU (Sarte). M. Rousseau est un grave conseiller à la Cour de cassation, dont l'arrondissement de Saint-Calais a deux fois doté la Chambre législative. Quoique désigné par le ministère, qui craignait que les électeurs de cet arrondissement ne nommassent ou La Fayette ou Benjamin Constant, M. Rousseau a une indépendance de caractère que fortifie encore son inamovibilité judiciaire, et il ne sera pas des derniers à abandonner les ministres. Malheureusement, les opinions de ce député manceau ont une telle tendance vers M. Royer-Collard, qu'on ne serait nullement surpris de le voir bientôt siéger sur le canapé des doctrinaires.

ROUX [de] (Bouches-du-Rhône). M. de Roux, négociant de Marseille, chevalier de la Légion-d'Honneur et membre du conseil général de son département, connaît parfaitement son histoire de France, jusqu'au règne de Dagobert. Son mérite était fait pour être

apprécié par le ministère ; aussi, lors des dernières élections, tout fut mis en œuvre pour le porter à la Chambre. M. de Roux a voté pour la loi de conversion, par ce qu'il sait par expérience qu'il y a du profit à se convertir. Ce député parlerait plus souvent, mais il n'aime à parler que sur manuscrit, et en même temps il a peu l'habitude d'écrire. Cependant M. de Roux prit la parole dans la séance du 21 avril 1825, sur le projet de loi relatif aux écoles secondaires de médecine. Il a parlé avec éloquence contre les pharmaciens et contre les drogues de toute espèce. Le 14 mai suivant, M. de Roux parut encore à la tribune, et parla contre une prétendue pétition des habitans et des propriétaires fonciers d'Aix, demandant la suppression de l'entrepôt fictif de Marseille pour les blés.

M. de Roux, atteint de la maladie du ministérialisme, donne quelque espoir de retour à une santé indépendante. On croit que le premier discours qu'il prononcera sera dirigé contre les pharmaciens du ministère. Nous ne rappellerons pas ici les chagrins domestiques qui ont accablé ce député en 1823.

ROYER-COLLARD (Marne). Il y a peu de noms maintenant en France qui réveil-

lent plus d'idées que celui du député de la Marne. M. Royer-Collard est moins célèbre par ses opinions propres que par les opinions des autres, auxquelles il a donné l'éveil; il n'est point le chef précisément d'une école nouvelle, et cependant on ne saurait parler de cette école sans nommer M. Royer-Collard. Avant de parler de M. Royer-Collard comme député, nous allons rappeler succinctement les principaux actes de sa vie publique, avant l'époque où il fut appelé à la Chambre législative.

Ce député de la Marne était, en 1789, avocat au Parlement de Paris. Echappé aux fureurs révolutionnaires, il fut nommé, en 1797, par le département de la Marne, député au Conseil des Cinq-Cents. Après le 18 fructidor, il fut membre du conseil du roi en France, avec le marquis de Clermont Gallerande (1), l'abbé de Montesquiou et M. Becquey. M. Royer-Collard vécut dans

(1) M. le marquis de Clermont-Gallerande, mort pair de France, a laissé un ouvrage du plus grand intérêt, qui vient de paraître sous le titre de *Mémoires particuliers pour servir à l'histoire de la révolution qui s'est opérée en France en 1789*. Trois vol. in-8° de 1500 pages, avec le fac-simile d'une lettre de Louis XVIII à l'auteur. A Paris, chez J. G. Dentu.

la retraite jusqu'en 1811 : à cette époque, il fut nommé doyen de la Faculté des lettres de Paris, et professeur de l'histoire de la philosophie moderne. M. Royer-Collard remplit cette chaire avec beaucoup de distinction et de talent. C'est là qu'il acquit, à juste titre, la réputation d'un profond penseur, et d'un professeur éloquent. A l'époque de la restauration, M. Royer-Collard fut nommé successivement directeur-général de l'imprimerie et de la librairie, conseiller d'Etat et chevalier de la Légion-d'Honneur. Au retour de Napoléon, en mars 1815, M. Royer-Collard se démit de ses fonctions publiques, et se borna au titre de professeur et doyen de la Faculté des lettres. Il fut rappelé au conseil d'Etat, après la seconde restauration, et nommé président de la commission royale de l'instruction publique. Il fut député de la Marne en 1815, et vota avec la minorité. Après la dissolution de la Chambre en 1816, il fut appelé à présider le collège électoral de la Marne. Il fit partie de la nouvelle Chambre, et y vota avec la majorité ; il en fut nommé vice-président. En janvier 1817, il fut élu cinquième candidat à la présidence, en remplacement de M. Pasquier. A l'ouverture de la session de 1817, il fut de nou-

veau élu candidat à la présidence. M. Royer-Collard a cessé, en 1819, d'être à la tête de l'instruction publique. Il a été de nouveau nommé député par le département de la Marne en 1824.

M. Royer-Collard a dû sa réputation politique à l'opinion généralement répandue qu'il était le chef et l'âme du parti qu'on est convenu de nommer *doctrinaire*. Il paraît que ce parti, qui a fait beaucoup plus de bruit qu'il n'était gros, et qui fit son entrée dans le monde vers 1817, s'était formé des débris de cette société, dont on retrouve des souvenirs dans les annales révolutionnaires, et qui s'est fait connaître sous le nom d'*association de la rue de Clichy*. Le parti doctrinaire, qui n'existe déjà plus politiquement, n'a jamais bien été compris ; la principale raison qu'on peut en donner, c'est qu'il ne se comprenait peut-être pas très-bien lui-même. Nous ne voulons point par là prétendre que ce parti ne professait que des principes anarchiques. Les principes des doctrinaires étaient tantôt du royalisme, tantôt du libéralisme, comme on peut imaginer qu'en pourraient faire des idéologues allemands. Leur manière de voir pouvait être vraie en elle-même, elle était fausse lors-

qu'on venait à en faire l'application ; elle ne tenait aucun compte des passions des hommes ; elle les considérait comme une *table rase*.

Dans leur manière de raisonner, les doctrinaires avaient toujours soin de s'isoler des partis, c'est-à-dire de la société entière. Comme la vérité absolue ne pouvait se rencontrer dans l'esprit de parti, ils croyaient qu'en se plaçant hors de cet esprit, ils la trouveraient sûrement : mais en s'isolant des partis, ils s'isolaient en même temps de la société, et alors ils étaient seuls ; ils sont morts de solitude.

La réputation de M. Royer-Collard n'a pas été frappée du même coup qui a frappé les doctrinaires, dont il passait pour être le chef. Comme orateur, M. Royer-Collard s'est acquis une belle réputation ; il est du petit nombre d'hommes qui, à la Chambre, ont le privilège de fixer presque toujours l'attention générale ; cela tient peut-être autant de la curiosité de ceux qui écoutent que du talent de celui qui parle ; on est sûr d'avance qu'il envisagera la discussion sous un point de vue spécial : et, sous ce rapport, on pourrait appeler peut-être les doctrinaires des *fai-seurs de tours de force politique*.

Quoique les opinions doctrinaires aient été, en plus d'une occasion, favorables aux projets ministériels, on doit néanmoins les considérer comme indépendantes; elles peuvent se rencontrer avec les opinions ministérielles; mais elles ne les embrassent pas.

M. Royer-Collard a prononcé, dans la dernière session, un discours remarquable sur le projet de loi relatif au *sacrilège*.

RUINART DE BRIMONT (Marne). Toutes les histolres possibles, depuis l'énorme *Dictionnaire de Trévoux* jusqu'aux *Résumés* de MM. Lecoïnte et Durey, fourmillent d'exemples de grands effets produits par de petites causes; mais personne peut-être ne s'est encore avisé d'examiner la proposition inverse, en énumérant les petits effets produits par de grandes causes. Exemple : Un homme est maire d'une ville de province, voire même membre du conseil-général du département. Tout cela est fort honorable et fort obscur. Mais si cette ville s'appelle *Reims*; si, pendant qu'il tient le sceptre municipal, on y sacre un roi de France, voilà de l'illustration improvisée. Tandis que toute la diplomatie est en mouvement, M. le maire, surveillant les distributions, figurant dans les banquets, et

signant les proclamations, arrive, *en italique*, à l'immortalité. Telle est la destinée de M. Ruinart de Brimont. Cet honorable membre a vu les journaux mentionner jusqu'à ses moindres démarches, et l'Europe entière a su que M. le ministre de l'intérieur a trouvé chez lui l'hospitalité, que Son Excellence lui rend au centuple pendant les sessions. D'après une semblable intimité, on pourrait supposer que M. Ruinart de Brimont est un des complaisans de Leurs Excellences. Nous nous empressons donc de déclarer que M. le maire de Reims a montré de l'indépendance dans la session dernière; et quoiqu'il ait du vin de Champagne à vendre, il s'est hautement prononcé contre un ministère qui en achète beaucoup.

S

SAINT-BLANQUAT [le chevalier Lingua de] (Ariège), chevalier de la Légion-d'Honneur et de l'ordre de Malte. M. le chevalier Lingua de Saint-Blanquat est préfet du département du Gers. Comme député, M. Lingua n'est point aussi loquace que son nom semblerait l'indiquer. Il serait difficile sans doute de savoir en faveur de qui, du

ministère ou des opinions indépendantes. M. Lingua de Saint-Blanquat a pris la parole : il serait plus facile de dire pour qui ou par qui vote M. le préfet du Gers.

SAINT-CHAMANS [le vicomte de] (Marne), chevalier de la Légion-d'Honneur, maître des requêtes. Né en 1777, il fut incarcéré pendant les tourmentes révolutionnaires : échappé au danger, il vécut tranquille. Ni la clé de chambellan, ni le titre de baron ne purent éveiller son ambition sous le règne de Buonaparte. Il ne voulut point imiter ses frères, qui encensèrent l'idole. Il reparut en 1815, pendant les cent-jours, tenant à la main un ouvrage ayant pour titre : *Examen des fautes du dernier gouvernement*. Il y passa en revue tout le gouvernement du roi, y dit des vérités dangereuses, si la vérité peut l'être, avec talent et courage. Nommé président du collège électoral de l'arrondissement d'Epernay, il devint député de la Marne, et par suite maître des requêtes. Il publia, en 1817, une brochure sur le budget; en 1818, une *Revue de la session de 1817*, que M. Benjamin Constant combattit dans *la Minerve*. En 1824, il fut d'avis de rembourser les rentiers, et appuya son opinion d'un fort long discours, qu'on a pré-

tendu qu'il ne comprenait pas lui-même. La preuve est qu'en 1825, séance du 18 mars, on le voit inscrit pour parler contre le nouveau projet de réduction. On croit qu'il a voté en faveur du projet qu'il a combattu, pour ne pas déroger à ses principes. Il est auteur de quelques romans politiques : *Raoul et Valmire* est du nombre. Ses ouvrages ne sont pas plus forts que ses discours.

SAINT-CRICQ [le comte de] (Basses-Pyrénées). M. de Saint-Cricq est né à Les-car, département des Basses-Pyrénées, en 1775, d'une des plus anciennes familles du Béarn. Il était chef de division de l'administration des douanes sous le gouvernement de Buonaparte. Le 24 août 1815, il fut nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, attaché au comité du contentieux ; et au mois d'octobre suivant, le roi le créa directeur-général des douanes. Il soutint devant les Chambres, en qualité de commissaire du roi, la discussion du projet de loi sur les finances. Après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il présida le collège électoral du département de Seine-et-Marne, qui le nomma député à la nouvelle Chambre. Les 10 et 12 février 1817, il développa les motifs du budget de cette année, et en de-

manda l'adoption. Le 10 mars suivant, il parla sur un amendement tendant à diminuer les droits sur les fers. Il défendit ensuite les dispositions relatives aux douanes. Dans le cours de la session suivante, il parla sur le même objet, et fit voir que la contrebande était un fléau qu'il ne dépendait pas des gouvernemens d'anéantir; mais il donna la mesure des obstacles qu'elle rencontrait, en exposant le taux des primes d'assurances, qui s'élevaient à 30 pour cent. Il provoqua depuis, en plusieurs occasions, toute la sévérité des lois contre les contrebandiers, qu'il représentait comme ennemis de la société, et faisant, au sein de la paix même, une guerre continuelle à leur patrie, en luttant scandaleusement contre sa prospérité et contre tous les efforts de l'industrie. Choisi par le roi, en 1818, pour présider le collège électoral du département de Seine-et-Marne, il en fut réélu député.

M. de Saint-Cricq, en 1815, proclamait les douanes tellement nécessaires à un Etat, que « si le trésor, au lieu d'en recevoir quelques millions, devait sacrifier quelques millions pour les maintenir, il n'y aurait pas à hésiter pour leur conservation. » Il vota pour la loi des élections du 5 février,

lorsqu'elle fut proposée, pour elle encore lorsqu'elle fut attaquée par la résolution de la Chambre des pairs, et contre elle enfin quand les ministres l'ont abandonnée.

M. de Saint-Cricq a une grande prévoyance. En 1820, voyant que la députation de Seine-et-Marne devait être bientôt renouvelée, il eut soin de se faire réélire par le département des Basses-Pyrénées; mais son élection fut annulée par la Chambre.

En 1824, il a présidé le grand collège du département des Basses-Pyrénées, qui l'a élu député. Peu de temps après, quoiqu'il remplît ses fonctions avec exactitude, s'il faut en juger par la rigueur avec laquelle furent saisies aux frontières les armes que les royalistes français envoyaient, en 1823, aux soldats de l'armée de la Foi, pour les aider à résister à l'oppression des constitutionnels, il quitta la direction générale des douanes, pour passer à la présidence du bureau du commerce et des colonies, avec le titre de conseiller d'Etat en service extraordinaire, attaché au comité des finances, et autorisé à participer aux délibérations du conseil. Il est, de plus, commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur, et a été créé comte.

M. le comte de Saint-Cricq est un petit homme assez sec, ayant la démarche saccadée, l'air pincé, l'œil vif, les manières brusques et polies à la fois. Il est peu écouté à la Chambre, où on connaît d'avance la finale de ses discours, qui sont un éternel *amen* à tout ce que propose le ministère.

SAINTE-MARIE [de] (Nièvre), chevalier de Saint-Louis, maire de Sainte-Marie, et membre du conseil-général du département de la Nièvre. Ce député n'a que faiblement répondu aux espérances que les électeurs qui ont contribué à sa nomination avaient fondées sur lui : c'est assez dire que son élection n'a pas été soumise à l'influence du ministère. Tout porte à croire que M. de Sainte-Marie ne tardera pas à dissiper les légers nuages qui se sont élevés sur sa réputation d'homme indépendant. Une plus longue hésitation de sa part pourrait faire désespérer de son retour dans la bonne voie. On ne dit pas que M. de Sainte-Marie ait l'ambition des places : peut-être le ministère serait-il parvenu à lui faire croire un moment qu'il voulait obtenir quelque faveur ; car les hommes du pouvoir ont porté si loin l'art de la corruption politique, qu'ils ont plus d'une fois trouvé le

moyen d'inspirer à un homme le désir d'avoir une place lorsqu'il n'y songeait pas.

Nous invitons donc M. de Sainte-Marie à changer de banc comme il a changé de nom ; car il a senti que celui de *Rapine* pouvait fort bien convenir à l'ancien homme d'affaires du duc de Nivernais, mais sonnait très-mal aux oreilles lorsqu'il s'agissait d'un député.

SAINTE-MAURE [le vicomte de] (Haute-Marne), chevalier de Saint-Louis. M. le vicomte de Sainte-Maure est membre du conseil-général de son département. Il est aussi indépendant que tous les membres des conseils-généraux, aux articles desquels nous renvoyons le lecteur.

SAINTENAC [le vicomte Falentin de] (Ariège). M. Falentin de Saintenac est chevalier de la Légion-d'Honneur, maire de Pamiers et membre du conseil-général ; on peut ajouter, si l'on veut, et seulement pour finir la phrase, qu'il est ministériel.

SAINT-GERY [le marquis de] (Tarn), chevalier de la Légion-d'Honneur et conseiller d'État. Quand on est proche parent de M. de Castelbajac, on ne peut pas, en bonne conscience, s'opposer au ministère, et M. de Saint-Géry a cet honneur-là : aussi, lorsqu'il vient parler sur les finances à la tribune, se

garde-t-il bien de rien dire qui puisse déranger l'économie des projets de M. le président du conseil.

M. de Saint-Géry est fils d'un ancien conseiller au parlement de Toulouse, qui périt sur l'échafaud révolutionnaire ; il émigra en 1792, et fut des premiers à rentrer en France ; aujourd'hui, il est conseiller d'Etat, et Leurs Excellences n'ont que bien peu de choses à lui refuser..... Quel malheur que M. de Saint-Géry n'ait que des demoiselles !

SAINT-JÉGIER [le comte de] (Charente-Inférieure). M. le comte de Saint-Légier n'occupe aucune place, n'est chamarré d'aucun cordon, n'est surchargé d'aucune croix : tout porte donc à croire qu'il faut le décorer du titre d'*indépendant*. Il a été élu par le collège d'arrondissement de Jonsac.

SAINT-LUC [le comte Conen de] (Côtes-du-Nord). M. le comte Conen de Saint-Luc est chevalier de Saint-Louis, préfet du département de Loir-et-Cher, et ministériel : c'est le collège du département des Côtes-du-Nord qui en a doté la Chambre en 1824.

SAINT-MARSAULT [le comte Gréen de] (Charente-Inférieure). Ce député avait laissé

étrangler son indépendance avec le cordon, ou plutôt avec la promesse du cordon rouge. En l'alléchant de cette manière, on l'a tout doucement retenu sous le charme ministériel jusqu'à l'époque du sacre ; c'était le moment décisif. Il a fallu que le ministre s'expliquât. Mais on avait promis plus qu'on ne pouvait donner. M. Saint-Marsault a manqué le cordon. Grand tapage de la part du député trompé ; il va trouver le ministre ; il tempête, il crie.

M. de Villèle est obligé de faire fermer la fenêtre. M. de Saint-Marsault dit que c'est une indignité ; qu'il avait donné des arrhes ; il parle de se les faire rendre en justice ; il veut même qu'on lui rende ses boules. Le ministre a toutes les peines du monde à le calmer ; il lui fait entendre que tout ce qui est différé n'est pas perdu ; qu'il y a encore des *cordons* dans le monde. Cependant, M. de Saint-Marsault s'obstine à demeurer inconsolable ; et pour apaiser un peu sa douleur, on l'a nommé lieutenant-général, chevalier de la Légion-d'Honneur, et grand-croix de Saint-Louis.

SAINT-MARTIAL DE CONROS [le comte de] (Cantal). Depuis le commencement de la révolution, le Cantal n'avait jamais en-

voyé de gentilhomme (1) aux diverses assemblées législatives, et on désespérait de vaincre ses répugances bien marquées pour les familles historiques, quand le ministère, cette fois bien inspiré, choisit M. le comte de Saint-Martial pour présider le grand collège de ce département. Le résultat de cet heureux choix a été l'élection de ce digne et respectable guerrier, aussi brave que son nom, qui a tant de fois versé son sang pour la défense de la monarchie, et dont l'influence dans un département qui lui a donné naissance, est plutôt due à l'ascendant de ses vertus qu'à la désignation ministérielle. Il fallait effectivement un homme pur et sans tache pour combattre et M. de Pradt, ancien archevêque de Malines, et M. Guitard, ancien député de l'arrondissement d'Aurillac, et surtout pour remporter la victoire sur ces redoutables concurrens.

M. le comte de Saint-Martial appartient aux premières familles de l'Auvergne; il a émigré fort jeune, et a servi avec distinction

(1) Il a bien existé un député du Cantal qui se croyait gentilhomme; mais il avait accaparé un nom illustre. Celui de ses aïeux était *Vachter*, qu'il dédaigne de porter, pour se faire appeler *baron de Tournemine*.

à l'armée des princes. Depuis sa rentrée en France il n'a reçu d'autre récompense que la croix de Saint-Louis, et son désintéressement lui en a toujours fait refuser d'autres.

Son attitude à la Chambre est assez indépendante ; il ne veut rien pour lui ; et si quelquefois il visite les ministres, c'est toujours dans l'intérêt du département qu'il représente. Il est d'un naturel fort serviable. Son abord est brusque ; c'est un vrai bourru bienfaisant ; il gronde en rendant les plus grands services, et ne veut jamais être remercié. M. le comte de Saint-Martial est d'une haute taille ; ses cheveux sont gris, et commencent à devenir rares ; sa figure respire la bonté et la bienveillance. Ses mœurs sont patriarcales. De tous les *Saints* de la Chambre, il est le seul que le démon du ministérialisme n'ait pas tout à fait ensorcelé. M. de Saint-Martial est conseil et officier supérieur des haras.

SALABERRY [comte Yrumbéry de] (Loir-et-Cher). Charles-Marie Yrumbéry, comte de Salaberry, naquit à Paris en 1766. Son père, président de la Chambre des comptes, périt sur l'échafaud en 1794. M. de Salaberry était alors engagé dans un long voyage en Allemagne, en Turquie, en Italie. Il re-

joignit l'armée des princes ; on l'y vit jusqu'à son licenciement. Il se réunit alors aux armées royales de l'Ouest. Rentré en 1800 en France, il fut mis sous la surveillance de la haute-police, à Blois, où il vivait retiré dans une de ses terres. En 1815, il réorganisa la garde nationale de Blois, prit le commandement d'un corps de volontaires royaux du département du Cher, et finit par se joindre à l'armée royale, que commandait le général d'Andigné. Député en 1815, il vota avec la majorité, et prononça un grand nombre de discours fort remarquables. Réélu au mois d'octobre 1816, il n'a cessé de faire partie de la Chambre. Ses opinions ne sont pas restées immuables comme son talent. A la séance du 21 février 1825, dans la discussion du projet de loi concernant les indemnités des émigrés, il commença ainsi son discours :

« Fils d'un condamné, je n'ai rien à réclamer de la révolution que ce que la monarchie ne peut me rendre : la tête de mon père. »

Dans une autre occasion, 21 mai 1824, il parla contre l'admission de M. le baron de Benjamin de Constant de Rebecque :

« Si M. Benjamin Constant, dit-il, était admissible, je me rangerais pour le laisser

« passer ; il ne l'est pas dans ma conviction
 « intime, et, je l'espère, dans la vôtre. Je ne
 « m'occupe pas plus que vous du nom de son
 « successeur éventuel ; les ennemis des Bour-
 « bons, il n'en est plus ici ; ils se comptent
 « aujourd'hui en se regardant. Qui de nous
 « les a craints quand ils étaient en nombre,
 « et qu'ils avaient pris pour auxiliaires les
 « ministres du roi ? »

On a de lui, 1^o un *Voyage à Constantinople* ; 2^o un *Voyage au Mont-d'Or* ; 3^o le roman de *Corizandre de Beauvilliers* ; *Lord Wieseby, le Célibataire*, et une *Histoire de l'Empire ottoman*, en quatre volumes.

M^{me} de Salaberry, fille de M. de Laporte, dernier intendant de Lorraine, morte il y a plusieurs années, était une femme accomplie, et a laissé aussi plusieurs traductions élégantes de romans anglais. M. de Salaberry est beau-père de M. Delaveau, préfet de police. Ce député a les cheveux noirs et crépus, la figure longue, noire, assez pâle, et les sourcils noirs et épais. Sa taille est petite.

M. de Salaberry est un des plus ardens défenseurs du ministère Villèle. Pourquoi avons-nous encore à signaler cette défection d'un homme à qui tout fait un devoir d'être indépendant ?

SALADIN [le baron]. (Meurte), chevalier de la Légion-d'Honneur et procureur-général près la Cour royale de Nanci. Depuis le règne du duc de Massa, M. Saladin, constant dans l'affection qu'il portait au *grand-juge*, est toujours resté fidèle aux divers ministres qui se sont succédés à la justice : il tient tellement à ce ministère, que, lorsqu'à la suite de l'affaire de Georges, on en sépara la police, il refusa le secrétariat-général de la nouvelle administration. Aujourd'hui il est procureur-général à Nanci, et l'on suppose que l'épithète de premier président de Cour royale ne l'effaroucherait pas.

Le grand Saladin doit regarder comme infidèles tous ceux qui entreprennent une croisade contre le ministère : aussi personne ne s'étonnera d'apprendre qu'il vote avec les collègues de M. le garde des sceaux ; mais ce qui frappera tout le monde, c'est qu'il se soit en quelque sorte prononcé contre la centralisation. Leurs Excellences, absorbées par le soin de prendre des notes, n'y auront probablement pas fait attention. Voici comment M. le procureur-général s'exprimait à l'occasion de l'établissement des écoles secondaires de médecine, dans cette séance

qui ressemblait assez à la réception du *Malade imaginaire* :

« Le projet contient quatre lois distinctes sur la médecine et la pharmacie ;
 « l'examen de ces quatre lois demandait assez
 « de temps , et nous n'en avons guère eu à
 « lui consacrer, étant obligés de venir chaque
 « jour à la séance. Cependant, j'ai reconnu
 « dans le projet de loi deux avantages qui
 « me semblent incontestables. D'abord le
 « projet de loi me paraît être une première
 « conquête sur la centralisation, contre laquelle tant de voix se sont élevées. Vous
 « voyez par le projet de loi qu'il s'agit d'établir des écoles secondaires dans lesquelles
 « pourront suivre des cours réguliers ceux
 « qui voudront se livrer à l'étude de la médecine ; cela empêchera la centralisation
 « dans les villes où sont maintenant établies
 « les écoles spéciales de médecine et de pharmacie. »

SALLIER (Côte-d'Or). M. Sallier, Bourguignon de naissance, était conseiller au parlement de Paris, et faisait partie de cette majorité imprudente qui voulut se populariser aux dépens du roi, et fut cause de presque tous nos malheurs. Il était lié avec M. d'Esprémesnil, dont il chercha à justi-

fier la conduite, dont ce dernier, rendu plus sage par l'expérience, montra le plus vif repentir, lorsqu'il dit que « la révolution avait eu lieu, parce que Louis XVI n'avait pas eu assez de force pour le faire pendre. » M. Sallier a parlé, en juin 1824, contre la septennalité, et, dans la session de 1825, il est monté quelquefois à la tribune.

Il a publié en 1812, sous le titre d'*Annales françaises depuis le commencement du règne de Louis XVI jusqu'aux Etats-Généraux*, un ouvrage qui eut beaucoup de succès, et qu'il faut consulter pour bien connaître l'origine de la révolution. Petit-neveu de l'abbé Sallier, ancien garde de la bibliothèque du roi, M. Sallier a une légère tendance au ministérialisme. Il est chevalier de la Légion-d'Honneur, et maître des requêtes.

SANLOT-BAGUENAULT (Seine).

M. Sanlot, chevalier de la Légion-d'Honneur, est fils d'un trésorier-général qui périt dans la révolution. Il épousa M^{lle} Baguenault, dant il a pris le nom, et est devenu, par son travail et sa probité, un des plus riches banquiers de Paris. Il a été élu député en 1824 par le 2^e arrondissement du département de la Seine, dont il était président; son élection est une de celles qui honorent le plus la

capitale de la France. Quoiqu'il n'ait siégé à la Chambre que pendant deux sessions, il a déjà encouru la disgrâce ministérielle; on lui a ôté la place de maire, qu'il exerçait à la satisfaction générale, et qui était pour lui une nouvelle occasion de faire le bien.

En 1824, il soutint, avec MM. Leroy, Breton, Foy, Clausel de Coussergues et Bonnet, l'amendement qui exceptait les rentiers de 1000 francs et au-dessous de la conversion proposée.

M. Sanlot-Baguenault s'est inscrit en 1825 contre la loi des rentes, et a prononcé, à cette occasion, un discours remarquable par ses connaissances financières. Mais que peuvent les bons argumens contre la valeur numérique des boules! *Numerantur, non ponderantur!*

Dans la discussion des articles, cet honorable banquier proposa un amendement qui pouvait atténuer les mauvais effets de la loi; il consistait à annuler une partie des rentes acquises par la caisse d'amortissement, conformément à l'art. 109 de la loi de finances de 1816, et à affecter au service des rentes de l'indemnité l'économie qui en résulterait dans le budget de la dette publique. M. Sanlot-Baguenault fit preuve d'un vrai talent ora-

toire dans le développement de cet amendement, qui subit le sort commun, et fut rejeté.

SAPINAUD DE LA VÉRIE [le général de] (Vendée). M. de Sapinaud appartient à une famille noble du Poitou; il était officier au régiment de Foix quand la révolution éclata; il devint un des chefs royalistes de la Vendée, et y joua toujours un rôle secondaire, quoiqu'il commandât en chef l'armée du centre. Elevé au rang de chef de division par le général Charette, il se brouilla bientôt avec lui, s'en sépara, et s'attacha à Stofflet; mais, en 1795, ayant signé, de concert avec Charette, un traité avec la république, il mécontenta tellement Stofflet, que celui-ci marcha contre lui. M. Sapinaud ne crut pas devoir l'attendre, lui abandonna ses bagages, et se réunit à Charette. Il écrivit, en 1796, à M. le comte d'Artois, qu'il était prêt à reprendre les armes, mais cette bonne résolution resta sans effet, et retiré dans sa famille, près de Mortagne, il ne figura point dans l'insurrection de 1799.

En 1814, le roi le créa lieutenant-général, et il reprit les armes en 1815; mais bientôt, de concert avec MM. d'Autichamp et de Suzannet, il conclut, le 26 juin, le traité de Falleron avec le général Lamarque. Le brave

de Larochejacquelein, abandonné de ses compagnons d'armes, ne tarda pas à succomber, et périt victime de son noble dévouement à son roi.

M. de Sapinaud de la Vérie, qui avait reçu en 1814, du roi d'Espagne, la croix de Saint-Charles de première classe, a été nommé, le 3 mai 1816, commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Elu député en 1822 par le département de la Vendée, il a été réélu par le grand collège en 1824. Depuis, il a été décoré de la grand'-croix de Saint-Louis. Il est aussi chevalier de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil-général de son département. Ce vétéran des généraux vendéens s'est peu fait remarquer à la Chambre, et on le croit ministériel.

SARRET DE COUSSERGUES [le baron] (Hérault), chevalier de Saint-Louis et de l'ordre de Malte, contre-amiral honoraire, et membre du conseil-général de son département. Cet ancien marin est aujourd'hui inscrit sur les contrôles de l'équipage du corsaire qui porte M. le président du conseil et sa fortune. Placé en *vigie* au centre droit, il fait quelquefois des signaux de détresse lorsque les *courans* de l'opposition menacent d'entraîner le coche de la majorité, et si,

après une discussion orageuse, il s'aperçoit qu'on arrive au dernier article d'un projet, au lieu de crier *terre!* il crie *la clôture!*

M. Sarret de Coussergues n'est point cependant un aspirant de première classe aux faveurs du pilote. Il prend même quelquefois sur lui de *croiser* pour son compte, et nous ne serions pas étonnés de le voir désertar d'un *bord* dont le pilote ne peut manquer d'être tôt ou tard attaché à la grande vergue.

SAULTY [de] (Seine-et-Oise). Il est naturel de penser qu'un receveur-général du département de Seine-et-Oise, qu'un membre du syndicat n'aspire pas à la réputation d'indépendant. S'informer du taux de la bourse, demander à ceux qu'on rencontre comment va le télégraphe, faire demander à M. de Villèle comment va le 3 pour cent, négocier pour obtenir des garanties dans le cas où l'on viendrait à perdre par la baisse des fonds publics, en voilà plus qu'il ne faut pour absorber tous les instans et toutes les facultés intellectuelles du député de Seine-et-Oise. Ne lui demandons pas ce qu'il a fait à la session dernière, durant laquelle il a travaillé probablement beaucoup plus en dehors qu'au dedans de la Chambre.

Ne lui demandons pas davantage ce qu'il va faire à la session présente. Pour que M. de Saulty fût indépendant, il faudrait qu'il n'y eût plus ni place de receveur-général, ni syndicat, ni 3 pour 100, ni bourse, ni Villèle. Délivrez M. de Saulty de tous ces embarras, et vous aurez l'homme le plus indépendant du monde.

SAUNAC (Côte-d'Or), chevalier de la Légion-d'Honneur. M. Saunac est négociant, ce qui prouve qu'il vend; il est en même temps ~~couniller~~ de préfecture, cela prouve-t-il qu'il soit vendu? M. Saunac, qui mesure si bien le drap, devrait bien s'occuper à donner un peu plus clairement au public la mesure de ses opinions. Un grand nombre de députés s'imaginent avoir suffisamment rempli leur tâche, lorsqu'ils n'ont fait autre chose, durant toute une séance, que s'asseoir et se lever. Le public est plus exigeant que le ministère; il pense, avec raison, que ce n'est point assez pour un membre de la Chambre que de passer son temps à jeter des boules et à adopter des opinions toutes faites.

SÉBASTIANI DE LA PORTA [le comte Horace] (Aisne). Horace Sébastiani de la Porta est né en 1775, à la Porta, arrondissement de Bastia, département de la Corse,

d'une des plus anciennes familles de l'île. Il embrassa de bonne heure la carrière des armes, et ne tarda pas à être nommé colonel du 9^e de dragons. Buonaparte l'envoya, en 1802, remplir une mission fort importante dans le Levant. Il visita successivement Tripoli, Alexandrie, le Caire, Saint-Jean-d'Acre, et y fit respecter le nom français. De retour en France en 1803, il fut chargé de la surveillance des côtes depuis l'embouchure de la Vilaine jusqu'à Brest. En 1804, il parcourut une partie de l'Allemagne pour y remplir une nouvelle mission diplomatique, et fut employé à la grande-armée à la reprise des hostilités avec l'Autriche, en qualité de général de brigade. Il contribua au succès du combat de Guntzbourg, poursuivit l'ennemi avec sa brigade de dragons, pénétra en Moravie, où il fit 2000 prisonniers russes à l'affaire du 19 novembre 1805. Il se distingua aussi à la bataille d'Austerlitz, où il fut blessé, et obtint aussitôt après le grade de général de division.

En mai 1806, il fut nommé ambassadeur près la sublime Porte, et s'acquitta avec habileté de sa mission. Il avait établi une imprimerie à Constantinople, et on y imprimait, en turc et en arabe, les livres classiques



français, ce qui ne contribua pas peu à l'influence que la France exerça alors en Turquie. Les Anglais, jaloux de la prépondérance française, attaquèrent Constantinople, après avoir forcé le détroit des Dardanelles, malgré tous les préparatifs de résistance improvisés par le général Sébastiani, et ils obligèrent le Grand-Seigneur à bannir l'ambassade française. Pour adoucir cette mesure, Sélim accorda l'ordre du Croissant de première classe au chef de l'ambassade, qui fut décoré ~~ou grand~~ ^{en outre} par le Grand-Seigneur de la Légion d'Honneur à son retour en France.

Buonaparte ne tarda pas à employer le général Sébastiani, à qui il donna un commandement militaire en Espagne. Il se distingua aux combats de Ciudad-Real et d'Almanacède, ainsi qu'aux prises de Bilbao, de Saint-André et de Grenade. Ce fut alors qu'il fut créé duc de Murcie par son puissant compatriote.

Le général Sébastiani commanda une division de cavalerie dans la campagne de Russie, et se laissa surprendre sur la Drissa, dont il fut repoussé à plus d'une lieue. Il se releva de cet échec à la bataille de la Moskowa, où il fit preuve de bravoure. Dans la campagne de 1813, ce général se fit hono-

ablement remarquer à Leipsick et à Hanau. Ayant repassé le Rhin en novembre suivant, il se porta sur Cologne et ses environs, et avec les débris de son corps de cavalerie, entrava autant qu'il put les opérations de l'ennemi sur ce point. Il battit ensuite en retraite vers la Champagne, en défendant le terrain pied à pied, et se porta, le 13 mars 1814, sur Reims, où il combattit le comte de Saint-Priest, et contribua à la reprise de cette ville.

Après la chute de ~~R----~~naparte, le général Sébastiani adressa, le 10 avril 1814, son adhésion particulière aux actes du sénat contre cet usurpateur, et fut nommé chevalier de Saint-Louis le 2 juin. Le serment de fidélité qu'il venait de prêter au roi ne l'empêcha pas de se rendre, le 20 mars 1815, à l'hôtel de l'administration des postes, puis à l'état-major de la garde nationale de Paris, dont il prit possession à la tête d'un détachement, après avoir installé Lavalette dans le premier de ces établissemens. Buonaparte le nomma membre de la commission chargée de reviser les nominations faites depuis le 1^{er} avril 1814, et au mois de mai, il lui confia l'organisation des gardes nationales actives de la Picardie. Le département

de l'Aisne le choisit pour un de ses représentans, et le 16 juin suivant, il s'éleva contre la motion de M. Roy, qui demandait que la Chambre eût communication de la déclaration de guerre faite aux alliés. Il demanda ensuite que la garde nationale de Paris fournît un bataillon par légion pour la sûreté de la Chambre. Il fut un des plénipotentiaires chargés de traiter avec les alliés, après la seconde abdication de Buonaparte, et on se rappelle qu'il se prononça fortement contre le retour des Bourbons ; aussi quitta-t-il la France après la rentrée du roi à Paris, et se réfugia-t-il en Angleterre.

Revenu vers la fin de l'année 1816, il fut admis au traitement de demi-solde. En 1819, M. Decazes le choisit pour présider le collège électoral de la Corse, et le désigna à ses compatriotes *comme possédant toute sa pensée*. Il fut élu député, et siégea à l'extrême gauche, où il se fit remarquer par le libéralisme, et non par l'éloquence de ses discours. En 1824, le général Sébastiani vint en Corse essayer son influence sur les élections, mais l'habileté de M. le préfet Suleau la neutralisa, et il n'obtint qu'une voix sur quarante-huit votans, MM. Rivarola et Péraldi, candidats ministériels, l'ayant emporté sur lui et sur M. Ramolino.

L'arrondissement de Vervins a cru que M. Sébastiani méritait de succéder au général Foy, quoiqu'il lui fût bien inférieur en talens oratoires et en vertus publiques et privées, et il l'a élu à une majorité de cent vingt voix sur deux cent un votans, malgré tous les efforts du ministère pour le repousser, et faire adopter M. Lafitte, dont l'influence financière lui serait si utile. Il a été admis à prêter serment le 6 février dernier, et dans le comité secret du 9, a combattu le projet d'adresse au roi. Il a prononcé, à cette occasion, un discours remarquable, même après ceux de MM. Hyde de Neuville et de La Bourdonnaye. Il renferme de grandes vérités au milieu de brillans sophismes et de doctrines erronées, et il est une nouvelle preuve que tous les partis s'accordent pour reconnaître l'incapacité du ministère actuel, qui s'obstine cependant à conserver le pouvoir, et à s'y perpétuer. M. le comte Sébastiani avait épousé M^{lle} de Coigny, morte à la fleur de l'âge à Constantinople, qui lui a laissé une grande fortune. Le frère de ce député est maréchal-de-camp en demi-solde, et son oncle est évêque d'Ajaccio.

SÉGURET [de] (Aveyron), président du tribunal civil de Rhodéz. A quarante ans tout

juste, M. de Séguet se mit sur les rangs pour remplacer le *Montesquieu* de l'époque (M. de Bonald). Indécis dans ses opinions, royaliste parce que son père fut victime de la révolution, libéral parce que la dot de sa femme l'a rendu propriétaire de beaucoup de biens nationaux, il était écarté par le ministère ; mais il sut si bien utiliser les amis qu'il avait dans les deux partis, que, sous le prétexte de frustrer les ministres dans leur attente, il réunit les suffrages. Une fois député, il marcha sous la bannière du pouvoir, et ne réalisa ni l'espoir des électeurs ni la crainte des ministres, pour lesquels il professe une telle vénération, qu'il voulut attaquer en diffamation l'éditeur d'un *Almanach de la Chambre des députés*, qui lui avait assigné une place autre que celle du centre. A la première session où il fut appelé à siéger, il parla beaucoup, souvent avec inconvenance, surtout dans la relation d'un infanticide, à propos d'une discussion de lois. On eut lieu d'être étonné qu'un président s'éloignât si fort du respect dû à la Chambre, lui que l'habitude du barreau devait rendre plus circonspect ; aussi ses amis lui conseillèrent-ils de moins parler à l'avenir : c'est ce qu'il fit ; et pour ne point

succomber à la démangeaison de sa langue, il demanda un congé.

SERPILLON (Saône-et-Loire). M. Serpillon est en même temps maire, et membre du conseil-général de département. On dit M. Serpillon rempli des meilleures intentions ; mais il demanderait à être un peu aidé. C'est le collège d'Autun qui l'a élu en 1824.

SERVETTE [Compagnon de la] (Ain). M. Compagnon de la Servette a dû sa première nomination à la nouvelle loi d'élections. En 1824, il a présidé le collège électoral de l'arrondissement de Belley, qui l'a réélu son député. Il est membre du conseil-général du département de l'Ain, maire de la commune de Leymen, chevalier de la Légion-d'Honneur, et fait partie de ce centre de la Chambre que tous les ministres mobilisent à leur gré.

SESMAISONS [le comte Humbert de] (Loire-Inférieure). M. le comte Humbert de Sesmaisons est d'une ancienne famille de Bretagne. Jusqu'en 1815, il n'avait pas paru sur la scène politique : son début fut heureux, puisqu'il trouva l'occasion de se montrer fidèle à son roi, en le suivant à Gand. A son retour, le département de la Loire-

Inférieure, où il possède de grandes propriétés, le choisit pour un de ses députés. Il proposa, pendant la session de 1815, divers amendemens sur le projet de loi relatif aux cris séditieux : sur la loi des élections, demandant que l'âge de l'éligibilité des députés fût fixé à vingt-cinq ans ; et sur le budget. Dans cette dernière discussion, il présenta de sages et utiles observations sur l'impôt du sel ; il proposa aussi, pendant la même session, de demander des éclaircissemens aux ministres sur l'évasion de Lavalette.

L'ordonnance du 5 septembre 1816 mit fin aux travaux législatifs de M. de Sesmaisons ; mais, en 1820, le grand collège du département de la Loire-Inférieure l'a élu député, et il a obtenu le même honneur en 1824. Il n'avait pas besoin de présider le grand collège pour être élu, car il possède l'affection générale des Bretons. M. le comte de Sesmaisons a épousé la fille de M. le chancelier Dambray ; il est chevalier de Saint-Louis, et membre du conseil-général de son département. Il a publié, en 1816 et 1817, quelques brochures fort intéressantes. Ce député Nantais a deux frères militaires, qui ont obtenu, par leur bravoure et leurs

belles qualités, les premiers grades de l'armée. La nature a destiné M. de Sesmaisons à être ventru, et il n'a point manqué sa vocation. Un jour, c'était au mois de juin 1820, il causait avec M. Ménager sur la place Louis XV : tout à coup, des gendarmes à cheval fondirent sur eux, et leur ordonnèrent de se séparer ; de loin, ils avaient pris ces deux masses pour un rassemblement au-dessus de vingt personnes.

SIMON (Moselle), chevalier de la Légion-d'Honneur, riche banquier de Metz, semi-libéral, semi-ministériel. On assure qu'il s'occupe beaucoup plus des affaires de la Bourse que de celles de ses commettans, et qu'il serait beaucoup plus à son aise dans la *coulisse* qu'au centre droit, où il siège depuis 1819.

SIMONNEAU (Eure-et-Loire). Ce député possède toute l'éloquence nécessaire pour faire les rapports des comités de pétitions. Il est assez grand, assez bel homme, brun, et jouit d'une fort bonne santé ; il est assez riche, n'a pas beaucoup d'ambition, mais il aime à se montrer dans les salons des ministres, et à pouvoir dire, en rentrant dans son département : « J'ai dîné chez le ministre un tel ; j'ai dansé chez telle Ex-

« cellence; monseigneur m'a serré la main. » Et les commettans le regardent la bouche béante, se croyant dignement représentés. M. Simonneau est chevalier de la Légion-d'Honneur, et de procureur du roi à Chartres, est devenu, grâce à la députation, conseiller à la Cour royale de Paris.

SYRIEYS DE MAYRINHAC (Lot), conseiller d'Etat, directeur-général de l'agriculture et du commerce. La conduite politique de cet honorable député offre, à peu de choses près, les mêmes phases que celle de son collègue M. de Castelbajac. Comme ce dernier, il est tombé du sommet de la droite, où il siégeait dans la Chambre de 1815, jusqu'au centre. Comme M. de Castelbajac, il a attaqué officiellement et *officieusement* la nomination de M. de Marchangy; comme lui, il a obtenu, après cette campagne, des récompenses et des honneurs. On lui donna la place de directeur-général des haras et des manufactures, que quittait M. de Castelbajac pour être promu au grade de directeur-général des douanes; ce qui a fait dire qu'il n'était passé que lieutenant dans le régiment des ministériels, tandis que son compétiteur était passé capitaine. Ce n'est pas que M. Syrieys de Mayrin hac n'eût très-bien mérité,

car son zèle l'entraîna si loin lorsqu'il parla contre l'élection de M. de Marchangy, qu'il scandalisa toute l'assemblée.

A l'époque où M. Syrieys de Mayrinhac était indépendant, il vota avec la majorité de la Chambre de 1815 ; il se montra dans ce temps-là le zélé défenseur du clergé, dont il déplora le malheur et la misère. La dissolution de la Chambre, par suite de l'ordonnance du 5 septembre, le força d'interrompre le cours de ses fonctions législatives ; il reparut à la Chambre dans le renouvellement qui eut lieu en exécution de la loi du double vote, et fut réélu à la Chambre septennale. Il s'engagea définitivement dans le *mic mac* ministériel ; il soutint *ab hoc et ab hac* le projet de l'indemnité, selon le vœu des ministres, et se montra le défenseur zélé de la loi de réduction. Si M. Syrieys de Mayrinhac veut bien que l'on réduise les rentiers ; on doute qu'il parlât dans le même sens, s'il était question de réduire les directeurs-généraux.

M. Syrieys de Mayrinhac est décidément l'homme du ministère. On assure qu'il porte le dévouement jusqu'au fanatisme. On ne sait pas s'il s'occupe beaucoup des soins qu'exigent ses fonctions de directeur-général des haras ; il se félicite toutefois d'avoir ob-

tenu une place qui lui a donné naturellement le moyen de *mettre le pied à l'étrier, et du foin dans ses bottes.*

STRAFFORELLO (Bouches-du-Rhône), officier de la Légion-d'Honneur, négociant, et membre de la chambre de commerce. M. Strafforello tient à une famille génoise d'origine, et qui habite depuis long-temps Marseille, où elle jouit d'une considération méritée. En 1814, il refusa, comme membre du conseil municipal, de signer une adresse qui mettait la garde urbaine à la disposition de Buonaparte.

Député, M. Strafforello montre de l'indépendance et de bonnes intentions ; il parle quelquefois sur les matières commerciales, et dans la dernière session, lors de la discussion du projet de loi sur l'entrepôt réel de Marseille, il prononça un discours où l'on remarqua des aperçus neufs et judicieux sur l'importation des grains.

T

TAILHANDIER (Indre). Comment veut-on que nous connaissions M. Tailhandier, quand il y a plusieurs de ses collègues, siégeant à ses côtés, qui ne le connaissent même pas ! Eh bien, si vous ne le con-

naissez pas, allez le demander au conseil-général du département de l'Indre, dont il a l'honneur d'être membre, et dans lequel il vote, à ce qu'on dit, avec le centre.

TARDIF (Calvados). Si M. le chevalier de Guernon-Ranville eût encore présidé le tribunal de Bayeux, en 1824, il est très-probable que cet arrondissement n'eût point choisi pour son député un représentant des cent-jours. M. Tardif a cependant été nommé à une grande majorité, et on l'attribue aux maladroits efforts du ministère, qui avait choisi pour candidat un homme sans consistance dans le pays. M. Tardif est négociant et banquier. Il fait partie de l'opposition libérale.

TERRASSON DE MONTLEAU (Charente), conseiller de préfecture. Pour faire apprécier à nos lecteurs le beau caractère de ce député, nous allons citer un passage de son discours à la Chambre, dans la séance du 4 mai 1825 :

« C'est pour la première fois que je monte
« à cette tribune.... Le moment est venu où,
« quelle que soit la faiblesse du savoir, on
« ne peut s'empêcher de se faire entendre à
« ses commettans, pour leur prouver qu'on
« n'a pas cessé d'être fidèle. Je sens tout le

« prix qu'on attache dans cette assemblée au
 « silence, sorte de vertu nouvelle en poli-
 « tique; qui nous épargne un temps pré-
 « cieux. Je puis donc espérer qu'après m'ê-
 « tre là pendant deux sessions avec une ré-
 « signation toute parlementaire, on me lais-
 « sera parler aujourd'hui avec une franchise
 « toute royaliste. »

Après des observations fort sévères sur la loi de finances, M. Terrasson de Montleau termine ainsi :

« Je me suis exprimé avec la rudesse de
 « ce paysan du Danube qui servit d'organe
 « à la muse du fabuliste, pour proclamer de
 « sévères conseils et donner d'utiles leçons;
 « la détresse de nos provinces avait besoin
 « de cette franchise et d'une aussi vive pein-
 « ture.... La légitimité est pour moi un culte,
 « comme elle est un bienfait pour la France. »

Le caractère d'un homme tel que M. Terrasson de Montleau repose l'esprit; on aime cette franchise austère, cette absence d'intrigue et d'ambition. On raconte que M. de Corbière fit un jour certaines propositions au député de la Charente; celui-ci, instruit que le ministre dormait souvent, crut qu'il rêvait, et il lui tourna le dos avec un sourire de pitié.

TERRIER DE SANTANS [le marquis] (Doubs), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur. M. Terrier de Santans est maire de Besançon. Il a rêvé long-temps qu'il allait devenir préfet, et il a voté à la Chambre comme si son rêve s'était réalisé. M. de Santans rêvait donc chaque nuit qu'il était préfet, et chaque matin, en sortant pour aller déjeuner, à la première personne qu'il rencontrait, il disait, au lieu de lui souhaiter le bonjour : « Si M. de Villèle était « ministre de l'intérieur, je serais déjà préfet. » Ce n'est pas précisément qu'il se plaignît de la mauvaise volonté de M. de Corbière, mais il se plaignait beaucoup de sa lenteur, et on l'a entendu quelquefois dire : « Ah ! si on pouvait trouver un moyen « de faire signer M. de Corbière, on obtiendrait de lui tout ce qu'on voudrait ! » Enfin, le ministère voyant que M. de Santans rêvait toujours qu'il était préfet, l'a fait nommer, pour le guérir de cette manie, gentilhomme de la chambre du roi, à l'occasion du sacre.

TESSIÈRES DE MIREMONT (Isère), chevalier de Saint-Louis. On sait que M. Tessières de Miremont est maire de Vienne. Il a été nommé par l'influence du ministère,

et il s'en montre reconnaissant. Nous considérons ici son nom *pour mémoire*; mais si jamais nous consacrons un ouvrage *Diis ignotis*, M. Tessières en occupera un des plus beaux chapitres.

THÉSAN DE BIRAN [le chevalier de] (Gers), chevalier de la Légion-d'Honneur, maire, membre du conseil-général.

M. Thésan s'est borné à faire partie de quelques commissions; la tribune ne le connaît pas, la France ne le connaît pas non plus; au reste, c'est un assez bon homme, qui ferait beaucoup mieux de s'en aller chez lui que d'occuper la place d'un homme qui pourrait rendre service à ses commettans.

THIARD [le comte de] (Saône-et-Loire). M. le comte de Thiard est commandant de la Légion-d'Honneur et maréchal-de-camp. Officier au régiment du Roi avant la révolution, le jeune de Thiard émigra, et fit émigrer beaucoup de ses camarades indécis. Il se distingua à l'affaire de Constance et au combat de Buesheim (2 décembre 1793), où, avec six hommes, il enleva une pièce de canon. Il fut l'homme de prédilection du duc d'Enghien, qui le distingua toujours.

Rentré en France sous le consulat, M. de Thiard fut, en 1801, appelé à faire partie

du conseil-général du département de Saône-et-Loire. Nommé candidat au Corps législatif, en 1803, par le collège de Châlons-sur-Saône, il eut pour concurrent le général Duhesme, tué depuis à la bataille de Waterloo. A cette occasion, un officier de l'état-major de ce général dit aux électeurs, pour déterminer leur choix : « Voulez-vous nommer un homme dont les bottes sont encore couvertes de la boue de Coblenz ? » Le général Duhesme l'emporta seulement de quatre voix sur son concurrent. Ici commence pour M. de Thiard une nouvelle carrière ; il préféra à la poussière des camps les humiliations des antichambres ; on lui offrit et il accepta une place de chambellan près de Napoléon, le suivit en Italie, s'occupa des différens mariages de la famille Buonaparte, fit un peu de diplomatie, fut un tant soit peu militaire, gouverna pendant quelque temps Dresde et une partie de la Saxe. En butte à mille tracasseries, sentant peut-être aussi sa faiblesse, M. de Thiard se repentit bientôt d'avoir sacrifié son repos à son ambition ; il donna sa démission, qui fut refusée ; mais bientôt après des lettres de lui furent saisies ; leur contenu le compromettait ; cependant il ne fut qu'exilé dans une de ses

terres du département de Saône-et-Loire. Le mariage de Buonaparte lui valut son rappel, mais non la faveur qu'il avait perdue. En 1814, il fit un essai malheureux de la guerre comme officier de la garde nationale. Appelé par le roi, le 10 mars 1815, au commandement du département de l'Aisne, il refusa obstinément de réunir les forces de son commandement, afin de s'opposer au mouvement de Lefèvre-Desnouettes sur La Fère. M. de Thiard siégea dans la Chambre des cent-jours, et revint prêter serment au roi, en 1820, en qualité de député du département de Saône-et-Loire.

Quand M. le général de Thiard fait ou récite un discours, on y remarque de l'énergie sans profondeur; de la passion, mais peu de raisonnement; il a toujours siégé au côté gauche. C'est un homme dont le vote seul est redoutable, car il est nul dans la discussion. Le ministère lui a fait l'honneur de s'opposer vivement à sa nomination; il ne l'a emporté que de quelques voix. L'arrondissement qui l'a nommé a célébré son triomphe par des fêtes. En somme, M. de Thiard est pour le ministère un excellent député de l'opposition. On assure qu'il va souvent méditer avec M. Benjamin Cons-

tant, sur les affaires publiques, dans un salon de la rue Grange-Batelière.

THIBOUST DU PUISACT (Orne).

M. Thiboust du Puisact a toujours été fidèle à la dynastie des Bourbons, qu'il a défendue au péril de ses jours; il n'a voulu accepter aucun emploi sous Buonaparte. A la restauration, il fut nommé chevalier de Saint-Louis, membre du conseil-général du département de l'Orne, et maire de la commune de Beauvin. Elu député en 1820 par le grand collège de son département, l'arrondissement d'Alençon l'a réélu en 1824. Il siège au milieu des véritables amis de la royauté légitime, et son vote est indépendant.

THOMASSIN DE BIENVILLE (Haute-Marne), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur. M. Thomassin de Bienville est maire de la commune de Bienville, et membre du conseil-général de son département, où il est beaucoup plus connu qu'à Paris.

Si l'on enfermait cent députés aussi taciturnes que M. Thomassin de Bienville dans une chambre, on y entendrait les mouches voler et les rats courir; il n'y aurait besoin ni de président, ni de sonnette, ni d'huissier, chaque séance serait une véritable sieste.

TIXIER DE LA CHAPELLE (Creuse).

M. Tixier de la Chapelle est investi de trois fonctions : il est juge de paix, membre du conseil-général et député, et pardessus tout cela ministériel. Il était membre de la Chambre de 1815.

TRAMÉCOURT [le marquis de] (Pas-de-Calais), chevalier de Saint-Louis, membre du conseil-général et maire de Hesdin, royaliste, religieux et ministériel. Dans le temps il se prononça vigoureusement contre M. Decazes, aujourd'hui c'est un des admirateurs de M. de Villèle, qui a daigné l'initier lui-même aux mystères de la *coulisse*; il pourrait au surplus dire combien il a payé cet insigne honneur. Un soir, il allait quitter le salon de la rue de Rivoli : Son Excellence l'appelle, l'attire dans l'embrasure d'une fenêtre, et lui annonce confidentiellement qu'il y aura *un coup de fouet*. M. de Tramécourt n'en dort pas. A la pointe du jour il vole chez son agent de change, fait acheter une masse de rentes, et deux jours après son *actif* était notablement réduit. Quoiqu'on lui ait promis la pairie pour le consoler, nous doutons fort qu'il reprenne de sitôt des almanachs de M. le président du conseil. Il est juste d'ajouter que des bé-

néfices antérieurs l'avaient mis à même d'acheter une propriété destinée à constituer un majorat. Avant sa déconfiture, M. de Trémécourt allait partout prônant M. de Villèle, et attribuant à la malveillance tout ce qui contrariait les intentions de son héros. Vous verrez que c'est la malveillance qui lui aura fait perdre son argent.

TRÉGOMAIN [Auber de] (Ille-et-Vilaine). M. de Trégomain est un royaliste éprouvé par l'adversité, et la conduite qu'il a tenue pendant la révolution fait l'éloge de sa fidélité à ses sermens. Il a été un des chefs de la chouannerie, et ses frères ont rivalisé de courage et de dévouement avec lui pour le rétablissement du souverain légitime.

Riche propriétaire du département d'Ille-et-Vilaine, M. Auber de Trégomain appartient aux meilleures familles de la Haute-Bretagne. Elu député en 1820, 1822 et 1824, à une forte majorité, par le grand collège de son département, il est digne d'avoir été associé à MM. les comtes de La Vieuville et Duplessis de Grénédan.

Ce député a des mœurs fort douces ; sa figure exprime la plus grande bonté, et il est d'une rare obligeance envers ses commet-

tans ; aussi est-il généralement estimé et aimé de tous ceux qui l'approchent. Il est conseil, et officier supérieur des haras.

TRINQUALYE [baron de] (Puy-de-Dôme). M. de Trinqualye a été réélu en 1824 par le collège électoral de Clermont-Ferrand, dont le ministère lui avait donné la présidence. Tout ce qu'on sait de ce député, c'est qu'il est chevalier de Saint-Louis, commandant de la Légion-d'Honneur, et conseiller de la préfecture du Puy-de-Dôme. Si ses exploits aux armées n'ont pas fait plus de bruit que ses travaux parlementaires, ils ne seront jamais inscrits au temple de Mémoire. M. de Trinqualye vote avec le ministère, qui lui promet la succession de M. le comte Louis d'Allonville, sous-préfet, ancien *surveillant* de M. et M^{me} de Corbière à Rennes, sous le ministère Decazes.

TURCKHEIM [Frédéric de] (Bas-Rhin). Banquier, fils de l'ancien député de ce nom, et l'un des plus jeunes membres de la Chambre septennale, M. deTurckheim siège au côté gauche, et vote avec M. Humann. Ainsi que ce dernier, il est certain d'être nommé dans le Bas-Rhin, tant qu'il y aura des assemblées représentatives, et il doit cette popularité à l'intérêt qu'il témoigne à ceux de ses nom-

breux compatriotes qui se livrent à la culture du tabac; à ce titre, nous le signalons à la reconnaissance de tous les priseurs et fumeurs des quatre-vingt-six départemens français.

M. de Turckheim père a long-temps rempli les fonctions de ministre des finances dans le grand-duché de Bade. Aujourd'hui il paraît avoir entièrement renoncé aux affaires en faveur de son fils, qui imite scrupuleusement à la Chambre le silence paternel.

TURMEL (Moselle), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général de son département. Ce maire de Metz a fait d'assez bonnes affaires sur les grains, en 1817, à une époque où tant de gens en faisaient de mauvaises.

Lors de l'ouverture de la dernière session, il se rendait à Paris en malle-poste; le hasard lui donna pour compagnon de voyage M. Jankowitz. En route on est communicatif, et ce dernier, dont on connaît d'ailleurs la franchise, s'expliqua énergiquement sur le système de corruption employé par le ministère, et sur les moyens d'y mettre un terme. M. de Turmel enchérit sur les récriminations de son collègue, tonna contre les ministres, protesta de son désintéressement,

et huit jours après, il était inspecteur des forêts, et muet. A la suppression de cet emploi, il sollicita et obtint la place de payeur à Metz, qu'il cumule paisiblement avec les honneurs municipaux.

V

VALON [comte de] (Corrèze), maire de Tulle, membre du conseil-général. Ce député, qui jusqu'à la dernière session ne s'était pas fait apercevoir, a pris tout à coup un essor inquiétant pour les ministres ; il s'est placé franchement dans les rangs de l'opposition de droite. Son discours sur les comptes de l'exercice 1823, est un des plus remarquables de la session. M. de Valon a de bonnes intentions, et ses discours en font foi. La discussion sur l'affaire Ouvrard a prouvé qu'il connaissait la matière. Il a parlé une autre fois contre un projet de loi relatif au canal projeté dans la vallée de La Marque. Ce député est à la Chambre le successeur du général d'Ambrugeac.

VANDOËUVRE [de] (Aube). M. de Vandœuvre était procureur-général à Dijon, quand, en 1820, le département de l'Aube le nomma son député. En 1824, il présida le collège de Bar-sur-Aube, qui lui accorda

ses suffrages, Il a été depuis créé officier de la Légion-d'Honneur, et procureur-général près la Cour royale de Rouen. Il est très-ministériel de position et de principes.

VAN-MÉRIS-HINDERICK (Nord), maire de Bailleul. Si Teniers ou Van-Ostade revenaient au monde, ils trouveraient un excellent modèle dans M. Van-Méris-Hinderick. Cet honorable député, qui représente parfaitement la Flandre par sa corpulence et la grotesque bonhomie de ses manières, figurerait à merveille dans un cabaret à bière, près d'une vieille femme épluchant des oignons. C'est du reste un homme probe, conciliant, et généralement estimé..... à Bailleul, son pays natal.

En voyant de près cette foule d'hommes honnêtes enlevés presque malgré eux à l'obscurité de la vie privée pour entrer dans l'obscurité représentative, on ne peut que déplorer les effets du système de corruption qui transforme de paisibles citoyens, d'estimables pères de famille, en piliers d'antichambre, en ilotes ministériels. Peut-être M. Van-Méris-Hinderick échappera-t-il à cette maligne influence; jusqu'à présent, du moins, il n'a rien obtenu, et, ce qui est bien plus étonnant, rien demandé. Cependant, il est de la

députation du Nord ! M. Van-Méris était membre de la Chambre de 1815.

VARENNE DE FÉNILLE (Ain), chevalier de la Légion-d'Honneur. M. Varenne de Fénille serait indépendant, si un secrétaire-général de préfecture pouvait l'être. Mais comment veut-on qu'un secrétaire-général de préfecture, qui est bien moins indépendant qu'un préfet, lequel dépend de tout, puisse parvenir à se dégager des entraves que sa position impose à son libre arbitre ?

On assure que M. Varenne de Fénille est indépendant par caractère, s'il est dépendant par position. Souhaitons-lui donc qu'il se serve de son caractère, et qu'il laisse là sa position, qu'il pourra reprendre, si bon lui semble, quand la session sera close, et quand il partira pour le département de l'Ain.

Avant d'être secrétaire-général de préfecture, M. Varenne de Fénille avait été sous-préfet à Lyon, de 1810 à 1816 ; alors il fut nommé secrétaire-général de la préfecture de l'Ain, qu'il remplit jusqu'à l'époque où cette place fut supprimée. Il faisait partie de la Chambre de 1815.

VASSAL DE MONVIEL [de] (Lot-et-Garonne). Un noble caractère, une grande indépendance, à laquelle une fortune, qui

n'est pas considérable donne encore un nouveau prix, telles sont les qualités qui distinguent M. de Vassal de Monviel. Invariable dans ses opinions, parce qu'elles sont justes et saines, ce député s'explique toujours avec la même franchise, soit qu'il se trouve avec ses amis, soit qu'il se rencontre avec les amis des ministres. Il est à regretter que son excessive modestie, joint à son peu d'habitude de parler en public, l'éloignent de la tribune; et ce qui achève l'éloge de M. de Vassal de Monviel, c'est que, quoique souvent invité, il n'a jamais voulu accepter un seul dîner chez les ministres.

M. de Vassal est maire de Villeneuve-d'Agen; il s'occupe beaucoup de l'art de la peinture, auquel il a dû, pendant son émigration, d'utiles délassemens. Puisque M. de Vassal de Monviel peint si bien, pourquoi ne s'amuse-t-il pas à peindre les ministres? Mais je me trompe! M. de Vassal de Monviel ne fait pas la caricature.

Ce député siège à la Chambre depuis 1815.

VASSÉ [de] (Vendée). Président en 1824 du collège électoral de l'arrondissement de Fontenay, il a été réélu député. M. de Vassé est aussi maire de la ville de Fontenay, et a reçu la croix d'honneur à l'époque du sacre. Il

est bon royaliste dans la Vendée, déclame contre la corruption ministérielle, et vote avec le centre à Paris. Son gendre vient d'être nommé directeur des contributions indirectes.

VATIMESNIL [Lefebvre de] (Eure). Fils d'un maître des comptes de Rouen, conseiller au Parlement de la même ville, il a rempli cette charge pendant quatorze ans avec un zèle et une capacité généralement reconnus par ses collègues et par ses justiciables. La révolution l'arrêta dans sa carrière. Jusqu'à la restauration, ses principes l'ont constamment tenu éloigné des fonctions publiques. L'agriculture, l'amélioration de ses propriétés, les conseils gratuits qu'il donnait à ses voisins, et la conciliation de leurs différends, ont été les occupations de sa retraite. Nommé maire de la commune de Vatimesnil, membre du conseil-général du département de l'Eure, chevalier de la Légion-d'Honneur, M. Lefebvre de Vatimesnil était cher à tout son arrondissement, dont les électeurs voulurent lui témoigner la reconnaissance, en l'élisant député en 1820. Réélu en 1824 par le même arrondissement des Andelys, il a obtenu 215 voix sur 330.

M. de Vatimesnil a toujours eu l'attachement le plus profond et le mieux raisonné

pour les principes monarchiques. Simple dans ses goûts, exempt de toute ambition, il ne voit pour voter que ses devoirs envers Dieu, envers le roi et envers ses commettans. Propriétaire d'une fortune considérable, il l'emploie au soulagement des pauvres et à des objets d'utilité publique. M. de Vatismesnil est père du célèbre avocat-général du même nom, qui, après avoir rempli, à la grande satisfaction de toute la magistrature, la place de secrétaire-général du ministère de la justice, est maintenant membre du parquet de la Cour de cassation, conseiller d'Etat au comité de l'intérieur, et membre de la commission chargée de la révision des lois du royaume. C'est un des hommes les plus éclairés du barreau français, et il marche dignement sur les traces des Cochin, des d'Aguesseau, des Séguier et des Béllart.

VAUBLANC [comte Viennot de] (Calvados). M. Vincent-Marie Viennot de Vaublanc est né le 2 mars 1756 d'une famille honorable; et à l'époque de la révolution, il était lieutenant des maréchaux de France. Secrétaire de la noblesse de Melun en 1789, élu maire en 1790, puis président du département de Seine-et-Marne, il en fut élu député en 1791, et siégea à la première As-

pelé au Corps législatif, dont il devint le questeur en 1804. Le 1^{er} février 1805, Buonaparte le nomma préfet du département de la Moselle, qu'il administra jusqu'au mois de mars 1815 : il fut créé comte et commandant de la Légion-d'Honneur dès 1806. M. de Vaublanc fut attaqué, en 1813, de la maladie contagieuse causée par le grand nombre de soldats malades ou blessés dirigés sur Metz, et en faveur desquels il avait fait établir plusieurs hôpitaux, qu'il visitait fréquemment : il reçut à cette occasion de touchans témoignages d'intérêt de la part de ses administrés, qu'il voulait rendre heureux. Au mois de mars 1815, il montra beaucoup de dévouement à la cause royale, harangua avec véhémence la garnison, pour l'engager à rester fidèle à ses sermens, et à conserver le drapeau blanc, et fut enfin obligé de se sauver précipitamment, de crainte d'être arrêté.

M. de Vaublanc rejoignit le roi à Gand, et obtint, à la seconde restauration, la préfecture des Bouches-du-Rhône, et le titre de conseiller d'État. Au mois de septembre suivant, il fut nommé ministre de l'intérieur; il en exerça les fonctions jusqu'au 7 mai 1816, qu'il fut remplacé par M. Lainé :

il conserva le titre de ministre d'État et de membre du conseil privé. En 1820, le grand collège du département du Calvados l'a élu député ; et en 1824, il a été réélu à la presque-unanimité. Il a été l'un des cinq candidats à la présidence présentés par la Chambre, pour la session de 1826.

M. le comte de Vaublanc est chevalier de Saint-Louis, grand-officier de la Légion-d'Honneur, et membre du conseil supérieur du commerce : il est aussi de l'Académie royale des beaux-arts. Il a publié : *Considérations critiques sur la nouvelle ère*, 1801 ; *Rivalité de la France et de l'Angleterre, depuis la conquête de Guillaume, en 1066, jusqu'à la rupture du traité d'Amiens par l'Angleterre*, 1803 ; et un poème intitulé *le Dernier des Césars*. M. de Vaublanc était étroitement lié d'amitié avec M. de Marchangy : on s'attendait à le voir prononcer un discours sur la tombe de son ami ; mais ses travaux législatifs ne lui ont sans doute pas permis de le faire.

VAULCHIER [le marquis de] (Jura), officier de la Légion-d'Honneur, conseiller d'État, directeur-général des postes.

Si quelqu'un nous demandait pourquoi M. de Vaulchier est revêtu de tant de dignités, nous serions fort embarrassés pour

répondre , à moins de dire : « M. de Vaulchier a constamment voté avec le ministère. »

Buonaparte n'avait pas fait de marquis , donc M. de Vaulchier appartient à une ancienne famille. Préfet de Lons-le-Saulnier en 1814, il s'est conduit au 20 mars avec un dévouement digne d'un meilleur sort. Nommé préfet à Mâcon après la seconde restauration, M. de Vaulchier fut destitué par M. Decazes. Appelé en 1821 à la préfecture de Strasbourg, il y marqua fort peu jusqu'au moment où il prit la poste pour se rendre à Paris à sa nouvelle direction. M. de Vaulchier passe généralement pour avoir été un mauvais préfet; il n'est guère meilleur député, car il ne défend pas les intérêts de ses commettans. Il n'est ni orateur ni travailleur, mais il vote , et sa boule compte pour quelque chose. Il a une espèce de petit parti, composé d'hommes de sa force ; il les dirige, et dispose pour ainsi dire de leurs suffrages. Tout cela est bien intéressant pour les habitans du département du Jura.

VIEUVILLE [comte Micault de la] (Ille-et-Vilaine). Issu d'une famille distinguée, M. le comte de la Vieuville était officier aux Gardes françaises avant la révolution. Il émigra en

1791, se rendit à Coblentz, et de là à Trèves, à l'armée des princes, où il organisa une compagnie de gentilshommes bretons, qui prit le nom de *compagnie la Vieuville*. Au licenciement de l'armée des princes, il se retira en Angleterre; il rentra en France après le 18 fructidor, et ne reparut sur la scène du monde que sous l'empire de Buonaparte, dont il fut chambellan. Il en obtint la préfecture de la Stura, en Piémont; passa ensuite, en 1813, à celle du Haut-Rhin, où il se signala en 1814 par son zèle et son activité à repousser l'ennemi. Le roi le confirma dans cet emploi important, qu'il occupa jusqu'au retour de Buonaparte, à qui il ne voulut pas prêter serment. Après la seconde restauration, il fut nommé préfet de l'Allier, puis du département de la Somme. M. de la Vieuville a laissé de vifs regrets et d'honorables souvenirs dans les départemens qu'il a administrés, car il ne s'occupait qu'à rapprocher les hommes divisés par des nuances d'opinion, et à faire bénir le roi et les princes. En 1820, il fut choisi pour présider le grand collège du département d'Ille-et-Vilaine, qui le nomma son député, et l'a de nouveau réélu en 1824. M. de la Vieuville vote en faveur du ministère Villèle, et il est

l'ami particulier de M. de Corbière, qui était autrefois son avocat. Ce député est chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, possède une belle taille, une figure imposante, et des manières remplies de dignité. Son gendre est préfet des Côtes-du-Nord.

VILLÈLE [le comte de] (Haute-Garonne), président du conseil des ministres, ministre secrétaire d'Etat au département des finances, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, de Saint-Louis, et officier de la Légion-d'Honneur. Ce qu'il y a de plus extraordinaire chez M. de Villèle, c'est sa fortune encore plus que lui-même. Il est le seul homme de son temps qui, étant venu de si loin, soit arrivé si haut, avec un génie si peu transcendant. On dirait que M. de Villèle et la fortune s'étaient arrangés à l'amiable, et avaient transigé pour produire ce miracle. En effet, M. de Villèle s'est glissé au pouvoir plutôt qu'il n'y est arrivé; il n'a point, pour y parvenir, renversé de puissans obstacles qui s'opposaient à son passage; il n'a point fait rouler son char de triomphe sur les dépouilles de ses rivaux vaincus; il a passé, en quelque sorte sans les offenser, à travers toutes les gloires de

ses adversaires , à côté de tous les amours-propres contemporains sans les condoyer. Il est ainsi arrivé, presque inaperçu, jusqu'au sommet des grandeurs. Dans les premiers temps de son élévation, il se montra assez modeste ; et il s'est d'abord comporté comme un homme qui ne s'attendait pas à monter si haut, et qui demande au public excuse de se trouver là.

Il se pourrait que M. de Villèle pensât sur son propre compte à peu près comme le public ; car, depuis qu'il est au pouvoir, il a peu compté sur les ressources de son génie ; et tous ses efforts semblent avoir eu pour but bien plus de prévenir les caprices du sort que d'enchaîner la destinée : aussi l'a-t-on vu sans cesse louvoyer avec les circonstances et transiger avec la nécessité. Tous les actes de son administration portent plus ou moins l'empreinte de ce caractère d'incertitude et d'hésitation qui est, chez M. le président du conseil, bien moins l'effet de la modération que de la défiance des évènements. Mais il est arrivé que M. de Villèle a dû plus d'une fois à cette incertitude et à cette hésitation même la prolongation de son pouvoir, parce qu'elles l'ont éloigné de ces mesures décisives qui sont

presque toujours, chez l'homme d'État, le résultat de l'inspiration du génie ; en sorte que ce ministre a dû peut-être ses demi-succès en politique moins aux qualités qu'il a qu'à celles qui lui manquent. C'est en promettant beaucoup qu'il a obtenu quelque chose ; et son crédit s'est maintenu jusqu'au moment où les évènements sont venus démentir toutes ses promesses.

Tout le talent du ministre des finances a consisté à faire croire qu'il ferait toujours mieux qu'il n'avait encore fait, à allécher en quelque sorte l'avenir. Il a épuisé le génie de l'adresse et de la ruse ; il a eu l'air de ne se montrer jamais qu'à moitié, afin de faire croire que la partie de lui-même qu'il cachait valait beaucoup mieux que celle qu'il laissait voir. Administrateur plus que ministre d'État, banquier plus que financier, homme de bureau plus qu'homme de parti, M. de Villèle a l'art d'imiter pendant quelques instans tous les talens qui lui manquent ; ainsi il était parvenu à faire croire à bien des gens qu'il était orateur et politique habile ; et il est arrivé qu'il n'était ni l'un ni l'autre.

M. de Villèle n'a qu'une seule passion, celle de se maintenir au pouvoir : il sent

que la fortune l'a traité en enfant gâté, qu'elle lui a donné beaucoup plus qu'il ne méritait, qu'elle l'a comblé de faveurs extraordinaires, et qu'on ne peut être heureux ainsi qu'une fois. Mais il a le bon sens de s'apercevoir que la trame de son existence politique, trop légèrement tissée, est déjà presque usée. Comme son esprit est au bout de ses ressources, il ne fait plus que se répéter lui-même ; voilà pourquoi il a l'air maintenant si gauche, ses tours étant de nature à séduire la première fois, et à être devinés la seconde. Aujourd'hui il cherche un nouveau moyen de succès ; il veut feindre une assurance qu'il n'a pas, une fermeté qui n'est pas dans son caractère, une logique qui n'est pas dans son esprit ; il veut, en un mot, faire tête à sa propre agonie ; mais cet homme qui a su tout dissimuler ne peut dissimuler la peur. On le trouve donc aujourd'hui bien inférieur à ce qu'il était, parce qu'il paraît d'autant moins hardi, qu'il veut avoir l'air d'oser davantage. Son pouvoir lui échappe de toutes parts ; il le laisse aller en lambeaux, et sa réputation sera en haillons quand il quittera le ministère.

Ce que M. de Villèle a fait de plus adroit depuis qu'il est ministre, c'est d'avoir cher-

ché à tout mêler, à tout embrouiller autour de lui, aussitôt qu'il a vu que sa puissance déclinait : il a fait comme un homme qui, pour ne pas quitter sa maison, en aurait fait un labyrinthe dont il aurait muré toutes les issues, aimant mieux mourir d'inanition que de sortir.

M. de Villèle n'est point un homme à système ; il n'est point venu au ministère avec un plan arrêté d'administration ; il n'a point eu le projet de détruire, jusque dans leurs dernières conséquences, les œuvres des ministres ses prédécesseurs, ou de préparer une direction nouvelle aux ministres à venir. M. de Villèle est arrivé au ministère, à peu près comme un époux sans fortune que l'on marie à une riche héritière, et qui n'apporte, selon l'expression populaire, autre chose, dans la maison de son beau-père, que son *bonnet de nuit*.

Si le ministre des finances n'est pas un homme à systèmes, il n'est pas davantage un homme à principes ; ce n'est pas même un homme de circonstance ; mais il possède à un degré éminent peut-être, l'art de connaître les gens qui ne pensent pas par eux-mêmes : trop faible pour lutter contre l'esprit et le talent, il s'entoure d'une foule de

médiocrités rampantes du sein de laquelle il ne s'élève personne pour le contredire; alors il compte les votes, et il dit : « Nous sommes ici en majorité. »

Toutes les œuvres, j'allais dire toutes les spéculations administratives de M. le président du conseil, sont frappées de ce caractère particulier que je viens de signaler : il n'en est pas une qui ne contienne, reproduit sous plusieurs faces, un sophisme propre à séduire les hommes à courte vue, mais que peuvent distinguer des sentimens honorables.

D'ailleurs, il faut le dire, tout, dans cet homme d'Etat, favorise le succès de ce genre de séduction; tout lui tourne à profit, jusqu'à la manière peu gracieuse dont l'a traité la nature sous certains rapports; il séduit par les avantages qui lui manquent, comme d'autres par ceux dont ils sont doués. Les hommes crédules ne peuvent s'imaginer que dans un siècle où le charlatanisme se revêt toujours de clinquant, la séduction puisse se cacher sous des manières plus que communes, dans un maintien un peu trivial, dans une éloquence sans façon, et sous un *laisser-aller* si complet.

Quant à l'histoire des conséquences de

l'administration de M. de Villèle, elle ne saurait trouver place dans la *Biographie des députés*. Nous terminerons cet article par un précis très-succinct des principaux évènements de la carrière de ce ministre.

M. Joseph de Villèle nous est venu de Toulouse, où il eut le bonheur, pour la France autant que pour lui-même, de naître en 1773.

Arrivé à l'âge où l'on se décide ordinairement pour le choix d'une vocation, M. de Villèle, comme tous les hommes de génie, qui ne savent pas précisément à quoi ils sont propres, par cela même qu'ils sont propres à tout, se trouva fort embarrassé. On assure que la vue de la Garonne lui fit songer à la mer, et qu'en songeant à la mer, il lui vint en tête de s'embarquer pour le Nouveau-Monde; il partit. Quelques biographes ont avancé que M. de Villèle était entré dans la marine militaire, et qu'il aurait fait une campagne à Saint-Domingue; mais le fait est très-douteux.

Ce qui est certain, c'est que M. de Villèle passa à l'île Bourbon avec M. de Saint-Félix, son parent, qui venait d'être nommé commandant d'une station. Bientôt des troubles populaires éclatèrent dans l'île, et M. de Villèle, qui déjà connaissait l'art de se con-

cilier les esprits, sut échapper au danger. On sait qu'il obtint un modeste emploi dans les possessions de M. Panon. Il devint bientôt après régisseur des biens de ce dernier; et comme il avait un goût prononcé pour l'avancement, il finit par obtenir en mariage une des filles de M. Panon. Cette nouvelle qualité, ou plutôt cette nouvelle fonction, amena M. de Villèle à se faire nommer membre de l'assemblée coloniale. Il résolut dès lors de retourner en France; mais comme il aimait déjà les petits profits, il songea à utiliser sa traversée : pour cela, il se munit en s'embarquant d'un bon chargement de sucre et de café, dont il tira le meilleur parti à son retour.

L'ère de l'empire ne fut pas favorable aux projets d'ambition de M. de Villèle : peut-être, dès ce temps-là, méditait-il en silence sur son avenir, et songeait-il au portefeuille, assis sur les banquettes du conseil général du département de la Haute-Garonne.

A l'époque de la restauration, M. de Villèle se fit connaître de son département par la publication d'une brochure intitulée : *Observations sur le projet de Constitution, adressées à MM. les députés du département de la*

Haute-Garonne au Corps législatif, par un habitant de ce département.

Cet opuscule, auquel avait donné lieu la déclaration de Saint-Ouen, n'eut guère qu'un succès de province. M. de Villèle, d'ailleurs, n'a jamais aspiré au titre d'écrivain.

M. de Villèle fut nommé maire de Toulouse après les cent-jours : cette nomination le conduisit à être élu député. Cette époque est le bon temps de la gloire de M. de Villèle. Il vint se placer au côté droit, où il se distingua en parlant tour à tour sur le budget, sur les élections, sur les douanes. Il eût au besoin, comme Pic de la Mirandole, parlé *de omni re scibili*. Il fut assez adroit pour se faire beaucoup d'amis, qui dirent qu'il avait le talent de la parole, ce qui le fit passer pour orateur ; mais les personnes qui l'observaient de plus près, remarquaient déjà que, toutes les fois qu'il parlait à la tribune, il jetait des regards de convoitise sur le banc des ministres.

Durant le cours de la session de 1816 à 1817, M. de Villèle attaqua le ministère de la police (l'ingrat ! qui ne prévoyait pas que la police le servirait si bien). Il vota contre la censure. (Voir ce qu'il fit le 15 août 1824.)

L'année suivante, l'éloquence de M. de

Villèle augmenta encore d'énergie ; il attaqua vivement les mêmes abus avec lesquels il a plus tard alimenté sa puissance. Ainsi, il signala le funeste usage que le ministère faisait de son pouvoir, en imposant des opinions aux tribunaux et aux employés des diverses administrations. (Voir, pour ce que M. de Villèle a fait postérieurement, l'*Histoire de la caisse d'amortissement de l'esprit public*, et la *Petite chronique du comité central de la rue de Tournon*.)

La même année, M. de Villèle s'éleva contre les lois d'exception ; il parla en faveur de la liberté des journaux, se prononça pour une nouvelle organisation départementale et municipale. On dit que M. de Villèle a depuis jeté au feu tous les discours qu'il prononça à cette époque.

En 1818, M. de Villèle fut destitué de sa place de maire de Toulouse. Dans le cours de la session de 1818 à 1819, M. de Villèle continua à harceler les ministres ; il parla en faveur de la résolution des pairs tendante à modifier la loi des élections du 5 février 1817 ; il proposa aussi un grand nombre de réductions au budget. (En 1825, il a voulu traiter les rentiers comme en 1818 il traitait le budget.) A cette époque, M. de Villèle pré-

sida quelquefois la Chambre des députés.

Cette Chambre venait d'adopter la nouvelle loi d'élections, lorsque M. de Villèle, qui avait eu pendant long-temps de longues et secrètes entrevues avec le ministère Decazes (1), fut lui-même créé ministre secrétaire d'Etat, et membre du conseil des ministres. M. de Corbière fut élevé en même temps aux mêmes honneurs.

M. de Villèle, qu'on avait fait ministre pour étayer le ministère *Siméon*, ne contribua pas peu, par de sourdes manœuvres, à la chute de ce ministère, tandis qu'ostensiblement il se crut obligé de défendre tout ce que jusque-là il avait attaqué. Enfin, la fameuse adresse de M. de Lalot vint achever ce que M. de Villèle avait commencé, et s'il

(1) M. de Villèle n'a pas démenti ce fait, qui lui fut reproché à la Chambre, et qui se trouve consigné dans l'ouvrage intitulé *les Mille et une calomnies*, ou *Extraits des correspondances privées insérées dans les journaux anglais et allemands*, pendant le ministère de M. le duc Decazes. Trois volumes in-8°. Paris, J.-G. Dentu. Cet ouvrage contient un grand nombre d'anecdotes sur les chefs du parti royaliste de cette époque, qui pouvaient alors être regardées comme calomnieuses, mais que la conduite de plusieurs d'entre eux autorise actuellement à regarder comme vraies.

vota contre son adoption, tandis que M. de Corbière restait neutre, c'est qu'il était persuadé d'avance que son vote ne détruirait pas la majorité. Le ministère tomba, et le 14 décembre 1821, M. de Villèle fut nommé ministre des finances, M. de Corbière ministre de l'intérieur, et, à l'étonnement général, M. de Peyronnet, que personne ne connaissait, fut nommé ministre de la justice. Le 17 août de la même année, M. de Villèle reçut le titre de comte, et le 4 septembre suivant, il fut nommé président du conseil des ministres.

Une fois parvenu au point vers lequel visait depuis long-temps son ambition, M. de Villèle ne parut plus être le même homme; n'ayant presque plus rien à désirer, tous ses efforts dès ce moment parurent avoir pour but de se maintenir long-temps où il était. Cependant les premiers actes de son administration n'eurent pas d'abord de direction bien positive; ce qu'il faut sans doute attribuer aux embarras que les circonstances lui suscitèrent de toutes parts. La guerre d'Espagne devint pour M. de Villèle la première pierre d'achoppement. Cette guerre fut résolue presque malgré lui, et en dépit de lui. La répugnance qu'il montra d'abord pour cette

expédition, ne tenait nullement à ses opinions politiques; car M. de Villèle étant arrivé au sommet du pouvoir, n'eut plus qu'une seule opinion, celle d'y rester; et tout événement qui paraissait déranger le train accoutumé des choses, lui semblait hostile envers lui-même; c'est pourquoi il ne voulait pas de la guerre d'Espagne. Forcé d'y consentir, tout ce qu'il fit, il le fit avec répugnance. Cette répugnance, ou plutôt cette inertie de sa part, fut la première cause de la fameuse affaire des fournitures, dite *marchés Ouvrard*.

Tant qu'on n'eut pas mis le pied en Espagne, M. de Villèle espérait toujours qu'on renoncerait à cette guerre. Mais les rapides succès de l'armée française ayant dissipé à cet égard tous les doutes de son esprit, M. de Villèle voyant qu'il ne pouvait plus rien empêcher, se mit en tête qu'il devait diriger, du fond de son cabinet, les opérations militaires de l'armée d'Espagne. On lui attribua l'ordre de diverses marches et contre-marches qui ralentirent de quelques jours la promenade victorieuse de l'armée; et on prétend qu'il ne fut pas étranger à la célèbre ordonnance d'Andujar (1).

(1) Pour bien connaître la conduite et les tergiversa-

Cependant la valeur des armées françaises ayant replacé le roi Ferdinand sur son trône, M. de Villèle commença à prendre son parti sur ce succès ; il fit mieux, il voulut se l'attribuer, et surtout en profiter. Il considéra dès ce moment la révolution comme vaincue ; et croyant sans doute que la monarchie n'avait plus besoin de ses soins et de ses veilles, il se mit à travailler pour lui-même.

M. de Villèle, qui avait obtenu une loi de censure en 1823, voulut avoir, en 1824, une loi de septennalité. Il proposa et obtint cette loi : on assure que le projet de la septennalité, qu'on appela le *lit de repos des ministres*, lui fut soufflé par son ami M. de Corbière.

Dans l'espoir de se rendre long-temps nécessaire, M. de Villèle s'imagina de créer un nouveau système de finances, dont lui seul aurait la clef ; pour cela, il se mit en mesure de demander aux Chambres une loi de réduction de rentes, au moyen de laquelle

tions de M. de Villèle à cette époque, nous renvoyons le lecteur à un ouvrage rempli de faits curieux, publié par un Espagnol ami de son pays, sous le titre de *Histoire de la révolution d'Espagne de 1820 à 1823*. Deux vol. in-8°. Paris, J.-G. Dentu.

il prétendit démontrer que tout le monde, lui compris, y trouverait à gagner, même les rentiers, qu'il voulait réduire d'un cinquième, dans le cas où ils ne consentiraient pas à convertir leurs 5 pour cent en 3 pour cent.

Ce projet de loi, adopté par la Chambre des députés, fut rejeté par la Chambre des pairs et par l'opinion publique. Ce désappointement, auquel le président du conseil ne s'attendait pas, lui donna beaucoup d'humeur. Il s'en prit à tout de ce qui venait de lui arriver; et M. de Chateaubriand, alors ministre des affaires étrangères, que M. de Villèle soupçonna d'avoir été contraire à la loi de réduction, perdit tout à coup son porte-feuille, comme l'avaient perdu avant lui MM. de Montmorency et de Bellune, et depuis M. de Lauriston. De peur qu'on ne le soupçonnât pas d'avoir provoqué cette disgrâce, M. de Villèle eut soin de prendre par *interim* le porte-feuille vacant.

Dès que M. de Villèle commença à montrer de l'humeur, il fut perdu. L'éloignement de M. de Chateaubriand enleva beaucoup de partisans au ministère. La séance du 29 juin 1824, dans laquelle M. de La Bourdonnaye attaqua vivement M. de Villèle, au sujet de l'af-

faire Ouvrard, acheva de ruiner le crédit de ce ministre.

Harcelé de toutes parts, en butte à toutes les opinions, M. de Villèle n'eut plus d'autre chance de succès que le rétablissement de la censure, qu'il avait constamment combattue comme député, et qu'il aimait beaucoup comme ministre. M. de Villèle, dans l'esprit duquel il ne se fait jamais que des commencemens de raisonnemens, a toujours été porté à regarder des prétextes comme des motifs. Il crut donc en trouver un plausible pour le rétablissement de la censure, dans la circonstance de la dernière maladie du feu roi Louis XVIII, ou mieux encore dans l'arrêt rendu par la Cour de cassation, qui mettait hors de cause les propriétaires du journal *l'Aristarque*. Dans le *considérant* de l'ordonnance qui rétablissait la censure, M. de Villèle appela cet arrêt une *circonstance grave*. Bientôt Charles X, en montant sur le trône, abolit la censure, et M. de Villèle se retrouva au milieu de tous ses embarras.

Il se tint comme il put jusqu'aux Chambres, auxquelles il présenta deux projets de loi; la loi de l'indemnité, et la loi de la conversion des rentes, revue, corrigée et aug-

mentée. Il eut l'art d'enchaîner fort adroitement ces deux lois l'une à l'autre, en sorte que la loi de l'indemnité, dont, au fond, tout le monde reconnaissait la justice et le besoin, entraîna le vote de la loi de réduction. Toutefois, M. le président du conseil n'obtint le vote de ces deux lois qu'après les plus grandes difficultés, et s'il n'eût pas su capter les suffrages par d'autres moyens que par son éloquence, il est certain qu'il n'eût pas eu la majorité.

L'obtention de ces deux lois ne fut pour M. de Villèle qu'un triomphe éphémère. La loi qui réduisait les 5 et qui constituait les 3 pour cent, était frappée de mort dans l'opinion, et le non succès de cette loi devait entraîner nécessairement l'inexécution de la loi de l'indemnité. Alors M. de Villèle tourna tous ses efforts du côté des 3 pour cent. On vit trop clairement qu'il n'y avait plus que du 3 pour cent dans tous les actes politiques de M. de Villèle. C'est en faveur du 3 pour cent que fut rendue à l'avance l'ordonnance de l'émancipation de Saint-Domingue. Mais les manœuvres du syndicat et l'agiotage politique, mis en œuvre avec scandale, ont achevé de décréditer la mesure désastreuse des 3 pour cent.

Ce que M. de Villèle paraît avoir le plus redouté dans le cours de son administration, c'est la publicité ; cette crainte est de sa part un trait de génie. En effet, ce ministre est doué de cette sorte de finesse qu'il faut se garder d'approfondir, si on ne veut pas en apercevoir le piège. Il peut parvenir à tromper facilement ceux qui n'ont pas le temps de l'observer, ou qui n'y songent pas.

Avant qu'il fût ministre, et surtout président du conseil, on remarquait en lui des qualités qu'on ne lui trouve plus, sans doute parce qu'il n'en a plus besoin. Il était doux et affable ; il est devenu hautain et superbe ; mais ses amis sont embarrassés de savoir s'il a perdu les bonnes qualités qu'il avait, ou si seulement c'est un rôle qu'il a quitté.

M. de Villèle n'a guère de rapport avec la littérature de son temps ; on ne cite de lui qu'un vers commencé ; mais on assure qu'il l'a improvisé. Dans un moment où il se félicitait des succès que lui faisaient obtenir ses partisans, on l'a entendu s'écrier :

Dis-moi, cher Lapanouze,
Qu'eussé-je été sans eux ?

M. de Lapanouze, pour achever le vers, répondit :

Le maire de Toulouse.

La vie politique de M. le président du conseil offre cette singularité, qu'il est peut-être le premier ministre, depuis la restauration, qui ait inspiré la verve satirique de ses contemporains. Nous nous contenterons de citer ici ce distique, qui lui fut adressé à l'occasion de la première représentation de la tragédie de *Léonidas* :

L'un conduit ses trois cents à l'immortalité,
L'autre ses trois pour cent à la mendicité.

On cite, entre autres morceaux qu'il a inspirés, l'*Epttre à M. de Villèle*, et l'*Epttre au trois pour cent*, par M. Cyprien Desmarais.

VILLENEUVE [le marquis de] (Basses-Alpes), chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur. M. le marquis de Villeneuve est un des hommes qui ont donné le plus de preuves de dévouement à la cause royale. En 1813, étant maire de sa commune, et sur le bruit de l'arrivée de S. A. R. M^{re} le duc d'Angoulême, il prohiba, par une publication officielle, la levée des réquisitions frappées par l'armée du maréchal Soult, qui revenait d'Espagne. M. de Villeneuve fut aussitôt dénoncé au gouvernement pour cet acte courageux, et il fut suspendu de ses fonctions. Peu de temps après, M. de Vil-

lennec se rendit auprès de l'armée anglaise, pour déterminer le duc de Wellington à ne s'avancer en France qu'au nom du roi. Il se rendit de là à Toulouse, où il fit proclamer le roi, et partit à la tête d'une députation pour Bordeaux, où était le duc d'Angoulême. En mars 1815, M. de Villeneuve se rendit à Bordeaux auprès de ce prince; on apprit le débarquement de Buonaparte, et M. de Villeneuve revint à Tarbes, où il établit une *commission de salut public* pour faire exécuter les ordres du roi. Sa conduite courageuse le fit arrêter : l'ordre de son arrestation était signé *Fouché* et *Rovigo*. Quoiqu'il eût rendu plusieurs services importants à la cause royale, M. de Villeneuve reçut ordre, au mois d'août 1815, de venir sur le champ à Paris, *pour y rendre compte de sa conduite*. Les éclaircissemens qu'il donna lui firent rendre justice. M. de Villeneuve a été nommé, en 1816, préfet à Bourges, où il s'est fait remarquer par une administration sage et éclairée. Il fut destitué dans le cours de la même année. Il est maintenant préfet de la Nièvre, et vote avec les ministériels. Il faut dire cependant, pour rendre hommage à la vérité, que si M. de Villeneuve est ministériel, il l'est autant par

reconnaissance que par inclination naturelle. Mais il pousse la reconnaissance si loin, qu'il se croirait coupable s'il avait une pensée qui ne fût pas conforme à la pensée ministérielle, et qu'il croirait avoir perdu l'esprit s'il y laissait entrer, même involontairement, une pensée d'opposition.

VOGUÉ [le comte Eugène de] (Ardèche). A la voix du comte Eugène de Vogué, de nombreux volontaires royalistes allèrent rejoindre le duc d'Angoulême en 1815, pendant les cent-jours. Il fut nommé membre de la Chambre des députés par le département de l'Ardèche, après la seconde restauration, mais ne put être réélu en 1816, parce qu'il n'avait pas quarante ans accomplis. En 1820, le grand collège de l'Ardèche, réuni à Privas, l'a choisi pour son représentant, et l'a de nouveau réélu en 1824. Ce député est chevalier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil-général de son département, et vote avec le centre droit de la Chambre.

WANGEN DE GÉROLDSECK [le baron de] (Bas-Rhin). Cet honorable député est membre du conseil-général de son département. C'est en vain que les adversaires de M. Wangen voudraient entreprendre de

